Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13455 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 3 MAI 1988

Rendez-vous manqué pour l'OPEP

L'Arabie saoudite a fait échouer, le dimanche 1er mai à Vienne, une occasion historique d'élargir le cercle des pays disposés à stabiliser le marché du pétrole. Sept exportateurs indépendants regroupés sous le sigle NOPEP (Non-OPEP), à savoir l'Egypte, le Mexique, la Chine, la Malaisie, l'Angola, la Colombie et Oman, avaient accepté de réduire leurs exportations de 5 % pendant deux mois à la condition que les treize pays membres de l'OPEP en fassent autant.

Cet effort n'aurait peut-être pas suffi, mais le marché aurait pu le considérer tout de même comme significatif. Les prix, qui ont chuté d'environ 3 à 4 dollars depuis quatre mois par rapport au tarif officiel de l'OPEP de 18 dollars le baril, auraient retrouvé une certaine stabilité.

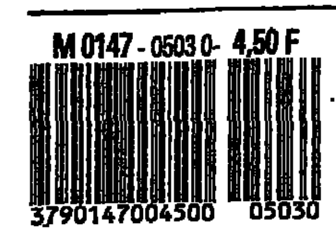
L'Arabie saoudite avait des raisons d'ordre pétrolier pour refuser, malgré les pressions exercées au plus haut niveau, notamment par l'Algérie. L'offre des NOPEP revenait à couper leur propre production de 180000 barils par jour et celle de l'OPEP de 700000. Le fardeau a été jugé inégalement réparti. Les pays indépendants ayant sensiblement accru leur part de marché ces dernières années.

On peut se demander si le refus de Ryad ne s'explique pas aussi par la crainte de voir le cartel des producteurs s'élargir « de facto » de treize à vingt membres. Le pouvoir du royaume se trouverait dilué dans une structure élargie où le monde arabe serait moins puissant. Les pressions exercées pour l'amener à réduire sa propre production plus que les autres, avec pour argument que sa faible démographie et ses forts revenus peuvent le lui permettre, seraient plus intenses. Une logique de solidarité économique – le riche payant pour les pauvres – risquerait de mettre à mal, dans une « OPEP à vingt », l'actuelle suprématie saoudienne, et donc le poids diplomatique et financier qu'en tire Ryad dans le monde arabe.

Les canons de la guerre Iran-Irak se sont d'ailleurs fait entendre à Vienne. Nombre d'observateurs sont persuadés que, depuis le début de l'année, les Saoudiens veulent empêcher une remontée des cours qui profiterait au régime khomeiniste. La rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, pendant que les ministres pétroliers discutaient en Autriche, laissait déjà entrevoir la stratégie saoudienne. A quoi s'ajoute que l'allié américain a clairement énoncé son opposition à tout élargissement du cartel en direction de la Chine et de l'Angola, et plus encore de l'URSS, dont un observateur a été, un moment, annoncé à la réunion.

Il n'est pas certain que les sept NOPEP acceptent d'améliorer leur proposition et de poursuivre dans cette voie. Les consommateurs auraient tort de s'en réjouir trop vite. Certes, l'échec risque de provoquer une nouvelle baisse des cours. Mais, à moyen terme, la baisse des prix du pétrole décourage les efforts de prospection et l'investissement dans les énergies concurrentes. La conséquence, à terme, pour l'Occident, risque de se trouver dans une dépendance accrue à l'égard du Golfe, qui regroupe les premiers puits de pétrole du monde.

(Lire nos informations page 26.)


M 0147 - 0503 0 - 4,50 F
3790147004500 05030

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

L'évolution des rapports entre le RPR et l'extrême droite trouble la majorité

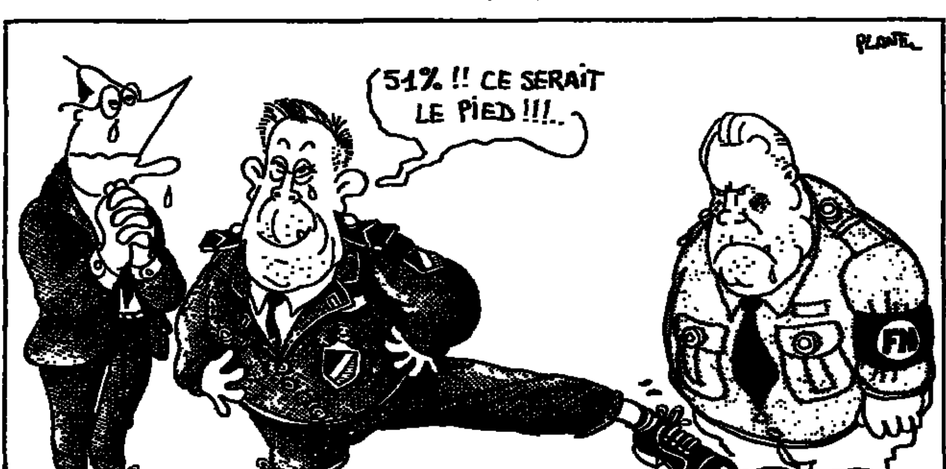
M. Jean-Marie Le Pen n'a pas attendu le lendemain du second tour de l'élection présidentielle pour se poser en recours de la droite. Le dimanche 1er mai, devant ses sympathisants, le chef de file de l'extrême droite, pour qui la défaite de M. Jacques Chirac est acquise, a appelé à rejeter « Mitterrand le pire » sans pour autant cautionner « Chirac le mal ». Les responsables d'une majorité désormais en ébullition ont multiplié, ce week-end, les déclarations contradictoires. Un pôle de résistance au rapprochement avec le Front national paraît s'organiser autour des centristes. MM. Michel Noir (RPR) et Claude Malhuret (PR) ont joint leurs voix à celles de MM. Pierre Méhaignerie ou Charles Millon pour expliquer que, contrairement aux déclarations de M. Charles Pasqua, les valeurs du FN ne sont pas proches des leurs.

La droite indéfinie

par Jean-Marie Colombani

Quelles « valeurs » tenaient le haut du pavé à Paris, le 1er mai ? Celles de la décomposition de la droite. Pendant que M. Le Pen brandissait les siennes, lors d'une manifestation aux allures mussoliniennes dans les jardins des Tuileries et alentours, le débat s'est engagé, et pas seulement à la Nation (CFDT-FEN) ou sur les grands boulevards (CGT), où les « antiracistes », voire « antifascistes », ont scandé massivement leur inquiétude. Ce débat secoue la droite classique, défaite le 24 avril, ébranlée par le « tremblement de terre » Le Pen : M. Charles Pasqua partage les « valeurs » du FN, dont d'autres, à l'UDF et au RPR se défient avec vigueur.

(Lire la suite page 10.)



Lire également

Peur, harcèlements, rumeurs, intimidation

Drôle de guérilla en Nouvelle-Calédonie

Le bureau politique du FLNKS a rejeté, le lundi 2 mai, les offres de médiation faites par l'archevêque de Nouméa et par les parlementaires RPR du territoire. Une certaine confusion règne sur le terrain, où les autorités civiles et militaires paraissent impuissantes à obtenir la libération des vingt-trois otages retenus sur l'île d'Ouvéa et à rétablir le calme en plusieurs points du territoire.

NOUMÉA
de notre envoyée spéciale

Sur la plage de Pouébo, un village de mille cinq cents habitants de la côte nord de la Nouvelle-Calédonie, la gendarmerie avait repéré *« un campement »* indépendantiste surmonté d'un *« mirador »*. La marine nationale est intervenue contre cette *« position »* le samedi 30 avril, pour la première fois en Nouvelle-Calédonie. Sept gendarmes, selon des témoins, ont débarqué du patrouilleur *la Moqueuse*, dans un Zodiac, et se sont lancés à l'assaut de la pointe Saint-Mathieu. Le bâtiment les a couverts par un tir à l'arme automatique. Bilan de ce débarquement : une CB saisie...

Au lendemain de l'opération, les indépendantistes de Pouébo vaquent à leurs barrages, machettes dans les mains, écusson à l'effigie de Bob Marley sur la manche, serviette-éponge autour de la tête. Le maigre peloton de vingt-cinq gendarmes installé à Pouébo a dégagé la route le matin, mais les troncs de cocotiers et les parpaings ont été remis en place dès que le dernier véhicule a disparu sur la route. Les militants affirment qu'ils ne sont pas armés. D'ailleurs, ils n'ont *« pas lâché un coup de feu »* quand les gendarmes – qui, eux, assurent avoir essuyé des tirs – ont débarqué. Un hélicoptère Alouette, disent-ils, a survolé le matin Pouébo et Balade, à huit kilomètres. Les gendarmes, selon eux, ont tiré de l'appareil des chevrotines et des balles à ailettes sur leur Toyota de « liaison » et les bateaux de pêche de la coopérative. Car les indépendantistes de Pouébo sont aussi pêcheurs.

CORINNE LESNES.

(Lire la suite page 12.)

Idéologie, économie, succession

Les trois crises de la Hongrie

A moins de trois semaines de la conférence nationale du Parti communiste hongrois, sur lequel règne M. Janos Kadar depuis 1956, le premier ministre, M. Karoly Grosz, vient de lancer un appel à un « nouveau consensus » et à une « nouvelle unité nationale ».

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Ici, les hauts dignitaires roulent en Mercedes noire dernier modèle et l'on appelle le comité central *« la Maison Blanche »*. Mais, derrière les murs bien gardés de cet austère bâtiment de pierre claire qui borde le Danube, c'est une lutte implacable et sourde, comme savent en produire les vrais régimes communistes, qui se livre ces temps-ci. Au centre de ces manœuvres, un vieillard, dont le bureau trône au premier étage de la « Maison Blanche » : Janos Kadar, soixante-quinze ans, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier hongrois depuis bientôt trente-deux ans. Et qui reste apparemment sourd aux appels à céder la place.

En réalité, cette lutte au sommet n'est qu'une manifestation d'un mal beaucoup plus profond, vous dit-on à Budapest, qui ronge actuellement la Hongrie. Incertitude, crise, décomposition, déstabilisation... C'est à celui qui trouvera le mot le plus imagé pour décrire ce mal, dont plus personne, même en haut lieu, ne songe à nier l'existence.

Le comité central lui-même, réuni en plénum les 23 et 24 mars à moins de deux mois de la conférence nationale du parti – la première depuis 1957, – n'a pu que déplorer l'*« incertitude idéologique »* qui prévaut sur certaines questions-clés. Une incertitude qui n'épargne pas, visiblement, les rangs du comité central, puisque, a reconnu à la télévision un membre du bureau politique, M. Janos Berecz, ses membres n'ont pas su se mettre d'accord sur l'évaluation de la situation ni même sur le terrain de *« crise »*.

M. Berecz, qui est précisément chargé des questions de propagande et d'idéologie et que l'on considère généralement comme le principal candidat à la succession de M. Kadar, préfère, lui, parler *« de tension, de contradictions et de préoccupation »*, tandis que le numéro un rejette totalement l'idée de *« crise »* : de sérieux problèmes, tout au plus.

Quelques jours plus tard, le comité central publie un *« projet de prise de position »*, document de travail pour la conférence nationale qui s'ouvre le 20 mai. Remarquable aveu de faiblesse, ce texte parle de *« jugement erroné »* émis par le parti sur l'évolution économique, du *« mécontentement montant au sein de la population devant le piétinement du développement économique et social et la multiplication des difficultés »*.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 4.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

DÉMOCRATIE

Face à Le Pen, un projet républicain

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

LE Pen est une souffrance pour tous ceux qui n'aiment pas voir leur peuple défiguré et la France enlaidie.

Il va désormais empoisonner la vie politique française pendant longtemps. Dans une période de crise prolongée, sa capacité d'expansion ne comporte pas de limite définie à l'avance. Lestant lourdement le RPR, il exerce déjà sur lui un chantage d'où peuvent résulter toutes les dérives. Divisées aujourd'hui, les droites pourraient demain entraîner ensemble une révulsante régression de la démocratie.

Pour relever le défi, il faut d'abord *le comprendre :*

– Le Pen n'est certes pas entièrement réductible au chômage. Là est pourtant son humus. Que n'a-t-on assez daubé sur cette vieille idée reçue que la France, faite comme elle l'est, ne supporterait jamais un million de chômeurs ! A présent qu'elle en supporte trois, on voit le résultat...

– Mais comment se fait-il qu'en Alsace, là où le chômage est le plus faible (7 % à 8 % de la population active), Le Pen frôle les 22 % ?

Certes, le vote Le Pen est aussi le symptôme *d'une crise proprement française.* Il traduit le sentiment *d'un déclin relatif, malheureuse*ment trop réel. La comparaison avec l'Allemagne est de moins en moins en notre faveur. Surtout, la France, pays suprêmement politique, qui ne s'est jamais soutenue que par une *idée plus grande qu'elle*, est en panne de mythologie et même de projet : le gaullisme puis l'union de la gauche ont épuisé leur force propulsive. L'Europe paraît moins à la France un grand dessein qu'une fatalité menaçante, où elle perdra son grand atout historique : la capacité d'impulsion et de synergie d'un Etat organisé, en conservant le handicap culturel qui en est la contrepartie : celui d'une société civile en panne, dès lors qu'elle est en manque de politique. La France est ainsi faite qu'elle attend beaucoup de ses dirigeants. La conversion de Chirac au reaganisme et à un européisme même de façade laisse toute la France traditionnelle en déshérence. Le nationalisme est toujours une crise du patriotisme. Quoi d'étonnant à ce qu'elle soit, dans les marches de l'Est, plus profonde ?

– En troisième lieu, le vote Le Pen traduit une aspiration à l'ordre et à la sécurité dans un monde de plus en plus incertain et incompréhensible.

Dans une économie qu'un pesant système de « contraintes extérieures » a enfermée dans une déflation de longue durée, la xénophobie rampante dans les masses est l'envers de la xénophilie des élites, je veux dire cette soumission aveugle au mouvement de *multinationalisa*tion du capital que déguise – si mal d'ailleurs – « l'idéologie de la *mode* ». *La « préférence nationale »* chère à Le Pen – doux euphémisme pour flatter le racisme – et le libéra*lisme, autre euphémisme pour dési*gner la préférence pour les privilèges, sont l'envers et l'endroit d'une même médaille.

Un profond fossé s'est ainsi creusé entre les élites plus ou moins « libéral-libertaires » et les couches populaires, en proie au chômage et à la précarité, entre le jargon technocratique et le vécu quotidien de millions de gens. Un électeur de Belfort m'écrit aujourd'hui : *« Rassurez-vous : j'ai voté Le Pen ainsi que toute ma famille pour alerter le futur gouvernement du malaise qui règne en France... Ne vous faites pas de souci pour le prochain tour »*. L'immigré n'est bien souvent que le bouc émissaire d'un malaise plus profond. Il permet aux exclus, toujours plus nombreux, d'exclure à leur tour.

Trois causes trois réponses

1) Tout d'abord *faire reculer le chômage.*

On ne rendra pas confiance en la démocratie si on laisse s'accumuler dans des réserves d'Indiens des millions de jeunes « entre deux stages ». Il faut désengorger le système vers l'aval. Il n'y aucune raison que la France soit le seul pays de l'OCDE à ne pas créer d'emplois. Simplement il faut cesser de traiter le chômage comme le résidu inévitable d'autres politiques : lutte contre l'inflation, défense du franc, etc. La lutte contre le chômage est aujourd'hui l'objectif premier d'une politique de progrès. Nous savons que seule une croissance plus forte peut permettre à la fois de reconquérir l'emploi, de sauvegarder notre système de protection sociale et de rattraper notre *retard d'investissement.*

A cette nécessité répond l'exigence d'une initiative européenne de croissance. L'Europe, pour avancer dans la bonne direction – des politiques communes, un espace structuré et protégé, un taux de croissance plus élevé – a besoin de l'impulsion d'une France forte et sûre d'elle-même.

2) La deuxième réponse conditionne la première : il faut *réapprendre la France aux Français :* ce qu'elle est, d'où elle vient, vers quoi elle tend. La revalorisation de l'Histoire et la réintroduction dans les programmes scolaires de l'éducation civique par les gouvernements de la gauche n'ont jamais eu à mes yeux d'autre objectif : réinventer le citoyen, refonder, à la veille du bicentenaire de 1789, une République moderne, redonner à la France le sens de son destin, c'est-à-dire de l'universel. L'erreur serait de penser l'Europe comme un substitut possible à la France, alors qu'elle ne peut en être, comme pour les autres nations, que l'accomplissement. Pour construire une Europe européenne il faut une France entraînante, ayant d'abord retrouvé confiance en elle-même.

De même, n'y a-t-il pas d'autre perspective juste que l'intégration dans la France des garçons et des filles nés de l'immigration, à égalité de droits et de devoirs.

Ce serait donc une grande niaiserie pour la gauche que d'abandonner à Le Pen les symboles de patriotisme républicain : *la Marseillaise* – le drapeau tricolore – qu'il a encore moins de raison de s'approprier que Jeanne d'Arc, la pauvre ! qui avait certes d'étranges compagnons, mais n'avait pas mérité celui-là !

Rendre confiance en la France c'est faire le pari de la démocratie.

3) Un gouvernement de progrès doit enfin savoir affirmer l'autorité de l'Etat républicain.

Comme toujours dans les périodes de crise se fait sentir le besoin d'une ferme direction. Ce que Roosevelt et *Churchill jadis symbolisèrent, la* France l'attend aujourd'hui de François Mitterrand. Lui seul peut incarner cette capacité de relever les défis d'une période difficile en faisant prévaloir, en tous domaines, à *la fois la justice* sociale et une vraie préférence pour le long terme.

Face à l'idéologie de la mode et de l'instantanéité qui est la forme moderne du règne de l'argent, il s'agit d'opérer une vraie révolution culturelle :

– en réhabilitant les valeurs de la longue durée : mémoire, effort, patience, volonté ;

– en revalorisant l'enseignement qui, parce qu'il vise à la transmission du patrimoine des connaissances et des valeurs, est systématiquement déconsidéré dans les sociétés « médiatiques » productrices de vide ;

– et, bien sûr, en donnant une vraie priorité à l'investissement.

Notre pays a surtout besoin de repères et de cadres de référence solides.

L'affaissement des valeurs

L'affaissement des valeurs morales traditionnelles et l'étiolement des réseaux sociaux qui structuraient la vie collective commandent une double démarche : une impulsion venue d'en haut et une dynamique venant d'en bas, l'une nourrissant l'autre. Le principal risque pour les forces de progrès serait de « bricoler » quelques gadgets politiques et, sous prétexte de « non-directivité », de ne pas poser clairement d'emblée l'équation de la réussite : l'Etat républicain a le devoir d'intervenir pour assurer la justice sociale, pour garantir les libertés, et donc l'ordre républicain, pour aider concrètement à résoudre les problèmes de la vie quotidienne des gens : réhabilitation des quartiers dégradés, priorité au logement social, solide formation de base, remise à niveau et qualification des laissés-pour-compte – contrats de services avec les collectivités locales pour les aider à revitaliser le tissu social et associatif – revenu minimum d'insertion, – *développement* des emplois sociaux et, bien sûr, condition de tout le reste, remuscu*lation de l'appareil productif.*

Cela n'ira pas sans un meilleur partage de l'effort qu'il faudra savoir imposer aux privilégiés.

Bien sûr, il faudra du temps. Mais ce qui ne sera pas engagé vite risque ensuite de ne plus pouvoir l'être. Un gouvernement vraiment républicain ne saurait se contenter d'invocations rituelles aux valeurs de la République. Pour les faire passer dans sa politique, il doit être capable d'aller aussi à la rencontre des aspirations légitimes de ceux qui, traditionnellement, ne se reconnaissent pas dans la gauche ou qui ont de la peine à se reconnaître dans le « discours de la mode ».

Un gouvernement de progrès doit mettre en œuvre en tous domaines des politiques qui répondent à la fois aux intérêts de la masse et à l'intérêt national. C'est cela, à mes yeux, le socialisme de gouvernement.

La République, encore une fois – j'en suis sûr, – tiomphera de ses adversaires *et relèvera le défi* que Le Pen lui jette à la face.

Je n'ai rien dit du Parti socialiste mais il est concerné au premier chef. Son rôle, sur le terrain, sera capital pour parler aux gens, pour organiser la résistance à Le Pen, pour redonner au tissu social une « tenue » et pour faire reculer le spectre de la barbarie au quotidien.

Ce combat commence dès aujourd'hui. En votant massivement pour François Mitterrand, en sanctionnant Chirac, le peuple français peut enclencher le 8 mai une puissante dynamique républicaine. Sachons en saisir la chance et la faire fructifier !

(*) Député (PS), maire de Belfort.

FORMATION

Le pari des trois écoles

par BERTRAND GIROD DE L'AIN (*)

LE « plus de formation », le « plus de qualification » pour tous les jeunes Français promis par les deux candidats à l'Elysée – et par les « disparus » – sont-ils les signes d'un puissant consensus politique sur l'éducation, de même force que celui sur la construction européenne ? Ouvre-t-il donc, après tant d'épuisantes guerres scolaires à la française, *une possibilité d'action* au gouvernement de demain ?

Les textes « gaullo-chiraquien » et « socialo-mitterrandiste » ne disent mot de l'enseignement privé subventionné par l'Etat. Ce consensus du silence convient, semble-t-il, aux défenseurs des établissements catholiques. Quant ils ne sont pas satisfaits, ils savent le dire haut et fort : avec deux *millions* de *manifestants en 1984.* Le court échange sur l'école privée lors du débat télévisé du 28 avril a confirmé qu'il s'agissait, pour les deux candidats, d'un problème enterré !

Ce discours muet sur la « seconde école » est « enrichi » d'*affirmations apparemment* convergentes sur l'importance de l'apprentissage et, plus largement, sur le rôle de l'entreprise dans la formation professionnelle. Voici la formulation socialiste (« Propositions pour la France ») :

« L'existence de filières techniques, au sein du système éducatif et sans beaucoup de liens avec le monde de l'entreprise, constitue une spécificité française. En Allemagne prévaut une autre approche, elle conduit à mettre très tôt en relation les jeunes et l'entreprise, et 53 % des élèves suivent une formation alternée en entreprise. (...) C'est une pédagogie qui associe deux partenaires complémentaires. »

Ce manifeste en appelle à des changements profonds de la mentalité des enseignants à l'égard des entreprises et *« des acteurs de l'entreprise qui devront accepter de mieux prendre en charge leur responsabilité de formation à la profession ».*

Nous voilà loin du *« grand service public unifié et laïque de l'enseignement »* réclamé naguère par les socialistes... Ceux-ci accepteraient-ils aujourd'hui un système éducatif à trois écoles, la troisième étant l'entreprise ? Y aurait-il, *enfin*, un consensus sur la légitimité éducative de l'entreprise ? Pas encore.

La relative longueur et la qualité de l'argumentation du texte socialiste ont le sens d'un appel à l'égard du camp laïque qui s'est à nouveau fortement manifesté *pour s'opposer – sans succès –* à la récente loi sur l'extension de l'apprentissage.

La brièveté, à ce propos, du texte des gaullistes – *« il faut continuer à promouvoir l'apprentissage »* – a peut-être le même objectif d'apaisement à l'égard de leur important électorat « enseignement public ».

Entreprises : engagement limité

Quels peuvent être *les effets* de ces prudentes audaces dans ce contexte de « bond en avant » de la formation de tous les jeunes que nous annoncent les deux candidats ?

Le premier constat, et il peut surprendre, est qu'il n'y a aucun *signe* d'appétit de conquête de la part de ces « nouveaux invités » du système éducatif. Les grandes *entreprises modernes faisant* un large appel aux technologies de pointe manquent d'un nouveau type d'ouvrier professionnel très qualifié. Et c'est pour en former qu'elles reviennent à l'apprentissage. Mais, interrogées, elles affirment n'avoir nullement l'intention de former, comme les firmes allemandes, des centaines de milliers de jeunes. Tout au plus quelques milliers.

Si elles critiquent depuis des années les préparations scolaires aux métiers, les *firmes françaises* ne sont pas prêtes à renoncer à l'avantage de la gratuité des diplômés « livrés » par l'éducation nationale. Elles savent qu'une grande entreprise allemande débourse environ 20 000 francs par an par apprenti. C'est pourquoi le nouvel investissement d'un petit nombre d'entre elles dans ce domaine est très limité. Il s'agit, en quelque sorte, d'un apprentissage de luxe.

La « seconde école », c'est-à-dire les établissements privés sub*ventionnés* par l'Etat paraît *très* prudente en ce qui concerne sa participation à l'expansion massive des *effectifs scolaires. Elle* accorde la priorité à la qualité de l'éducation qu'elle offre, au maintien de classes à effectifs réduits.

Les objectifs pour la formation des jeunes des deux candidats ainsi que des organisations qui les soutiennent sont considérables : *notamment* 400 000 lycéens supplémentaires. Même réduits à des dimensions un peu plus réalistes, ils seront très difficiles à atteindre, surtout qualitativement. Par exemple, pour accroître massivement le nombre des bacheliers, il est prévu par les experts :

– d'interdire la sortie du collège en fin de classe de cinquième vers le pré-apprentissage.

– de prolonger jusqu'au baccalauréat professionnel la scolarité des élèves qui quittent actuellement l'école avec un diplôme de l'enseignement technique court.

Scénario catastrophe

Cela réclame un véritable saut de l'innovation pédagogique, une nouvelle capacité de faire réussir les études longues à des élèves qui *en étaient jusqu'à présent* jugés incapables. Mais qui va-t-on mobiliser pour ce combat de la qualification ?

Les choix des deux camps sont assez semblables :

– le manifeste socialiste prévoit, pour atteindre les *« 80 % de la classe d'âge niveau bac », « l'ouverture de 400 lycées en quinze ans, soit en moyenne un par an et par académie ».* L'expansion des effectifs est donc en totalité « réservée » à l'enseignement public.

– les textes électoraux de *l'actuelle majorité restent*, à ce propos, dans le vague. Le « Plan pour l'avenir de l'éducation nationale » présenté par *René Monory* en décembre 1987 l'est moins. La forte expansion des effectifs n'est « attribuée » qu'aux différents types d'établissement scolaire. Une simulation du service de prospective de l'éducation nationale prévoit la stabilité des effectifs de l'enseignement privé, et élimine l'apprentissage de son scénario.

Pour des motifs en partie semblables, en partie différents, les deux candidats et leurs formations politiques, à propos de ce sujet sensible, convergent vers un objectif non formulé. L'expansion massive des effectifs scolaires pour gagner le « pari de l'intelligence » sera *uniquement assumée* par l'enseignement public. Il ne serait rien exigé (thèse de la droite) ou attendu (celle de la gauche) des deux autres écoles.

Mission exaltante pour l'école publique ? Risquons une « prévision catastrophe ». Submergé par ces effectifs supplémentaires, l'enseignement public va être en manque constant d'enseignants et de classes. La qualité pédagogique va se détériorer, les taux d'échecs *s'accroître*, ce qui augmentera encore le besoin en enseignants. L'insatisfaction des parents et des élèves ne pourra qu'augmenter. Les enseignants du public seront placés en position d'accusés. Et, « naturellement », les queues s'allongeront aux portes des établissements privés et des centres d'apprentissage d'entreprise.

Il faut que ce scénario ne se réalise pas. La condition : la mobilisation des trois écoles par les deux candidats afin de réussir le pari de la formation pour tous.

(*) Professeur à l'université Paris-Dauphine.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

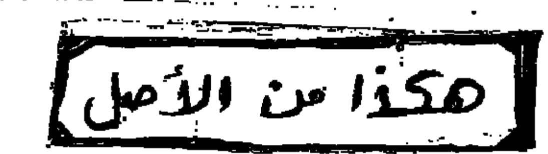
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037



Etranger

LIBAN : enlevé il y a une semaine

Un évêque maronite a été assassiné dans la montagne chrétienne

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile au Liban en 1975, un dignitaire religieux de l'église maronite a été assassiné au cœur de la montagne chrétienne de Kesrouan, au nord de Beyrouth. Enlevé de son domicile de Ghadir, dans la nuit du samedi 23 avril, Mgr Albert Khoreiche a été retrouvé, dimanche 1er mai, le corps criblé de balles et portant de nombreuses blessures au visage, à Chnanir, non loin de chez lui.

Depuis une semaine, aucun véritable indice n'était venu éclaircir cette affaire sur laquelle la police et le patriarcat maronite gardaient un silence prudent. Vendredi, la voiture du prélat avait été retrouvée entre Broummana et Baabdate, dans une zone contrôlée par les fidèles du président Gemayel. Mais elle y avait été, semble-t-il, déposée cinq jours après la disparition du prélat, et aucun élément susceptible de faire avancer l'enquête n'y était découvert. Ce sont des chasseurs qui, attirés par l'odeur dégagée par le cadavre en décomposition d'Albert Khoreiche, ont, dimanche en fin d'après-midi, prévenu la police et le patriarcat. Selon les premiers éléments de l'enquête, le décès remonterait à cinq jours.

Cette affaire grave, compte tenu de la personnalité de la victime – cinquante-trois ans, professeur de droit international à l'université du Saint-Esprit, juge au tribunal religieux et neveu du cardinal Antonios Boutros Khoreiche, ancien patriarche maronite remplacé, en 1986, par Mgr Nasrallah Sfeir – va sans doute alourdir encore un peu plus le climat très tendu qui règne dans le pays chrétien. Mgr Sfeir, qui n'a pas encore réagi, a convoqué, lundi, une réunion des maronites à Bkerké, siège du patriarcat.

A quelques mois de l'élection présidentielle libanaise, prévue normalement entre le 23 juillet et le 23 septembre, où un maronite doit succéder au président Gemayel, les divisions n'ont peut-être jamais été aussi grandes au sein de cette communauté, la plus nombreuse des communautés chrétiennes du Liban, et qui assure *de facto* le leadership chrétien. S'il est encore trop tôt pour émettre des hypothèses, il ne fait pas de doute que les accusations mutuelles vont se multiplier. Cela d'autant plus que les trente balles dont était criblé le corps du prélat et les tortures qu'il a sans doute subies paraissent exclure l'hypothèse un moment avancée d'un crime d'origine privée.

Pour s'en tenir aux faits, l'enlèvement et l'assassinat du prélat ont eu lieu dans une zone contrôlée par la milice chrétienne des forces libanaises, vers qui les regards se tournent déjà. A cela il y a plusieurs raisons, dont la principale est sans doute la grande médiocrité des rapports entre le patriarcat maronite et les Forces libanaises (FL).

Le patriarche Sfeir qui, sous l'impulsion du Saint-Siège, tente de s'affirmer avec plus de vigueur sur la scène politique, en prêchant notamment en faveur d'un accord fondé sur la réconciliation islamo-chrétienne, ne s'est jamais privé de dénoncer publiquement le comportement des forces libanaises. Le patriarche avait notamment condamné avec vigueur l'exécution par les FL de deux miliciens accusés de complicité avec M. Elie Hobeika, ancien chef de la milice, détrôné par M. Samir Geagea après de très sanglants combats en janvier 1986, au lendemain de la signature de l'accord inter-milice de Damas qu'avait entériné pour le camp chrétien M. Hobeika.

Une rencontre a eu lieu il y a une dizaine de jours entre le patriarche et M. Geagea, mais il ne semble pas qu'elle ait donné beaucoup de résultats. Les forces libanaises ne voient pas d'un très bon œil les *« ambitions politiques »* du patriarcat maronite, dont l'influence sur la scène libanaise et au sein de cette communauté ne peut être négligée. De là toutefois à assassiner un prélat, il y a un pas que rien pour l'instant ne permet de franchir.

Les FL sur la sellette

Les FL sont aussi sur la sellette dans la mesure où leur nervosité, à la veille d'une échéance importante, les a conduites, ces dernières semaines, à procéder à une nouvelle vague d'arrestations et à des liquidations sous le prétexte de complicité avec M. Hobeika. Le scénario dont tout le pays chrétien parle n'affirme-t-il pas qu'une nouvelle infiltration du chef destitué des FL, soutenu aujourd'hui par Damas, pourrait servir de détonateur à une intervention de l'armée chargée en l'occurrence de mettre au pas la milice considérée dans son rôle actuel comme un obstacle à toute solution politique qui ne peut passer que par un accord avec la Syrie.

Les incidents se multiplient d'ailleurs entre l'armée et la milice chrétienne, chacune accusant l'autre d'être responsable de l'escalade. Dans la mesure où le général Aoun, commandant en chef de l'armée, fait figure de candidat potentiel, les Forces libanaises l'accusent de vouloir offrir aux Syriens leur liquidation en échange de l'appui de Damas à sa candidature. Une accusation que réfute avec vigueur le général Aoun, qui souligne que *« l'armée représente la nation dans toutes ses composantes et que les Forces libanaises ne peuvent se substituer à l'autorité légale »*.

Le fait que la voiture du dignitaire religieux a été retrouvée dans une zone sous contrôle des fidèles de M. Gemayel a aussi été interprété par certains comme une tentative de diversion, les rapports entre le président et les Forces libanaises étant empreints d'une grande méfiance réciproque, même si la conjoncture actuelle les amène à une certaine collaboration pour faire front aux *desiderata* syriens.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● **Décès d'un député chrétien.** – Un député chrétien libanais, Salim Maalouf, est décédé mercredi 27 avril, portant à 22 le nombre de sièges vacants au Parlement, qui compte normalement 99 députés. Salim Maalouf était député de la ville de Zahlé, dans la plaine orientale de la Békaa (sous contrôle syrien) depuis 1972, date des dernières élections législatives au Liban. Il est décédé à l'âge de soixante-quinze ans des suites d'une longue maladie. Depuis le début de la guerre du Liban en 1975, les députés, qui doivent élire un nouveau président de la République en septembre, ont reconduit leur mandat, initialement de quatre ans, pour des périodes de deux à trois ans. Le 1er décembre 1987, le Parlement a prorogé son mandat jusqu'en 1990. – *(AFP.)*

ISRAËL : les troubles dans les territoires occupés

La bataille du drapeau

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La scène tenait de la tragi-comédie, entre le drame et le ridicule. Au pied de la mosquée du village de Yatta, une vingtaine de soldats, casqués et armés, avaient rassemblé, pour interrogatoire, avec force cris et menaces, une bonne partie de la population adulte du lieu. Motif de la manœuvre ? Tout en haut du minaret, au bout d'une baguette, pendait un misérable morceau de chiffon, ornement de fortune, à peine visible, décoloré par le vent et la pluie, mais ô combien symbolique puisqu'y figuraient les couleurs du drapeau palestinien.

C'était il y a quelques semaines. Yatta, une bourgade désolée, dans la banlieue de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, ne doit pas compter plus d'un millier d'habitants, ni sans doute peser d'un grand poids dans le déroulement du *« soulèvement »*. Mais peu importe, on se battait pour un symbole, un principe, quelques centimètres carrés de tissu qui résumaient la *« cause »* des uns et la peur des autres. Yatta avait son emblème, et il ne serait pas dit que l'armée israélienne allait le tolérer.

Rien n'a changé. On se bat toujours pour le drapeau. Ces dix derniers jours, les scènes du type de celle de Yatta se sont multipliées, preuve que le soulèvement n'est pas fini, comme si les Palestiniens des territoires occupés voulaient, en *« hissant les couleurs »*, démentir une *« défaite »* que les autorités proclament quotidiennement. La semaine passée, à plusieurs reprises, des villageois ont affronté l'armée à coups de pierres et de cocktails Molotov lorsque les soldats se sont présentés pour décrocher les drapeaux palestiniens. Bilan : au moins deux morts et plusieurs blessés par balles.

Dimanche 1er mai, même scénario : une unité est dépêchée dans le village de Fakua, près de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, afin d'arracher les dangereux emblèmes. Jets de pierres, tirs ; un Palestinien a été tué. Cette fois l'état-major a estimé que le commandant de la patrouille avait ouvert le feu *« sans justification »* et l'a relevé de ses fonctions. Au total, en Cisjordanie et à Gaza, les incidents de la journée ont fait un mort et plus de dix blessés, dont un enfant de dix ans grièvement atteint.

« Le soulèvement continue »

Au-delà de l'aspect symbolique de la bataille du drapeau, ces affrontements témoignent au moins d'une chose : après bientôt cinq mois, le soulèvement, quoi qu'en dise le gouvernement, ne s'est pas épuisé. En dépit d'une répression massive, d'une attention des médias beaucoup plus relâchée et d'une lassitude que les Palestiniens ne cachent pas, il se trouve toujours des dizaines, voire des centaines de jeunes gens, et de moins jeunes, pour descendre dans la rue et affronter l'armée – qu'il s'agisse de dénoncer l'assassinat d'Abou Jihad, de défendre le drapeau ou d'empêcher des arrestations. Les batailles rangées de ces derniers jours, ponctuelles, sporadiques, isolées même, auraient paru impensables il y a encore un an.

Certes, les manifestations sont plus rares qu'il y a quelques mois ; les territoires ont été rouverts à la circulation, et la plupart des Palestiniens occupant un emploi en Israël sont de plus en plus nombreux à reprendre le chemin du travail. Le chef d'état-major, le général Dan Shomron, en concluait dimanche que *« la population des territoires a fini par comprendre que les émeutes ne la mèneraient à rien »*. Telle est bien la ligne suivie depuis le début par le gouvernement, le message explicite qu'il entend signifier par la répression : l'Etat ne négociera jamais sous la pression de la violence.

Appréciation erronée, répondent les Palestiniens interrogés par la presse, et qui ont beau jeu de faire valoir qu'il n'y avait guère plus de perspectives de négociation *« avant »* le soulèvement. Le mouvement va continuer, disent-ils, parce qu'il est impensable de s'arrêter tant qu'on n'aura pas au moins l'impression d'avoir obtenu quelque chose. La référence la plus couramment évoquée est celle de la grève de 1936, qui dura plus de six mois...

Citée à la « une » du *Jerusalem Post*, la semaine dernière, *« une importante source militaire »* déclarait : *« Le soulèvement continue ; en dépit de l'énorme pression que nous exerçons sur les habitants des territoires, en dépit d'une vague d'arrestations massives sans précédent (plus de 8 000 personnes ont été arrêtées depuis décembre et quelque 4 500 sont encore en prison), en dépit d'un nombre de tués qui dépasse les 165 (et augmente chaque semaine), les Palestiniens estiment toujours que le soulèvement est en marche. Et ce qui compte avant tout, c'est cette perception qu'ils ont du soulèvement. »*

ALAIN FRACHON.

ÉGYPTE : la baisse du niveau du lac Nasser

M. Moubarak prédit un éventuel rationnement de l'électricité

Le Caire *(AFP)*. – Le président Hosni Moubarak a confirmé, dimanche, dans un discours prononcé au Caire à l'occasion du 1er mai, que des régions d'Egypte pourraient être privées de courant électrique si le niveau de retenue du lac Nasser, derrière le haut barrage d'Assouan (Haute-Egypte), tombait en juin à moins de 147 mètres. L'énergie produite par les turbines de ce barrage, construit avec le concours de l'Union soviétique, assure entre 20 % et 25 % des besoins du pays.

M. Moubarak a indiqué que l'amenuisement du débit du Nil depuis plusieurs années, phénomène imprévisible selon lui, affecterait, cet été, s'il se poursuivait, aussi bien le potentiel électrique – et par le fait même la production industrielle – que l'agriculture.

« Nous pourrions recourir alors au rationnement et à la modification de la répartition du courant. Nous pourrions même être amenés à priver de courant des régions et des villages. Nous n'aurions plus d'autre solution », a-t-il dit.

Après avoir affirmé que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures pour pallier le manque d'eau et d'électricité, le président Moubarak en a appelé au civisme de la population pour qu'elle s'abstienne de gaspiller l'eau et le courant, dont les prix sont subventionnés.

Le président a appelé les Egyptiens à changer leurs habitudes de consommation en général et alimentaires en particulier, soulignant, chiffres à l'appui, que ceux-ci avaient, entre autres, les plus hauts taux de consommation de sucre et de farine au monde.

Il a souligné à cet égard que la boulimie des Egyptiens grevait le budget de l'Etat, des produits tels que le sucre, la farine, l'huile végétale et le thé étant subventionnés. M. Moubarak a cité à titre d'exemple la farine, dont la subvention coûte annuellement à l'Etat, selon lui, 1,7 milliard de livres égyptiennes (1 dollar = 2,27 livres).

S'agissant du pétrole, il a précisé que si la totalité de la production était exportée, elle rapporterait 4,2 milliards de dollars. Or, a-t-il dit, *« nous consommons l'équivalent de 3,1 milliards de dollars* (aux prix internationaux), *que nous payons environ 800 millions de dollars seulement. Cela équivaut à une subvention de fait d'environ 2,3 milliards de dollars »*, a-t-il dit.

Le président égyptien a enfin mis en garde contre l'accroissement *« effrayant »* de la population au rythme, selon les experts, de près d'un million d'âmes tous les neuf mois. Cette augmentation, a-t-il souligné, outre les charges supplémentaires qu'elle entraîne pour l'Etat, nécessite tous les ans la création de 400 000 à 500 000 emplois.

● **Reprise des accrochages interpalestiniens à Chatila.** – Deux Palestiniens du camp de Chatila ont été tués et quinze autres blessés, dimanche 1er mai, dans des combats qui ont opposé, pour le second jour, les combattants du Fath, principale composante de l'OLP, aux dissidents pro-syriens de ce mouvement. Samedi soir, quatre habitants de Chatila avaient été blessés lors d'échanges de tirs entre les dissidents du colonel Abou Moussa et les partisans de M. Yasser Arafat. De sources palestiniennes concordantes, on attribue un *« caractère individuel »* à ces accrochages, qui interviennent une semaine après les retrouvailles syro-palestiniennes, consacrées par la rencontre au sommet, le 25 avril, à Damas, entre le chef de l'OLP et le président syrien Hafez El-Assad. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Arabie saoudite

Ryad refuse l'inspection de ses missiles chinois

Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, a déclaré que l'Arabie saoudite avait rejeté une demande des Etats-Unis pour *« inspecter »* les missiles sol-sol chinois acquis par Ryad, afin de s'assurer que ces engins n'étaient pas dotés de charges nucléaires ou chimiques.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire libanais *Al-Sayyad*, le prince Sultan a précisé : *« Les Américains nous ont informé de leur désir d'inspecter ces missiles pour s'assurer qu'ils ne sont pas dotés de charges nucléaires ou chimiques. Nous leur avons répondu qu'ils ne seront jamais autorisés à le faire. »*

Le ministre saoudien a encore indiqué que les missiles chinois, de type CSS-2, avaient été livrés et montés sur leurs sites depuis deux ans. Il a ajouté que son pays possédait depuis plusieurs années d'autres types de missiles, mais dont la portée est inférieure aux engins chinois. Ceux-ci ont une portée de 3 000 kilomètres et peuvent être équipés de charges nucléaires, mais Ryad a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne comptait pas équiper ces engins de têtes nucléaires. – *(AFP.)*

La tension dans le Golfe

L'Iran met en garde Washington contre un « nouveau Vietnam »

Téhéran. – L'Iran a marqué, dimanche 1er mai, son opposition formelle au projet de Washington d'une extension de la protection militaire américaine aux navires non belligérants dans le Golfe. Evoquant les déclarations faites à ce propos par M. Frank Carlucci, le secrétaire américain à la défense (*le Monde* daté 2 mai), le président du Parlement, M. Rafsandjani, a accusé les dirigeants américains de *« vouloir entraîner les Etats-Unis vers un nouveau Vietnam »* et a menacé d'étendre le conflit *« en dehors du Golfe »* en cas de nouvel incident.

Le projet américain, selon M. Rafsandjani, *« vise à lier les mains de la République islamique, en laissant toute liberté d'action à l'Irak »*. La radio iranienne, dans son commentaire, a développé la même argumentation. *« Ce projet*, a-t-elle dit, *autorise l'Irak à attaquer les navires et les objectifs iraniens dans le Golfe, tout en veillant à ce que, en contrepartie, les intérêts et les navires des pays alliés de l'Irak restent à l'abri de toute attaque. »* Cela équivaut, a-t-elle ajouté, à *« un renforcement de l'intervention militaire américaine »* dans le Golfe et *« à la création de deux zones dans le Golfe, l'une dépourvue de sécurité pour l'Iran, l'autre, sûre, pour les autres »*. *« La riposte des forces iraniennes à l'attaque américaine, le 18 avril dernier*, a conclu le commentateur, *prouve que l'Iran défendra à n'importe quel prix ses intérêts et ne répondra pas à l'agression par le sourire. »* – *(AFP.)*

Nigeria

La grève s'étend

La grève de protestation contre la hausse des prix du carburant, partie du nord du pays, s'est étendue à Lagos, la capitale, puis à l'est du pays. Grève totale dans les banques, les professions paramédicales et les services techniques publics. Selon les syndicats, le secteur pétrolier pourrait être touché cette semaine. Une entrevue entre les pouvoirs publics et les syndicalistes non grévistes à la veille du week-end n'a rien donné. *« Pas question de revenir sur les hausse, des prix »*, a déclaré le porte-parole de la présidence. Des rumeurs de couvre-feu et de loi martiale ont circulé dans la capitale avant le week-end mais le gouvernement a fait savoir qu'il reprendrait le contact avec les grévistes au début de cette semaine. – *(AFP.)*

Bolivie

Cent blessés au cours de violentes manifestations

Plus de cent personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, plusieurs véhicules incendiés et un bâtiment public détruit au cours d'affrontements entre policiers et manifestants qui ont eu lieu vendredi 29 avril et le lendemain dans la ville de Potosi, dans le sud-ouest du pays. Ces heurts ont également fait six blessés parmi les policiers.

La Centrale ouvrière bolivienne (COB) – qui a lancé mardi un mot d'ordre de grève de la faim, observé jusqu'à présent par quatre mille personnes – a estimé que les affrontements ont été provoqués par les policiers. En effet, ceux-ci seraient intervenus alors que la manifestation d'étudiants et de professeurs organisée vendredi à Potosi n'avait d'autre but que d'apporter un soutien aux grévistes de la faim, qui demandent entre autres des augmentations salariales. – *(AFP.)*

EN BREF

● **AUSTRALIE : Elisabeth II a inauguré l'Exposition mondiale de Brisbane.** – L'Exposition mondiale 1988, intitulée « Les loisirs à l'âge de la technologie », a été inaugurée, samedi 30 avril, à Brisbane, par la reine Elisabeth II. Cette exposition, organisée à l'occasion du bicentenaire de l'Australie, sera ouverte pendant six mois. Pendant que se déroulaient les cérémonies, deux mille Aborigènes ont défilé dans les rues en réclamant le respect de leurs droits. – *(AFP.)*

● **INDE : Seize morts au Pendjab.** – Plusieurs affrontements armés ont fait seize morts au Pendjab, dont cinq séparatistes sikhs, a annoncé, dimanche 1er mai, la police de Chandigarh. Le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a déclaré à propos de ces nouveaux affrontements qu'il *« n'y avait pas lieu de paniquer »* et que l'état d'urgence ne s'imposait nullement. Seule une *« poignée »* de séparatistes sikhs sont les auteurs des troubles, a-t-il dit. – *(AFP, Reuter).*

● **MEXIQUE : Saisie de 7 tonnes de marijuana.** – 7 tonnes de marijuana, d'une valeur de 60 millions de dollars environ, ont été découvertes, vendredi 29 avril, par la police mexicaine dans une mine désaffectée au nord de Mexico. La drogue avait été transportée de Colombie au Mexique à bord d'un avion DC-8 abandonné, il y a quelque jours, dans le sud-est du pays. Les autorités n'ont pas précisé si des arrestations avaient été effectuées mais ont indiqué que la drogue était déjà prête pour être distribuée aux Etats-Unis. – *(AFP).*

● **PANAMA : selon un sénateur, les Etats-Unis se réserveraient la possibilité d'intervenir militairement.** – Tandis que le département américain du Trésor prévoit certaines mesures d'assouplissement des sanctions économiques prises à l'encontre de Panama, le sénateur républicain de l'Indiana, M. Richard Lugar, très influent à la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré, dimanche 1er mai, que *« l'administration Reagan se réservait la possibilité d'intervenir militairement pour chasser du pouvoir M. Noriega »*. Le sénateur devait cependant ajouter qu'*« il ne fallait avoir recours à une telle solution qu'en dernier lieu »*. – *(Reuter.)*

Europe

Aux Pays-Bas

Trois militaires britanniques ont été tués par l'IRA

Trois militaires britanniques ont été tués dans la nuit du samedi 30 avril au dimanche 1er mai, au cours de deux attentats quasi simultanés dans la province néerlandaise du Limbourg. Trois autres ont été blessés, dont deux grièvement.

Il était environ 0 h 30, indique notre correspondant René Ter Steege, *quand trois militaires en permission dans la ville de* Roermont, près de la frontière allemande, montèrent dans leur Volkswagen pour être immédiatement mitraillés de très près. L'un d'eux fut tué sur le coup. Ses compagnons furent blessés. Environ une demi-heure plus tard, dans le village de Nieuw-Beren, à 50 kilomètres au nord de Roermont, avait lieu le second attentat. Trois militaires britanniques qui venaient de quitter une discothèque montaient dans leur voiture. Celle-ci explosa au *moment où ils démarraient. Deux d'entre eux furent tués sur le* coup.

Un « message simple » adressé à Mme Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

L'IRA a reconnu le double attentat des Pays-Bas dans un communiqué publié dimanche à Dublin. Celui-ci présente cette action comme un *« message simple »* adressé à Mme Thatcher. *« Quittez l'Irlande et il y aura la paix, sinon il n'y aura d'abri nulle part pour vos militaires, et vous attendrez régulièrement vos morts sur des aéroports »*, affirme ce texte. Ces mots font écho à ceux prononcés récemment par le premier ministre, selon lesquels *« les meurtriers de l'IRA ne trouveront aucun endroit pour se cacher »*.

Après la série d'échecs de ces derniers mois, l'IRA *veut* démontrer qu'elle est toujours capable de frapper l'armée britannique, elle-même inlassablement décrite comme une *« force d'occupation en Irlande du Nord »*. Tel était l'objectif de l'attentat avorté de Gibraltar le 6 mars dernier. La démonstration n'avait pas été concluante puisque les trois membres du commando du Gibraltar avaient été abattus sans sommations par des tireurs d'élite britanniques, avant même d'avoir posé leur bombe. Il s'agissait, pour l'IRA, de rétablir son prestige d'« organisation militaire » clandestine et froidement efficace. L'allusion aux cercueils de soldats britanniques est sans doute destinée à impressionner l'opinion en Grande-Bretagne. L'IRA estime que, à la longue, celle-ci finira par se lasser.

Selon des experts de la lutte antiterroriste *cités lundi dans la presse* britannique, l'attentat des Pays-Bas a été commis par une unité *« dormante »* installée depuis plusieurs années sur le continent, probablement en RFA, et qui n'avait jamais *été repérée jusqu'ici*.

L'IRA a commencé à frapper les représentants du pouvoir britannique en Europe il y a dix ans. En août 1978, des bombes explosent en une seule nuit dans huit bases militaires en RFA ; en mars 1979, l'ambassadeur à La Haye, Sir Richard Sykes, est assassiné ; en août de la même année, une bombe à retardement placée sous une estrade à Bruxelles blesse sept membres d'un orchestre militaire britannique et onze civils belges.

Les attentats avaient repris l'an dernier. Dix personnes avaient été blessées en mars 1987 par l'explosion d'une voiture piégée au quartier général des forces britanniques en RFA, à Roeindahlen.

Le double attentat de dimanche est le plus meurtrier jamais commis par l'IRA en Europe continentale. Il révèle cependant la faiblesse fondamentale de l'organisation. Celle-ci ne dispose que d'un nombre très limité d'« unités actives » capables d'accomplir des actions de ce genre. La plupart de leurs membres sont identifiés depuis longtemps par les services secrets britanniques.

L'organisation républicaine n'ose donc plus s'en prendre à des cibles au Royaume-Uni même. Mais les actions sur le continent risquent d'être plus difficiles à l'avenir, en raison de la collaboration accrue entre les polices européennes. Le « groupe de Trevi », qui réunit les ministres de l'intérieur européens, a décidé, en septembre 1986, d'établir une liste des *« terroristes les plus recherchés »* en Europe occidentale. L'échec du commando de Gibraltar est dû à la police espagnole, qui a, longtemps à l'avance, averti les Britanniques de ce qui se préparait.

DOMINIQUE DHOMBRES.

BELGIQUE : près de cinq mois après les élections

M. Martens va se succéder à lui-même à la tête d'une nouvelle coalition

BRUXELLES
de notre correspondant

M. Wilfried Martens – *« Wilfried de evidente »* comme le surnomme un journal flamand – devrait donc, selon toute probabilité, diriger le prochain gouvernement belge qui pourrait être formé à la fin de cette semaine. Près de cinq mois après les élections générales du 13 décembre, qui avaient vu la victoire des socialistes francophones et la défaite des sociaux-chrétiens flamands (CVP), le parti de Wilfried Martens, celui-ci va donc prendre la tête de son huitième gouvernement depuis *1981. Mais*, après la coalition sociale-chrétienne libérale, c'est une « équipe » groupant socialistes, *sociaux-chrétiens et* fédéralistes flamands qui devrait prendre les rênes du pays.

C'est, semble-t-il, sur une demande expresse du roi Baudouin que l'ancien et le futur premier ministre a accepté de diriger la prochaine coalition en dépit de ses engagements préélectoraux. En fait, tous les partis qui vont arriver au pouvoir sont, ouvertement ou non, favorables à la présence au 16 rue de la Loi de Wilfried Martens car ce dernier, qui reste l'homme politique le plus populaire du pays, sera le gage d'une certaine stabilité.

Or le futur gouvernement qui sera formé après les congrès des partis devra – c'est le moins que l'on puisse dire – faire flèche de tout bois pour survivre. Les négociations en vue de la définition d'un programme de gouvernement ont en effet montré par leur durée et leur âpreté à quel point les cinq partis de la coalition étaient éloignés les uns *des autres. Ils ont néanmoins réussi* à s'entendre sur un texte qui pourrait constituer, s'il n'est pas rapidement remis en question, comme cela s'est déjà passé dans l'histoire récente du pays, une base raisonnable pour une réforme profonde des institutions du royaume.

Pour l'essentiel, ce programme accélère, *en effet*, le processus de fédéralisation du pays en accordant aux régions flamandes et wallonnes de nombreux pouvoirs supplémentaires et les moyens de les financer. Il définit aussi un nouveau statut pour Bruxelles, qui, *pour le moment*, était resté en pointillé. Quant à la commune des Fourons et à son bourgmestre, *M. José Happart* – qui refuse de « prouver » ses connaissances en néerlandais tant que sa commune, rattachée administrativement à la Flandre en dépit de la volonté de ses habitants, ne retourne pas à la province de Liège, – elle restera en Flandre et bénéficiera d'un statut particulier.

Mais José Happart n'a pas fini de faire parler de lui. A l'origine, par son intransigeance, de la chute du précédent gouvernement, il est maintenant en guerre contre son propre parti, le Parti socialiste, qu'il accuse d'avoir trahi ses engagements en faveur des Fourons et de la Wallonie. Ainsi à Liège, lors des fêtes du 1er mai, le numéro deux du Parti socialiste, M. Philippe Moureaux, a été sérieusement chahuté par un groupe de militants fouronnais.

Jeudi, à Bruxelles, le président du PS, M. Guy Spitaels – qui devrait devenir vice-premier ministre dans le prochain gouvernement, – devra convaincre la base de son parti de la valeur de l'accord gouvernemental. Pour faire voter certaines des lois prévues par cet accord, la majorité des deux tiers est, en effet, nécessaire et les cinq partis devront alors serrer les rangs pour éviter des votes discordants. Le programme de gouvernement laisse aussi ouvertes certaines questions – la dépénalisation de l'avortement, le tracé du TGV, la réforme de la fiscalité... – qui pourraient à terme compromettre aussi l'équilibre entre les partis.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Idéologie, économie, succession

Les trois crises de la Hongrie

(Suite de la première page.)

Il constate *« le pessimisme, la déception »* des Hongrois, ainsi que *« la propagation de conceptions irréelles et mal fondées »*. Au grand dam de l'aile réformiste du parti et, semble-t-il, de la base, l'autocritique ne va cependant pas jusqu'à désigner les coupables : le document se contente d'attribuer une *« part de responsabilité »* au comité central et au gouvernement.

Ce constat, les Hongrois l'avaient déjà fait d'eux-mêmes. Certains chiffres publiés par la presse suffisent à révéler l'ampleur de la désaffection du public à l'égard des organisations dites de masse. Plus de 5 % des membres du parti ont rendu leur carte à l'occasion du renouvellement des adhésions cet hiver, soit deux fois plus que lors de la précédente opération, en 1976. A Budapest, ce chiffre a même atteint 10 %. Parallèlement, le syndicat officiel, le SZOT, a perdu plus de 6 % de ses membres en janvier dernier, lors du versement des cotisations. Quant aux Jeunesses communistes, le KISZ, elles ont carrément perdu 12 % de leurs membres *dans la seule année* de 1986.

Face à cette débandade, on ne s'étonne plus que des chercheurs des instituts d'histoire et de sociologie de l'académie des sciences tentent de créer le premier syndicat indépendant, ou que des étudiants de Budapest lancent, début avril, une « union de jeunes démocrates » (FIDESZ) qui se veut *l'alternative non communiste du* KISZ. Le même KISZ a d'ailleurs reconnu fin janvier que le consensus entre la jeunesse et le régime était *« brisé »*, sous les effets conjugés de la baisse des revenus, de l'apparition du chômage et de la pénurie de logements.

« Discipliner l'appareil »

« Nous souffrons maintenant de trois crises superposées, explique un intellectuel non communiste : *la crise générale du socialisme, la crise hongroise, qui est la crise de l'endettement, et la crise de la succession à la tête du parti. En fait, la société hongroise de Kadar reposait jusqu'ici sur le consensus du fric – les Hongrois laissaient faire le parti tant qu'on leur assurait un certain niveau de vie. Aujourd'hui, ce n'est plus possible ! »*

Interrogés au moment du *renouvellement des cartes*, les membres du parti ont fait part sans gêne aucune du *« doute »* qui les envahissait, du *« fossé qui se creuse »* entre la base et la direction du PSOH, *« surtout au plus haut niveau »*, et ont expliqué qu'ils en avaient assez des *« décisions prises dans leur dos »*. La population, elle, paraît à mille lieues de *« l'incertitude idéologique » :* elle voit les prix augmenter, son pouvoir d'achat baisser, la TVA et l'impôt sur le revenu – que l'on croyait jusque-là réservés à l'opulence occidentale – faire leur apparition. Et la grogne avec.

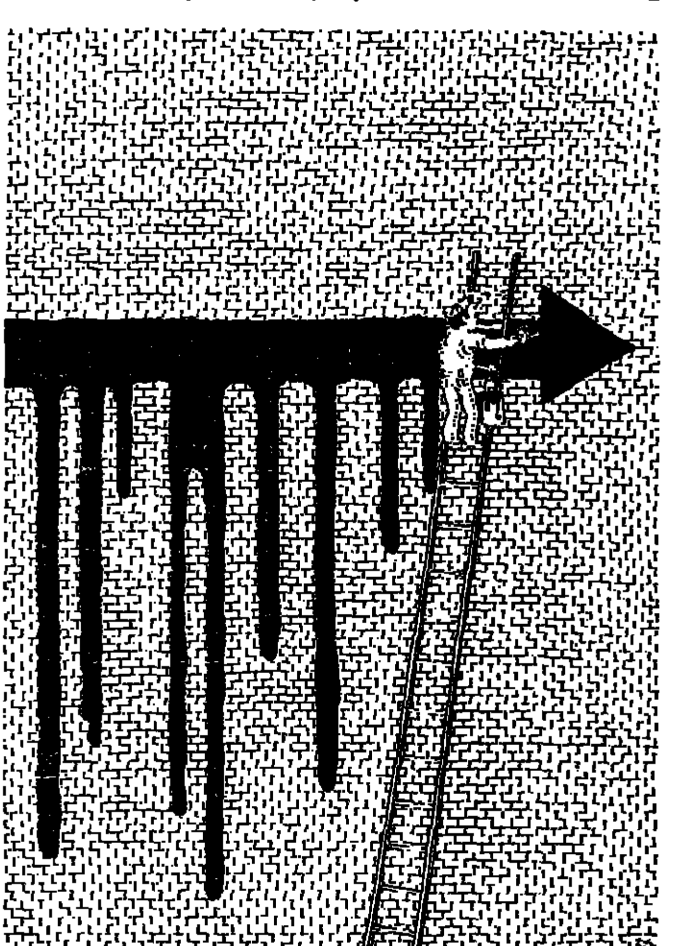
« Au printemps-été 1987, résume un journaliste de Budapest, *tout s'est mis à bouger... sauf le parti. Un nouveau premier ministre* [M. Karoy Grosz, cinquante-sept ans] *a été nommé, mais le remaniement du gouvernement a été limité au minimum. »* Ceux que l'on appelle les « réformistes », c'est-à-dire des personnalités libérales ou rénovatrices au sein du parti *s'agitent*, eux, de plus en plus. Leur chef de file, M. Imre Pozsgay, a même participé en septembre à Lakitelek, dans le sud-est du pays, à une réunion de cent cinquante intellectuels indépendants qui va déboucher sur la création d'un mouvement d'opposition, le Forum démocratique.

Des projets de réformes politiques, économiques et sociales fusent d'un peu partout. A l'Assemblée nationale, un jeune député, M. Zoltan Kiraly, élu en 1985 en battant un vieil apparatchik grâce au système des candidatures multiples (toutes affiliées aux organisations officielles, s'entend), réclame la liberté de la presse, une réforme du système politique et la démocratisation au sein du PSOH. Aux yeux de *tous*, la direction du parti a totalement perdu l'initiative.

Il faut *« accélérer les processus de réforme »*, décrète soudain le comité central au lendemain de sa réunion plénière de mars. Le document publié en vue de la conférence émet donc une série de propositions qui tentent de parer au plus pressé en lâchant le moins de lest possible. *Remodelage du « rôle dirigeant du parti »* en séparant mieux les organes de l'État et du parti, développement du système électoral au sein du parti (candidatures multiples et scrutin secret), limitation de la durée des mandats pour les cadres, réforme économique. Rien de tout cela, relèvent les critiques, ne pose les questions fondamentales. Dans les discussions aussitôt ouvertes au sein des cellules, on observe candidement *« que si l'on mentionne des erreurs du parti, il faudrait aussi établir les responsabilités »*.

Sur le plan idéologique, le projet a des accents de fermeté peu novateurs. Il souligne la nécessité de maintenir l'unité du parti, *« organisation politique et idéologique »*. *« Les membres du parti n'ont pas le droit, en dehors des forums compétents du PSOH, de faire des déclarations dans un état d'esprit différent de celui des résolutions adoptées, pas plus que d'organiser des groupes ou des factions pour soutenir leur opinion à part »*, proclame le texte. Celui-ci constate aussi *« un regain de prestige des vues bourgeoises, conservatrices et antisocialistes, aussi bien qu'une indifférence politique et idéologique »*. Dans une formule un tantinet sibylline, le document affirme *« prendre en compte les opinions qui diffèrent de celles des marxistes »*, mais demande aux organisations de *« se démarquer de tout ce qui est incompatible avec leurs principes socialistes »*.

Les kadaristes paraissent soudain bien sûrs d'eux. C'est que, dit-on à Budapest, le vieux Kadar a repris du poil de la bête. Loin d'être sénile, selon ceux qui le connaissent, cet homme, qui a su faire preuve d'une grande habileté politique depuis l'intervention des chars soviétiques en 1956, *déclenche maintenant une contre*-offensive au sein du parti. Pour le philosophe Janos Kis, l'un des chefs de file de l'opposition *illégale*, cette contre-offensive *« vise à intimider la base, à séparer les mécontents des réformistes et à discipliner l'appareil avant la conférence du parti, pour pouvoir la contrôler »*. Subitement, les coups pleuvent de toutes parts : une autre personnalité réformatrice du Parti, M. Reszo Nyers (1) se fait réprimander lors du plénum de mars pour avoir voulu publier un programme qu'il vient de lancer, baptisé le « Nouveau Front de Mars », auquel ont déjà souscrit dix-neuf personnes, dont les trois quarts sont membres du *parti. Les étudiants* du FIDESZ reçoivent des mises en garde de la police qui les avertit *que leur mouvement est illégal*.



Dessin paru dans le numéro de janvier de la revue hongroise non conformiste *Mozgo Vilag* (« Le monde qui bouge »).

M. Kadar, que la rumeur disait prêt à passer la main il y a quelques mois, est tout à coup omniprésent, talonné de près par M. Grosz, qui passe lui aussi pour un prétendant à la succession. La rumeur s'inverse : Kadar n'est pas encore disposé à prendre sa retraite. Le 9 avril, il frappe un grand coup : la presse annonce l'exclusion pure et simple du parti de quatre intellectuels connus pour leurs positions réformistes, le député Zoltan Kiraly, l'économiste Laszlo Lengyel, l'universitaire Mihaly Bihari et un responsable de la Bibliothèque nationale, Zoltan Biro. Tous quatre ont en commun d'avoir pris la *parole ou participé* à des réunions du Forum démocratique – c'est ce qui leur est reproché officiellement – et d'être des proches de M. Imre Pozsgay.

Cette mesure sème la consternation dans les milieux intellectuels de Budapest. *« C'est un geste passionnel, c'est quelque chose de nouveau chez Kadar, qui était plutôt froidement calculateur »*, relève un homme politique hongrois. *« Là, il a mal joué, il a voulu faire peur et il a exagéré. »* Les dirigeants du Forum démocratique, dont les écrivains Istvan Csurka et Sandor Csoori, se déclarent *« choqués »*, dans un communiqué transmis à la presse étrangère, par cette décision *« anachronique, dirigée contre l'aile réformiste du parti, et qui bloque un nouveau consensus, tellement souhaité qu'il était peut-être encore possible, entre la société et le pouvoir »*.

Les « illusions » de la « glasnost »

Pour beaucoup, à travers les quatre exclus, c'est bien M. Pozsgay qui était visé. Mais Imre Pozsgay est à la fois un *« trop gros morceau »* à attaquer de front et un précieux lien potentiel entre le parti et l'opposition si le vent venait à tourner.

Janos Kadar a joué gros. Aurait-il sous-estimé la vigueur de l'aile réformiste ? Ce n'est pas impossible, car depuis plusieurs jours la révolte gronde parmi les intellectuels du parti. L'organisa*tion du PSOH* à l'université Karl-Marx de Budapest réclame la démission du bureau politique, de *multiples cellules protestent* contre les exclusions, l'académie des sciences demande des modifications substantielles au document du comité central. Loin de déposer les armes, M. Pozsgay et ses amis se prononcent, dans les colonnes de *Magyar Nemzet*, le 23 avril, pour une nouvelle Constitution et des ouvertures politiques.

Offensives et contre-offensives vont sans doute se poursuivre d'ici au 20 mai, sous les yeux d'un Kadar qui semble disposé à garder les rênes du pouvoir. *« La pire éventualité pour le pays*, observe *Janos Kis, c'est que Kadar reste »*, car plus il attend pour partir, plus les chances de rebâtir un consensus sont minces. En attendant, les spéculations vont bon train sur ce qui a bien pu donner un tel coup de fouet au vieux dirigeant. Serait-ce le passage à Budapest, fin février, d'un autre ancien, Andreï Gromyko, maintenant chef de l'Etat soviétique ? Au parti, on ne le dément pas, en laissant entendre que si la succession du numéro un hongrois n'a pas été clairement évoquée lors des entretiens Kadar-Gromyko, M. Gromyko a souhaité que tout cela se règle *« de façon rassurante »*. Et qu'est-ce qui peut mieux rassurer M. Gromyko que le *statu quo* ? La direction hongroise aurait quand même informé les Soviétiques des changements à prévoir, dans le sens d'un rajeunissement, au bureau politique (où les vieux kadaristes sont majoritaires) et au comité central.

Les récents succès enregistrés à Moscou par M. Mikhaïl Gorbatchev sur les conservateurs et sur M. Egor Ligatchev pourraient aussi avoir encouragé les réformistes hongrois à plus d'audace. *« Ils ont placé des espoirs démesurés en Gorbatchev*, commente un ancien de 1956, *ils se font des illusions... La manière dont s'est déroulée la crise arménienne ne leur a pas suffi pour comprendre que Moscou ne laissera pas les choses aller bien loin. »* Paradoxe du gorbatchévisme, puisque certains estiment que sans l'arrivée de la « glasnost » à Moscou, les appels au pluralisme politique en Hongrie n'auraient pas été lancés aussi fort.

La population, elle, reste superbement à l'écart de ce débat, dans lequel les dissidents tentent de trouver leur place. *« Nous sommes très isolés »*, reconnaît Gabor Demszky, leader des éditions clandestines hongroises. *« Le gouvernement a peur de nous, mais la population ne sait même pas qu'on existe. »*

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Rezso Nyers est l'auteur de la réforme économique introduite en 1968. Tombé en disgrâce en 1974, il est revenu sur la scène politique avec la relance de la *réforme*, à la fin des années 70.

Un dossier de « la Nouvelle Alternative »

La Nouvelle Alternative, revue trimestrielle *« pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est »*, vient de consacrer, dans son dernier numéro, un remarquable dossier à la Hongrie, qui apporte l'éclairage de spécialistes et des informations de première main sur les principaux thèmes d'actualité à Budapest, y compris celui des réfugiés roumains.

La situation en Lettonie et les dernières initiatives soviétiques sur la psychiatrie comme instrument de répression font l'objet d'autres études dans le même numéro, qui publie également des analyses sur les conséquences du référendum de novembre dernier en Pologne et sur les difficultés de l'opposition démocratique en RDA.

La Nouvelle Alternative, numéro 9, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

Le Réseau pour la libre initiative

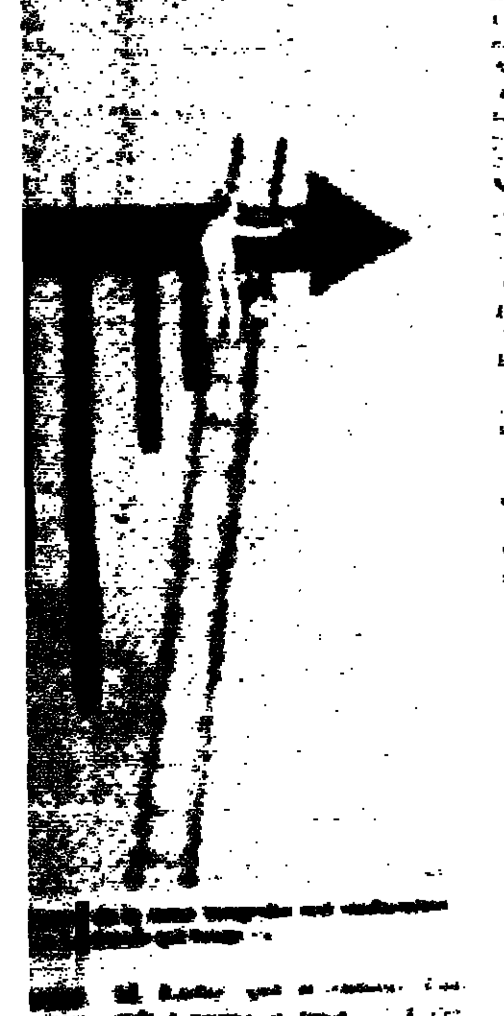
Sentant le moment propice pour s'introduire dans le jeu politique hongrois, quarante-six personnalités indépendantes représentant la majorité des courants de l'opposition démocratique ont lancé le 17 mars un nouveau mouvement, le Réseau pour la libre initiative.

En un mois, le Réseau a recueilli quelque six cents signatures d'adhésion, affirme l'un de ses fondateurs, le philosophe Gaspar Milos Tamas, mais la tendance « populiste » du Forum démocratique, qui passe pour nationaliste et antisémite, est restée à l'écart, de même que l'aile la plus radicale de l'opposition démocratique.

Le Réseau, qui va bientôt élire des organes dirigeants, ambitionne de devenir *« un vrai mouvement démocratique »*, susceptible de servir d' *« agent de transition »*, car *« il va falloir changer de régime »*, assure M. Tamas. *« Tout ça s'effondre lentement »*...

Parmi les noms des fondateurs, on relève des gens de la génération de 1956 (Miklos Vasarhelyi), des leaders de l'opposition actuelle (Janos Kis), des économistes réformistes (Marton Tardos), des écologistes, des chrétiens ou encore les jeunes étudiants du FIDESZ.

es de la Hongrie



WUNSCH :

DÉSIR GOÛT SOUHAIT ENVIE FAIM ATTIRANCE VŒU CONCUPISCENCE DÉSIRANCE VOLONTÉ ETC...

Commentant le texte d'une lettre de Freud à Fliess datée du 6 décembre 1896, Jean Laplanche note avec intérêt - "Freud compare l'évolution de l'appareil psychique à une série d'inscriptions successives, dont chacune traduit la précédente dans un idiome différent et assimile le processus du refoulement à une "Versagung der Übersetzung", un "refusement de traduction". - L'épigraphie psychanalytique est ainsi la meilleure introduction à la terminologie freudienne. La traduction est ainsi la plus belle récompense de l'analyse.

L'ART de la traduction n'était pas étranger à Freud qui traduisit Stuart Mill, Charcot et Bernheim. La force de l'édition anglaise des Œuvres Complètes de Freud reposait sur l'ambition unitaire de James Strachey et il n'est pas certain que les critiques de Bettelheim soient toujours fondées. La force de l'édition française repose sur l'idée d'un Strachey pluriel, sur l'idée qu'une communauté de pensée, une communauté stylistique et une communauté terminologique sont à portée de plume. Janine Altounian, André Bourguignon, Pierre Cotet, Jean Laplanche, Alain Rauzy et François Robert incarnent aujourd'hui le seul vrai néologisme de cette aventure éditoriale et scientifique : un "Strachey collectif".

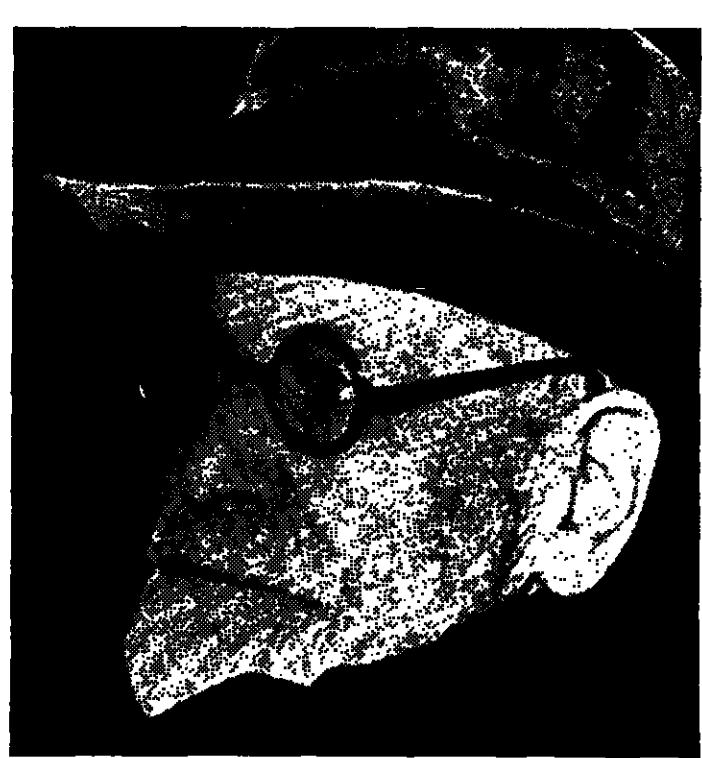
L'ÉQUIVOQUE et l'ambiguïté sont le premier et le dernier ennemis de l'unification terminologique de la langue psychanalytique allemande en un français freudien. La principale difficulté réside ici dans les changements plus ou moins forts que Freud lui-même opère dans le vocabulaire commun pour lui donner une densité scientifique propre. De même que la création poétique, fille de Mallarmé, donne "un sens plus pur aux mots de la tribu", de même la psychanalyse investit la langue de chaque jour pour y déposer et retrouver la fertilité originelle de l'être. Aussi convient-il, pour que la traduction soit une recherche en mouvement, d'aller du plus concret au plus abstrait, du vocabulaire le plus courant à celui de la métapsychologie. Mais cette démarche est encore insuffisante : il faut sans cesse confronter une occurrence à une autre puis à toutes les autres, c'est-à-dire, comme l'exige tout travail scientifique, découvrir la loi qui explique les faits, le sens que dévoilent les mots.

DANS cette perspective, la question du néologisme devient secondaire. André Bourguignon rappelle, non sans malice, que Clémence Royer, la traductrice de Darwin, regrette d'avoir dû recourir au mot "sélection", simple translation de l'anglais... mais aussi du latin. Le terme "fantaisie" au sens ancien que lui reconnaît le Dictionnaire de Furetière est, comme l'avait proposé Lagache, une excellente traduction du terme "Phantasie" : il ne s'agit pas de néologisme, mais une fois encore, de réhabilitation. Quant à l'innovation terminologique proprement dite, elle est à l'évidence légitimée par la plupart des traductions de la philosophie allemande : est-il encore nécessaire de rappeler que Hegel et Heidegger n'étaient pas des disciples fervents de Malebranche ? Traduire "Hilflosigkeit" par "désaide" quand il s'agit du nourrisson privé de l'aide maternelle représente une telle plus-value de sens qu'il autorise la création sémantique. Le verbe "désaidier" existait d'ailleurs en vieux français. "Le néologisme, dans la traduction, constitue un modèle privilégié pour concevoir le processus de sublimation" (Jean Laplanche).

DANS cette perspective aussi, la rigueur terminologique a pour but d'éviter toute perte de sens : "Seele", autrefois traduit par "psychisme", retrouve son vrai sens, "âme" ; "Wunsch" n'est plus "désir", mais "souhait" ; "Zwangsneurose" n'est plus "névrose obsessionnelle", mais "névrose de contrainte". La présence d'un glossaire et d'un index est la meilleure invitation au voyage dans le nouveau continent freudien. Les utilisations plus ou moins opportunes du vocabulaire psychanalytique dans la langue quotidienne sont d'ailleurs mises à l'épreuve : "le retour du refoulé" ne se cachera plus dans les alcôves de la traduction. Scientifique dans ses ambitions, l'unité terminologique contribue autant à la rigueur du discours psychanalytique qu'à la force de son influence.

Sigmund Freud. Œuvres Complètes.
Direction de la publication : A. Bourguignon, P. Cotet.
Direction scientifique : J. Laplanche.
Traduit de l'allemand. Publié avec le concours du CNL.
21 volumes avec index et glossaire.
Vient de paraître : volume XIII. Une névrose infantile. Métapsychologie (1914-1915).





Copyright Mary Evans / Sigmund Freud.

ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Pour la première fois au monde, l'intégralité de l'œuvre de Freud, dans une édition scientifique et critique.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le 1er Mai dans le monde

RDA : malgré les précautions officielles

Incidents à Berlin-Est

BERLIN-EST
de notre envoyé spécial

Une seule chose importait pour les dirigeants de RDA : que le traditionnel défilé du 1er mai sur la Karl Marx Allee ne soit pas perturbé par les contestataires ou les candidats à l'émigration comme ce fut le cas le 17 janvier dernier lors de la manifestation en l'honneur de Rosa Luxemburg.

Traumatisés par ces événements – un groupe de manifestants s'était glissé dans le cortège officiel avec une banderole portant la fameuse citation de Rosa Luxemburg : *« La liberté, c'est toujours celle de celui qui pense autrement »*, – les autorités avaient cette fois-ci pris toutes les précautions nécessaires : l'accès au cortège était sévèrement contrôlé par des policiers et un service d'ordre du parti et de la jeunesse communiste, les contestataires repérés avaient été convoqués à la police et menacés de poursuites s'ils bougeaient, la date d'incorporation dans l'armée avait été avancée de quelques jours pour les jeunes gens candidats au service civil et ceux ayant déposé une demande d'émigration. Une présence massive de policiers de la sécurité d'Etat en civil sur les lieux habituels de rassemblement des opposants, la célèbre avenue Unter den Linden, le parvis des églises du centre-ville, devait décourager toute velléité de perturbation des cérémonies officielles.

Et pourtant, il y eut des incidents. Le plus spectaculaire s'est produit *devant* l'église Sainte-Marie, en plein centre-ville. Un homme s'était enchaîné à une croix de pierre dressée devant l'église, portant au cou une pancarte demandant plus de liberté. Au bout de quelques minutes, des policiers en uniforme armés d'une grosse pince coupante vinrent s'emparer du contestataire.

A quelques centaines de mètres de là, devant l'église Sainte-Sophie, où se rassemblent chaque dimanche les candidats à l'émigration, quelques dizaines de personnes vinrent à l'issue du service religieux s'adresser aux journalistes occidentaux pour se plaindre des tracasseries dont ils sont victimes.

Un autre contestataire et sa petite fille de cinq ans ont également été interpellés sur l'Alexanderplatz : opposant repéré, il avait été filé par la police depuis son domicile, situé à une dizaine de kilomètres du centre, et il fut interpellé avant qu'il ait pu se manifester devant la foule qui envahissait à cette heure la grande place.

Au total, selon des sources proches de l'Eglise protestante, une douzaine de personnes auraient été interpellées ou retenues par la police avant même d'avoir pu accéder aux églises. Pendant ce temps, plusieurs centaines de *milliers* de personnes défilaient devant le numéro un de la RDA, M. Erich Konecker, et le bureau politique au grand complet, sous un soleil radieux. Un rite qui, *depuis presque quarante ans*, donne l'impression aux Berlinois de faire une promenade familiale.

LUC ROSENZWEIG.

A MOSCOU

Triomphe du kitsch sous une brise de renouveau

MOSCOU
de notre correspondant

Lorsque les membres du bureau politique, M. Gorbatchev en tête, sont apparus sur cette terrasse du mausolée de Lénine d'où ils président aux grands défilés de la place Rouge, les premiers rangs du cortège leur ont fait deux ou trois ovations poussives et se sont mollement ébranlés.

C'était si distrait, formel et presque distant qu'on aurait pu en conclure que la direction du parti, chapeaux gris et manteaux gris, souffrait d'impopularité. A bien y regarder pourtant, ces hourras asthéniques ne faisaient que refléter l'essoufflement général de ce médiocre spectacle trop longtemps joué. Car, perestroïka ou pas, un défilé du 1er mai à Moscou n'exprime plus rien d'autre que l'urgent besoin de renouveau auquel est confronté tout le pays.

Ce défilé n'est pas une manifestation. C'est encore moins une fête populaire, et contrairement, à celui du 7 novembre, ce n'est pas même une démonstration de force. Ce n'est qu'un rituel dont le sens s'est perdu dans les soixante-dix années d'une histoire convulsive et menteuse, et si une brise de renouveau soufflait néanmoins dimanche 1er mai 1988 sur la place Rouge, ce n'est pas dans le cortège qu'elle se sentait.

C'était dans les tribunes où, aussitôt interviewé par l'agence Tass, avait par exemple pris place un membre du saint synode de l'Eglise orthodoxe, Mgr Filaret, métropolite de Minsk et de Biélorussie. Sa seule présence rappelait que M. Gorbatchev et le patriarche Pimène s'étaient entretenus l'avant-veille au Kremlin et qu'un changement s'amorce dans les relations entre l'Eglise et l'Etat. Autre présence très remarquée : celle des ambassadeurs des pays de l'alliance atlantique, qui avaient, pour la première fois depuis l'invasion de l'*Afghanistan* en décembre 1979, accepté d'assister au défilé.

Au complet, ils avaient ainsi anticipé *de deux semaines* sur le début du retrait soviétique, et cette marque de confiance dans l'engagement pris par Moscou, ce nouveau signe de la détente générale des relations Est-Ouest, faisaient rayonner de bonheur les fonctionnaires du ministère soviétique des affaires étrangères. Et puis il y avait aussi M. Eltsine, l'ancien premier secrétaire de Moscou limogé en novembre dernier pour radicalisme réformateur. Autrefois, les dignitaires en disgrâce ne refaisaient pas surface, mais M. Eltsine, lui, vient de donner une interview aux *Nouvelles de Moscou*, et il s'arrête même pour répondre (oui, sa santé est meilleure) aux questions d'un journaliste occidental.

Les réformateurs ont décidément le vent en poupe, mais que ce défilé est kitsch ! D'abord, il y a des agents partout, en gris, en vert, en marron, souriants ou glaçants, épaule contre épaule et en civil pour encadrer le cortège, et en grand attirail du KGB (bottes noires et pas de l'oie) pour encadrer tous les civils agents et cortège.

On croirait assister à la parade de la *police*, *mais* il y a tout de même un cortège, compact, long de deux heures, noyé dans les ballons, les fleurs et les sourires ravis d'enfants perchés sur les épaules de leur père. *Mais si des* haut-parleurs de l'enceinte du Kremlin tombent les slogans : *« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »*, *« Camarades ! toutes les forces pour la pererestroïka, la démocratisation et la réforme économique radicale ! »*, le cortège ne les reprend que rarement.

Tonitruante, la musique ne parvient pas à donner au spectacle une quelconque vigueur. Tout d'ailleurs est sirupeux, comme les couleurs des bouquets et des ballons. Et lorsqu'on croit avoir atteint l'essence même de l'opérette viennoise, il manque encore le clou : les gymnastes agitant, nus dans leurs maillots bleus à bretelles, des poids de carton doré et les lourdes jeunes filles s'exerçant, en survêtement, aux figures chorégraphiques.

Juste – et certainement pas par hasard – sous les travées de la presse étrangère, les épouses des membres du bureau politique font cercle autour de Mme Gorbatchev, manteau noir serré à la taille sur une robe violette, sobres bijoux fantaisie et du métier à rendre jalouse la reine Elizabeth. On bavarde, bras dessus, bras dessous, consolant un enfant au ballon crevé, commandant des cafés *à la petite buvette sur roues*. Et Mme Chevardnadze, chaleureuse comme toute la Géorgie, galope soudain là-haut, tout là-haut, embrasser un couple d'amis.

Ce kitsch tient aussi du Derby d'Epsom.

BERNARD GUETTA.

CHINE

Pas de défilé, mais la fête

PÉKIN
de notre correspondant

Lundi matin 2 mai, place Tiananmen. Les Chinois savourent *leur « récupération » pour un jour* férié tombé un dimanche, qui aura consacré le triomphe du badaud sur le militant. Pas un défilé, pas une manifestation publique... Pour seule marque de la « fête », les travailleurs ont entendu le vice-premier ministre Yao Yilin, au cours d'une soirée pour ouvriers de choc, les enjoindre d'augmenter leur faible productivité...

Sur l'immense place où défilaient jadis les « masses » et parfois les militaires, c'est le règnme absolu de la famille en congé, du paysan endimanché, de l' « enfant-empereur ». On se photographie à qui mieux mieux, on tire les fils des cerfs-volants. Les jeunes élégantes arborent leur nouveau tailleur, leurs petits amis leur nouveau trois pièces-cravate. Aux apostrophes rugueuses des gens du Nord se mêle le bruyant caquetage cantonais des amis venus de Hong-kong ; 11 heures, on sort le casse-croûte, les buvettes sont prises d'assaut.

Le mausolée de Mao Zedong *est fermé, ce n'est pas jour de* visite malgré, ce n'est pas jour de visite malgré la fête. Les citoyens méritants, on les voit seulement descendre en grappes innombrables les marches du Palais du peuple, au sortir de la visite. C'est plutôt là que le régime veut, aujourd'hui, que la population voie le siège de sa légitimité. Face à la Porte de la Paix céleste, l'entrée de la Cité interdite, les portraits gigantesques des *« quatre pollus historiques »* du marxisme – Marx, Engels, Lénine et Staline – sont revenus prendre du service pour quelques jours, dans l'indifférence générale. Face à eux, le portrait de Mao n'en paraît pas moins esseulé comme jamais face à son peuple.

Samedi, les autorités ont annoncé la cessation définitive de la publication du bi-mensuel *Drapeau rouge*, l'organe du parti, que Mao avait créé en 1958 pour donner une façade théorique à ses initiatives. La bible du parti était devenue l'un des derniers camps retranchés des idéologues orthodoxes. La revue sera remplacée par un nouveau titre, *Chercher la vérité* (sous-entendu : *« dans les faits »*, comme le prône sur tous les tons le régime de M. Deng Xiaoping). Une fondation nationale des sciences sociales nouvellement créée va dépenser, au cours des trois prochaines années, 10 millions de yuans (15 millions de francs) pour la recherche théorique. En tête de ses cent quatre-vingt-dix-sept projets : une *« nouvelle étude du socialisme »*, ont annoncé ses responsables.

FRANCIS DERON.

POLOGNE

Violence et poursuite de la grève

Des manifestations illégales dans dix-neuf villes et des heurts violents dans plusieurs d'entre elles ont marqué les célébrations du *1er mai* en Pologne, où l'atmosphère sociale demeurait tendue, lundi 2 mai, avec la poursuite de la grève aux forges Lénine de Nowa-Huta, près de Cracovie.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a estimé, au cours d'une conférence de presse, que les manifestations organisées par l'*opposition n'avaient rassemblé « que »* douze mille personnes. Cinquante-sept personnes, a-t-il ajouté, ont été appréhendées au cours de ces rassemblements. Au nom de l'opposition, M. Zbigniew Romaszewski, ancien responsable de Solidarité, a affirmé, pour sa part, qu'au moins deux cents personnes avaient été interpellées. Selon l'agence PAP, neuf millions de Polonais ont défilé dans les cortèges officiels.

Les rassemblements ont parfois pris un tour très violent, en particulier à Varsovie et à Gdansk. Un imposant dispositif de forces de l'ordre avait été mis en place dans ces villes, mais ce sont des policiers en civil, mêlés à la foule, qui sont subitement intervenus en sortant des matraques ou des grenades à gaz lacrymogène et en tombant à bras raccourcis sur des manifestants, quel que soit leur âge.

A Gdansk, à l'issue de la messe à l'église Sainte-Brigitte, plusieurs centtaines de jeunes qui tentaient de se diriger vers le port ont été pris en sandwich par les forces de l'ordre. Le bruit des grenades lacrymogènes a *retenti dans toute la ville*, alors que commençaient des affrontements à coups de pierres et de matraques. Deux policiers qui avaient pénétré à l'intérieur de l'église pour y débusquer des lanceurs de pierres ont été désarmés et rossés par les fidèles. Des témoins ont vu des manifestants ensanglantés emmenés dans des fourgons policiers.

Les interventions musclées de la police avaient été précédées par une ferme mise en garde par le général Jaruzelski : le pouvoir *« ne permettra pas le retour à l'anarchie et au désordre »*, a-t-il averti lors de la manifestation officielle à Varsovie. *« Que personne ne mise sur notre lassitude »*, a-t-il ajouté, avant de dénoncer *« l'offensive des forces aventuristes et destructrices »* en Pologne.

De son côté, le chef du syndicat dissous Solidarité, M. Lech Walesa, a de nouveau appelé les Polonais, depuis Gdansk, à la solidarité avec les grévistes de Nowa-Huta, tout en *se gardant de lancer des consignes* précises. *« Montrez-moi de quoi vous êtes capables*, a-t-il dit. *Si vous avez une armée, le général Walesa est à votre disposition. »*

Les grévistes des aciéries de Stalowa-Wola, qui avaient cessé le travail jeudi 28 avril, ont mis fin à leur mouvement samedi, après avoir obtenu satisfaction pour leurs revendications salariales. En revanche, les métallurgistes de Nowa-Huta entamaient lundi leur septième jour de grève, après avoir adressé, dimanche soir, une lettre au vice-premier *ministre chargé de la réforme* économique, M. Zdzislaw Sadowski, l'invitant à venir parler directement avec eux, devant *« la totale incompétence »* de la direction de l'entreprise. Les grévistes ont assisté, dimanche, à deux messes dites à l'intérieur de l'usine par un prêtre *qui s'y était faufilé subrepticement*, le Père Jancarz, et ont rencontré leurs familles et des journalistes aux grilles du combinat. Autre geste qui n'est pas sans rappeler les scènes d'août 1980 aux chantiers navals de Gdansk : ils ont envoyé un télégramme au pape Jean-Paul II.

Par ailleurs, à la suite de discrètes tractations entre l'Eglise catholique *et le pouvoir*, deux responsables du groupe dissident Solidarité combattante, emprisonnés depuis l'an dernier, et qui attendaient leur procès, MM. Kornel Morawiecki et Andrzej Kolodziej, ont été libérés samedi et mis dans un avion pour Rome, où ils devraient *« recevoir des soins »*. Ils seront apparement libres de revenir en Pologne.

Asie

L'armée soviétique en Afghanistan

Les ennuis des « chouravis » à Kaboul

La mission de bons offices de l'ONU (UNGOMAP), chargée de veiller à l'application de l'accord de Genève du 14 avril sur l'Afghanistan, est arrivée, dimanche 1er mai, à Kaboul après un séjour de cinq jours à Islamabad. De son côté, M. Najibullah, chef du régime de Kaboul, se rendra cette semaine en Inde à l'invitation de M. Rajiv Gandhi, a annoncé Radio-Kaboul.

Entre-temps, la résistance a affirmé avoir attaqué, avec succès, un convoi gouvernemental dans la province orientale de Paktia. Le convoi blindé tentait de rejoindre, à proximité de la frontière pakistanaise, une garnison isolée, sans doute pour l'évacuer.

Enfin, le chargé d'affaires français à Kaboul a rendu, samedi, sa visite mensuelle à Alain Guillo à la prison de Poul-E-Charki, près de Kaboul. Cinquante-deux journalistes étrangers, actuellement présents à Kaboul, ont, de leur côté, adressé une lettre à M. Najibullah, lui demandant une mesure de grâce en faveur du journaliste français et de son collègue italien, M. Fausto Biliasiovo, tous deux condamnés pour *« espionnage »*.

KABOUL
de notre envoyé spécial

Suspendu à la flèche d'une grue, un soldat soviétique tente d'opérer *un rétablissement sur la tourelle, à* moitié submergée, d'un blindé. La grue est sur la berge et le char, un T-62, est au milieu de la rivière Kaboul qui, après deux jours de fortes pluies, charrie des eaux violentes et boueuses. Bien que retenu à la terre ferme par un filin accroché à un autre blindé, le char dérape, entraîné par le courant. Les soviétiques mettront près de six heures à se tirer de cette situation. La foule, muette, semble se délecter des ennuis des *« chouravis »*. Un diplomate occidental expliquera que le conducteur du T-62 était probablement saoul, ce qui n'est pas rare et que, dans cet état, il a probablement franchi le parapet, quelque part en amont. *« Il leur arrive de passer à travers des maisons avec leurs chars... »*

Le matin, sur la route du lac de Kharga, situé à 8 kilomètres du centre-ville, à chacun des six barrages de soldats afghans, la même question fuse : *« Chouravis ? »* Or chacun sait que les Soviétiques en civil n'ont pas le droit de se promener où bon leur semble.

En mars, lors de la rentrée, les autorités universitaires de la capitale décidèrent, pour la première fois, de laisser leur libre-arbitre aux étudiants du département linguistique, renonçant aux quotas de langues étrangères. Jusque-là, les classes de français et d'allemand accueillaient chacune une trentaine de « volontaires », celle d'anglais une quarantaine, alors que près de quatre-vingts étudiants étaient inscrits d'office en classe de russe. Les résultats de cette mesure sont éloquents : 15 candidats pour le russe et plus de 90 pour l'anglais. Les autorités décidèrent d'annuler purement et simplement *l'expérience*.

Ces anecdotes, parmi d'autres, illustrent l'antisoviétisme larvé chez les Kaboulis : pas d'éclats *publics ni de vrais incidents mais* une addition d'attitudes et d'interjections qui, bien sûr, n'empêchent pas le commerce de prospérer.

Chicken Street, dans le centre, *est la rue où l'on peut acheter des* souvenirs, celle qui mène au Bazar vert, un marché bien approvisionné. Les couples de Soviétiques déambulent le long des trottoirs. A intervalles réguliers, on croise des soldats *russes armés et vigilants*, parfois en pleine conversation avec un groupe de jeunes Afghans. Un trafic assez peu discret s'organise : pièces détachées diverses provenant de matériels soviétiques contre quelques liasses d'afghanis (la monnaie locale) ou un peu de drogue.

Des mouvements peu perceptibles

Si, dans Chicken Street, les Soviétiques sont protégés par leurs propres soldats, chez eux, dans le quartier de Micro-Rayon, ce sont des militaires afghans qui, pour l'essentiel, assurent la sécurité. Micro-Rayon est devenu, au fil des années, un gigantesque complexe immobilier divisé en trois secteurs réservés aux Soviétiques ainsi qu'aux cadres « méritants » du Parti communiste afghan, le PDPA. Des boutiques (avec des enseignes en russe) se sont ouvertes en bas des immeubles. Depuis que la guerre a fait fuir des centaines de milliers de ruraux, Kaboul est devenue boulimique : cinq cent mille *habitants en 1979, sans doute* près de trois millions aujourd'hui.

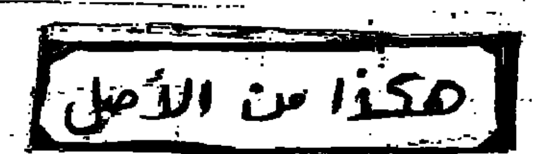
L'urbanisation s'effectue de manière totalement anarchique, des quartiers entiers étant gagnés *en quelques mois sur la montagne*, rapprochant peu à peu la ville des bases de l'armée soviétique à la périphérie. Les tentes de nomades, avec leurs troupeaux, sont plantées *çà et là, parfois au milieu de* bidonvilles faits de conteneurs. Le conteneur reste le logement, ou l'échoppe, le moins onéreux, bien que, là aussi, l'inflation soit dure à supporter : un conteneur vide vaut aujourd'hui 55 000 afghanis, contre 35 000 afghanis il y a six mois. Les mouvements de troupes soviétiques restent encore peu perceptibles. Mais, selon plusieurs experts, ils sont réels. Sur la route qui mène au tunnel de Salang (et donc vers l'Union soviétique), on passe devant de nombreuses bases et entrepôts de l'armée rouge : des centaines de camions, de véhicules blindés et de chars, des ateliers de réparation, des parkings pour porte-chars, se succèdent, à flanc de montagne ou presque, *protégés par des casemates* discrètes, des blindés et des barrages. L'une de ces bases – la base « numéro 3 » – aurait été confiée par les Soviétiques à des unités afghanes.

La ceinture extérieure de sécurité de Kaboul est sous la responsabilité des Soviétiques, qui n'ont pas, en revanche, de garnison intra-muros. La nuit, des blindés prennent cependant position à quelques endroits stratégiques, mais, selon un diplomate, il s'agit moins de résister à une éventuelle attaque de la résistance afghane que de décourager un coup de force des *« camarades »* afghans. Le palais présidentiel est le seul endroit où les Soviétiques stationnent en permanence : une compagnie d'une centaine d'hommes, avec ses blindés, est ainsi chargée de veiller sur le président Najibullah.

La sécurité de Kaboul s'est nettement améliorée ces derniers mois. Certes, dans la nuit du 28 au 29 avril, trois ou quatre roquettes sont tombées sur le centre, tout prêt du palais présidentiel, mais *cela ne s'était pas produit depuis* près de six mois. *« Les moudjahidins savaient que soixante journalistes étaient en ville, ils ont probablement voulu vous souhaiter la bienvenue »*, ironise un diplomate.

Le lac de Kharga est le seul endroit de « villégiature » pour les Kaboulis, notamment pour la colonie occidentale, essentiellement *diplomatique. Sur les bords du lac*, de jeunes Afghans pêchent à l'aide de lignes rudimentaires. Un peu plus loin se trouve le terrain de golfe – un bien grand mot pour cette étendue *pierreuse où l'herbe* est rare et parsemée de boîtes de conserve vides. Les chèvres débarassent les lieux des restes laissés par les pique-niqueurs dominicaux. Sur la rive opposée du lac, on aperçoit plusieurs villages. C'est la région de Pargham, située à moins de 10 kilomètres de Kaboul et qui n'a jamais été contrôlée par les Soviétiques. L'armée rouge y lance *de temps à autre* des opérations punitives, et la route qui y mène est assez souvent minée par les moudjahidins. Les Soviétiques et l'armée afghane se sont, semble-t-il, fait une raison, une trêve ayant même été instaurée le vendredi, de 7 heures du matin à midi. *« Un officier afghan a dit un jour à des diplomates qui jouaient au golf : « Messieurs, veuillez vous retirer, il est 12 heures, la guerre va reprendre. »* Vraie ou fausse, l'anecdote donne à réfléchir : à 10 kilomètres de l'endroit où elle a amassé une concentration de moyens militaires sans précédent, l'armée rouge est tenue en échec.

LAURENT ZECCHINI.



A MOSCOU

...sous une brise de renouveau

...en Afghanistan

...ravis » à Kaboul



Politique

La campagne présidentielle : le 1er mai du Front national

Cinquante mille personnes selon la police — deux cent mille personnes selon les organisateurs — sont descendues le dimanche 1er mai dans les rues de Paris pour célébrer, avec une semaine d'avance, la fête de Jeanne d'Arc et parader devant M. Jean-Marie Le Pen auréolé de ses 14,39 % de voix au premier tour de l'élection présidentielle. Fédération par fédération, rangés sous des centaines de drapeaux tricolores, scandant le slogan favori *« La France aux Français ! »*, ces milliers de manifestants, qui avaient reçu de sévères consignes de discipline, ont défilé toute la matinée et souvent sous la pluie de la place de l'Opéra à la Concorde en remontant la rue de Rivoli.

A 13 heures, une messe traditionaliste était dite dans le jardin des Tuileries, précédant le discours attendu du président du Front national. Celui-ci a appelé ses quatre millions d'électeurs à ne pas donner *« une voix »* à M. François Mitterrand au second tour. Mais il ne les a pas invités explicitement à apporter leurs suffrages à M. Jacques Chirac, *« le candidat résiduel »* de la majorité, leur laissant la responsabilité de choisir *« entre le pire et le mal »*. Intervenant le soir sur la Cinq, M. Le Pen s'est refusé à indiquer quel bulletin il mettrait personnellement dans l'urne le 8 mai. La veille, il n'avait cependant pas permis à ses parlementaires et aux cadres du Front national de débattre à huis clos de ces consignes électorales. Deux conseillers régionaux de Moselle et du Vaucluse ont osé s'en plaindre, sans obtenir gain de cause. Au cours de cette même intervention télévisée, M. Le Pen a encore indiqué qu'en cas de réélection de M. Mitterrand il s'associerait *« certainement »* à toute initiative de censure. En revanche, il a précisé que si une nouvelle loi électorale introduisant une dose de proportionnelle était proposée au vote du Parlement son groupe la voterait *« sans aucun doute »*.

D'autre part, la CFDT, la FEN et l'UNEF-ID a réuni dimanche quelque 15 000 manifestants de Belleville à la Nation qui scandaient *« F comme fasciste, N comme nazi, a bas le Front national »* ; à la manifestation de la CGT, de la Bastille à l'Opéra qui a regroupé environ 35 000 personnes, M. Krazucki a dénoncé *« les forces bestiales qui misent sur le racisme »*. Toutes ces manifestations se sont déroulées dans le calme.

Les VUES de Raymond Depardon



MAGNUM

1er MAI 1988
rue de Rivoli à Paris

Jean-Marie Le Pen est debout
devant la statue de Jeanne d'Arc,
l'Ange blanc, son garde du corps, le protège,
avec Nabucco *de Verdi*
en boucle sonore ininterrompue,
il regarde passer ses supporters
comme un chef d'Etat.
Il y a beaucoup de caricatures
pour journalistes étrangers
en mal d'exotisme
mais surtout une foule
terriblement banale,
avec des têtes de Français
de tous les jours.
On est plusieurs photographes
à être mal à l'aise.
Messe, discours.
Il termine en parlant de Jeanne,
comme il l'appelle.
Miracle ! Il s'arrête de pleuvoir.
« Evitez l'Opéra »,
dit une voix au micro,
il y a une autre manifestation.

Entre le « pire » et le « mal »...

« Non, non, non, pas une voix pour François Mitterrand, pas un Français de cœur ne peut apporter sa voix à cet homme-là », a lancé sous la pluie M. Jean-Marie Le Pen, dimache 1er mai. Ovationné par la foule, scandant *« Mitterrand, fous le camp ! »*, le président du FN n'a pas pour autant appelé à voter pour le premier ministre. A aucun moment, il n'a cité le nom de M. Chirac, et c'est du terme de *« candidat résiduel »* qu'il l'a désigné.

« Il nous reste une formalité à accomplir. Le 8 mai appartient au passé révolu. Nous sommes placés devant un choix alternatif — nous sommes en droit de le penser — entre le pire et le mal », a ajouté M. Le Pen, en expliquant que le pire était à l'Elysée, et le mal à l'hôtel Matignon. *« J'ai déjà dit que le pire n'était pas possible, qu'il n'était pas souhaitable. »*

Le député de Paris a alors décliné les trois possibilités qui s'offraient pour le 8 mai à ses troupes. *« Ceux pour qui le plus important, et c'est vrai que c'est ce qui compte, c'est d'éviter Mitterrand et le socialisme, ceux-là voteront pour le candidat résiduel sans donner à leur geste d'autre signification que d'éviter le pire. D'autres attendront jusqu'au jour du vote pour savoir si le candidat de la majorité entend prendre en compte leurs aspirations légitimes et se décideront au dernier moment, dans le secret de leur conscience, après avoir entendu les ultimes déclarations du candidat.*

« La France aux Français »

» D'autre enfin, qui n'arriveront pas à oublier les injures, les calomnies, les injustices et les reniements ainsi que les impuissances seront peut-être conduits, mais sous leur responsabilité, à refuser de choisir », a conclu M. Le Pen en demandant à ses partisans de *« réfléchir à la gravité du choix »*.

« On a répété sur les télévisions et les radios que Mitterrand ne pouvait être élu qu'avec les voix du Front national, que ceux-là se rassurent, Mitterrand n'aura aucune voix du Front national et nous n'avons aucune responsabilité dans le scrutin de dimanche prochain et c'est à chacun de défendre ses chances », a-t-il lancé sous les acclamations.

« Qu'on sache bien, en toute circonstance et dès le 9 mai, que rien ne se fera dans ce pays désormais non seulement sans l'appui, le soutien et l'assentiment des quatre millions quatre cent mille Français qui ont voté pour moi, mais non plus sans l'opinion, l'assentiment et la bonne volonté des millions de ceux qui auraient voté pour moi s'ils n'avaient été trompés », a-t-il poursuivi avant d'en appeler à la *« réaction nationale contre le déclin »*.

M. Le Pen s'en est pris une nouvelle fois aux médias, responsables selon lui de la *« désinformation du peuple »*. *« Une fois informé, le peuple français nous fera une confiance majoritaire. » « Vous êtes l'avant-garde du peuple français »*, a-t-il encore lancé à la foule secouée de *« Le Pen ! Le Pen ! »* A nouveau, le leader d'extrême droite a récusé les accusations de xénophobie, de racisme, d'extrémisme. *« Notre programme est cohérent. Il est basé sur le respect des cellules fondamentales de la société : sur le respect de l'homme, de l'individu, de la famille, du travail, de la cité, de la nation. »* Respect aussi *« de la France, de son patrimoine, de son identité, de sa langue, de son âme »*. La foule hurle *« La France aux Français ! »*.

Ce n'est pas *« l'exclusion que nous prônons »*, a ajouté M. Le Pen, mais *« un grand amour de notre peuple, de notre patrie, de notre passé glorieux »*. *« Le centre de gravité politique s'est fortement déplacé vers nos valeurs »*, a-t-il souligné en rappelant que le FN avait aujourd'hui un poids électoral double du parti communiste. *« Partout ils ont été écrasés par les forces des électeurs. »* Clameurs dans l'assistance, les drapeaux s'agitent. M. Le Pen s'est prendra également aux *« calotins marxistes »* de la FEN, aux syndicats, représentants de la *« nomenklatura et du pouvoir syndicratique »*.

P. S.

● **Le député RPR du Var et le Front national.** — M. Jean-Michel Couve, seul député RPR du Var, maire de Saint-Tropez : *« Mis à part quelques départements comme le Var, il n'y a pas eu de redistribution majeure des cartes au sein de la droite au plan national. Les électeurs qui, selon les sondages, devaient voter Chirac au premier tour et qui ont préféré exprimer une protestation le 24 avril retourneront vers Chirac le 8 mai. On peut en être assuré. La situation « rêvée » dans laquelle se trouvait M. Mitterrand ne lui a pourtant pas permis de dépasser les prévisions des sondeurs. Les électeurs du Front national dans leur grande majorité pourront donc démontrer que leur protestation n'exclut pas leur conviction en se joignant au deuxième tour à l'union des gaullistes et des centristes. M. Chirac n'aura pas besoin de déployer beaucoup d'efforts pour les convaincre. »*

La procession émerveillée

« Jeanne, si tu voyais ta France ». Mais laquelle ? Celle du chant diffusé sans cesse ni répit place des Pyramides, sorte d'hymne à la haine, ce méchant tube de la Pucelle : *« Jeanne, si tu voyais ta France pleurer sa déchéance* [...], *Jeanne, cette France tant aimée, droguée, sidaïsée, cette France tant aimée, qu'on a prostituée, tu sonnerais l'alarme, tu reprendrais les armes* [...]. *Ton peuple est à genoux, ton peuple est dans la boue.* [...] *On chante douce France, aux accents de Byzance »*.

Ou cette autre France, paradant sagement, le *« cœur bleu-blanc-rouge »*, balançant entre Jeanne et Jean-Marie, entre statue et tribun ? Le chef du Front national est là, debout sur le socle d'une estrade bleu azur, sur la plus haute marche, entre Bruno Megret et Jean-Pierre Stirbois, entre sa gauche et sa droite, si l'on ose dire. Il est là, affirme le chant, *« celui qui a la France qui coule dans ses veines »*. Et, devant lui, pendant plus de deux heures, sa France à lui va lentement couler, province par province, pour un hommage simultané à la sainte et au vainqueur.

Parade pour un succès électoral. Entre ce 1er mai voté à la Saint-Joseph pour devenir celui de Jeanne et du muguet tricolore, le Front national s'est offert un défilé et le cœur de Paris entre Opéra et Tuileries, *entre deux tours d'élection*, l'un mémorable, l'autre déjà « résiduel ». Depuis des heures, dès le matin à Saint-Augustin, la *foule s'était rassemblée*, et, sagement rangée région par région, fédération par fédération, accent par accent. Comme un pays au rendez-vous de son heureuse surprise. De toute évidence, les consignes avaient été données pour gommer les aspérités trop voyantes, les slogans trop extrêmes, les gestes trop équivoques. Il ne devait point s'agir d'une manifestation d'extrême droite, mais d'un *mouvement de joie populaire*, de l'affirmation d'un force nouvelle et presque tranquille, avec laquelle chacun devrait désormais compter.

Les hommes en blazer bleu et écusson vert de la Détection, Protection, Sécurité (DPS), service d'ordre en tenue de gala, y veillèrent constamment, écartant tout ce qui pouvait détonner, séparant le skin-head du bon grain, et le mauvais royaliste de l'ami monarchiste. Les scouts d'Europe, les croisés de Mgr Lefebvre, les petits groupes néo-fascistes étrangers avaient été défroqués, et priés de se fondre dans cette masse bleu-blanc-rouge.

Même les slogans les plus rudes se limitèrent à quelques *« Mitterrand fous le camp ! »*, *« La France aux Français »* ou *« France, liberté, Le Pen ! »*. Si au *Nabucco* de Verdi, chant de combat, s'ajouta, cette fois, l'*Hymne à la joie*, c'est que cette foule semblait avoir une certitude, celle des lendemains qui chantent, la fin du lepénisme honteux et groupusculaire, le pouvoir déjà, au bout des suffrages.

Ce ne fut pas le raz de marée espéré ou craint, mais, incontestablement, une grosse manif en famille, quartier de Paris par quartier, tranche de France par tranche, longue procession s'émerveillant sans cesse de se voir si nombreuse. Jean-Marie Le Pen les applaudissait. Ils l'applaudissaient. Paris d'abord, et ses vingt arrondissements, ses vingt électorats suffisamment disparates pour démontrer la variété sociale du phénomène. Et, derrière, les banlieues, hier rouges encore, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, ou plus blanches encore, les Versaillais en force, les Yvelines et les Hauts-de-Seine.

« Bon c'est fini ? »

Jean-Marie Le Pen avait, dans une bousculade, déposé une gerbe de fleurs à son nom, aux pieds de Jeanne. Après lui, tous y vinrent, devant ces petits enfants de France, habillés comme pour les noces de la patrie et de la famille. La famille, justement, plus que symboliquement illustrée par les militantes du Cercle national des femmes d'Europe, landaus en tête, comme pour une promenade aux Tuileries. Et la patrie, avec cette Alsace qui eut le privilège *d'ouvrir le chapelet* des provinces en chantant la *Marseillaise*.

Puis, vinrent les autres, l'*Aquitaine*, l'*Auvergne*, la Bourgogne, la Franche-Comté. Jusqu'à la Bretagne, biniou en tête. *« Un Breton à l'Elysée »*. Jusqu'à la Lorraine. *« Jeanne, voici ta Lorraine. »* Jusqu'au Nord-Pas-de-Calais *« ces dix gueules noires »* et ce balai symbolique agité par la délégation de Roubaix. Jusqu'à la Normandie, Haute et Basse. *« Merci Jean-Marie. »* Jusqu'aux gros bataillons marseillais et provençaux, languedociens et roussillonnais. Jusqu'à la Corse et le vieux militant arrivé au pied de l'estrade pour signifier au patron qu'il avait bien œuvré pour la cause. *« A Sartène, Jean-Marie, on a fait 271 voix ! »*

La pluie, cette pluie dont Jean-Marie Le Pen remerciera le bon Dieu plus tard d'avoir ainsi *« arrosé »* ce qui avait été *« semé »*, annonçant *« de belles récoltes »*, cette pluie commença à noyer le bel ordonnancement. Sur son estrade, il n'en pouvait plus de lever les bras en V, d'applaudir, de remercier, de danser d'un pied sur l'autre. Il demandait, impatienté : *« Bon, c'est fini ? On va rater la messe. »*

Ce n'était pas fini. Il lui fallait encore sourire, et applaudir, répéter sans arrêt *« C'est formidable, c'est super ! »* Il lui fallait attendre les autres, les vingt pèlerins italiens du MSI, et autant d'Espagnols. Il lui fallait encore entonner *le Chant des Africains*, lorsque passèrent, au pas, bérets rouges, bérets verts, képis blancs de la légion, ou calots de la coloniale, les militants du Cercle national des combattants, conduits par le tonitruant député Roger Holeindre. Et, derrière eux, les « cadets » du CNC sous leur drapeau et leur devise : *Qui ose gagne*. Rien ne lui fut épargné, pas même une malgrichonne délégation des indépendants. *« Ils ne sont que vingt*, souffla Brun Mégret. *Citez quand même Philippe Malaud au porte-micro. »*

Comme en bouquet final, arrivèrent plus d'un millier de garçons et de filles du Front national de la jeunesse (FNJ). *« Jeanne, voici notre espérance. »* Jean-Marie Le Pen, tout requinqué, répéta : *« Ils ont de bonnes têtes, ils ont de bonnes têtes. »* Et les jeunes, en face, scandèrent : *« Le Pen, jeunesse, Europe, nation. »*

Jean-Marie Le Pen venait d'avoir son coup de cœur. Il n'était pas dit qu'en cette Saint-Joseph sainte Jeanne, la *Pucelle, n'aurait pas le sien*, l'arrivée sous de multiples oriflammes, à la façon processionnaire, d'un pèlerinage politique, les très nombreux fidèles de Chrétienté-Solidarité. Avec, en prime, quelques phalangistes libanais sous leurs couleurs. Jean-Marie Le Pen ne manqua pas de féliciter le pape de cette Eglise, Romain Marie. *« Bravo, c'est impressionnant. »*

Après, ce fut la messe sous la pluie incessante, le pique-nique humide sous les frondaisons, puis, sur cet autel devenu podium, l'appel, cette fois, à ne plus voter Jeanne d'Arc. Ni même Mitterrand. Et à peine Chirac.

PHILIPPE BOGGIO et PIERRE GEORGES.

Les catholiques intégristes dans le défilé

« Dieu protège la France »

Ils étaient venus, ils étaient tous là en procession, les fantassins fidèles de toutes les batailles intégristes, ceux de Saint-Nicolas du Chardonnet, de la salle Wagram, de Saint-Louis de Port-Marly, de Sainte-Geneviève d'Argenteuil, de Saint-Jean-Marie Vianney de Fontainebleau, etc. ; autant de noms d'églises, de chapelles et de messes à l'ancienne arrachées à la convoitise des *« évêques modernistes »* ou des *« curés en djellaba, façon Taizé... »*

« A Port-Marly, les CRS ont traité un curé en soutane moins bien qu'un Canaque », s'insurge encore, un an après, M. Philippe Colombani, conseiller régional du Front national. Tous vitupèrent les évêques de France — accusés de confondre le magistère de l'Eglise avec le socialisme — et M. François Mitterrand, pour ses clins d'œil de *« jésuite »* en direction du christianisme.

L'argent de la quête

Familles nombreuses et endimanchées, jeunes au crâne rasé, vieux paroissiens de la tradition, reprennent à tue-tête, chapelet en main ou missel sous le bras, leur credo et leur gloria. Nostalgiques de la chrétienté d'autrefois, ils sont fondus dans la foule bleu-blanc-rouge des Tuileries, près de l'autel dressé en l'honneur de Jeanne d'Arc, à genoux sous les parapluies et dans la boue. *« On se croirait en Pologne »*, dit un fidèle. *« Dieu protège la France »*, répond une banderole.

« Quel autre homme politique que Le Pen commence ses discours par une messe solennelle ? », s'exclame, admiratif, un enfant de chœur de Saint-Nicolas du Chardonnet, scout d'Europe, réquisitionné aujourd'hui pour vendre *Anti-89*, le journal des catholiques contre-révolutionnaires. Quatre-vingt-dix pour cents des fidèles de son église, occupée depuis onze ans par les intégristes, ont voté pour le président du Front national. Expliquant ce choix, le jeune homme dit gravement : *« Parce que nous craignons la libanisation de la France... »* Près de lui, au stand de Chrétienté-Solidarité, mouvement qui regroupe les catholiques lepénistes, les livres sur les chouans ou sur Jeanne d'Arc voisinent avec les chants traditionnels, en disques ou en cassettes, de la fleur de lys des troupes coloniales et des paras.

Un jeune diacre en soutane, ordonné à Ecône, ne voit dans les théories du Front national *« rien d'incompatible »* avec l'Evangile, dit-il, citant d'un air convenu les noms de Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, de Mgr Vilnet, évêque de Lille, de Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, quand, dans son homélie, le célébrant, l'abbé Tourniols-Duclos dénonce les *« déviations »* commises par les évêques de France.

Celui-ci récite la messe en latin dans la forme, précise le prêtre intégriste, *« où elle a été célébrée devant Jeanne d'Arc et devant Louis XVI »*. Il rend grâce *« au roi des cieux qui est aussi le roi de France »*. Dans la fumée de l'encens, missel et calice sous la pluie, il appelle Jeanne d'Arc — *« pierre d'angle de notre nationalisme »* — au secours de la France pour qu'elle lui évite le sort réservé au Liban et aux nations sous le joug totalitaire. *« Le salut d'un pays n'est pas dans l'amalgame des partis mais dans l'affirmation de la foi religieuse et patriotique »*, conclut-il. L'argent de la quête ira au comité d'organisation du Front national.

Devant le trop-plein, les fidèles ne pourront pas communier, mais ils auront vibré et prié ensemble pendant près de deux heures. Après l'*Ita missa est*, et l'entrée en scène à grand spectacle de Jean-Marie Le Pen, ils reprendront force en suppliant, une dernière fois, la Vierge Marie qu'elle entende *« le cri de la patrie : catholiques et Français toujours »*.

HENRI TINCQ.

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article consacré à Jeanne d'Arc (*le Monde* daté 1er-2 mai), il fallait lire que *« la dimension universelle de Jeanne d'Arc est mystique »* (et non *« mythique »*).

e 1er mai du Front national

le Raymond Depardon





Politique

et les manifestations hostiles à M. Jean-Marie Le Pen

Parfum de revanche

M. JEAN-MARIE LE PEN vient d'enrichir le dictionnaire politique. On connaissait le choix entre *« la peste et le choléra »*, entre *« bonnet blanc et blanc bonnet »* ; il y a donc maintenant celui *« entre le pire et le mal »*. S'il n'avait tenu qu'à lui, le président du Front national, plus que jamais intimement convaincu d'être le seul à incarner pour ce pays *« le bien »* aurait sans doute refusé de trancher.

Mais, coincé entre un état-major lui-même divisé et des troupes « mercenaires » venues d'horizons différents — et donc susceptibles à la moindre défaillance d'y retourner, — M. Le Pen, quoi qu'il en dise, a dû composer et se trouve contraint de gérer le flou.

« Pas une voix » à M. Mitterrand — *« le pire »*, — a-t-il lancé, en précisant que cet appel s'adressait aux *« hommes de cœur »*. Personne ne s'attendait en vérité que le candidat du Front national reprenne à son compte officiellement la vieille logique du vote révolutionnaire.

Il ménage de la sorte son flanc droit et se lave pour l'avenir de toutes accusations de traîtrise qui, au moment des redistributions des cartes à droite, auraient pu lui être fatales. Mais les hommes de raison de son parti, tels ceux de la ligne Stirbois, n'hésiteront pas, comme ils le disent en privé, à appliquer le vote du *« pire »* pour récupérer le moment venu les suffrages du *« mal »*.

Sous bénéfice d'inventaires complets, M. Le Pen ne déconseille pas à ses amis de voter dimanche pour M. Chirac, *« le candidat résiduel »*. Formule assassine prouvant bien que, pour l'heure, M. Le Pen reste insensible aux tentatives de séduction de M. Pasqua. Mais surtout le président du Front national se trouvait, là encore, devant une double contrainte. Un trop grand enthousiasme vis-à-vis de M. Chirac aurait pu faire fuir ses électeurs venus de la gauche. Et il aurait pu être accusé, comme il l'a lui même relevé, d'avoir donné au candidat RPR, surveillé en permanence par les centristes, *« le baiser qui tue »*.

En fait, M. Le Pen ne croit plus utile aujourd'hui de « tirer sur une ambulance ». Le deuxième tour du 8 mai n'est plus, selon lui, qu'une *« formalité »*. Face à une classe politique pataugeant « *dans les affaires nauséabondes* », fourvoyée dans une cohabitation synonyme pour M. Stirbois de *« collaboration »* et coupée de la *« fine fleur du peuple français »* que le Front national croit avoir rassemblée dimanche à Paris, la stratégie de M. Le Pen apparaît clairement : OPA sur le RPR, clins d'œil aux électeurs de gauche — M. Le Pen reprenant dimanche au PCF le thème de la défense des *« travailleurs »*, — ravalement de la façade nationale populiste. M. Le Pen affiche la couleur. Les slogans *« Le Pen au pouvoir ! »* fleurissent. Les élections municipales vont permettre de moissonner ce qui vient d'être semé. Les militants sont conviés à la propagande, les sympathisants appelés à adhérer.

Croire à l'impossible

Le Front national commence à croire à l'impossible. C'était patent dimanche : les mines et comportements en quelques semaines ont changé. Sur les Tuileries flottait ce parfum indéfinissable mais grisant de la revanche sur ce que M. Le Pen a appelé *« les calomnies, les injustices et reniements »*. Les exclus sortent de l'ombre. *« Rien ne pourra plus se faire sans nous »*, a-t-il encore lancé. Pour lui ce n'était que *« l'avant-garde »* qui paradait ainsi dans Paris pour sauver comme le dit leur chanson *« la France droguée, sidaïsée »*. Le Front national n'a plus confiance qu'en lui-même. Le temps des compromis est révolu. Celui de l'hégémonie est venu.

DANIEL CARTON et PIERRE SERVENT.

La CGT a regroupé plus de 35 000 personnes à Paris

Bien cravatés, les cheveux courts et la tenue chic, ces deux jeunes hommes d'environ vingt-cinq ans n'en sont pas revenus à leur sortie du métro République. Des militants et des banderoles CGT les attendaient ! *« On s'est trompé de manif »*, dit l'un d'eux à son camarade en l'invitant à quitter les lieux.

La CGT occupait bien ce pavé-là de Paris. La centrale de M. Henri Krasucki a réussi sa manifestation parisienne du 1er mai — de la Bastille à l'Opéra — en rassemblant plus de 35 000 manifestants (plus de 100 000 selon les organisateurs). Le défi de M. Le Pen a servi de mobilisation, renforcée par une très nombreuse participation d'immigrés et par le concours d'« unitaires » (plus de 5 000) qui avaient défilé le matin avec la CFDT, la FEN et les autonomes.

Même la pluie n'a pas dissuadé les manifestants, plus nombreux avec la CGT que le 1er mai 1987 (20 000). Au départ du défilé, M. Krasucki a donné le ton : *« Face aux forces bestiales qui misent sur la haine et le racisme pour diviser les petits et favoriser les puissants, nous clamons la fraternité, la solidarité des travailleurs français et immigrés, unis dans cette manifestation comme ils le sont pour leurs intérêts de salariés. »*

Le secrétaire général de la CGT a également souligné qu'il nourrissait peu d'illusions quant au résultat de l'élection présidentielle : *« Quoiqu'il arrive, c'est sur lui-même, sur son action résolue que le monde ouvrier doit compter. Personne ne lui donnera les salaires, les pensions, l'emploi, les formations, les qualifications, la sécurité sociale, si ce n'est sa propre action de masse et dans l'unité. »* En tête du cortège, une banderole de la CGT-Ile-de-France proclamait : *« 1er mai 1988, tout passe par la lutte ! »*. Venaient derrière les dirigeants de la CGT une délégation du PCF avec M. André Lajoinie, fréquemment applaudi par la foule massée sur les trottoirs, et un groupe important de grévistes cégétistes de la SNECMA, qui scandaient à l'intention de leur PDG : *« Et hop! Capillon, on veut notre pognon; et hop! général, on veut nos 1 500 balles ! »*.

Le « coup du père François »

La manifestation de la CGT n'a pas témoigné le moindre soutien à M. Mitterrand renvoyé souvent dos à dos avec M. Chirac à travers les slogans et les banderoles : *« Chirac ou Mitterrand, pour le SMIC à 6000 F ! »*, *« Botha fasciste, Chirac et Mitterrand complices ! »*, *« On ne nous fera pas deux fois le coup du père François. Il faut lutter, se syndiquer CGT ! »*, *« Tonton, si tu savais, ta paix sociale, où on se la met ! »*, *« la paix sociale, ça sert le capital ! »*.

Les travailleurs immigrés (Turcs en très grand nombre, Algériens, Marocains, Tunisiens, Kurdes, Iraniens, Tamouls, etc.) étaient répartis sur l'ensemble du cortège, qui scandait ou affichait des slogans contre le Front national : *« Halte à Le Pen et au racisme ! »*, *« Plus d'emplois et de salaires, et Le Pen sera par terre ! »*, *« Le Pen c'est la haine, pas de place à l'antenne ! »*, *« Le désespoir a fait Le Pen, l'espoir le tuera ! »*, *« Français-immigrés, solidarité ! »*. Les militants de la Jeunesse communiste promenaient une banderole *« Le P'haine, tes idées nous font gerber ! »*, quelques centaines de mètres devant des Erythréens qui, avec leurs badges CGT, proclamaient sur leur banderole : *« Condamnons l'agression éthiopo-soviétique en Erythrée ! »*...

La CGT était visiblement soucieuse d'éviter toute provocation. En tête du cortège, les militants du service d'ordre étaient munis de petits drapeaux rouges accrochés à de solides hampes. Elle était également soucieuse d'occuper le terrain de la revendication syndicale. Dans un défilé qui regroupait de nombreux personnels communaux de la région parisienne, des agents des services publics et des salariés de Renault, les mots d'ordre sur le SMIC à 6 000 F ou la lutte contre l'austérité — *« Pour nos retraites et nos salaires, faites payer les milliardaires ! »* — revenaient souvent. Comme *l'Internationale*.

Tandis que des militants du SNES — mais aussi du SNI des Hauts-de-Seine, du MRAP et du Syndicat de la magistrature — se trouvaient dans le cortège, les « unitaires » s'étaient rassemblés à la queue. Les syndicats CGT-CFDT de la FNAC ouvraient leur marche au cri de *« Contre le fascisme, contre le racisme, manifestons dans l'unité ! »*, — juste derrière Lutte ouvrière et devant la CFDT du Val-de-Marne, puis en rangs compacts les « juquinistes » avec M. Pierre Juquin, le PSU, la Ligue communiste avec M. Alain Krivine, et enfin les anarchistes. *« A bas le Front national, F comme fasciste, N comme nazi ! »*, criaient-ils en réclamant l'*« unité »*.

MICHEL NOBLECOURT.

Les rassemblements en province

En province, plusieurs manifestations se sont déroulées *« presque dans l'unité »* avec une forte connotation antiraciste. A Marseille, le slogan du jour était *« couscous-paella-aïoli, même combat »*, repris par les 1 500 manifestants rassemblés par la CFDT, le MRAP, la Ligue communiste et les comités Juquin ; 3 000 autres avaient défilé avec la CGT et la FEN.

A Lyon, 4 000 personnes ont emprunté un même parcours, à l'appel de la CGT, de la CFDT avec le MRAP, la JOC et la Ligue communiste. De nombreux grévistes de Michelin étaient présents parmi les 3 000 manifestants de Clermont-Ferrand. Il y a eu des rassemblements séparés à Bordeaux (2 200 personnes avec la CGT, quelques centaines avec la CFDT), à Limoges (1 500 avec la CGT et 2 500 avec les antiracistes), à Strasbourg, au Havre et à Rennes. Le défilé a été unitaire à Rouen, avec 1 000 personnes, mais aussi à Toulouse. Les syndicats CFDT et FO de Lorraine ont participé à un rassemblement avec les syndicats allemands et luxembourgeois à Sarrebruck, en RFA. M. Jean Bornard, président de la CFTC, a assisté à un meeting organisé le 30 avril à Sarreguemines par le syndicat chrétien allemand CGB de la Sarre et la CFTC de Lorraine.

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, s'est rendu à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques) pour y prononcer une allocution devant les militants.

Le cortège presque unitaire de la CFDT et de la FEN

Les anciens et les nouveaux

Est-ce la tristesse du ciel ou les ratés de l'union ? La manifestation partiellement unitaire, du SNUI (impôts), et de l'UNEF-ID, de la CFDT, de la FEN et de la FGAF (fonctionnaires autonomes), qui, en un long cortège étiré de quelque quinze mille personnes, a zigzagué à travers l'est de Paris, le dimanche 1er mai, du boulevard de Belleville à la République et à la Nation, n'a démarré que lentement. Au départ, M. Edmond Maire plaide pour un *« syndicalisme de proximité capable de recréer une cohésion démocratique à la base »*, alors que M. Yannick Simbron, le secrétaire général de la FEN, regrettait que l'appel n'ait pas été *« plus large »*.

L'échantillon était cependant assez fourni. Les gros bataillons étaient ceux des syndicalistes. En tête, ceux de la CFDT et de ses organisations parisiennes, des cheminots aux finances et aux affaires culturelles, mais aussi des délégations de grévistes de Michelin ou de la SNECMA suivis de la FEN. Mais on y trouvait aussi des bataillons du SNES, le syndicat des professeurs du second degré, souvent plus proche du PC ou de la CGT, ou ceux du MRAP. Quelques cégétistes étaient même présents, arborant leurs badges dans le groupe des *« unitaires du Calvados »*, bien décidés à manifester le matin avec la CFDT, l'après-midi avec leur confédération.

Les socialistes, que représentait M. Delebarre, ancien ministre du travail de M. Laurent Fabius, étaient discrets. Mais plusieurs milliers de personnes s'étaient regroupées autour des comités de soutien à Pierre Juquin, de la Ligue communiste révolutionnaire et de la troupe plus dynamique des Jeunes contre l'exclusion. On y trouvait même une pincée de moudjahidines iraniens ou de comités de solidarité avec la « Kanaky », comme plus avant, des Polonais de Solidarnosc, ou des bannières du syndicat démocratique d'URSS, le SMOT.

De ces morceaux épars du « peuple de gauche », l'unité était faite par l'opposition au Front national et l'affirmation de la solidarité avec les immigrés. *« F comme fasciste, N comme nazi, à bas le Front national ! »*, et *« Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés ! »* furent les slogans les plus repris. Edmond Maire devait le justifier par *« le danger de voir croître l'audience d'un leader populiste, extrémiste, autoritaire »*. Seuls les ouvriers de la SNECMA rappelaient quelquefois qu'ils *« étaient toujours là »* pour *« le pouvoir d'achat »*, et les enseignants du SNES, pour lutter *« contre le racisme »* et *« contre l'austérité »*.

Silence à Charonne

Ce refus de l'exclusion avait attiré à la fois les anciens, qui avaient perdu l'habitude de manifester, intellectuels ou syndicalistes, et ceux qui ne l'avaient pas encore prise, comme ces étudiantes qui craignaient que leur affiche, montrant Le Pen derrière le masque de Chirac, fût ambiguë... Ce sont les premiers qui au départ ont dominé une manifestation bon enfant, qui malgré l'urgence des slogans semblait quelque peu atteinte d'une langueur printanière. Mais le dynamisme des plus jeunes finit par l'emporter, comme ces étudiants qui ralentissaient volontairement le pas pour repartir en courant en reprenant leur slogan : *« Oh la la ! c'est chaud ! Oh la la ! c'est trop, Le Pen fait 15 %. »* C'est à peine si l'on remarqua dans le brouhaha des sonos et des refrains qui se faisaient écho la la minute de silence observée en tête du cortège au métro Charonne (1), où, symboliquement, Harlem Désir, l'animateur de SOS-Racisme, vint rejoindre les leaders...

Et la Bastille, tandis que les organisateurs et des militants de la CFDT appelaient la manifestation à se disperser, des cordons se mettaient en place pour guider plusieurs milliers de manifestants vers la Bastille et le départ du cortège de la CGT, autour du nouveau slogan : *« A la Bastille dans l'unité ! »* Les porteurs de banderoles « unitaires » durent céder la tête aux grévistes de la SNECMA, tandis que les syndicalistes de la CFDT de la région parisienne ou de Basse-Normandie fermaient la marche.

(1) C'est dans l'entrée du métro Charonne que le 8 février 1962, huit participants à un manifestation contre l'OAS (Organisation armée secrète implantée en Algérie), repoussés par les policiers contre les grilles fermées, avaient péri étouffés.

Quatre Prix Nobel français lancent un appel antiraciste

Quatre Prix Nobel français, plusieurs professeurs au Collège de France et des personnalités du monde scientifique ont signé un appel dirigé contre le Front national et contre tout compromis entre ce parti et M. Chirac.

« Les sciences, la littérature et les arts font la dignité de l'homme et ont pour ambition ultime le progrès de l'humanité, déclarent-ils. *Leurs démarches, leurs résultats comme leurs finalités s'opposent à toutes les idéologies d'exclusion et de mépris qui portent en elles la haine et donc le germe de la violence. Pourrait-on oublier que dans un passé encore récent le racisme et la xénophobie ont conduit des nations pourtant de grande tradition dans les arts et dans les sciences à de tragiques catastrophes ? C'est pourquoi nous appelons les Françaises et les Français à réfléchir. Nous leur demandons de se détourner de ceux qui veulent les entraîner dans ces voies dangereuses et de refuser leur confiance à celui qui, par ambition ou calcul, accepterait de transiger avec eux et d'accroître leur influence. »*

Les quatre Prix Nobel signataires sont MM. François Jacob (médecine), Jean-Marie Lehn (chimie), André Lwoff (médecine), Jean Dausset (médecine). Se sont associés à cette démarche MM. Pierre Aigrain, qui fut secrétaire d'Etat chargé de la recherche dans le troisième gouvernement Barre, et Michel Crozier, sociologue, membre du comité de soutien à la candidature de M. Raymond Barre.

« Combattre le fascisme montant »

A l'initiative des mathématiciens Michel Broué, Henri Cartan et Laurent Schwartz, trois cents personnalités appellent à *« combattre le fascisme montant »*. Les signataires exigent *« le refus sans faille de tout compromis, quel qu'il soit, avec le Front national et ses idées, le rejet clair de toute faiblesse, de toute démagogie à l'égard des forces de la xénophobie, du racisme, de l'exclusion »*. Parmi elles, on relève les noms de MM. Philippe Alfonsi, Pierre Arditi, Lucie Aubrac, Maurice Dugowson, Jean Lacouture, Edmond Maire, Paul Milliez, Benjamin Stora, Paul Thibaud, de nombreux mathématiciens, biologistes et professeurs d'université.

Un « comité d'éthique politique »

Plusieurs personnalités ont créé un *« comité d'éthique politique »* qui se donne pour tâche *« de mettre en échec les tentatives qui visent, comme celle du Front national, à introduire chez nous le ferment de la discrimination raciale, donc à bafouer notre devise républicaine et, plus généralement, à porter atteinte à la paix entre les peuples »*. Ce manifeste est signé par le rabbin Josy Eisenberg, Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, Maurice Grimaud, ancien préfet de police de Paris, MM. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, Alexandre Minkowski, Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, Fred Zeller, ancien grand maître du Grand Orient de France.

● **M. Mitterrand : « Cris de joie et cris de haine. »** — Devant des milliers de personnes rassemblées le samedi 30 avril à l'hippodrome de Vincennes par les comités « Jeunes pour l'égalité » qui lui ont réservé un accueil enthousiaste, M. Mitterrand a déclaré : *« Je préfère ces cris de joie et d'accueil aux cris de haine qu'on entend ailleurs (...). Je préfère qu'on se rencontre, qu'on parle, qu'on dialogue, qu'on chante plutôt qu'on se nuise et qu'on se combatte. »*

La *« fête des jeunes pour l'égalité »* a rassemblé Jacques Higelin, Charlélie Couture, Yves Simon, les groupes Elli Medeiros et Niagara, Guy Bedos, Gabrielle Lazure, en présence de MM. Jospin, premier secrétaire du PS, Lang et Harlem Désir, président de SOS-Racisme.

M. Mitterrand : la « bête immonde » n'aura pas droit de cité

Dans le périodique *Légende du siècle*, édité par M. Roland Castro, M. Mitterrand évoque les causes de la montée du racisme. Le président-candidat déclare : *« La crise, les chômeurs, la démogagie, ce sont des faits. Il y a aussi l'ignorance, l'entassement urbain, l'irritation du voisinage.*

Toutes ces intolérances, ces exaspérations vécues au quotidien, qu'un démagogue transforme ensuite en programme, et un idéologue, le cas échéant, en doctrine d'exclusion. Ce sont des causes réelles, qu'il ne faut pas négliger, ni dédaigner. Mais au-delà de ces choses, qui sont explicables, il y a tapi au fond de tout être humain un homme préhistorique, un membre de la tribu. Et c'est parce qu'il peut se réveiller en chacun de nous, au pire moment, ce frère monstrueux et inconnu de nous, que le racisme doit être d'emblée combattu et réprimé. Comptez sur moi. En France, la « bête immonde » n'aura pas droit de cité. »

M. Rocard : la vie est ailleurs

Dans la même publication, M. Michel Rocard écrit : *« Pour une part, le vote Le Pen vient moins des flux migratoires du tiers-monde que des incertitudes de la vie quotidienne. A prendre les problèmes un par un, au niveau où ils se posent concrètement, un vaste chantier nous est ouvert.*

Le politique ne peut certainement pas y construire seul, mais il peut y apporter une contribution déterminante. [...] La réconciliation des Français avec leur système politique a toujours été une nécessité de la démocratie. Elle est devenue une exigence de salubrité. C'est au politique qu'il revient de faire l'essentiel du chemin, de descendre de ses paradis artificiels, de ne pas se cantonner dans les vapeurs enivrantes des sommets. La vie est ailleurs. Il lui faut la retrouver. C'est la condition de sa dignité, de son efficacité. »

L'Organisation juive de combat réapparait

La mystérieuse Organisation juive de combat (OJC), qui avait revendiqué la mise à sac des locaux de *National Hebdo*, organe du Front national, le 20 décembre dernier, et celle de deux librairies d'extrême droite, le 27 janvier, s'est manifestée, de nouveau, le dimanche 1er mai. Une dizaine de personnes ont « attaqué », successivement, en milieu de journée, le siège de *National Hebdo*, blessant légèrement un gardien à la tête ; celui de la fédération parisienne du Front national, donnant quelques coups de pied dans la porte ; celui de l'état-major de campagne de M. Jean-Marie Le Pen, où la porte ne leur a pas été ouverte ; celui de l'Entreprise moderne et liberté, où ils ont vainement tenté de pénétrer.

Dans un communiqué diffusé en fin d'après-midi, l'OJC a revendiqué ces actions et annoncé qu'elle *« harcèlerait sans fin les instruments antisémites en France »*. Selon elle, le Front national est le *« parti de couverture de tous les mouvements néo-nazis en France »* et *« l'heure de la résistance contre la bête néo-nazie a sonné le 24 avril »*.

Politique

Avant le second tour de l'élection présidentielle

L'« effet Pasqua » trouble la majorité

Avec sa manifestation à Paris le dimanche 1er mai, avec les déclarations de M. Charles Pasqua à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, selon lesquelles, *« sur l'essentiel »*, le FN se réclame des *« mêmes valeurs que la majorité »* (*le Monde* du lundi 2 mai), M. Jean-Marie Le Pen est parvenu, une nouvelle fois, à être le sujet principal des déclarations politiques de la fin de semaine.

Puisque M. Le Pen s'emploie à « récupérer » l'Histoire à son profit, grâce à son *« hommage à Jeanne d'Arc »*, les dirigeants du PS lui répondent sur le même terrain, en déclenchant un tir de barrage, à coup de références historiques évoquant un passé plus récent, et plus sinistre. Dimanche à La Rochelle, M. Michel Rocard a affirmé que le président du FN *« livre aujourd'hui son message aux Français dans une forme provocatrice qui voudrait transformer le Paris de 1988 en Nuremberg des années 30* (1) ».

M. Mauroy, lui aussi, a évoqué les années 30 et la montée des fascismes en Europe, pour affirmer dimanche à Tours, comme nous le signale notre correspondant, que M. Le Pen *« représente l'anti-France, [...] souille les valeurs de la République »* et que *« Hitler et Mussolini sont venus au pouvoir démocratiquement élus »*. Plus optimiste, M. Henri Nallet saute à pieds joints par-dessus les années noires. Il a souhaité dimanche à Saint-Jean-de-Braye (Loiret), que *« le 8 mai 1988 soit digne du 8 mai 1945 »* (2).

Evidemment, comme M. Nallet, l'ensemble des dirigeants socialistes trouvent une *« raison supplémentaire »* de voter pour M. François Mitterrand, qui, comme l'a dit M. Laurent Fabius en Corse la semaine dernière, représente, aux yeux du PS, un *« rempart »* contre la *« marée montante »* du lepénisme. Mais les dirigeants socialistes s'accordent aussi pour s'abstenir de toute critique à l'égard de l'électorat de M. Le Pen. Tout au plus M. Rocard observe-t-il que *« les électeurs de M. Le Pen souffrent ni plus ni moins des mêmes maux que les autres Français mais y réagissent plus mal »*.

Si le grand rabbin Sitruk a, lui aussi, fait appel à l'Histoire en affirmant, lundi, sur Radio-J que la communauté juive est *« inquiète de ce que les gens puissent oublier tout ce qu'il y a de négatif dans le parti de M. Le Pen »*, M. François Léotard a jugé, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, que l'on a vu défiler *« la France de l'inquiétude, que certains souhaitent transformer en France de la peur »*. M. Léotard a ajouté : *« Je souhaite [...] que nous n'exploitions pas cette peur mais que nous y répondions. »*

Avant le défilé *« sacrilège »*, selon l'expression de M. Mauroy, c'est la petite phrase de M. Pasqua sur la communauté de valeurs entre le FN et la majorité parlementaire qui avait suscité à gauche comme à droite, un certain émoi.

Au PS, pas de surprise : on crie haro sur les convergences honteuses. M. Louis Mermaz juge que *« Pasqua vient d'7ter son masque à Chira »* et M. Mauroy assure que le ministre de l'intérieur *« part en éclaireur »*. M. Jospin prédit l'échec de cette *« stratégie »* qui consiste à *« additionner la droite et le lepénisme »*, car deux mouvements *« en sens contraire »* vont se produire : des électeurs de droite et du centre refuseront le *« rapprochement »* avec M. Le Pen, tandis que *« des centaines de milliers d'électeurs qui ont émis un vote de protestation [...] y compris en votant pour Le Pen, ne voteront pas pour la politique antisociale de Chirac »*.

« Rien à voir... »

Dans la majorité, les réactions sont plus nuancées, et plus embarrassées. Seul M. Camille Cabana, proche de M. Chirac et secrétaire d'Etat aux rapatriés, a soutenu samedi à Nice que *« les valeurs dont se réclament M. Le Pen* [lui] *semblent mieux incarnées par Jacques Chirac que par l'autre candidat »*. Lui aussi membre du gouvernement et membre du RPR, M. Michel Noir a affirmé samedi : *« Nous n'avons rien à voir avec la philosophie du Front national »*. A l'UDF, M. Bernard Stasi (CDS) vient à sa rescousse, en lançant dimanche soir sur TF 1, que *« si Jacques Chirac doit évidemment prendre en compte certaines des préoccupations des électeurs du FN, il doit récuser avec vigueur des valeurs du Front national »*. Même tonalité chez le ministre CDS Pierre Méhaignerie — *« nous ne partageons ni la plupart des idées ni les valeurs de M. Le Pen »* — ou chez le secrétaire d'Etat PR Claude Malhuret, pour qui *« il n'est pas possible »* de prétendre que la majorité partage avec le FN *« des valeurs communes pour l'essentiel »*.

En revanche, M. Charles Millon, lieutenant de M. Barre, tourne autour du pot, en souhaitant, samedi sur RTL que M. Pasqua *« explicite rapidement sa pensée pour éviter tout malentendu »* et en affirmant sur Pacific FM que le ministre de l'intérieur fait *« une analyse »* et qu'il n'y a *« rien de choquant dans son expression »* dès lors qu'il parle de *« valeurs communes à toute la communauté nationale »*.

Reste la vraie-fausse consigne de vote de M. Le Pen. M. André Rossinot, ministre radical, renvoie la balle au président-candidat. Pour lui, M. Le Pen est un *« allié objectif de François Mitterrand »*. Des considérations électorales que le grand rabbin de France voudrait voir dépassées lorsqu'il émet un vœu : *« Si l'on voulait l'intérêt de la France, j'aurais très bien vu que toutes les forces démocratiques et républicaines s'unissent dans un mouvement très vaste. La grandeur d'une démocratie, c'est que chacun peut être ce qu'il est tout en se reconnaissant dans un idéal commun. »*

J.-L. A.

(1) Cette ville allemande était le lieu de prédilection d'Adolf Hitler pour regarder défiler ses troupes à ses pieds lors des grandes parades nazies.

(2) Le 8 mai 1945 est le jour de la capitulation de l'Allemagne nazie.

M. Chirac accuse M. Mitterrand de mensonge à propos de l'affaire Gordji

RENNES
de notre envoyé spécial

M. Olivier Guichard, député (RPR) de la Loire-Atlantique, président du conseil régional des pays de Loire, a remercié M. Jacques Chirac d'avoir *« décidé de repartir en campagne pour le second tour »*, d'être *« présent sur le terrain, à travers la France »* et d'être *« l'incarnation de l'essentiel »* face à M. François Mitterrand. C'est ce qui s'appelle ne pas se raconter d'histoires. La tournée provinciale de M. Chirac, le samedi 30 avril, a été marquée au coin du réalisme.

Certes, il y avait, au déjeuner du palais de la Baujoire, à Nantes, comme au meeting de Rennes, le soir, ce qu'il fallait de jeunes enthousiastes pour crier *« Chirac président ! »* et *« On va gagner ! »*. A quoi le premier ministre a répondu, sobrement, par des *« sans doute »*, *« c'est probable »*, voire *« je le pense »*, en ajoutant : *« Mais je n'afficherai pas, sur ce sujet, la certitude de mon adversaire, ne croyant pas aux vertus de la méthode Coué. »* Cette prudence était partagée par ses hôtes. Les discours entendus samedi faisaient autant de part aux raisons de l'échec qu'à celles qui peuvent inspirer l'espoir pour le 8 mai.

C'était M. Guichard, assurant que la droite n'est pas touchée par *« le bénéfice du doute »* en faveur de M. Mitterrand. C'était M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, délégué général du PR, dénonçant en M. Mitterrand *« la voix qui nous dit : dormez tranquilles »* et qui *« nous berce d'illusions »*, et affirmant : *« Peut-être vaudrait-il mieux dire que Jacques Chirac ne rassemble pas, mais qu'il entraîne. »* C'était, à Rennes encore, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS, estimant : *« Les électeurs nous savent plus efficaces, mais ils nous croient moins justes, et ils ont tort. »* C'était enfin, à Nantes, M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée, directeur de la campagne de M. Raymond Barre, évoquant *« ces valeurs qui nous rassemblent et dont nous savons que vous serez le garant lorsque vous aurez été élu président »*.

Comme de bien entendu, M. Mestre disait, en fait, le contraire de ce qu'il voulait dire. Les valeurs, on l'a bien vu ce samedi, ne rassemblent pas la droite, mais la divisent. Les déclarations de M. Charles Pasqua au bien nommé *Valeurs actuelles*, sur les *« valeurs »* communes au Front national et à la majorité parlementaire, étaient dans toutes les têtes. *« Pasqua parle trop »*, jugeait M. Edmond Alphandéry, député (UDF-CDS) du Maine-et-Loire. *« Ça me fout en l'air »*, s'attristait M. Jean Arthuis, élu (CDS) de la Mayenne, secrétaire d'Etat à la consommation. *« Je n'en pense pas vraiment du bien »*, confiait M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Les « valeurs »

M. Méhaignerie n'en a pas fait mystère à la tribune du meeting de Rennes. *« Nous ne partageons,* a-t-il déclaré en s'adressant à M. Chirac, *ni la plupart des idées ni les valeurs de Jean-Marie Le Pen. Je suis sûr que vous nous confirmerez les engagements que nous avons pris ensemble. » « Il ne saurait être question d'abandonner ne serait-ce que l'ombre de nos valeurs, cher Pierre Méhaignerie »*, a assuré le premier ministre candidat après avoir affirmé la *« force de l'union de notre majorité, qui, elle, est bien debout et qui est fondée sur des valeurs qui nous sont communes, dans notre cœur, dans notre esprit et dans nos tripes »*. Mais *« ceux qui considèrent qu'une certaine France, à laquelle nous sommes tous attachés, est aujourd'hui défigurée »* en raison de *« phénomènes excessifs en matière d'insécurité ou de présence des étrangers »* ont, selon le premier ministre, *« le droit de le dire »* et *« nous devons les comprendre aussi »*.

Bien sûr, il n'est pas question de *« combinaisons »*, ni de *« négocier avec qui que ce soit »*, a affirmé M. Chirac. M. Méhaignerie a jugé le propos *« ambigu »*. *« Un coup par-ci, un coup par-là »*, observait-il après le meeting. Il avait dit en privé à M. Chirac son désaccord avec les propos de M. Pasqua : certaines idées du Front national, passe encore, mais les *« valeurs »*, non! *« Ce n'est pas si grave que ça »*, lui a répondu le premier ministre.

Les « valeurs » entraînent la discorde, et celle-ci se fraie un chemin détourné jusqu'au discours. M. Chirac, à Nantes, attaquait le président de la République, dépourvu, disait-il, de la *« modernité »* nécessaire pour diriger le pays dans les années qui viennent. *« Ce n'est pas seulement par la ruse, l'invocation, la référence au passé, que l'on peut conduire le pays »*, affirmait-il. Conclusion : *« C'est pourquoi je ne fais pas confiance à Ray... à Mitterrand. »* Murmures parmi les convives. Le visage de M. Mestre se rembrunit. *« Un trou d'air, suivi d'un trou noir »*, dira M. Philippe de Villiers, élu vendéen, autre collaborateur de M. Barre.

A Rennes (après un détour par Rouen où il a été reçu par le maire, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF), M. Chirac, revenant sur son face-à-face télévisé avec M. Mitterrand, a déclaré : *« J'ai, tout à coup, eu devant moi un homme qui, avec un sang-froid et une audace incroyables, affirmait une contre-vérité en sachant parfaitement, car il n'y avait aucune ambiguïté possible, que ce qu'il disait était un mensonge. »* Le premier ministre se référait aux propos de M. Mitterrand sur l'affaire Gordji. *« Je me suis souvenu alors,* a-t-il continué, *d'épisodes de sa vie passée. [...] Il a toujours traité ses adversaires de menteurs. Il y a là quelque chose de freudien. »* De lapsus (sur les noms) en transferts (de voix), la psychanalyse deviendrait-elle, pour la droite, la valeur... refuge?

PATRICK JARREAU.

La droite indéfinie

(Suite de la première page.)

Où en est la droite ? Où va-t-elle ? Où peut-elle aller ? A dire vrai, elle s'interroge elle-même sur le contenu de son discours et sur son avenir. Bousculée par M. Pasqua, elle mesure la difficulté qui attend ceux qui voudront le rénover. Sous le choc du 24 avril, tous les plans tirés sur la comète de l'après-8 mai ont été broyés.

Ce choc recouvre, en fait, pour la majorité, une multitude de découvertes, plus dures les unes que les autres. Ainsi du fameux « 36 % » dont se flatte M. Jacques Chirac, comme si ce chiffre était un succès. *Alors qu'il marque le rétrécissement* de la base électorale d'une droite qui pesait encore 46 % au premier tour de l'élection de 1981, 45 % derrière Mme Veil, au scrutin européen, et 43 % derrière la plate-forme « pour gouverner ensemble » du RPR et de l'UDF, en mars 1986. Pendant deux ans, MM. Chirac *et* Pasqua *ont* d'ailleurs battu les estrades en expliquant que la majorité avait désormais creusé un écart « historique » avec la gauche. Ils sont, sans doute, historiquement parlant, tombés de haut.

La majorité a réalisé que l'axiome qui lui avait permis d'éviter tout véritable débat sur l'extrême droite – imputant à la gauche et à la proportionnelle la montée de M. Le Pen – est à revoir, à moins de rendre irréversible la résistible ascencion du chef de file de l'extrême droite.

La majorité à enfin découvert qu'*elle* est, *elle*, en panne de leader. Toutes les stratégies – personnelles ou collectives – élaborées pour le 9 mai – et dont bien peu, pourtant, intégraient une victoire de M. Chirac – sont, en effet, caduques.

La « primaire » au sein de la majorité n'a pas permis de désigner un chef de file incontesté : M. Chirac devra attendre le soir du 8 mai, et l'écart qui le sépare de M. Mitterrand, pour savoir s'il peut toujours y prétendre. Car l'échec électoral de M. Barre n'implique pas, bien au contraire, sa dispartion politique. Or le thème le plus solidement installé, à droite, était bien celui du retrait du cher professeur au bord de la Méditerranée. Le rêve caressé par l'ancien président Giscard d'Estaing, d'une *réapparition* magique, au soir du second tour, appuyé sur la perspective d'une seconde cohabitation, plus convenable celle-là et conduite cette fois par lui-même, s'estompe.

La prime à la jeunesse, sur laquelle comptait M. Léotard, n'est pas davantage assurée * le secrétaire général du PR s'est trop investi sur le bilan d'une « expérience » sanctionnée par le corps électoral ; il a trop suscité de rancœurs chez les barristes pour prétendre, n'évoquant *seulement* « renouvellement » nécessaire, emporter le morceau.

Enfin, le projet d'une grande confédération RPR-UDF, libérale, conservatrice et classique, , lui aussi, du plomb dans l'aile. M. Pasqua lui préfère un retour aux sources du bonapartisme et du populisme lorsqu'il impute au ministre d'Etat l'« embourgeoisement » du RPR.

Signe des temps : en 1978, c'est M. Pasqua lui-même qui avait bloqué, au nom d'une pure logique d'appareil, le projet de M. Jérôme Monod, alors secrétaire général du RPR, qui proposait – déjà – de redonner à son mouvement des racines populaires en mêlant thèmes de gauche et discours d'ordre.

La question posée aujourd'hui est bien, en tout cas, celle de la stratégie de reconquête : comment, avec qui, et sur quels thèmes ?

Deux conceptions – radicalisation à droite, autonomie au centre – se dessinent ; elles peuvent, chacune, ouvrir la voie à une OPA fatale.

La comparaison *qui est faite* le plus souvent est celle de la reconstruction du PS dans les années 70 et de conquête du pouvoir grâce à l'alliance avec le PCF. De là à penser qu'il faut aujourd'hui sinon s'allier avec le FN, du moins lui donner des gages, il y a naturellement un *pas que franchissent non seulement* MM. Pasqua et Cabana, mais aussi une bonne part du réseau des *élus locaux de la majorité*, qui craignent de devoir se battre sur deux fronts, aux municipales de mars 1989, contre la gauche et contre l'extrême droite, alors même que celle-ci tient sous sa pression bon nombre de mairies.

Ceux-là postulent, comme l'a d'ailleurs suggéré le ministre de l'intérieur dans sa présentation des résultats du 24 avril, que le pays est à droite (51 % pour la droite classique et l'extrême droite). *Conclusion : gouvernant* seul avec *lui*-même, M. Mitterrand, qui est un socialiste incorrigible, se retrouvera bientôt – *« dans trois mois »*, dit M. Léotard – aussi impopulaire qu'en 1984.

L'inconvénient de ce schéma est triple : il permet à M. Le Pen de sortir de l'extrême droite. M. Pasqua et ses amis prennent aussi le risque – « historique », là *aussi* – d'ouvrir grandes les portes aux ferments de haine que véhicule le FN, alors même que le bon M. Pasqua accuse, par avance, M. Mitterrand d'être porteur des germes de la *« guerre civile »*... Il ferme ainsi la « parenthèse » du gaullisme et annonce lui-même la résurrection de cette « culture de droite » qui, selon l'éditorialiste du *Figaro*, *« n'a pas su renaître depuis la Libération »*... !

En second lieu, la partie est loin *d'être jouée. Ce qui est, dans l'esprit* du ministre de l'intérieur, une OPA du FN sur le RPR. Car un Le Pen dédouané peut fort bien devenir dominant au sein d'une droite redevenue dure. Celle-ci peut *être*, du même coup, privée d'alternance, comme la gauche l'a été pendant un quart de siècle, pour cause d'alliance avec le diable !

La mise en œuvre de cette stratégie peut, d'ailleurs, créer les conditions de la seconde, celle qui mise sur l'autodétermination des centristes, ou plutôt des barristes, qui pourraient ainsi avancer à visage découvert. Ceux-là souhaitent voir le centre, les démocrates-chrétiens et les modérés de *tous bords* (*la frontière* passant au sein de l'UDF comme du RPR) *s'organiser*, si nécessaire au moyen d'une réforme de la loi électorale, pour faire, un jour prochain, un bout de chemin avec les socialistes, sur le modèle de ce que fut la grande coalition SPD-*CDU* en *Allemagne* entre *1969* et 1972.

L'inconvénient de ce schéma – outre que l'on peut douter de ses chances de réussite, tant l'indécision est consubstantielle aux centristes – est d'offrir à M. Mitterrand le rôle de... rénovateur de la droite, plutôt que de lui rendre la vie impossible, et d'ouvrir ainsi la voie à la réussite de son second septennat.

Cette perspective peut conduire le chef de l'Etat, s'il est réélu, à retarder la dissolution de l'Assemblée, pour permettre à quelques-uns d'organiser un parti du centre. Mais il peut aussi choisir, las d'attendre un centre qui tarderait trop, de pousser à fond son avantage du moment, quitte à obliger le PS à gouverner au centre.

Pour l'heure, trois logiques sont à l'œuvre qui servent le président-candidat : l'une, purement mécanique, qui autorise M. Mitterrand, au vu des résultats du premier tour, à compter sur sa *réélection* ; l'autre, qui pousse les barristes à se détacher d'une droite que le FN conduirait à l'isolement ; la dernière, enfin, qui est propre à l'effet Le Pen, permet à Mitterrand de *donner* corps à la frontière qui *sépare* les « démocrates » et les autres : celle-là reste, pour la droite, la plus dangereuse.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Politique

Avant le second tour de l'élection présidentielle

Les oppositionnels du PCF entre l'abstention et le renvoi de la direction

Le PCF appelle à voter pour M. François Mitterrand en marchant à reculons. Il ne décourage pas ses militants de s'abstenir. M. Georges Marchais a même déclaré publiquement que personne ne surveillera les électeurs communistes dans les isoloirs. Pour leur part, les oppositionnels de toujours se divisent en deux tendances.

Ceux qui sont classés comme « vermeerschiens », du nom de Mme Jeannette Vermeersch, veuve de Maurice Thorez, qui a donné sa démission du bureau politique du PCF en 1968 pour marquer son désaccord avec la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, appellent à l'abstention, le 8 mai. Réunis dans le Regroupement communiste unifié, ces militants se recrutent essentiellement dans les Bouches-du-Rhône, les Alpes, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Ils sont très minoritaires.

Une autre tendance oppositionnelle interne, également réduite, conduite notamment par M. André Moroni (1), appelle à voter *« contre la droite — représentée cette fois par Chirac — poussée par Le Pen »* afin de s'opposer à la *« montée des idées fascisantes, xénophobes et racistes »*. Assurant que l'*« affaiblissement »* du PCF *« ne nous permettra pas d'imposer à Mitterrand une politique de gauche »*, ces communistes estiment qu'il *« est urgent de tout faire pour rendre au parti sa capacité à l'imposer et à mener la lutte contre Le Pen »*. En conséquence, ils demandent que *« soit renouvelé le bureau politique, largement responsable des échecs successifs du parti »* et que *« tous les communistes, même découragés et marginalisés, s'engagent dans une discussion générale* (...) *que le comité central se doit d'organiser »*. Cet appel est signé par MM. Bernard Carpentier (syndicaliste), André Chezeand (adjoint au maire de La Souterraine), Jean Dresch (géographe), M. René Lacroix (philisophe), Mme Marie-Hélène et M. Philippe Lavallard (universitaires), MM. Maurice Moissonnier (historien), André Prenant (géographe), Alain Segret (économiste), Pierre Thorez (géographe), fils cadet de Maurice Thorez, Yves Vargas (philosophe) et Jean Zaffagni (ancien secrétaire fédéral du PCF de Meurthe-et-Moselle).

O. B.

(1) 66, rue de Dantzig, 75015 Paris.

Le PCI : la politique de M. Mitterrand « ouvrirait la voie au fascisme »

Officiellement, M. Pierre Boussel, candidat qui a obtenu 0,38 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, ne donne aucune consigne de vote pour le second tour. Dès sa désignation par le deuxième congrès du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), le 15 novembre 1987, il avait d'emblée annoncé — son crédo étant *« l'unité des travailleurs et des organisations »* — qu'il ne provoquerait pas de division *« entre ceux qui s'abstiendront et ceux qui voteront pour le candidat du PS »* le 8 mai.

Beaucoup plus discrètement, M. Boussel tient un langage un peu différent à l'intérieur du Parti communiste internationaliste (PCI), l'organisation qui se réclame du trotskisme et dont il est le chef. Ainsi, une résolution qui a été adoptée par le secrétariat du comité central du PCI le mardi 26 avril se présente comme un argumentaire brutalement anti-socialiste, à usage interne. Destiné aux cadres du parti, il est censé dissuader les militants de voter pour M. François Mitterrand.

« Il faut que nous sachions expliquer aux masses, dit ce texte, *que le caractère politique et social de la politique de Mitterrand ouvrirait la voie au fascisme.* (...) *Rien ne serait plus nuisible que de se ranger sous le drapeau de Mitterrand pour lutter contre Le Pen, cela alors que tous les faits prouvent que c'est délibérement Mitterrand qui a construit le marchepied à Le Pen. »* Cette résolution du PCI souligne que *« la politique du moindre mal qui nous conduirait à appeler à voter Mitterrand devrait être considérée comme une manifestation sérieuse de la pression qu'exerce sur nous la vague de Front populaire »*, alors même que *« Mitterrand trompe les masses en spéculant sur leur haine légitime du fascisme qui se constitue en France »*. L'organisation de M. Boussel-Lambert engage ses militants à ne faire *« aucune concession au Front populaire, quelles que soient les phrases et les considérations « pratiques » sur la menace réelle que représente le Front national »*.

« Il faut expliquer, certes avec des formes, mais ouvertement, conclut la résolution, *que le gouvernement Mitterrand sera un gouvernement de choc contre la classe ouvrière, un gouvernement où tout le pouvoir réel est entre les mains du grand capital, un gouvernement utilisant la haine légitime du fascisme pour poursuivre et amplifier les mesures anti-populaires. »*

Le PCI, qui avait appelé à voter pour M. Mitterrand, dès le premier tour, en 1981, est la seule force organisée constitutive du MPPT.

Un démenti de M. Delors

A la suite de la publication d'une interview de M. Pierre Boussel, candidat du MPPT à l'élection présidentielle, dans *le Monde* du 20 avril, nous avons reçu le démenti suivant : *« Le cabinet de M. Jacques Delors apporte un dementi catégorique aux propos attribués au président de la Commission des communautés européennes selon lesquels il aurait décidé, malheureusement, de remettre en cause quarante à cinquante années de droits sociaux. »*

[Interrogé par *le Monde* sur l'origine de la déclaration prêtée par M. Boussel à M. Delors, le MPPT s'est référé à un article du journal belge *Combat* en date du 22 février 1988. Cet article est consacré à une intervention du président de la Commission des communautés européennes devant le comité national du syndicat FGTB. Les propos cités par M. Boussel ne sont pas mis entre guillemets et semblent être une interprétation libre donnée par le journal *Combat*.]

Les comités de soutien au président-candidat s'élargissent

Depuis le premier tour de l'élection présidentielle, de nouvelles personnalités ont déclaré leur soutien à M. Mitterrand, pour le scrutin du 8 mai. Ainsi, plusieurs grands noms de la médecine et de la recherche médicale se sont ajoutés, après le 24 avril, aux médecins, chercheurs et membres des professions de la santé qui s'étaient déjà fait connaître. Ils sont, au total, huit cent soixante et un professionnels de la santé à apporter un soutien public à M. Mitterrand.

Parmi les noms publiés, on relève ceux de MM. Jacques Benveniste (INSERM) ; Pierre Cornillot, professeur de médecine ; Pierre Corvol (Cochin) ; Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux ; Jean-Paul Escande, professeur de médecine ; René Frydman, professeur de médecine ; Jean-Louis Funck-Brentano, professeur de médecine ; François Gros, professeur au Collège de France ; Albert Hirsch, professeur de médecine, chef de service ; Gilbert Huault (Kremlin-Bicêtre) ; Pierre Huguenard, professeur de médecine, chef de service ; Axel Kahn (INSERM Cochin) ; Marcel-Francis Kahn (Bichat) ; Henri Korn, médecin ; Henri Kreis (Necker) ; Jean Marsac (Cochin) ; Emile Papiernik, professeur de médecine, chef de service ; Jean Rosa, professeur à la faculté de médecine ; Maxime Seligman, professeur de médecine ; Daniel Widlocher, professeur de médecine.

D'autre part, quatre-vingt-treize chercheurs et enseignants, travaillant dans des universités, au CNRS, ou à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), apportent leur soutien à M. Mitterrand. Parmi les signataires de ce texte figurent les noms de M. Jean-Pierre Azéma (Fondation des sciences politiques) ; Mme Danièle Blondel (Paris-IX-Dauphine) ; MM. Jean-Claude Bouvier (université de Provence) ; André Burguière (EHESS) ; Paul-Henry Chombard de Lauwe (EHESS) ; Marc Ferro (EHESS) ; Maurice Godelier (EHESS) ; Michel Gras (CNRS) ; Mme Claudine Herzlich (EHESS) ; MM. Jacques Le Goff (EHESS) ; Jean-Claude Passeron (EHESS) ; Jean-Pierre Vernant (Collège de France) ; Pierre Vidal-Naquet (EHESS).

Enfin, le comité national de soutien à M. Mitterrand, présidé par M. Hubert Curien, s'est enrichi de quelque quatre cents nouveaux noms (1).

De leur côté, une dizaine de personnalités, dont M. Alain Touraine et M. Paul Thibaut, directeur de la revue *Esprit*, ont rédigé leur propre texte (2) pour juger que M. Mitterrand *« est en mesure de servir de catalyseur à la mobilisation des énergies, de présenter un projet neuf »*.

(1) Déduction faite des membres des professions médicales signataires de l'appel propre à leur secteur.

(2) Ce texte a été diffusé avant le premier tour.

● **Un appel d'élus et d'anciens élus communistes en faveur de M. Mitterrand.** — M. Henri Fiszbin, député (app. PS), élu sur la liste du Parti socialiste, en mars 1986, dans les Alpes-Maritimes, ancien premier secrétaire de la fédération communiste de Paris, et soixante-deux élus ou anciens élus du PCF, ont lancé un appel à *« tous ceux qui se reconnaissent dans le courant de pensée communiste »* pour qu'ils contribuent *« à la victoire de François Mitterrand le 8 mai »*. Parmi les signataires figurent trois conseillers généraux et vingt-neuf maires, dont ceux de Blanzat (Puy-de-Dôme), Carhaix-Plouguer (Finistère) et Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).

La campagne officielle à la télévision et à la radio

Ayant constaté un accord entre les deux candidats sur la durée de leurs émissions officielles de la campagne du second tour de l'élection présidentielle, la CNCL a arrêté le calendrier suivant :

— **Lundi 2 mai** : Antenne 2, 19 h 15-19 h 25, MM. Chirac et Mitterrand ; rediffusion vers 22 h 15 sur FR 3. France-Inter, 20 h-20 h 10 : MM. Mitterrand et Chirac.

— **Mardi 3 mai** : Antenne 2, 13 h 30, rediffusion des émissions de la veille.

— **Mercredi 4 mai** : Antenne 2, 19 h 15-19 h 45, MM. Mitterrand et Chirac ; rediffusion sur FR 3 vers 22 h 15. France-Inter, 20 h-20 h 30 : MM. Chirac et Mitterrand.

— **Jeudi 5 mai** : FR 3, 13 h 30, rediffusion des émissions de la veille. Antenne 2, 19 h 15-19 h 45 : MM. Chirac et Mitterrand. Rediffusion sur FR 3 vers 22 h 15. France-Inter, 20 h-20 h 30 : MM. Mitterrand et Chirac.

— **Vendredi 6 mai** : Antenne 2, 13 h 30 : rediffusion des émissions de la veille. Antenne 2, 19 h 15-19 h 25 : MM. Mitterrand et Chirac. Rediffusion sur FR 3 vers 22 h 15. France-Inter, 20 h-20 h 10 : MM. Chirac et Mitterrand.

Politique

Situation bloquée en Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS se déclare prêt à maintenir le « statu quo » jusqu'au résultat de l'élection présidentielle

Dix jours après l'attaque de la brigade de gendarmerie de Fayaoué, sur l'île d'Ouvéa, le 22 avril, par un « commando » du FLNKS, la situation en Nouvelle-Calédonie apparaissait, le lundi 2 mai, bloquée. Quatre autres gendarmes ont été blessés, samedi, à Canala, sur la côte est, où les militants indépendantistes ont constitué un véritable « maquis ». Depuis le début de ces violences, le bilan est lourd : sept morts (quatre gendarmes, un jeune métis, une jeune Mélanésienne, l'un des métis *anti-indépendantistes acquittés* au terme du procès des auteurs de la fusillade de Hienghène en décembre 1984), de nombreux blessés (dont treize gendarmes) et toujours vingt-trois otages (dont le commandant du GIGN et un magistrat) retenus dans une grotte difficilement accessible du nord d'Ouvéa.

A ce *statu quo* sur le terrain correspond un blocage politique.

Le FLNKS considère comme *« un pseudo médiateur »* l'archevêque de Nouméa, Mgr Michel Calvet, auquel le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a demandé de prendre contact avec le *« commando » d'Ouvéa*. L'état-major indépendantiste considère que ce choix n'engage pas le gouvernement.

De même, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a accueilli avec ironie la proposition faite, lundi, par les trois parlementaires RPCR du territoire, MM. Jacques Lafleur, Maurice Nenou, députés, et Dick Ukeiwé, sénateur, de s'offrir en otage à la place des vingt-trois hommes retenus à Ouvéa. *« C'est du cinéma et des larmes de* crocodiles, a-t-il déclaré au micro de la radio du FLNKS. *Ce n'est pas pour faire sortir les gendarmes qu'ils font ce geste ; c'est pour faire pleurer les Françaises, essayer de faire remonter la cote de Chirac et rattraper la gaffe de Pouebo. S'ils veulent être logiques, il faut discuter avec le FLNKS ou alors envoyer comme otage le haut commissaire de la République ou encore le ministre des DOM-TOM... »*, a ajouté *M. Tjibaou, en soulignant* que les trois parlementaires ne représentaient pas l'Etat français.

Le LKS* (Libération kanak socialiste, indépendantiste modéré) a demandé la démission de M. Pons : *« Sa présence est devenue, selon lui, un obstacle à la recherche d'une politique de paix. Sa démission est le plus grand service qu'il peut rendre aujourd'hui au peuple kanak et aux différentes communautés du territoire. »

Au nom du FLNKS, M. Léopold Jorédié a fait savoir, pour sa part, que le mouvement indépendantiste avait *« très bien entendu »* l'appel lancé vendredi par M. Mitterrand, mais il a ajouté : *« On ne va pas relâcher les otages gratuitement. Ce sont eux contre un médiateur nommé par le premier ministre et le président de la République pour discuter d'un référendum d'autodétermination. Le gouvernement nous a craché dessus depuis le 16 mars 1986 chaque fois qu'on a fait appel au dialogue. Aujourd'hui, nous avons les moyens de discuter. Le rapport de forces actuel permet de l'amener à la table des négociations. La situation à Ouvéa risque, en fait, de ne pas évoluer avant le deuxième tour de l'élection présidentielle s'il n'y a pas de médiateur. C'est le* statu quo *et c'est incontournable. On veut aussi éviter un retour de manivelle et avoir des garanties sur ce qui se passera après la libération des otages. »*

Dans l'immédiat, le bureau politique du FLNKS demande à l'ONU d'envoyer en Nouvelle-Calédonie une mission d'enquête. Dimanche, à Nouméa, il a qualifié de *« prisonniers de guerre »*, les gendarmes détenus en otage et a envisagé la possibilité d'un *« échange éventuels de prisonniers »*, en faisant allusion aux nombreux militants indépendantistes détenus au Camp Est, prison du territoire.

Le chef de file des broussards apparentés au Front national, M. Justin Guillemard, dont la liste a obtenu plus de 28 % des suffrages sur la côte ouest, aux élections régionales du 24 avril, a déclaré, pour sa part : *« Si François Mitterrand est réélu, les Calédoniens n'auront pas le choix : soit il leur faudra répondre à la violence par la* violence, *soit ils devront faire leurs valises. »* *« Notre seule chance, a-t-il dit, à l'instar des diri*geants du FLNKS, *c'est d'être en position de force quel que soit le président élu. Le FLNKS veut nous chasser par les armes, pourquoi pas nous aussi. On verra qui gagnera. »*

Drôle de guérilla

(Suite de la première page.)

Les trous sont visibles, palpables, venus, semble-il, effectivement, du ciel. Bilan de cette opération héliportée : une jeep et deux bateaux de pêche endommagés.

Qu'on ne s'y trompe pas, la guerre n'est pas déclarée. Elle ne l'a été que l'espace d'une journée, par accident, lorsque M. Philippe Bergès, directeur de cabinet du haut commissaire, annonçant l'intervention de la marine contre les *« rebelles »*, a trouvé que la situation en prenait *« les allures »*. Devant les protestations venues notamment de Paris – *« seul le premier ministre n'a pas éructé »*, confie un proche de M. Bernard Pons, – la guerre a disparu, en même temps, d'ailleurs, que les points de presse de M. Bergès. Les marsouins du 3e RIMA de Vannes patrouillent dans les rues de Nouméa, des gendarmes brûlent des cases indépendantistes à Canala, mais il n'y a pas de guerre. Pas plus, bien entendu, que de black-out sur l'information ou de confusion sur le terrain...

Dans ce non-état de guerre, la situation des indépendantistes prend des allures de victoire politique. *« Nous sommes dans la seringue »*, reconnaît-on dans l'entourage du ministre des DOM-TOM. Les vingt-trois otages retenus depuis dix jours dans leur « taupinière » d'Ouvéa ne semblent pouvoir être libérés ni par la force, ni, dans l'immédiat, par la négociation, les indépendantistes refusant de discuter avec M. Pons.

Après avoir laissé parler les « comités de lutte » pendant une semaine, l'état-major du FLNKS a fait entendre sa voix. Le bureau politique réclame un échange de *« prisonniers de guerre »* ; il en appelle à l'ONU, multiplie communiqués et points de presse et ironise sur *« l'armée coloniale »* qui a tout essayé sauf *« les armes nucléaires »*. Il attend, comme tout le monde, les lendemains du 8 mai. *« Le prochain gouvernement aussi sera dans la seringue »*, se console-t-on à peine dans *l'entourage de M. Pons. Les indé*pendantistes réclament un nouveau médiateur envoyé par l'Elysée et Matignon, mais, à moins d'une semaine du deuxième tour de l'élection présidentielle, le ministre dépêché par le gouvernement après l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué semble condamné à rester. Préoccupé par la situation des otages – les hommes du GIGN, à l'exception du capitaine Legorjus, seraient condamnés tout spécialement à rester dans l'obscurité de la grotte, M. Pons s'efforce d'obtenir des concessions sur le plan humanitaire.

L'archevêque de Nouméa, Mgr Michel Calvet, a été sollicité pour une mission de bons offices. Les ravisseurs, a-t-on en effet appris de source proche du ministre, ne sont pas protestants mais catholiques, et l'un d'eux, Alphonse Dianov, responsable des jeunes de l'Union « calédonienne », est même un ancien séminariste. Mgr Calvet s'est rendu dimanche à Ouvéa mais la radio du capitaine Legorjus était en panne, et il n'a pas pu communiquer avec le groupe. Il a seulement pu faire parvenir un message aux ravisseurs.

Le ministre des DOM-TOM a tenu à faire savoir par un communiqué qu'il ne s'occupait que de l'affaire des otages. Il a été pour le moins surpris, indique-t-on, par le débarquement de Pouebo. Le général Jérôme, arrivé de métropole il y a une semaine seulement, ne semble pas encore avoir trouvé de réponse adaptée à la guérilla décentralisée menée par les indépendantistes. Les troupes de gendarmerie réparties sur le territoire pour assurer la protection des bureaux de vote ont dû ensuite être concentrées sur les points chauds. *Les brigades se savent la* cible privilégiée des indépendantistes qui ne s'en tiennent plus à leurs barrages – femmes et enfants en avant – de 84. Pour certaines, elles semblent atteintes du syndrome d'Ouvéa. Les gendarmes sortent les poubelles ou vont poster le courrier en convoi, mitraillettes pointées au-dessus des véhicules, y compris dans des localités où aucun coup de feu n'a été entendu.

« Des milliers de balles par jour »

Sur la route de Canala, le samedi 30 avril, une quinzaine d'hommes sont pétrifiés en position de combat. Ils sont en train de contrôler un jeune Mélanésien à vélomoteur. Les barrages ont *été* déblayés, les *indépendantistes* se trouvent à leur QG, fusils le long du mur.

Les « comités de lutte » comme dit l'un de ses responsalbes, attendent des *« consignes »* du bureau politique, tout autonomes qu'ils soient dans le choix des actions. Mais les gendarmes se savent épiés depuis ces hautes herbes, de chaque côté de la route qu'ils ne traversent jamais.

Un capitaine met en garde contre les barrages piégés (un seul aurait été découvert jusqu'à présent, *mais* l'existence de ces barrages piégés a fait le tour de l'île). Les gendarmes craignaient, quelques jours plus tôt, une voiture piégée. Ils reprochent aux journalistes jusqu'à présent mieux accueillis grâce à leurs laissez-passer établis par le FLNKS, de mettre la sécurité des forces de l'ordre en danger. *« Il faudra bien que les militaires viennent nous aider »*, grogne le capitaine.

Quelques kilomètres plus loin, *dans la cour de leur bâtiment*, les militaires bavardent. Ils sont souriants. Dans la localité, ce jour là, la secrétaire de mairie jardine et, devant la gendarmerie en état de siège, des Mélanésiens anti-indépendantistes jouent aux boules. Le lendemain, dimanche 1er mai, quatre gendarmes montés pour une intervention dans la tribu de Mia, seront blessés par balles. Même à Canala, poche de résistance « obstinée », la guerre est insaisissable.

« Des gendarmes tirent des milliers de balles tous les jours et il n'y a pas de blessés », remarque un militaire. Les otages sont là et certains responsables préféreraient que les gendarmes se fassent encore plus discrets dans leurs brigades. Après l'intervention à Pouebo, le ministre des DOM-TOM aurait d'ailleurs demandé, *indique-t-on* de bonne source, au commandement de mettre une sourdine à des opérations de maintien de l'ordre qui s'apparentent parfois à des actions de pure intimidation. *« On se pose des questions sur leurs intentions. On ne vit que de la pêche ici »*, dit un habitant de Pouébo, devant le bateau de la coopérative sur lequel huit pêcheurs sortent par roulement tous les trois jours... D'habitude, *pour « exporter »*, et par ces temps de routes bloquées, pour se nourrir. Le « comité de lutte » de Pouébo s'interroge d'autant plus qu'il est loin d'être aussi bien armé et entraîné que celui de Canala.

Comme la plupart des dirigeants indépendantistes, M. Nidoish Naïsseline, le chef du LKS, a passé la semaine avec ses troupes à Maré. Des barrages étaient prévus sur l'île pendant daux jours, jeudi et vendredi, puis il avait été décidé avec le FLNKS, un arrêt du mouvement pour que le LKS puisse organiser tranquillement la campagne de M. Mitterrand. Le chef de la brigade *était venu voir M.* Naïsseline, qui est également le grand chef coutumier de l'île : la gendarmerie ne serait pas attaquée. Cinq automitrailleuse légères ont pourtant débarqué. Des tirs ont été entendus, semble-t-il, de part et d'autre. *« Mais, demain matin, tout rendre dans l'ordre »*, protestait M. Naïsseline. *Quelques jours* plus tard, les gendarmes ont pénétré dans deux tribus et, selon lui *« effrayé les gens »*. *« Je ne réponds plus de rien si une telle opération se renouvellent »*, a-t-il mis en garde.

CORINE LESNES.

Les réactions en métropole

● M. LÉOTARD : « rougir »
● M. JOSPIN : « un processus fou »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, secrétaire général du Parti républicain, qui était dimanche soir 1er mai l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment reproché à M. Mitterrand d'avoir eu, à l'égard des dirigeants indépendantistes, *« une pratique qui consiste à recevoir dans les lambris de la République ceux qui préfèrent la machette à l'isoloir. Je ne suis pas sûr que M. Mitterrand puisse se regarder sans rougir quand on voit ce qu'il a fait dans ce domaine-là. Il est en grande partie responsable de la dégradation d'aujourd'hui dans les territoires et les départements d'outre-mer »*.

Les dirigeants socialistes, en revanche, n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner le politique du gouvernement. Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a affirmé, samedi à Tarbes : *« On s'engage là-bas dans un processus fou et absurde, comme s'il s'agissait d'une véritable guerre et comme si certains nostalgiques, avec Le Pen, rêvaient de nous faire, à 20 000 kilomètres de la métropole, dans un petit territoire de cent cinquante mille habitants, je ne sais quelle resucée de l'affaire algérienne. »*

Selon M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, *« M. Pons est aujourd'hui un ministre dangereux pour les intérêts supérieurs de la nation. Il a été depuis deux ans un ministre boutefeu en imposant un statut partial qui a attisé la violence ; il a agi comme un apprenti sorcier et ses excès verbaux accentuent le caractère d'irresponsabilité de son comportement »*.

A quoi M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, a ajouté, au cours d'une réunion à Châlons-sur-Marne : *« La politique Pons s'achève sur un drame. L'apprenti sorcier continue pourtant à sévir. C'est un triste pantin qui, sur place, tente d'éteindre les brasiers qu'il a allumés. Il demande la dissolution du FLNKS, Chirac n'est pas de cet avis. Ils sont d'accord uniquement pour nous repasser le dossier. Le spectacle est crépusculaire. Leur politique s'effondre sous nos yeux. Il va falloir reprendre l'affaire calédonienne de zéro... »*

Des ordres en tout sens

« C'est de la multicéphalie aiguë, et comme tout le monde là-bas a, aussi, la grosse tête, c'est de la macrocéphalie du commandement. » Ce jugement sévère *d'un officier supérieur* sur l'organisation du commandement en Nouvelle-Calédonie *reflète, en réalité*, une opinion largement répandue dans les *milieux militaires* depuis le début des affrontements sanglants sur ce territoire français.

Trop de responsables ont leur mot à dire, leurs conseils à donner *sur la manière de maintenir* l'ordre : un haut commissaire qui, comme les textes l'y autorisent, a pouvoir de réquisition des forces ; un général, commandant supérieur des forces en Nouvelle-Calédonie (le général Vidal) ; un *général de gendarmerie qui coor*donne les opérations de son arme (le général Jérôme) ; et, aux côtés de M. Bernard Pons, le ministre des territoires et départements d'outre-mer, le chef du cabinet militaire du premier ministre (le général Bernard Norlain).

A la différence de ce que prescrit, *sur le terrain éventuel* des opérations, la tradition militaire symbolisée par le principe *« un chef, une mission »*, la Nouvelle-Calédonie est, à en croire de nombreux *militaires* qui contestent l'organisation actuelle du *maintien de l'ordre*, le théâtre des *« duplications »* de consignes, des ordres donnés et des contre-ordres qui suivent, des directives qui se contrarient, voire de la diarchie du commandement préjudiciable à son efficacité *en toutes circonstances*.

J. I.

Sombres références

C'ÉTAIT il y a treize ans, en juin 1975. M. Yann Céléné Uregeï venait d'être élu président de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie. Dirigeant de l'*Union multiraciale*, cet ancien instituteur canaque à la barbichette blanche *n'était pas encore un admirateur* du colonel Kadhafi et il ne se doutait pas qu'il deviendrait un jour le « ministre des affaires étrangères » du FLNKS. Pour la simple raison qu'il faisait alors confiance à M. Valéry Giscard d'Estaing, nouveau président de la République française.

Et en ce printemps de 1975, M. Uregeï était venu à Paris solliciter une audience du chef de l'Etat, auquel il souhaitait présenter un *projet de référendum sur l'autono*mie de la Nouvelle-Calédonie, dont le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Olivier Stirn – qui, lui, n'était pas encore socialiste – ne voulait pas entendre parler.

M. Uregeï et les cinq autres élus territoriaux qui l'accompagnaient ont attendu deux semaines une réponse de l'Elysée. En vain. De retour à Nouméa, fin juin, le mouvement *de M. Uregeï, vexé, humilié*, se convertissait à l'indépendance. C'était la *première fois* qu'une formation politique calédonienne optait ouvertement pour une éventuelle rupture avec la France, en réclamant l'organisation d'un référendum d'autodétermination...

Un risque d'OAS

En sa *qualité d'héritier* politique du giscardisme, M. François Léotard, secrétaire *général* du Parti républicain, n'était donc pas le mieux placé pour reprocher à M. François Mitterrand, dimanche soir, sur Europe 1, d'avoir entretenu jusqu'à présent les meilleures relations avec les représentants politiques de la *communauté* canaque.

Si, dans le proche passé, les élus mélanésiens avaient *toujours* été traités par le pouvoir *exécutif* avec le même respect que celui qu'on accorde généralement aux élus locaux de *métropole*, la Nouvelle-Calédonie compterait aujourd'hui moins d'indépendantistes et elle ne souffrirait peut-être pas d'une telle fracture entre ses deux principales communautés.

Si l'UDF, dont M. Léotard est l'un des fleurons, *avait été moins* pusillanime à l'égard des orientations du RPR dans l'expression de ses réserves sur la poltique menée depuis deux ans par le gouvernement, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, ne se serait peut-être pas cru autorisé à pratiquer là-bas le coup de force permanent contre les élus les plus représentatifs de la communauté canaque.

En sacrifiant de cette façon à la *polémique* électorale, le secrétaire général du Parti républicain va, en outre, à l'encontre des appels au dialogue lancés par son chef de file, M. Raymond Barre.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, était fondé, en revanche, à évoquer, samedi soir, à Tarbes, *« une resucée de l'affaire algérienne »*. Non seulement les images qui illustrent les opérations militaires menées sur le terrain contre le FLNKS traduisent un véritable état de guerre en plusieurs points du territoire – où l'on parle de *« rebelles »* à propos des insurgés, – mais l'état-major du FLNKS lui-même se réfère à la guerre d'Algérie.

Dans son numéro du 14 avril, l'organe de l'Union calédonienne, *l'Avenir*, publiait une enquête sur *« le combat du FLN pour l'indépendance, de 1954 à 1958 »*, qui était conclue par le rappel de la déclaration faite à Tunis, par Ferhat Abbas, le 12 mai 1960. Une déclaration *« au peuple algérien »* dont certains passages coïncident – et ce n'est évidemment pas un hasard – avec la position adoptée aujourd'hui par *le FLNKS au moment où se mettent* en place en Nouvelle-Calédonie, sous le pouvoir hégémonique du RPCR, les institutions officiellement validées par les élections régionales du 24 avril : *« Des soi-disant élus à la solde du colonialisme siègent déjà dans différentes assemblées françaises. Demain, d'autres « mandarins » de service iront grossir le lot de domestiques dont la tâche essentielle est de trahir notre idéal d'indépendance et de liberté [...]. Pour n'avoir pas négocié avec les représentants authentiques d'un peuple au combat, le gouvernement français tourne le dos au droit à l'autodétermination et, par voie de conséquence, à la paix [...]. Comment, dans de telles conditions, peut-on rejeter sur nous la responsabilité de la poursuite de la guerre ? [...]. Pour mettre fin à la guerre, le moyen le plus court est de faire la guerre aux fausses solutions et aux solutions truquées. Le seulchemin qui mène à une paix véritable est celui qui passe par la négociation... »*

Une déclaration qui prend, vingt-huit ans plus tard, en Nouvelle-Calédonie, une étrange résonance. Car il y a bien, en effet, du Ferhat Abbas en M. Tjibaou.

Mais ces références, accentuées par l'épreuve de force imposée depuis dix jours par le FLNKS à des autorités impuissantes et localement déboussolées, ouvrent d'autres perspectives très inquiétantes.

Sur place, en effet, tout le monde – y compris le ministre des DOM-TOM – paraît maintenant se situer dans l'hypothèse de la réélection de M. Mitterrand. *Et l'on* entend déjà l'extrême droite calédonienne, sortie renforcée du scrutin régional du 24 avril, menacer de reprendre à son propre compte la directive donnée par M. Pons aux forces de l'ordre : *« Répondre aux armes par les armes. »*

Compte tenu de la psychose qui règne dans tous les milieux calédoniens, le risque est plus grand que jamais de voir les anti-indépendantistes – qui disposent déjà de milices d'auto-défense et qui craignent qu'un nouveau succès de M. Mitterrand n'aboutisse à l'octroi de l'indépendance se lancer dans une aventure désespérée analogue à celle de l'OAS en Algérie.

Il faut espérer que dans un tel cas de figure les dirigeants nationaux du RPR ne pousseraient pas l'esprit de revanche jusqu'à encourager à la « résistance », comme ils *l'ont fait de* 1981 à 1986, les ultras d'une communauté européenne de *plus en plus tentée par une* indépendance blanche « à la rhodésienne ». En Nouvelle-Calédonie, *malheureusement*, le pire est souvent sûr...

ALAIN ROLLAT.



« statu quo »
dentielle

Sombres références

Selon une étude épidémiologique

La vente libre des seringues a modifié le comportement des toxicomanes

La mise en vente libre des seringues a-t-elle modifié le comportement des toxicomanes ? Un an après cette décision, les premiers résultats d'une enquête commandée auprès de trois cents toxicomanes commandée par le ministère de la santé à l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmaco-dépendance (IREP) et dirigée par Rodolphe et Sylvie Ingold montrent que le libre accès aux seringues a incité de nombreux toxicomanes à mieux se prémunir contre le SIDA.

Passant de mains en mains et de bras en bras sans désinfection préalable, les seringues sont un redoutable facteur de transmission du SIDA. Avant le décret du 13 mai 1987, les drogués devaient, pour se les procurer légalement, acheter des vaccins ou des sérums en pharmacie. Reculant devant leur prix élevé, nombre d'entre eux avaient recours au vol dans les hôpitaux, ou dans les pharmacies. Les toxicomanes se partageaient largement et sans souci d'hygiène leur seringue, objet rare, faisant de cet échange un acte rituel. Beaucoup d'entre eux cherchaient à faire durer leurs aiguilles en les affûtant par exemple sur le grattoir d'une boîte d'allumettes.

Le SIDA a probablement contribué à modifier la situation dès 1983 mais, survenant dans ce climat d'inquiétude, la mise en vente libre des seringues semble avoir accéléré la prise de conscience. *« Cette décision a d'abord accru le sentiment du danger chez les toxicomanes,* explique Mme Sylvie Ingold. *Ils se sont dit que les risques devaient être grands pour que le gouvernement en arrive là. »* Le remboursement par la Sécurité sociale du test de dépistage du SIDA a renforcé cette attitude, 40 % des personnes interrogées pour l'enquête ayant alors découvert qu'elles étaient séropositives ou sidéennes.

Aujourd'hui 52 % des toxicomanes déclarent qu'ils achètent leurs propres seringues et ne les prêtent jamais. *« Avoir son matériel à soi, le garder sur soi en permanence, sont les signes d'une évolution certaine »* observent les auteurs de l'étude.

Un changement qui n'est pas radical puisque 48 % des personnes interrogées continuent de prêter leur matériel ou d'utiliser des seringues appartenant à d'autres. Les drogués se trouvent souvent dans des situations d'urgence et la nécessité d'une injection l'emporte sur les risques encourus. *« La fermeture des pharmacies en raison de l'heure tardive ou bien un état de manque, restent notamment des cas de force majeure où il n'est plus question de prendre le temps de se procurer une seringue neuve »*, constatent Rodolphe et Syvie Ingold. D'autre part, la plupart des toxicomanes interrogés utilisent encore leurs seringues quatre à cinq fois avant de la jeter ; seuls 31 % d'entre eux affirment ne l'utiliser qu'une fois.

Le partage des seringues n'a donc pas disparu, mais le comportement des drogués s'est sensiblement modifié. Le rituel de l'échange des seringues est peu à peu abandonné et parmi les toxicomanes s'instaurent progressivement de nouvelles règles de partage. Certains préviennent par exemple qu'ils sont séropositifs, ou ne prêtent leur matériel qu'à des toxicomanes déjà contaminés, d'autres préfèrent donner leurs seringues plutôt que de les prêter, d'autres enfin veulent savoir si leur partenaire est ou non porteur du virus du SIDA.

En tout état de cause, la libéralisation de la vente des seringues permet aujourd'hui à ceux qui le souhaitent de mieux se protéger contre l'épidémie. Et certains toxicomanes affirment même que la possibilité de disposer de seringues neuves les a incités à diminer leur consommation de stupéfiants.

RAPHAËLLE RÉROLLE.

Des laboratoires clandestins de cocaïne découverts en Colombie et en Italie

Le plus grand laboratoire de drogue jamais découvert en Colombie a été démantelé, le dimanche 1er mai ; 2 628 kilos de cocaïne ont été saisis ainsi que de nombreuses armes, et vingt-neuf personnes ont été arrêtées.

Situé a environ 170 km au nord-ouest de Bogota, ce laboratoire ultramoderne permettait un traitement complet de la feuille de coca.

En outre, vingt personnes, dont des Italiens et des Colombiens, viennent d'être arrêtées au terme d'une enquête de six ans portant sur un important trafic de cocaïne entre l'Italie et la Colombie. L'enquête a été diligentée par la magistrature de Savone (au nord-ouest de l'Italie) en collaboration, notamment, avec les services américains de lutte contre la drogue, qui avaient déjà fiché certains des Colombiens arrêtés.

Dans le cadre de cette enquête la police a découvert près de Savone une raffinerie, dans laquelle ont été saisis plus de 100 kilos de cocaïne prêts à la vente. – *(AFP.)*

Un rapport officiel américain

La nicotine est une drogue

Les services de santé américains doivent publier prochainement un rapport classant la nicotine parmi les produits créant une dépendance, au même titre que la drogue. *« Le fait de fumer représente bien plus qu'une simple habitude,* a déclaré le docteur Ronald Davis, chef du bureau fédéral américain du tabac et de la santé. *Nous devons au moins prêter au tabac la même attention qu'aux drogues illégales, comme la cocaïne ou l'héroïne. »* M. Davis a d'autre part indiqué que la proportion des fumeurs a diminué aux États-Unis depuis 1964, passant de 42 % à 27 % de la population. – *(AFP, AP.)*

MÉDECINE

Un virus du SIDA a été découvert chez des chimpanzés

Une équipe de chercheurs français et gabonais pense avoir découvert chez des chimpanzés apparemment indemnes de toute maladie, et vivant à l'état sauvage, un virus *a priori* très proche de celui responsable du SIDA chez l'homme.

L'annonce de cette découverte a été faite au Centre international de recherche médicale de Franceville au Gabon.

L'équipe, dirigée par le docteur Eric Delaporte, a découvert chez ces chimpanzés toutes les preuves immunologiques (présence d'anticorps) d'une contamination par le virus du SIDA ou VIH 1. Tout leur laisse à penser que les chimpanzés se sont contaminés dans leur environnement naturel. Chez l'un des deux animaux capturés, outre la présence d'anticorps dirigés contre le VIH 1, des traces d'une infection par un virus très proche ont pu être mises en évidence dans certaines de ses cellules sanguines (lymphocytes).

« Le chaînon manquant

Encore préliminaires, ces résultats ne manqueront pas de passionner les scientifiques et les médecins spécialisés dans l'étude et le traitement du SIDA. Déjà, plusieurs chercheurs de l'Institut Pasteur (Mme Françoise Brun-Vésinet, et M. Simon Wayn Hobson) ont entrepris, en liaison avec l'équipe travaillant au Gabon, une étude visant à identifier avec la plus grande précision ce virus et les différences qu'il pourrait voir avec le VIH 1 humain. *« Si cette hypothèse est confirmée, il s'agira là d'un résultat très important,* commente le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), *dans la mesure où ce virus pourrait constituer le « chaînon manquant » qui persiste encore sur l'origine réelle de cette maladie humaine via les animaux. »*

J.-Y. N.

« Les déçus de la Côte d'Azur»

Des retraités remontent à Paris

Sur proposition de M. Jacques Chirac, le Conseil de Paris va modifier prochainement les règles d'attribution des avantages sociaux accordés aux Parisiens âgés. Jusqu'à présent l'allocation municipale versée aux retraités de condition modeste et les aides qui leur sont accordées pour moderniser leur appartement étaient exclusivement réservées à ceux qui habitaient depuis au moins trois ans et de manière continue dans la capitale. Désormais, on se montrera moins sévère. Les trois années de résidence à Paris pourront être discontinues et s'étendre sur cinq ans. Motif de cet assouplissement : un nombre croissant de Parisiens, déçus par leur expérience de « retraite au soleil », reviennent en ville. Il faut bien les accueillir.

Le bureau d'aide sociale n'est pas le seul à faire cette constatation. Les promoteurs spécialisés dans la construction de résidences pour personnes âgées notent qu'en région parisienne 10 % à 20 % de leurs clients reviennent de province. Les vendeurs les ont même baptisés « les déçus de la Côte ».

Bien entendu les agents immobiliers du Var et des Alpes-Maritimes affirment que le littoral n'a rien perdu de ses séductions, bien au contraire. Mais dans d'autres départements méridionaux plus campagnards, comme la Dordogne, des milliers de résidences en excellent état sont à vendre. Raison : les citadins du Nord qui rêvaient d'y couler leurs vieux jours ont renoncé. L'exode rural qui n'en finit pas de vider la France profonde y rend les conditions de vie de plus en plus difficiles, surtout pour des gens âgés.

Même sur la Côte d'Azur, il arrive qu'on se décourage, lorsqu'on n'a pas de solides attaches dans le pays. Témoin ce couple de quinquagénaires qui liquide son appartement de Cimiez, au-dessus de Nice, pour regagner la banlieue parisienne. *« Après avoir longtemps bourlingué à travers le monde, puis habité Versailles,* explique Jacques, le mari, *nous avions opté pour les Alpes-Maritimes comme nombre d'amis. Mais ils sont morts. Nos enfants et petits-enfants qui habitent Paris ne venaient rompre notre solitude qu'aux vacances. Alors nous avons décidé de nous rapprocher d'eux et d'acheter une résidence à Bourg-la-Reine. La mer ne remplace pas la famille. »*

Quand il croise dans les rues de Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) de futurs retraités en quête d'une bicoque à retaper, Claude Salomon, soixante-six ans, les met en garde. *« Moi, je suis du pays et je me suis retiré dans ma maison de famille. Pas de problème. Mais j'ai connu plusieurs couples descendus de Lille, Lyon, ou Saint-Etienne, qui ont acheté des mas dans les collines pour leurs vieux jours. Une fois installés, ils n'ont pas supporté d'être considérés comme des étrangers. Et puis l'hiver est dur, la sécurité n'est pas assurée. Il faut se déplacer pour la moindre emplette. A l'approche du quatrième âge, ça devient intenable. Ils sont repartis. »*

Confirmation des promoteurs de résidences urbaines et des spécialistes des personnes âgées : l'âge du rapatriement se situe au-delà de soixante-dix ans. Or, le retour en ville, notamment à Paris, réserve bien des désillusions, lui aussi. Les retraités désargentés peuvent solliciter l'attribution d'un studio dans un foyer de la Ville de Paris. S'ils ont habité la capitale, s'ils y ont travaillé longtemps ou s'ils y ont des enfants, on ne peut théoriquement le leur refuser. Mais ils risquent d'attendre longtemps, car priorité est évidemment donnée à ceux qui sont restés fidèles à leur quartier.

« Ni exil ni retour »

Ceux qui disposent d'un capital sont effarés. En quelques années le prix des appartements a fait un tel bond qu'il les met hors de portée de la plupart d'entre eux. Avec ce qu'il a retiré de la vente d'un superbe manoir périgourdin et des dizaines d'hectares de terre qui l'entourent, un septuagénaire vient de se payer à peine un deux-pièces à Montparnasse. Les ex-Parisiens en sont donc réduits à acheter ou à louer en périphérie. Les résidences aux noms de rêve – Arcadie, Hespérides, Liberty – n'y manquent pas. Confortables, souvent environnées de verdure, dotées d'un personnel abondant et de services collectifs fort commodes (restaurant, bibliothèque, salon de bridge, salle de gym, chambre d'hôtel, etc), elles paraissent garantir une fin de vie idéale. Et pourtant !

Après des années à Cannes, Simone, soixante-seize ans, a opté pour l'une d'entre elles, située dans une banlieue résidentielle de l'Est parisien. Elle souhaitait se rapprocher de ses fils et de ses amis, habitant Paris. *« Au début, ils sont tous venus me rendre visite,* raconte-t-elle, *et se sont récriés d'admiration. Mais, ils ne sont pas revenus. L'endroit est trop éloigné, paraît-il. Me voilà aussi seule que sur la Côte d'Azur, avec le soleil en moins. Alors, je prends un taxi une fois par semaine pour me rendre à Paris. Mais que se passera-t-il si je deviens impotente ? »*

Raymond, soixante-huit ans, qui a fait toute sa carrière dans la capitale, a su résister à la tentation de la retraite en province. Il a eu la chance d'hériter d'une maison de famille au Pays basque, mais il a conservé un pied-à-terre à Paris où habite sa fille. Sa femme et lui partagent leur temps entre l'Ile-de-France et le Sud-Ouest. *« Pour nous,* dit-il, *ni exil, ni déception, ni retour. Mais j'ai bien conscience que nous sommes des privilégiés. »* En effet...

MARC AMBROISE-RENDU.

REPÈRES

Chasse

Double manifestation en Médoc

Quelques centaines de chasseurs de tourterelles ont bravé la pluie, le dimanche 1er mai en Gironde, pour occuper symboliquement leurs pylônes de tir et manifester leur intention de pratiquer la chasse de printemps malgré les directives européennes et son interdiction par la loi française.

Les manifestants chasseurs se sont affrontés – verbalement – avec un petit groupe de militants de la Ligue pour la protection des oiseaux, conduits par leur président, Alain Bougrain-Dubourg. *« Fous le camp, tu n'es pas du Médoc ! »*, protestaient les chasseurs. *« Les tourterelles, non plus ! »*, répondaient les protecteurs, qui s'indignent contre le tir d'oiseaux migrateurs au moment de leur nidification. La présence des gendarmes a empêché les manifestants d'en venir aux mains.

Espace

Prochain accord Chine-Brésil

Les ministres chinois et brésilien des affaires étrangères ont établi, samedi 30 avril, un projet de coopération spatiale entre les deux pays qui sera signé en juillet prochain. Cet accord concerne la construction d'un satellite d'observation de la Terre et de son rechange d'une valeur de 150 millions de dollars dont 45 millions à la charge du Brésil. La mise en orbite de cet engin d'environ 1,3 tonne, offrant une résolution au sol de 19 mètres (contre 10 mètres au satellite français Spot), devrait être assurée en 1992 par des lanceurs chinois de type Longue Marche-3. Par cet accord, le Brésil espère contourner les restrictions auxquelles il est soumis en matière de technologies avancées de la part des pays développés tandis que la Chine pense pouvoir installer au Brésil des stations de reception satellite.

Religions

Un forum catholique à Montpellier

Au cours du week-end de Pentecôte, les 21, 22 et 23 mai, se tiendra à Montpellier le deuxième Forum des communautés chrétiennes, organisé par l'Union des œuvres catholiques de France (UOCF). Le premier avait eu lieu à Lyon en 1984. Il réunira deux mille laïcs diversement engagés, théologiens, prêtres, religieux et évêques.

Ce forum est destiné à devenir l'un des principaux lieux de réflexion et d'expression des catholiques en France. Neuf grands débats sont prévus à Montpellier sur des thèmes aussi divers que la maîtrise de la vie et de la mort, le choc des cultures, le mariage et la famille, la formation, la gestion du temps, la rencontre des autres religions, etc. Le numéro de mars 1988 du mensuel *Fêtes et saisons* est consacré à ce forum.

Renseignements et inscriptions : UOCF-Forum, 21, Rue du Faubourg Saint-Antoine, 75550 Paris cedex 11 : tél. : 40-02-63-00.

La mauvaise surprise de saint Janvier

Le sang de saint Janvier, martyr du quatrième siècle, patron de Naples, ne s'est pas liquéfié le samedi 30 avril, contrairement à la tradition selon laquelle le miracle se produit à la veille du premier dimanche de mai. Déjà, la procession annuelle des reliques du saint – dont la fameuse ampoule remplie d'une substance rouge foncé que les Napolitains attribuent au sang de Janvier – n'avait pas pu avoir lieu en raison d'un violent orage. Mgr Michele Giordano, archevêque de Naples, a fait lire dans la cathédrale les prières rituelles, mais, trois heures après, le sang n'était toujours pas liquéfié.

Les Napolitains craignent un signe du ciel. On rapporte que c'est grâce à saint Janvier et à son précieux sang qu'une éruption du Vésuve a été arrêtée en 431.

Reliques

Le saint suaire est-il d'époque ?

La datation du saint suaire de Turin va être faite dans trois laboratoires différents (en Suisse, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis) par la méthode du carbone 14. Le pape, à qui l'ex-roi d'Italie Umberto de Savoie a fait don du saint suaire en 1983, a donné son accord. Les techniques actuelles permettent, en effet, de dater un tissu à partir d'un échantillon grand comme un timbre poste.

Les prélèvements nécessaires à la datation ont été faits, le 21 avril dernier, à Turin. Apparu avec certitude dans l'histoire en 1357, ayant appartenu à la maison de Savoie de 1452 à 1983, le saint suaire soulève de multiples questions. On ne peut toujours pas expliqué comment la double image sépia très pâle d'un homme vu de face et vu de dos a pu s'imprimer sur le tissu. De toute façon, la datation ne permettra que de situer l'époque où le tissu a été fait. La tradition veut que le saint suaire porte la double image du Christ mort. Mais aucune méthode scientifique de datation ou d'analyse ne donnera jamais l'identité de la personne dont l'image figure sur le saint suaire.

Société

Econduit par l'OFPRA

Un ressortissant du Bangladesh est reconnu réfugié politique par la justice

Sayed Solaiman n'en est pas encore revenu : après cinq ans de vaines démarches auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et de la Commission des recours, ce ressortissant du Bangladesh vient de se voir reconnaître la *qualité de réfugié* par... la douzième chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny.

Une voie des plus surprenantes : aux termes d'une loi de 1952, une telle décision échoit sans aucune ambiguïté aux autorités administratives. Le tribunal de Bobigny n'en a eu cure. Dans ses attendus, il estime, en effet, qu'« *il lui appartient d'apprécier la qualité de réfugié dont se prévaut le prévenu* ». Une petite audace qui a suscité les humeurs de l'OFPRA et de la Commission des recours, subitement dépossédés de leur « monopole » : la reconnaissance du statut de réfugié politique.

« *Ce jugement paraît étonnant mais il a des fondements juridiques simples*, explique Me Christian Bourget. *Les tribunaux français sont tenus d'appliquer les conventions internationales avant les lois internes. C'est ce qu'ils ont fait ici en appliquant la convention de Genève de 1951 qui définit le réfugié comme » « une personne craignant, avec raison, d'être persécutée ». « Sayed Solaiman répondait à ces critères. Le tribunal a donc décidé de le reconnaître bénéficiaire du statut.* »

Ancien militant du Parti nationaliste du Bergladesti, Sayed Solaiman avait fui son pays en 1982 et s'était embarqué alors comme matelot sur un navire du port de Singapour. A peine arrivé au Havre en décembre, il demande à l'OFPRA le statut de réfugié politique. Refus. Il forme un recours. En vain. Le rejet lui est signifié le 10 octobre 1985. Sayed Solaiman ne se décourage pas pour autant et présente une nouvelle demande à l'OFPRA en 1986. Il pense alors être au bout de ses peines : le dossier comporte un extrait de jugement rendu au Bangladesh daté du 26 octobre 1986 le condamnant à deux peines d'emprisonnement de trois ans pour des délits politiques.

Devant le silence de l'OFPRA, il saisit la *Commission des recours* le 30 mars 1987. N'est-il pas sûr, cette fois, grâce à cette condamnation, d'obtenir enfin cette carte de réfugié qui mettra fin à quatre ans et demi de *séjour irrégulier* ? Une semaine plus tard, confiant, il se rend tranquillement à la préfecture de *Bobigny muni de son récépissé* et d'une lettre de son avocat afin de régulariser sa situation administrative. Mais *les autorités* lui laissent à peine le temps d'expliquer son cas : il est immédiatement l'objet d'un arrêté *de reconduite à la frontière*. Le lendemain, le 8 avril 1987, épouvanté à l'idée de regagner son pays, Sayed Solaiman *refuse* de monter dans l'avion qui doit le rapatrier vers Dacca. Il est alors déféré devant le tribunal de Bobigny pour « *refus d'embarquement* ».

Recherche d'une traduction

Six mois plus tard, le jour de l'audience, Sayed Solaiman n'a toujours pas obtenu sa carte de réfugié. Pis : la Commission a rejeté son recours, l'extrait de jugement du Bangladesh n'étant accompagné d'« *aucune explication sur la nature des infractions qui lui sont reprochées* ». « *La Commission souhaitait vérifier qu'il s'agissait bien de délits politiques*, précise Me Christian Bourguet, *rien de plus normal. Mais les articles de loi du Bangladesh sont publics ! Il suffisait donc d'exiger un complément d'information ou de nous demander une traduction de ces articles. Mais on ne classe pas un dossier quand il y manque une pièce décisive. Surtout quand elle est si facile à trouver...* »

D'ailleurs, quelques semaines suffiront pour trouver une traduction de ce fameux article de loi. Le caractère politique des délits ne fait alors guère de doute. Est incriminé « *l'encouragement à l'attaque contre un officier supérieur* ». Mais il est trop tard. La Commission a déjà tranché. Le statut de réfugié échappe une nouvelle fois à Sayed Solaiman. Pour une banale histoire de traduction...

Le tribunal de Bobigny se trouve alors dans une situation singulière : Sayed Solaiman a tout du réfugié politique... à l'exception de l'essentiel : la carte de l'OFPRA. Cette carte et ce statut qui, justement, le *mettraient* à l'abri *des poursuites* pour séjour irrégulier en France... Les magistrats hésitent. Peuvent-ils décemment renvoyer vers le Bangladesh un Bengladeshi condamné dans son pays pour des délits politiques ? La convention de Genève définit le réfugié comme « *une personne craignant, avec raison, d'être persécutée* ». N'est-ce pas le cas de Sayed Solaiman ?

Le temps d'un jugement, le tribunal de Bobigny se substitue donc à l'OFPRA et à la Commission des recours. Le 17 mars 1988, il estime que « *le terme de réfugié au sens de l'article premier de la convention de Genève s'applique bien à lui* » et que « *cette qualité de réfugié doit lui être reconnue* ». Une décision qui fera date : si certains tribunaux sont parfois amenés à se prononcer sur des dossiers en cours dans l'attente d'une décision définitive, il est extrêmement rare de les voir ainsi prendre le contre-pied de conclusions de l'OFPRA et de la Commission des recours.

Les responsables de l'Office ne dissimulent d'ailleurs guère une certaine irritation. « *Malgré ce jugement, nous ne sommes absolument pas tenus de délivrer à l'intéressé une carte de réfugié. Bien sûr, il peut demander un réexamen de son dossier et y joindre cette nouvelle pièce. Mais rien de plus. Ce jugement ne s'impose pas à nous. Dans ce domaine, nous jouissons d'une compétence exclusive.* »

Quant à la Commission des recours, qui avait éconduit Sayed Solaiman il y a à peine quelques mois, elle fait preuve aujourd'hui d'un certain embarras. Sa tâche n'a toutefois rien d'aisé : le nombre des recours, qui se montait à six cents en 1978, est brutalement passé à deux mille cinq cent, l'année suivante, et aujourd'hui elle doit examiner quatorze mille dossiers par an, alors que sa capacité de jugement n'excède guère neuf mille affaires (1).

Résultat : les demandeurs doivent attendre en moyenne deux ans et demi avant d'être fixés sur leur sort. Sayed Solaiman en sait quelque chose : durant ces cinq années de démarches administratives en France, il aura au moins appris une chose : la patience.

ANNE CHEMIN.

(1) Ces chiffres sont extraits du livre de Frédéric Tiberghien, *la Protection des réfugiés en France*. Presses universitaires d'Aix-Marseille.

Ancien juge de l'affaire de Bruay

M. Henri Pascal devient avocat

M. Henri Pascal, qui avait pris sa retraite de magistrat en 1987 avec le grade de conseiller à la cour d'appel de Douai, devait prêter, mardi 3 mai, le serment d'avocat, après sa décision de s'inscrire au barreau de Béthune (Nord).

Agé de soixante-huit ans, M. Pascal reste pour l'opinion, « le juge Pascal ». Il le doit à la façon personnelle dont il appréhenda certaines affaires à l'époque où il occupait au tribunal de grande instance de Béthune les fonctions de juge d'instruction, de 1970 à 1984. Il fut chargé notamment de deux dossiers qui connurent de grands échos : celui concernant le meurtre de Brigitte Dewèvre, commis à Bruay-en-Artois en 1972, et celui ouvert après la catastrophe minière de Liévin qui avait causé la mort de quarante-deux personnes en 1974. Mais tant pour l'affaire de Bruay que pour le drame de Liévin, les conclusions auxquelles arriva M. Pascal entraînèrent, en raison du recours à des méthodes originales de ce magistrat, deux décisions de dessaisissement.

Dans l'affaire Dewèvre, le juge avait inculpé un notaire de Bruay qui devait finalement bénéficier d'un non-lieu et obtenir en outre une condamnation du magistrat pour violation du secret de l'instruction.

M. Pascal n'en avait pas pour autant fait amende honorable et continua de se montrer un partisan de l'instruction « ouverte » pour une « transparence de la justice ». *Lorsqu'il avait été nommé conseiller* à la chambre sociale de la cour d'appel de Douai, promotion aussi tardive que modeste, il avait déclaré : « *Ce n'est pas parce qu'on me donne une carotte qu'on changera ma façon de faire.* »

Aujourd'hui, las d'une retraite qui lui pèse, M. Pascal estime que dans l'exercice de la profession d'avocat il aura de nouveau l'occasion de se battre pour une justice contre l'injustice.

Les attentats de 1986

L'avocat d'un des inculpés demande l'audition de MM. Mitterrand et Chirac

L'avocat d'Anwar Jomaa, Libanais inculpé et écroué depuis avril 1987, dans le cadre de l'enquête sur les attentats parisiens de 1986, demande l'audition, par le juge d'instruction Gilles Boulouque, de MM. François Mitterrand et Jacques Chirac. Me Mourad Oussedik réagit ainsi au vif échange entre le président de la République et le premier ministre en exercice, lors de leur débat télévisé du jeudi 28 avril. Il demande au juge d'instruction d'établir, grâce à ces auditions, « *dans quelles circonstances Wahid Gordji, malgré les charges qui pesaient sur lui, a pu quitter la France* » et dans quelle mesure « *le pouvoir exécutif est intervenu dans la procédure instruite par M. Boulouque* ».

« *Anwar Jomaa*, ajoute Me Oussedik, *est incarcéré depuis un an, et ce malgré le peu de charges qui pèsent sur lui et ses constantes dénégations. Il ne comprend pas que des charges graves, selon M. Chirac, ayant été établies à l'encontre de Wahid Gordji, celui-ci ait été mis dans la possibilité de retourner en Iran.* [...] *S'il était exact qu'il y ait eu intervention de l'exécutif dans le déroulement de l'action judiciaire, cela constituerait le crime de forfaiture.* » Inculpé d'association de malfaiteurs, dans le cadre de la loi antiterroriste, Anwar Jomaa fréquentait Mohamed Mouhajer, *récemment remis en liberté*.

● **Interdiction d'une publication basque.** — Par arrêté du 29 avril publié au *Journal officiel* du 30 avril, le ministre de l'intérieur a interdit la circulation, la distribution et la mise en vente sur l'ensemble du territoire de la publication intitulée *Euskadi en guerre*, éditée par l'association Ekin. L'interdiction vise les quatre versions en langues française, basque, espagnole et anglaise de la publication.

Incendie criminel dans le Val-de-Marne

Un entrepôt de Flammarion détruit par le feu

Les dix mille mètres carrés de l'entrepôt de l'un des deux centres de distribution parisiens du groupe Flammarion, situé à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), ont *été* entièrement détruits par un *incendie criminel*, samedi matin 30 avril vers trois heures. Deux heures plus tôt, le gardien avait *reçu un coup de téléphone* anonyme annonçant qu'une bombe allait exploser dans l'entrepôt. Il avait prévenu le directeur du centre, qui s'était rendu sur les lieux, accompagné de policiers. Rien n'avait été découvert.

Plus tard, sans que l'on sache encore comment, le feu s'est pourtant déclaré et tous les livres entreposés — des dizaines de milliers d'ouvrages qui devaient être livrés en vente rapidement aux libraires — ont brûlé. Il apparaît que l'on a utilisé un système perfectionné de mise à feu, à l'intérieur du bâtiment probablement. Il est en effet difficile de faire brûler entièrement des livres empilés, serrés et liés dans un emballage qui *les protège*. Seul l'équipement informatique — programmes et fichiers — est intact. La direction de *Flammarion précise*, en outre que « *les nouveautés de mai, étant entreposées ailleurs, seront livrées normalement* » et que « *toutes les mesures ont été prises pour garantir, grâce aux autres dépôts, la poursuite de la distribution des ouvrages diffusés pour le groupe* ».

Comme toujours lorsque des livres brûlent, on cherche le symbole. Mais cette action n'a pas été revendiquée et, aux éditions Flammarion, le sentiment dominant est l'incompréhension : on n'a, pour l'instant, aucune piste, pas plus sur le mobile de ce geste que sur ses auteurs.

Jo. S.

Ecoutes téléphoniques et ventes d'armes

Une lettre de M. Georges Starckmann

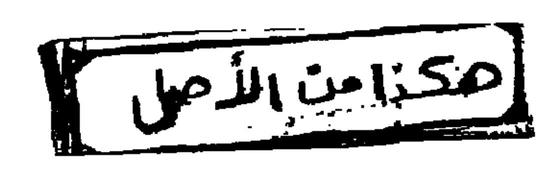
Après notre article (le Monde *du 27 avril*) *sur la saisie au siège d'une station de radio locale, Radio Zones, d'un enregistrement d'écoutes téléphoniques relatives à des ventes d'armes, M. Georges Starckmann, dirigeant la société helvétique Star Productions SA, nous a adressé la lettre suivante :*

« Dans votre édition du 27 avril 1988, page 16, vous avez relaté des faits concernant des écoutes téléphoniques illégales, diffusées par une radio locale.

» Il y a un fait important qui n'a peut-être pas été porté à votre connaissance, que cette écoute clandestine a *été* adressée à *Radio Zones* après que j'ai refusé de céder à un chantage. Il m'avait été, en effet, *demandé*, par une lettre anonyme, de verser une somme de 150 000 000 francs suisses, faute de quoi toute la publicité désirable serait donnée à ces écoutes.

» Les motivations des auteurs de ce délit ne sont donc pas désintéressées et nous sommes loin des prétendues raisons philosophiques qui les feraient agir.

» Je m'étonne d'autant plus de cette diffusion sur les ondes que j'avais averti les dirigeants de Radio Zones de la tentative de chantage *dont j'avais été victime.* »



L'affaire de Broglie

cal devient avocat

Une lettre de M. Georges Starckm

hé Commun

rchés.



TVA sur le disque

Chers présidentiables, 7% la victoire en chantant.

A la Fnac, il existe un 7 % qui déplace les foules: le taux de la TVA appliqué à tous les nouveaux enregistrements pendant deux mois après leur sortie (au lieu des 18,6 % en vigueur). Une avance sur la loi que la Fnac paie de sa poche.

Aujourd'hui, s'engager à faire baisser le prix du disque peut conduire à la victoire en chantant.

Cette mesure, les jeunes l'attendent avec impatience. Le marché du disque en dépend, la création musicale aussi. Signe de rassemblement, le badge disponible dans toutes les Fnac s'accroche aussi bien sur les vestes que sur les blousons.



la Fnac fait baisser le prix du disque.

Culture

MUSIQUES

Un Festival international à Sarrebourg

Sur l'axe Prague-Boston...

Un festival international de musique, avec un programme ambitieux et la redécouverte d'un instrument bizarre, l'harmonica, dans une petite métropole, Sarrebourg.

Sarrebourg, quinze mille habitants, une petite métropole entourée de verdure, avec un vaste arrière-pays ; difficile, *a priori*, d'y faire beaucoup au point de vue culturel. Pourtant, sous l'impulsion de Pierre Messmer, la ville est sortie de l'anonymat. C'est grâce à lui que Marc Chagall a doté l'antique chapelle des Cordeliers du plus grand et du plus admirable peut-être de ses vitraux : un immense bouquet multicolore qui jaillit comme une flamme du terroir de Sarrebourg, « l'arbre de vie », entouré de personnages bibliques qui symbolisent la paix.

Avec son adjoint à la culture, le Dr Alain Marty, le maire a ensuite créé une école de musique (trois cent cinquante élèves) et une bibliothèque publique pour enfants et adultes (cinq mille abonnés), dans des locaux avenants et lumineux.

Mais la vie culturelle n'a pas besoin seulement d'institutions : il lui faut des événements pour l'animer et éveiller les esprits. D'où, après le succès de différentes actions menées avec l'Institut lorrain des musiques anciennes, la décision de créer un Festival international de musique !

Pas un festival-bateau où l'on ressasse des morceaux célèbres, mais un programme ambitieux embrassant la période 1750-1850, « du siècle des Lumières au romantisme », la formation du langage et de l'orchestre classiques.

Un public de tous âges et de tous milieux a suivi assidûment pendant quatre jours ces concerts qui en auraient ébahi plus d'un à Paris, telles les *Cantates* de Hasse et Métastase, chantées par Véronique Dietschy et l'Ensemble Stradivaria dans les stalles baroques de l'église de Hoff, ou la guirlande de ces compositeurs tchèques (Zach, Benda, Brixi, Myslivecek...) interprétés par l'Ensemble Gioïa della Musica de Prague, qui nous faisaient passer sans heurts du style de Vivaldi à celui de Mozart, comme l'expliquaient très clairement les conférences des docteurs Tomislav Volek et Zdenka Pilkova.

Après Prague, c'était de Boston que nous venait Vera Mayer avec son instrument insolite qui polarisait l'attention : « l'harmonica de verre », inventé par Benjamin Franklin en 1761 (après diverses formes plus rudimentaires). Il comporte trente-cinq verres, disposés dans l'ordre chromatique, qui sont empilés horizontalement, du plus petit et plus aigu à droite, au plus gros et grave à gauche, et tournent autour d'un axe (entraîné aujourd'hui par un moteur électrique).

L'artiste en joue avec la pulpe des phalanges, humidifiées, en frottant le bord des verres, et peut atteindre à une certaine agilité, bien que les doigts doivent traîner davantage que sur les touches d'un clavier, par exemple pour obtenir des sons ; d'où ces frôlements mystérieux, supraterrestres, qui sont si impressionnants, par exemple, dans le divin *Quintette* K.617, de Mozart.

L'harmonica fit fureur à l'époque et l'on compte quelque quatre cents partitions écrites pour lui. Il semble avoir disparu à la suite de l'utilisation qu'en fit un médecin pour mettre ses patients en état d'hypnose. Le médecin s'appelait Franz Mesmer. L'histoire se souviendra que l'instrument a été remis en honneur, en 1988, à Sarrebourg, grâce à Pierre Messmer...

Concert champêtre

Parmi les souvenirs les plus heureux du festival, on retiendra encore un concert Beethoven donné par le jeune orchestre anglais du Hanover Band, qui recourt uniquement aux instruments anciens (avec un diapason plus bas qu'aujourd'hui). Un ensemble impressionnant de discipline et d'homogénéité sonore, qui interprétait la *Symphonie pastorale* sous la direction de son premier violon, Pavlo Beznosiuk, en cherchant moins à « peindre un tableau » champêtre qu'à produire la plus haute qualité de timbre, de phrasé et d'accent. Et cela suffisait à renouveler complètement le charme de cette musique qu'on croyait découvrir.

Pour recréer fidèlement le climat de l'époque, Paul Badura-Skoda était arrivé de Vienne avec son pianoforte Conrad Graf de 1830, un peu faible parfois sous les brillantes et bruyantes couleurs de l'Hanover Band. Même si les touches manquaient parfois d'élasticité, le grand pianiste autrichien en tirait des gerbes de sonorités langoureuses un peu passées, qu'il faisait bondir et reverdir comme des vieilles dames au « bal des ressuscités », dansant tel un vigneron dans sa cave, rendant au *Concerto en ut mineur* de Beethoven sa verve et sa vigueur primesautières.

Un autre beau moment du festival (en attendant la *Messe en ut mineur* de Mozart que Malgoire dirigeait dimanche soir), ce fut en cet après-midi du 1er mai un concert champêtre sur la pelouse de l'école de musique. Deux cents pesonnes écoutaient, visiblement enchantées, des musiques tchèques et prussiennes, et puis l'adorable *Trio pour cors de basset* et la splendide *Sérénade en ut mineur pour vents* de Mozart (joués par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy). Et soudain on se croyait transporté à Prague, dans le parc de la maison des Dussek, où tout le monde se presse en cette saison pour oublier ses soucis ; c'est là que Mozart a écrit de si belles pages pour sa charmante hôtesse...

Le privilège de ces quatre jours de festival, c'est à leurs édiles que les habitants de Sarrebourg le doivent, ainsi qu'à la participation de l'Etat, des collectivités locales et de divers mécènes. Mais ce programme si original, unique en France, ne pouait naître que dans la tête d'Alain Pacquier, le directeur de cet Institut lorrain des musiques anciennes que personne, semble-t-il, n'a été capable de sauver d'un déficit assez modeste (*le Monde* du 15 décembre) ; même la manifestation, qui a réuni un nombreux public et beaucoup d'artistes, le 2 avril, dans les salons de l'hôtel de ville de Metz, n'y a rien fait.

A défaut de la ville, le département de la Moselle et la région lorraine (sans parler de l'Etat !) laisseront-ils couler corps et biens un tel animateur de la vie culturelle, un de ces « agitateurs » si nécessaires et si rares dans nos régions ?

JACQUES LONCHAMPT.

« Paris Blues », par Gil Evans et Steve Lacy

« Réincarnation d'un oiseau d'amour »

Steve Lacy vivait à Paris, Gil Evans y a joué tant qu'il pouvait. Un disque les réunit : Paris Blues, *bien sûr.*

Passons, si vous le voulez, sur la perfection de l'interprétation de *Paris Blues*. Où même, sur le goût si fin de sa présentation : l'emballage du disque, le lettrage de la pochette, le soin du moindre détail. Cet enregistrement vient d'être monté, mixé, travaillé, à Paris, par Jean-Jacques Pussiau.

Il réunit, sans autre accompagnement, Steve Lacy, qui vit à Paris depuis vingt ans, et Gil Evans, qui s'y sentait si bien qu'il y jouait autant qu'il le pouvait. *Paris Blues* reprend son titre d'une composition connue de Duke Ellington. La moitié du répertoire vient de Mingus : *Orange Was the Colour of Her Press, Then Blue Silk, Goodbye Pork-Pie Hat* (en hommage à Lester Young), et *Reincarnation of A Lovebird* (pour Charlie Parker).

Pas un accord, pas une note de ce duo traversé d'émotion qui ne résonne comme une couleur. *Paris Blues* manifeste sans suspension cette délicatesse d'expression qui en rend la modernité très familière. Jamais le son tendu de Steve Lacy n'aura touché de si près l'absolu. Son soprano, dont on sait la difficulté de maîtrise et de justesse, se fond et se détache sur les impressions de piano (acoustique ou électrique) enchaînées par Gil Evans.

L'un et l'autre, même au bord du silence, au bord du gouffre sans le savoir, sont hantés par le même génie du rythme comme un souffle de vie : dans le phrasé ou du bout des doigts. Il y a plus de swing dans ces unissons ouatés ou les amortis de ce disque que dans toute la musique de ces cinq dernières années. C'est cela sans doute qui met au bord des larmes.

Respecté, célébré dans la communauté du jazz qui s'en agace parfois, Steve Lacy n'a jamais débordé un public plus restreint, c'est évident, que celui de Madonna, mais quel public, quelle ferveur, quelle amitié... De toute façon, à cet air de modestie infatigablement aimable qu'il promène de petites scènes en grands festivals (lesquels ne dédaignent d'ailleurs pas de l'oublier très régulièrement), on voit mal ce que Steve Lacy ferait du tapage et des plateaux de télévision. Que sa musique, plus proche en sa démarche des grands poètes et des peintres de ce siècle, échappe aux trivialités du bagout et du « zapping » doit être ténu pour précieux. Une chance irremplaçable.

Et Gil Evans ? Sa sensibilité est de même nature, sa subtilité et sa discrétion aussi. Leur duo, juste après sa *Collaboration* avec Helen Merrill, marque la saison d'une pierre blanche. Cette entrée ensemble, feutré du piano électrique et douceur acide, ailée, déchirante du soprano, cette entrée si douloureusement gaie, pacifiée, qu'elle chavire, porte le titre que lui avait donné Mingus : *Reincarnation of A Lovebird*, réincarnation d'un « inséparable », soit, en ornithologie, l'agapornis, l'oiseau de l'amour. Derrière les harmonies enlacées de Gil et Steve, on devine *« quelque chose de bleu qui paraissait une aile »* : l'ombre de Parker, *The Bird*, celle de Mingus, et celle de l'amour, ce qui est tout un.

Gil Evans vient de disparaître (*le Monde* du 23 mars). Le blues de Paris commence.

FRANCIS MARMANDE.

★ *Paris Blues*, OWL 049CD.

DISQUES

Candid en compact

La marque Candid n'aura duré qu'un an (1960). Sa légende est plus durable. Avec ses enregistrements surprenants, cassants, Candid fait figure de mythe. Harmonia mundi lui rend hommage, en diffusant une compilation ou une anthologie, selon qu'on est plus critique ou plus compréhensif. De Pee Wee Russell à Charles Mingus, rien n'y manque. Le catalogue illustre est bien illustré. L'ambition est généreuse et le prix relativement bas. Mais l'objet manque trop ouvertement de références et d'indications (personnels, dates) : même pour un non-spécialiste.

★ Candid CCD 79000.

News for Lulu

C'est inattendu, gonflé, agaçant, et, finalement, on bascule, sous le charme. John Zorn, George Lewis et Bill Frisell, improvisateurs intraitables, semblent lancés, tête baissée, dans la nostalgie de l'époque « free-free ». Mais non : ces nouvelles pour Lulu sonnent plutôt comme les polyphonies du *Hot Five* d'Armstrong, revues sans complexe et avec gaieté.

★ Hat Art, CD 6005.

COULISSES

Sommet de cuivres à Narbonne

Le deuxième concours international de quintettes de cuivres de Narbonne, manifestation de ce type unique au monde, a lieu du 7 au 14 mai dans la salle des Synodes du Palais des archevêques. Des demandes d'inscription sont parvenues d'Europe, de Chine, du Japon, de Hongkong, du Canada. Dix-huit formations européennes ont été retenues pour cette année, représentant dix nationalités.

Ce concours a lieu tous les deux ans. Le premier prix en 1986 a été décerné à l'Anonymus Brass Quintet, formé par les étudiants de l'académie Ferenc-Liszt, invité cette année pour le concert d'ouverture au château de Lastours. D'autres concerts accompagneront le concours.

Rendez-vous d'organistes près du Mont-Saint-Michel

Plusieurs stages sont proposés en août aux organistes débutants, ou déjà chevronnés, en l'abbaye de La Lucerne, à quelques kilomètres de la baie du Mont-Saint-Michel.

Du 1er au 6 août, François Lombard, ancien élève de Michel Chapuis, d'André Isoir, de Gaston Litaize, et titulaire de l'orgue de Saint-Pierre-de-Calais, dirigera une école d'initiation. Deux niveaux sont prévus. Le niveau A s'adresse à des candidats ayant déjà une grande pratique du piano. Le niveau B intéresse ceux qui ont déjà joué de l'orgue.

Ensuite, du 8 au 13 août, François-Henri Houbart, titulaire du grand orgue de la Madeleine à Paris et professeur au conservatoire d'Orléans, dirigera l'académie : pour la troisième année consécutive, cours d'interprétation d'un niveau élevé avec séances d'initiation à l'improvisation, à l'harmonisation de chorals, etc. Le dernier jour, les stagiaires donneront un concert. Le lendemain, ils pourront assister au concert de Michel Chapuis pour l'inauguration de l'orgue de la localité voisine de Saint-Pair-sur-Mer.

★ Renseignements : abbaye de La Lucerne d'Outre-Mer, 50320 La Haye-Pesnel.

Paul McCartney enregistre à Moscou

L'ancien Beatles Paul McCartney a signé un contrat avec la maison de disques soviétique Melodia pour l'enregistrement de treize chansons classiques du rock n'roll.

Le quotidien *Komsomolskaïa Pravda* a indiqué, dans son numéro paru samedi 30 avril, qu'une série d'interviews du chanteur seraient publiées à Moscou après le 15 septembre, date de sortie de l'album en Union soviétique.

Un roman d'André Hodeir récompensé

C'est finalement à *Musikant* (éd. du Seuil), l'excellent roman d'André Hodeir, qu'a été attribué le premier prix Orphée de littérature musicale doté, cette année, à l'initiative du Crédit industriel et commercial, de 30 000 F. Le jury, composé de spécialistes, a salué dans ce texte en partie autobiographique *« l'expression d'une intimité privilégiée avec le violon et la musique tout entière, présentée à travers une œuvre romanesque ».*

Le violon solo de l'orchestre de l'Opéra passe au National

Maxime Tholance, un Parisien de vingt-neuf ans, a été nommé à l'unanimité premier violon solo et supersoliste de l'Orchestre national de France. Il partagera le pupitre de premier violon solo avec Bertrand Walter, récemment nommé.

Dix-sept candidats, de plusieurs nationalités, étaient en lice devant un jury auquel participait le chef américain Lorin Maazel, directeur musical de l'Orchestre national de France. Elève de Pierre Doukan au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, Maxime Tholance a obtenu, en 1971, le premier prix de l'Union européenne des conservatoires nationaux ; en 1973, le premier prix du concours international junior de Glasgow et, en 1975, le premier prix, à l'unanimité, du Conservatoire de Paris, où il a suivi dès 1976 des études de troisième cycle. Lauréat, également en 1986, du prix d'interprétation à Sion (Suisse), il était depuis 1984 violon solo, premier soliste, à l'Opéra de Paris.

La vague zoulou en France

Paul Simon, avec son album *Graceland*, et Johnny Clegg ont ouvert les portes de l'Occident à la musique sud-africaine, à son incroyable précision rythmique et à la richesse de ses harmonies. La firme française Celluloïd vient de signer un contrat de licence avec Gallo Records, le plus important label de musique noire en Afrique du Sud et présente une première livraison d'albums : ceux de Mbongeni Ngema, Inkunzi Endaka, Lucky Dube, celui aussi d'une chorale (Ladysmith black Nambazo) dirigée par Joseph Shabalala et qui participa à l'enregistrement de *Graceland*, enfin le compact de Mahlathini et les Mahotella Queens, un étonnant groupe zoulou qui effectuera sa première tournée en France ce mois-ci (le 13 à Rennes, le 14 au Festival d'Amiens, le 15 au Festival d'Angoulême, le 22 à la Féria de Nîmes).

Un orchestre pour le Limousin

Le Limousin a désormais son orchestre symphonique. Le concert inaugural aura lieu le vendredi 6 mai. L'OSRL s'est constitué autour de l'orchestre du Grand Théâtre de Limoges, qui traditionnellement spécialisé dans l'opérette affirme depuis quelques années de plus hautes ambitions : il a notamment monté cette année *le Vaisseau fantôme*, de Richard Wagner.

Cette formation étoffée par les professeurs des conservatoires régionaux, ainsi que par des musiciens au cachet, débute avec un effectif de soixante-quinze musiciens.

L'orchestre, dirigé par Guy Coudette, le directeur du Grand Théâtre de Limoges, est financé par le conseil régional, qui a voté, pour la première saison 1988-1989, un crédit de 965 000 francs. Pour se développer il devra aussi faire appel au mécénat privé.

DANSE

« L'Impromptu de Hambourg »

Neumeier vu par Béjart

Pour la troupe de Hambourg et son directeur, John Neumeier, Béjart vient de régler un ballet inspiré de Ionesco. Les relations passionnelles d'un chorégraphe et de ses danseurs.

Quand un chorégraphe règle un ballet pour un autre chorégraphe (c'est rarissime), qu'est-ce qu'il raconte ? Des histoires de chorégraphes.

C'est-à-dire ? D'abord, communs à tous les créateurs, l'angoisse de la page blanche, les moments d'exaltation et les moments de doute, de désespoir. Et puis, si le chorégraphe se double d'un directeur de troupe, les liens très forts qui se tissent entre celle-ci et lui, au cours d'une vie quotidiennement partagée : amour, enrichissement mutuel, mais aussi exaspération, moments de haine, envie de tout laisser tomber.

John Neumeier ayant réglé pour le Ballet du vingtième siècle deux symphonies de Mahler, Maurice Béjart lui avait promis depuis longtemps un ballet pour la troupe de Hambourg. Il y a deux ans, il remontait pour Neumeier et Marcia Haydée *les Chaises*, d'après la pièce de Ionesco (ballet qu'il avait lui-même créé au Brésil avec Laura Proença). Pourquoi pas monter une autre œuvre inspirée par Ionesco, afin de dédier une soirée entière à l'écrivain ?

Béjart lit *l'Impromptu de l'Alma* : ce n'est pas une très bonne pièce de Ionesco, mais elle parle du mécanisme de la création à travers une polémique entre l'auteur, qui se met lui-même en scène, et un critique à trois têtes. *« Le domaine de la critique ne m'intéresse nullement,* dit Béjart. *En revanche, les relations entre l'auteur et ses interprètes, entre l'auteur et le monde, me fascinent. D'où l'idée d'un ballet sur John, qui serait aussi Ionesco et moi-même. »*



HOLGER BADEKOW

John Neumeier, Maurice Béjart et Marcia Haydée répètent *l'Impromptu de Hambourg.*

Voici donc *l'Impromptu de Hambourg*. Dans son propre rôle, seul en scène au lever du rideau, John Neumeier. Qui, à quarante-six ans, a repris du service à la barre pour l'occasion. Suspendus aux cintres par des filins, treize bonshommes en costume noir. Des personnages en quête d'auteur, ou, pour rester chez Ionesco, des piétons de l'air? Ils s'envolent bientôt.

Entre « l'Autre » (Ivan Liska), à la fois bon et mauvais génie. Il y aura aussi « Elle », à la fois mère, fille, épouse, amante et... femme de ménage (Marcia Haydée, maniant le sceau et le balai comme si elle avait fait ça toute sa vie). Une famille grotesque et envahissante : les mauvaises idées dont on ne parvient pas à se débarrasser. Deux clowns, pour le zeste fellinien dont Béjart aime à parfumer ses œuvres. Et des personnages échappés de ballets de Neumeier (c'est un peu pour initiés) : *la Dame aux camélias, Un tramway nommé Désir, la Passion selon saint Matthieu, As you like it, Casse-noisette, la Belle au bois dormant...*

Il y a surtout la troupe des danseurs, accourant à l'appel de son maître sur les sublimes accents des retrouvailles de Tristan et d'Isolde (le reste du temps, la musique est de Hugues Le Bars, que ce voisinage wagnérien ne sert pas). Gamal Gouda, Gigi Hyatt, Anna Grabka, Jeffrey Kirk, s'y distinguent. Ecorché vif, tourmenté, enthousiaste, abattu (« J'en ai marre », dit la voix de Ionesco), l'air d'un enfant aux grands yeux inquiets, John Neumeier fait une création étonnante. Il se soucie peu d'être un virtuose, il est beaucoup mieux : un de ces rares danseurs qui donnent une importance au moindre geste. Il tient une petite fleur entre ses mains, la regarde, c'est tout un roman...

Au-delà de son intérêt chorégraphique (l'écriture en est plus resserrée, plus fine que celle du récent *Souvenir de Léningrad*), *l'Impromptu de Hambourg* nous touche parce que c'est une nouvelle déclaration d'amour de Béjart à la danse et aux danseurs. *« Souvent je me révolte contre ma compagnie,* dit-il, *mais que serais-je sans elle ? »*

SYLVIE DE NUSSAC.

Culture

CALENDRIER

Philippe Bianconi au Théâtre Grévin. – « Débuts d'un maître », titrait à son propos le *Washington Post* en 1981. Le jeune pianiste n'était pas encore bardé de diplômes (prix Casadesus à Cleveland, 2e prix Van Cliburn). Après son passage à l'Orchestre de Paris en 1986, la série « Entractes » du Théâtre Grévin lui donne une seconde chance. Dans la « Waldstein », de Beethoven, le *13e Nocturne* et la *4e Ballade*, de Chopin, la *Ballade*, de Fauré, *Gaspard de la nuit* de Ravel.

★ Ce lundi 2 mai, 20 h 30. Tél. : 42-46-84-47.

Katsaris et Zehetmair pour l'ADN à Gaveau. – Cyprien Katsaris a beau être né à Marseille, il est paraît-il le pianiste le mieux côté en Allemagne après Pogorelich. Thomas Zehetmair, salzbourgeois, fréquente Lockenhaus et affronte à vingt-cinq ans les sonates de Bach. Avec Katsaris, il joue les *Märchenbilder* à l'alto et la *1re Sonate* pour piano et violon, de Schnumann, au sein d'un beau programme en soliste et un duo donné au profit de l'association Nouvelles Recherches médicales que dirige le professeur Claude Jasmin. Les fonds iront à l'achat d'un appareil permettant de synthétiser l'ADN et donc d'élucider les mystères du code génétique.

★ Ce lundi 2 mai, 20 h 30. Tél. : 45-63-20-30.

Samuel Ramey aux Champs-Elysées. – *Le Don Giovanni*, de Karajan ? Basse plus énergique que musicale, disent certains spécialistes. Ce récital tous azimuts (Haendel, Schubert, Rossini, Britten, Ives) leur donnera peut-être tort.

★ Mardi 3 mai, 20 h 30. Tél. : 27-20-36-37.

Szymanowski aux Champs-Elysées. – Dans son *Statat Mater* (son chef-d'œuvre ?), le compositeur polonais signifia son retour à la terre natale, après ses explorations en pays anglo-saxons. Par le Nouvel Orchestre philharmonique, le chœur de Radio-France, Teresa Zylis-Gara, Jadwiga Rappe, Wieslav Ochman, dirigés par Jerzy Semkov. En seconde partie : *Première Symphonie*, de Brahms.

★ Jeudi 5 mai, 20 H 30. Tél. : 27-30-36-37 et 47-23-47-77.

Panorama allemand au Centre Georges-Pompidou. – Un horizon très ouvert sur plusieurs tendances et plusieurs générations de musiciens allemands : ceux qui, comme Eisler, Henze et Zimmermann, dominent ou ont dominé leur époque ; des étrangers ayant essentiellement travaillé en Allemagne (Isang Yun, Younghi Pagh-Paan, Maderna, Kagel) ; et même un Lituanien minimaliste (Pärt) qu'on ne s'attendait pas à trouver là. Tout le concert du 11 sera enfin consacré à *Chiffres*, de Wolfgang Rihm.

★ Jeudi 5 et samedi 7 mai (Ensemble moderne) ; lundi 9 (EIC) ; mercredi 11 (Ensemble 13). Tél. : 42-78-79-95.

Six Espagnols à l'UNESCO. – Une création de Nunez, une autre d'Albert Llanas, Catalan de trente ans ; et des œuvres d'Homs, Darias, Marco, Guinjoan, par l'ensemble *216* : fin d'un portrait en cinq concerts de la musique espagnole moderne.

★ Jeudi 5, 20 h 30. Tél. : 40-18-09-29.

Films de Kagel à Pompidou. – Exécutions filmées ou transpositions cinématographiques d'œuvres originales (dont le célèbre *Ludwig van* de 1969) : en tout, sept films musicaux signés Kagel (le cycle se poursuit les 10 et 11 au Goethe Institut).

★ Samedi 7 mai, à 11 heures, 14 h 30 et 16 heures, petite salle. Tél. : 42-77-12-33.

Cordes et brunch à la Schola. – Opération portes ouvertes pour une institution vénérable : on écoute le jeune quatuor Ysaye dans Mozart, Debussy, Boucourechliev, puis on passe au Salon Vincent-d'Indy pour un brunch. Les enfants (âgés de plus de trois ans), sont admis au jardin musical.

★ Dimanche 8 mai, 11 heures. Tél. : 43-54-56-74.

José Menese et Enrique de Melchor au Dejazet. – Un des guitaristes les plus en vue du flamenco, Enrique de Melchor, et l'un des « cantaores » les plus talentueux sont, pour un soir, au TLP (Dejazet, place de la République). Leur répertoire est un hommage aux victimes du franquisme. A l'époque où le franquisme avait voulu coiffer le monde du flamenco par espagnolisme, l'attitude de José Menese, engagé, ouverte, tranchait. Cela ne serait qu'entièrement sympathique s'il n'était en outre un grand chanteur, incontesté, à la capacité étendue et à la puissance sans faille.

★ Lundi 2 mai, 20 heures. Tél. : 42-74-20-50.

Charles Davis au Latitude. – Baryton, soprano, Charles Davis a joué avec Elvin Jones ou le quintet de Cedar Walton et Hank Mobley. On peut l'entendre aux côtés de Kenny Dorham, d'Abdullah Ibrahim (Dollar Brand) ou d'Archie Shepp (dans le disque *Kwanza*). Il vient à Paris pour la première fois, dans un nouveau club très accueillant.

★ Jeudi 5, vendredi 6 et samedi 7 mai, 22 heures. Tél. : 42-61-53-53.

● **EUROVISION : la Suisse remporte le Grand Prix.** – Avec *Ne partez pas sans moi*, interprétée par la Québécoise Céline Dion. La manifestation avait lieu à Dublin. La Grande-Bretagne a obtenu le deuxième prix avec *Go*, par un chanteur qui ne craint pas de prendre comme nom Scott Fitzgerald. La France, représentée par Gérard Lenorman, et sa chanson *Chanteur de charme*, est treizième. La lanterne rouge revient à l'Autriche, qui n'a eu aucun point. Son représentant, Wilfried, interprétait *Viva Mona Lisa*.

Communication

Le Marché international des programmes de télévision

CANNES
de nos envoyés spéciaux

Ah ! Les Japonais... Comme on les aime à Cannes et comme on les attend ! Le costume classique, la cravate étroite et la raie de cheveux impeccable, ils déambulent dans les couloirs du MIP (Marché international des programmes), la mine concentrée et le pas affairé. S'ils ne dédaignent pas vendre (notamment du dessin animé), ils sont surtout venus acheter. Depuis le premier jour, les stands américains, brésiliens, bruissaient de la rumeur, et puis M. Keiji Shima, le directeur général de la télévision publique japonaise, a dévoilé ses plans : « *Nos trois chaînes publiques ne diffusaient jusqu'à présent que 7 % de programmes étrangers, 15 % si on prend en compte la nouvelle chaîne d'information par satellite. D'ici trois ans, je veux pousser ce pourcentage à 30 %.* » *Et de préciser qu'il dispose cette année d'un budget de 18 millions de dollars.*

Les Américains restent cependant les maîtres du marché. L'Europe – qui connaît une vague d'explosion des monopoles d'Etat – est devenue leur Eldorado. Hier, l'Italie, aujourd'hui la France, demain, l'Espagne. Après-demain, le Portugal, la Grèce, la RFA... Robert Maxwell a dénoncé par avance « *la colonisation* » et demandé au MIP la création urgente de quotas pour protéger les télévisions européennes de cet impérialisme yankee avant le grand marché de 1992. Un scandale, ont hurlé de concert les Américains en conseillant à l'entrepreneur britannique de se mêler de ses affaires... « *Dans cinq ans, 50 % du marché européen vaudront bien les 100 % que vous convoitez aujourd'hui* », leur a répondu ce dernier.

L'offensive des « news » américains

Le krach du 19 octobre 1987 restera un jour noir pour les financiers du monde entier. « *Ce fut une leçon*, raconte aujourd'hui Michael Conner, un responsable du *Wall Street Journal*. *A l'évidence, nous n'avions pas été assez attentifs à certains signes avant-coureurs, pas assez ouverts aux informations concernant les marchés étrangers : Tokyo, Londres, Paris... Chacun a brusquement ressenti le besoin d'être davantage informé sur la vie économique et financière, notamment à l'étranger.* »

Depuis, tous les grands réseaux américains ont tenté de mieux traiter l'actualité financière : débats, leçons d'économie ont été organisés en un tour de main pour donner à l'Américain moyen un minimum d'éclairage lui permettant de comprendre les courbes à la « une » des journaux et de percevoir l'enjeu de la tornade en cours.

Sur la Croisette, à Cannes, d'immenses affiches présentent la « une » austère du quotidien économique *The Wall Street Journal*, au milieu de laquelle est apposée une photo en couleur représentant les tours de Manhattan et le sigle de la filiale de télévision créée il y a six ans.

Depuis cette époque, en effet, le prestigieux journal financier produit divers magazines télévisés (hebdomadaires, trimestriels et annuels) sur l'actualité des affaires ainsi que de courtes chroniques distribuées à de très nombreuses chaînes américaines. Mais, le 4 avril dernier, le *Wall Street* a fait un autre saut : celui de la télévision au quotidien. Cinq minutes d'informations économiques et financières sont donc transmises par satellite en direct du World Financial Center de New-York à destination de TV-Tokyo, qui les intègre à son édition économique quotidienne.

« *Ce type de service pourrait être étendu à tous les pays* », explique M. Conner, le directeur du programme, qui cherche à rencontrer les représentants de pays européens pour nouer d'autres alliances. Mais la compétition est rude.

En février, l'agence Reuter signait un accord avec la chaîne publique de Miami WPBT pour acquérir les droits internationaux de distribution de son très célèbre magazine nocturne consacré à la vie des affaires. Un accord qui donne à la chaîne accès à la formidable banque d'images de Reuter et à son réseau de 1 100 journalistes répandus dans 113 bureaux.

Forte des bonnes retombées de son accord avec Canal Plus, CBS continue de proposer à différents pays la diffusion du journal du soir de Dan Rather. Japon, Allemagne, Italie, Argentine, bientôt Hongkong... Mieux que La Voix de l'Amérique ? « *Nous n'avons pas vocation à remplacer un journal télévisé national*, objecte Donald Wear, directeur de CBS International. *Mais je pense que l'information condensée et présentée avec une perspective américaine permet une couverture d'esprit formidable à d'autres peuples.* »

Moins « impérialiste », faute de pouvoir vendre un journal clés en main, les autres réseaux ne sont pourtant pas en reste. ABC commercialise – ponctuellement – certaines émissions de ses journalistes vedettes (Barbara Walters, Peter Jennings). Quant à NBC, liée à l'agence Visnews, elle met la dernière main à un magazine international de grand reportage – *Globe* – auquel participera TF 1.

Enfin, la presse écrite s'affiche de plus en plus comme un partenaire précieux de la télévision. Le 12 sptembre prochain, le quotidien américain *USA Today* (5,5 millions de lecteurs) proposera une édition télévisée quotidienne d'une demi-heure. « *L'exacte traduction télévisée du journal écrit* », explique Peter Baker. « *Le journal sera réalisé à Washington à 16 heures, reçu par satellite à Londres ou à Paris à 22 heures, juste à temps pour être monté et traduit et être fin prêt pour les éditions télévisées matinales.* » L'investissement s'élève à 12 millions de dollars. Reste à trouver un présentateur à la hauteur du label. « *C'est en fait le seul vrai souci...* », commente, songeur, le délégué à Cannes.

ANNICK COJEAN.

● **Canal Plus crée une filiale vidéo.** – La chaîne cryptée continue la diversification de ses activités en créant une filiale d'édition vidéo baptisée Canal Plus Vidéo. Dans un premier temps, cette filiale s'adressera uniquement aux 2,3 millions d'abonnés de la chaîne, en leur proposant comme premier titre une compilation des meilleurs moments de l'émission « Les nuls », par courrier, avec leurs codes d'abonnés, ou dans le journal de la chaîne Canal Plus magazine. Mais l'activité de la filiale, pourrait s'étendre à d'autres domaines de la vidéo, profitant ainsi des synergies avec les achats de programmes de Canal Plus pour sa propre diffusion.

Le retour du documentaire

On le croyait disparu ; il ressuscite. Le documentaire français refait surface après plusieurs années d'éclipse. Les chaînes nationales le remettent à l'honneur et rivalisent, au MIP, pour annoncer des projets dans un domaine qu'elles délaissaient hier. TF 1, par exemple, qui met en avant sa série documentaire sur le général de Gaulle, et nous promet des « voyages » à l'intérieur des loges maçonniques, du mouvement communiste ou de la noblesse d'aujourd'hui. Canal Plus présente ses nouveaux documentaires d'investigation sur « l'argent de la drogue » ou les « sans domicile fixe ».

A l'étranger aussi, la « french touch » paraît susciter un regain d'intérêt. Notamment, les télévisions belge et suisse, clientes fidèles, mais aussi la NHK japonaise, la RAI italienne, les chaînes régionales espagnoles et même les Américains. Longtemps, en effet, les télévisions françaises ont préféré investir dans la fiction les 1 à 3 millions de francs nécessaires pour une heure de documentaire. N'en attendent-elles pas – à tort – de meilleurs scores d'audience ?

Bouillonnement prometteur

« *Les chaînes françaises*, explique Catherine Lamour, de Canal Plus, *ont cru bon de singer la programmation des grands réseaux américains. Programmation où le documentaire est absent au profit des magazines d'actualité, pour des raisons tout à fait particulières. L'interdiction faite aux trois grands networks de produire eux-mêmes les a poussés à développer les magazines d'actualité, qui continuent, eux, à relever de leurs équipes.* »

Toutes les autres grandes télévisions du monde, Japon et Grande-Bretagne en tête, produisent au contraire des documentaires. L'audiovisuel public nippon en programme près de cent cinquantes heures par an, souvent aux heures de grandes écoute. Et des concurrentes commerciales ne délaissent pas le créneau. NTV, par exemple, produit chaque année un documentaire sur la restauration de la chapelle Sixtine, restauration à laquelle la chaîne consacre beaucoup d'argent. Et, symboliquement, Fuji-TV ne s'offrait-elle pas pour son trentième anniversaire, il y a dix ans, deux heures sur le Louvre ?

En Grande-Bretagne, la BBC a même fait de ce créneau l'un de ses axes principaux de développement. Privilégiant les séries de documentaires – voire de véritables collections, – elle en accroît la rentabilité financière en éditant parallèlement des livres et des disques sur les sujets traités. Et, ici encore, les concurrents privés ne sont pas en reste.

Aux Etats-Unis, même, le documentaire connaît, ces dernières années, un véritable regain de faveur, avec le lancement sur les réseaux câblés de chaînes thématiques – National Geographic et Discovery Channel – qui lui sont tout entières consacrées. En Italie, enfin, le magnat de la télévision privée, Sylvio Berlusconi, réfléchit à une refonte complète de sa chaîne Rete Quatro en un programme uniquement composé d'informations et de documentaires.

Le bouillonnement est prometteur, même s'il ne se traduit encore en France que par un frémissement du marché. « *Il y a quatre ou cinq ans*, explique M. Yves Jeanneau, PDG des films d'Ici et vice-président de la Bande à Lumière, *il n'y avait que trois ou quatre producteurs français de documentaires à fréquenter les manifestations internationales. Aujourd'hui, nous sommes dix ou douze.* »

Aujourd'hui, comme le MIP en témoigne, tout est prêt pour le véritable redémarrage du marché français, que la Sept et FR3 ont déjà commencé à fertiliser. « *Les chaînes françaises ne peuvent plus se tenir à l'écart d'un genre qui partout fait ses preuves*, estime Mme Souné Wade, déléguée aux relations internationales de TF1. *Chaque fois que je me rends à l'étranger, de la Chine à la Corée, on me demande des documentaires français, notamment scientifiques. Cela peut être une formidable occasion de faire la promotion de notre modernité comme de nos traditions.* »

PIERRE-ANGEL GAY.

L'éditeur phonographique Adès repris par Hachette

Continuant une politique d'investissement, Hachette se renforce dans le secteur de la jeunesse en achetant la société française Adès. Fondée en 1953 par M. Lucien Adès, cette société est spécialisée dans les livres-disques ou les livres-cassettes pour enfants, qu'elle commercialise sous les marques Petit Ménestrel et Disneyland.

Avec 1,5 million d'exemplaires vendus en 1987, et l'exclusivité de l'activité phonographique de Walt Disney en France, Adès emploie 42 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 75 millions de francs, dont 11 % à l'exportation.

Toujours dirigée par M. Lucien Adès, la société viendra s'intégrer comme filiale à la branche grande diffusion du groupe Livre Hachette, qui complète ainsi sa panoplie.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LECTURES DE LETTRES D'AMOUR. Café de la danse (43-57-05-35), 18 h 30.

LES VOISINS. Th. du Marais (42-78-03-53), 21 h.

A MONSIEUR O. Café de la danse (43-57-05-35), 22 h.

Les autres salles

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ◊ *A Monsieur O* : 22 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE *L'AQUARIUM* (43-74-72-74). ◊ Les Occupants : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◊ *Maeterlinck Joyzelle* : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée....moi : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon côté jardin : 16 h et 18 h.

OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Faust : 19 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◊ L'Ecume des jours : 20 h 30.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (). Nuit des Molière : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. L'Inconvenant : 20 h 30. Petite salle. Les Chaises : 21 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Il était temps que j'arrive : 20 h 15. Smaïn : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El *Secundo (Bill Baxter)* : 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) *ALEXANDRE-DUMAS* (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30. Halte au cul ! : 22 h 15 et 23 h 30.

AU PIED DE LA BUTTE (46-06-02-86). Moi : 19 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Guitry, quatre pièces en un acte : 21 h 30. Laurent Violet : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Bernadette, calme-toi ! : 21 h 30. Un ouvrage de dames : 22 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiens, voilà deux boudins : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. C'est plus show à deux : 22 h 30.

EDGAR III (43-20-85-11). Le Cabaret des chasseurs en exil : 20 h 15. Le Chromosome chatouilleux : 21 h 30.

PETIT CASINO (42-78-36-50). Les oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

RIKTUS AU CLOITRE (43-25-19-92) Les Epis noirs : 20 h 30. ◊ Allons bon v'là autre chose : 21 h 30. ◊ Les Nouveaux Burlesques : 22 h 30.

Les Opéras

OPÉRA DE PARIS. Palais Garnier. (47-42-53-71). Faust, 19 h 30. Opéra en cinq actes de C. Gounod. Mise en scène J. Lavelli, dir. A. Lombart, avec A. Cupido, J. Van Dam, G. Benachkova, R. Massis.

Les concerts

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Dariush Safvat. 20 h 30 Setar, santour, B. Caillat, zarb. Musique traditionnelle persane.

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-61-93-26). Orchestre français d'oratorio. 20 h 30, *lun. Dir. D. Rouits*, avec C. Bajac (soprano), A. Aubin (haute-contre), H. Lamy (*ténor*), J.-L. Jardon (*basse*). Avec l'ensemble vocal J. Ibert de Tours. *Œuvres de Mozart et Beethoven.*

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Cyprien Katsaris, *Thomas Zehetmair. 20 h 30*, lun. Programme non communiqué.

THEATRE LA BRUYERE (48-74-76-99). Ensemble instrumental La Bruyère. 20 h 45, lun. Œuvres de Mozart et Chostakovitch.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-35-57)

Les Bas-Fonds (1919), de Sidney A. Franklin, 15 h : la Provinciale (1952, v.o.s.t.f.), de Mario Soldati, 17 h : Romeo et Juliette (v.f.), de Renato Castellani, 19 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Nueve cartas a berta (1965, v.o.), de Basilio Martin Patino, 14 h 30 ; la Tia Tula (1964, v.o.), de Miguel Picazo, 17 h 30 ; la Verdad sobre el caso Savolta (1978, v.o.), d'Antonio Drove, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

L'AFFAIRE *DU CANON NOIR* (Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

BEYROUTH, THE LAST HOME MOVIE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BLANC DE CHINE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC *Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e* (43-27-52-37).

Lundi 2 mai

LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; *UGC* Rotonde, 6e (45-74-94-94).

BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CHINA GIRL (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

CHOUANS (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Normandie, 8e* (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Convention, 15e* (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CORENTIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er *(45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e* (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

DANCERS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MARAVILLAS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PRINCE DES TÉNÈBRES (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RUNNING MAN (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

SEPTEMBER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TRAQUÉE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, *14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet* Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

36 FILLETTE (*) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES TRIBULATIONS DE MON GRAND-PÈRE ANGLAIS... (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

6e FESTIVAL DU FILM ARABE
Films présentés le 2 mai
CLUNY-PALACE
(43-54-07-76)

14 h : Immeuble no 13, de S. Hadda ; 16 h 30, Vent du Sud, de Slim Riad ; 19 h, Les employés sur terre, d'Ahmed Yaya ; 21 h, grande soirée courts métrages.

TWIST AND SHOUT (Dan., v.o.) : Les *Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).*

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., *v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e* (46-33-97-77).

UN ZOO LA NUIT (*) (Can., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *v.f.* : Miramar, 14e (43-20-89-52).

URGENCES *(Fr.) : Saint-André-des-Arts* I, 6e (43-26-48-18).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
(45-79-33-00) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e *(42-25-10-30)* ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LA DERNIÈRE IMPÉRATRICE (Chin., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

260 CHRONO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; *v.f.* : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ECRIT SUR DU VENT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ETROITE SURVEILLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

FATAL BEAUTY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

GANDAHAR (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

AMARCORD (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : *Action Christine*, 6e (43-29-11-30).

LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

ENQUÊTE SUR UN CITOYEN AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

JOY AND JOAN (**) (Fr., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

JUDEX (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES KEUFS (Fr.) : Club, 9e ().

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LES LONGS ADIEUX (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MACBETH (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

MADE IN HEAVEN (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

MOLIÈRE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

LES NUITS CHAUDES DE CLÉOPATRE (**) (It., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

RUSTY JAMES (A., v.f.) : Club, 9e ().

SANDRA (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

SUPERMAN IV (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

TOUCHEZ PAS AU GRISBI (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LA VIE PRIVÉE DE SHERLOCK HOLMES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven. 19 h 30, dim. 17 h 30, lun. 14 h.

L'AMI AMÉRICAIN (*) (All., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 22 h, dim. 15 h 40.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 18 h 20.

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : *Saint-Lambert, 15e* (45-32-91-68) mer. 17 h, sam., lun. 15 h 30.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) t.l.j. 16 h 10.

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h 45, jeu. 19 h 15, sam. 17 h 20, mar. 15 h 30.

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) mer., jeu., ven., sam., lun., mar., film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) mer., jeu., ven., sam., lun., mar., film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) t.l.j. à 12 h.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu., lun. 20 h, sam. 21 h 30, dim. 16 h 20.

LE ROULEAU COMPRESSEUR ET LE VIOLON (Sov., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 15 h 40.

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) t.l.j. à 22 h 20.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, sam. 13 h 45.

TOKYO-GA (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 22 h 30, jeu. 16 h 10.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., dim. 15 h.

YEELEN (malien, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) t.l.j. à 18 h 10.

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) mer., jeu., ven., sam., *lun., mar., film* à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

ALOUETTE JE TE PLUMERAI. Film français de Pierre Zucca : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

ARDIENTE PACIENCIA. Film allemand d'Antonio Skarmeta, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia *Champollion*, 5e (43-26-84-65).

CHERRY 2000. Film américain de Steve de Jarnatt, v.o. : *George V, 8e* (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC *Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MASCARA. (*) Film belgo-français de Patrick Conrad, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; *Le Gambetta*, 20e (46-36-10-96).

MATADOR. (*) Film *espagnol* de Pedro Almodovar, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e *(42-71-52-36) ; UGC Danton*, 6e (42-25-10-30) ; UGC *Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC* Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MES AMOURS DE 68. Film yougoslave de Goran Paskaljevic, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT. Film américain de Michael Winner, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e *(43-43-04-67) ; Fauvette, 13e* (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; *Mistral, 14e (45-39-52-43)* ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention *Saint-Charles*, 15e (45-79-33-00) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

SHADOWS IN PARADISE. *Film* finlandais d'Aki Kaurismäki, v.o. : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

UNE FEMME EN PÉRIL. Film américain de Peter Yates, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Fauvette Bis*, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé* Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, *15e (45-74-93-40)* ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

MARDI 3 MAI

« *Winterhalter* », 13 heures et 13 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (*Approche de l'art*).

« L'architecture et la nécropole royale de Saint-Denis », 14 h 30, devant la basilique (Paris passion).

« La cathédrale russe », 14 h 30, 12, rue Daru (Pierre-Yves Jaslet).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, *sortie métro* Saint-Paul (Résurrection du passé).

« *Les mystères de la rue Mouffetard* », 15 heures, portail de Saint-Médard (Paris et son histoire).

Musées de la ville de Paris

« Collection Bouvier : le style *Louis XV* », 14 h 30, *musée Carnavalet*, 23, rue de Sévigné.

« Le paysage du dix-septième au vingtième siècle », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« *Collections du musée d'art moderne* », 14 h 30, 11, avenue du *Président-Wilson*.

« Souvenirs de George Sand et de son entourage », 14 h 30, musée Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal.

Monuments historiques

« La Bibliothèque nationale : histoire et architecture », 15 heures, hall 8, 58, rue de Richelieu.

« L'église de la Madeleine et les grands boulevards », 15 heures, devant l'église, place de la Madeleine.

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « Le Haut Empire : le deuxième siècle » (Arcus).

Radio-Télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 2 mai

TF1

20.40 Cinéma : Zone rouge. ■ Film français de Robert Enrico (1986). Avec Sabine Azéma, Richard Anconina, Hélène Surgère, Jean Bouise. **22.35 Magazine : Santé à la Une.** D'Igor Barrère, présenté par Robert Namias et Anne Barrère. Thème : Anesthésie, et si je ne me réveillais pas ! **23.50 Le Bébête show** (rediff.). **23.55 Journal. 0.05 La Bourse. 0.10 Livres en tête. 0.20 Magazine : Minuit sport. 1.20 Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa terre.** 6. Haroun Tazieff et les volcans (1re partie).

A 2

20.35 La nuit des molières. En direct du Théâtre du Châtelet, soirée présidée par Edwige Feuillère et présentée par Michel Drucker. **22.40 Informations : 24 heures sur la 2. 23.10 Histoires courtes.** Margot et le voleur d'enfants, de Michèle Reiser ; Présence féminine, d'Eric Rochant.

FR 3

20.30 Cinéma : Vos gueules, les mouettes. □ Film français de Robert Dhéry (1974). Avec Robert Dhéry, Colette Brosset, Pierre Mondy. **22.00 Journal. 22.05 Campagne électorale : MM. Chirac et Mitterrand. 22.25 Magazine : Océaniques.** Du sommeil au rêve. **23.15 Musiques, musique.** Le clavier bien tempéré, de Bach, par Pascal Rogé, piano. (Prélude et fugue en si bémol majeur.)

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Tron. ■■ Film américain de Steven Lisberger (1982). Avec Jeff Bridges, Bruce Boxleitner, Barnard Hughes. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine : Canal foot. 22.35 Les K.O. de Canal +. 23.35 Basket professionnel américain. 1.10 Cinéma : Opération Lotus bleu.** □ Film franco-italo-espagnol de Terence Hathaway (1965). Avec Ken Clark, Helga Line, Philippe Hersent. **2.30 Série : Ray Bradbury présente.** Le voyageur de l'Orient-Express.

LA 5

▶ **20.35 Les accords du diable : La nuit des masques.** ■■ Film américain de John Carpenter (1978). Avec Donald Pleasence, Jaimie-Lee Curtis, Nancy Loomis. **22.10 Les accords du diable** (suite). Les rubriques du magazine. **22.40 Série : Arabesque. 23.30 Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible** (suite). **0.55 Série : Kojak** (rediff.). **1.30 La grande vallée** (rediff.). **2.40 Le journal de la nuit. 2.45 Aria de rêve. 3.05 Série : Les globe-trotters. 3.30 Série : Docteur Caraïbes. 4.05 Les dossiers de l'agence O.**

M 6

20.50 Cinéma : La nuit porte jarretelles. □ Film français de Virginie Thévenet (1984). Avec Jezabel Carpi, Ariel Genet, Arielle Dombasle, Jean-Pierre Kalfon. **22.20 Série : Hawaï, police d'État. 23.10 Six minutes d'informations. 23.20 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.05 Sexy clip** (rediff.). **0.35 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. 1945 : le retour des déportés. **21.30 Dramatique : Les contre-feux de l'amour ou Une année de correspondance,** de Algernon-Charles Swinburne (1re partie). **22.40 La nuit sur un plateau.** Autour de Jean-Pierre Velis pour la France illettrée. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Cordes à cris.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 18 avril 1988 à l'Auditorium des Halles) : œuvres de Costeley, Sermisy, Paladin, par l'ensemble A Sei Voci et l'Ensemble Instrumental ; Marie-Claude Vallin, soprano ; 22.30 Feuilleton : de l'opus 1 à l'opus 145 ; 23.07 Le grand pianiste inconnu : Simon Barère, Scherzo n° 2, de Chopin ; Trio pour violoncelle et piano, de Reger. **0.00 Musique de chambre.** Œuvres de Gottschalk, Ives, Copland, Barber, Cage, Garant.

Mardi 3 mai

TF1

14.30 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Avec Eddie Barclay, qui rend hommage à Dalida. **15.05 Feuilleton : Symphonie** (5e épisode). **16.00 Magazine : L'après-midi aussi.** De Cécile Roger-Machart, présenté par Eric Galliano. Avec Caroline Loeb, Ken Laszlo. **16.45 Club Dorothée.** Candy ; clip ; Spielvan ; Jem. **18.00 Série : Agence tous risques.** Une vraie mine d'or. **18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le Bébête show. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Cinéma : Poulet au vinaigre.** ■■ Film français de Claude Chabrol (1985). Avec Jean Poiret, Stéphane Audran, Michel Bouquet, Caroline Cellier. D'après un excellent roman policier de Dominique Roulet, une étude de mœurs à l'humour acide. **22.30 Magazine : Vérités interdites.** De Michel Follin et Anne Hoang. 2. Les traces d'une injustice : l'affaire Philippe Gantois. **23.25 Le Bébête-show** (rediff.). **23.30 Journal. 23.40 La Bourse. 23.45 Magazine : Minuit sport. 0.45 Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa terre.** 7. Haroun Tazieff et les volcans (suite).

A 2

14.35 Magazine : Si j'étais vous. De Frédéric Lepage, présenté par B. Simonetta. Invités : Anne Sylvestre et Pauline Julien. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Si j'étais vous** (suite). **15.25 Magazine : Fête comme chez vous.** De Frédéric Lepage, présenté par Marc Besson. Avec Axel Bauer, Esther Galil. **16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Serge Lama, Les Ablettes, Stéphane Chomont et une séquence-souvenir de Dalida. **16.45 Récré A 2.** Mimi Cracra ; Foxy Fables ; les Gnons. **16.55 Récré A 2.** Le monde magique de Chantal Goya. **17.20 Série : Au fil des jours.** Le nez cassé. **17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.** Le legs. **18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.00 Campagne électorale. 19.35 Où est donc cachée la caméra invisible ?** Emission de Jacques Rouland. **20.00 Journal et météo. 20.35 Mardi cinéma : *Conseil de famille.*** ■■ Film fançais de Costa-Gavras (1986). Avec Johnny Hallyday, Fanny Ardant, Guy Marchand. *Coup d'essai réussi de Costa-Gavras dans la comédie humoristique et même burlesque.* **22.15 Les jeux de Mardi cinéma.** Présentés par Fabrice. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Mon héros préféré ; Décoramdam ; Top sixties ; La main verte ; Télécœur ; Faites-vous des amis ; Province-chic, province-choc ; De âne à zèbre ; Papy, Mamy ; Le jeu de la séduction ; Avec Yves Duteil, Anny Duperey, Les désaxés. **17.00 Flash d'informations.** De 17.03 à 18.00 Amuse 3. **17.03 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.10 Dessin animé : Les entrechats. 17.30 Jeu : Génies en herbe. 17.55 Magazine : Flash mag.** De Patrice Drevet. **18.00 Feuilleton : Flamingo road.** Défauts en tout genre. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.53 Dessin animé : Diplodo.** Conflits de générations. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.25 INC. 20.30 La dernière séance : Le grand Sam.** ■■ Film américain d'Henry Hathaway (1960). Avec John Wayne, Stewart Granger, Ernie Kovacs. *Vers 1900, en Alaska, un chercheur d'or s'éprend d'une entraîneuse, qu'il a ramenée de Seattle comme fiancée de son associé. Un mélange très heureux de western et de comédie sentimentale avec des scènes truculentes et d'extraordinaire bagarres.* **22.40 Dessins animés.** Tom et Jerry ; Tex Avery. **23.00 Journal. 23.30 2e film : Les trois troupiers.** ■■ Film américain de Tay Garnett (1951). Avec Stewart Granger, Walter Pidgeon, David Niven, Robert Newton. *Trois soldats anglais de l'armée des Indes sont des « tire-au-flanc ». Pour les mater, le colonel, qu'ils prennent pour cible de leurs farces, nomme l'un d'eux sergent. D'après un roman de Rudyard Kipling, une comédie très fantaisiste sur la vie militaire coloniale. Ce film, peu connu, est inédit à la télévision.*

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Papa et moi. ■ Film franco-italien de Giorgio Capitani (1988). Avec Ugo Tognazzi, Ricky Tognazzi, Catherine Alric, Anouk Aimée. **15.45 Cinéma : Le pape de Greenwich Village.** ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1984). Avec Eric Roberts, Mickey Rourke, Daryl Hannah, Geraldine Page. **17.50 Cabou cadin.** Barnabulle ; Comic strip. **En clair jusqu'à 20.30. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Patachou, Loïc Peyron, Jacques Villeret. ▶ **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Spécial Odorama. Invitée : Inès de la Fressange. **20.30 Cinéma : F/X effet de choc.** ■ Film américain de Robert Mandel (1986). Avec Bryan Brown, Brian Dennehy, Diane Venora, Cliff de Young. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Cocoon.** ■■ Film américain de Ron Howard (1985). Avec Don Ameche, Wilford Brimley, Hume Cronyn (v.o.). **0.10 Cinéma : Ténèbres.** ■ Film italien de Dario Argento (1982). Avec Anthony Franciosa, Daria Nicolodi, John Saxon, Giuliano Gemma. **1.50 Série : Un flic dans la Mafia.**

LA 5

14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Jeanne et Serge. 17.45 Dessin animé : Princesse Sarah. 18.10 Dessin animé : Sandy Jonquille. 18.30 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Outland.** ■■ Film américain de Peter Hyams (1981). Avec Sean Connery, Peter Boyle, Frances Sternhagen. *Au vingt et unième siècle, un nouveau shérif est nommé dans une vaste cité minière, installée sur un satellite de Jupiter. Il découvre un trafic de drogue cachant tout un système de corruption et de meurtre.* **22.30 Série : Spenser. 23.20 Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible** (suite). **0.20 Série : Kojak** (rediff.). **1.25 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.35 Le journal de la nuit. 2.40 Série : Les globe-trotters. 3.05 Aria de rêve. 4.05 Série : Les dossiers de l'agence O.**

M 6

15.15 Documentaire : La conquête de l'espace. Le Canada dans l'espace. **15.40 Jeu : Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.20 Cinéma : La grande bagarre de Don Camillo.** □ Film franco-italien de Carmine Gallone (1955). Avec Fernandel, Gino Cervi, Claude Sylvain, Gaston Rey (N.). **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis.** Les blessures. **20.50 Cinéma : Les suspects.** ■ Film français de Michel Wynn (1974). Avec Paul Meurisse, Michel Bouquet, Mimsy Farmer, Bruno Cremer. *Une jeune touriste américaine est trouvée assassinée dans le Val d'Enfer aux Baux-de-Provence. L'enquête permet, tout en révélant sa personnalité, de découvrir un certain nombre de suspects.* **22.35 Série : Hawaï police d'Etat.** La bête. **23.25 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.20 Fréquenstar** (rediff.). **1.10 Musique : boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Dossier : les plus anciens anthropoïdes. **21.30 Spécial présidentielle.** Le jury des experts. **22.40 Nuits magnétiques.** Le cinéma des premiers temps (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique :** coda. Cordes à cris.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 avril 1988 au Grand Auditorium) : Le Bourgeois gentilhomme, suite d'orchestre, op. 60, de R. Strauss ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy ; Le baiser de la fée, ballet de Stravinski, par l'Orchestre national de France, dir. Emil Tchakarov. **23.07 Club d'archives.** Hommage à Serge Koussevitsky : Symphonie n° 9 en ré majeur avec chœur final sur l'Ode à la joie op. 125 de Beethoven ; Les premiers enregistrements de la musique de Stravinski : Apollon Musagète.

Audience TV du 1er mai 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	57.0	7 sur 7 25.0	Stade 2 12.2	Mis. casse-cou 11.2	Mont. ensorc. 3.2	Dallas 5.3	Hulk 2.7
19 h 45	64.4	7 sur 7 28.8	Maguy 12.8	Mis. casse-cou 9.6	Ça cartoon 2.7	Dallas 6.9	Hulk 3.7
20 h 16	72.3	Journal 24.5	Journal 22.3	Benny Hill 13.8	Ça cartoon 3.7	Journal 4.8	Cosby Show 3.7
20 h 55	69.7	Colonel Ryan 27.1	5 Der. minutes 14.4	12 Salopards 13.8	Cocoon 5.9	Borsalino 8.0	N.-Y. Blackout 3.7
22 h 08	59.0	Colonel Ryan 31.4	12 (En coulisses 4.3	12 Salopards 6.4	Cocoon 5.9	Borsalino 10.6	Drôles de dames 3.7
22 h 44	37.2	Sport soir 10.6	(En coulisses 3.2	Ciné minuit 4.3	Ray Bradbury 0.5	Sacco Vanzetti 16.0	Drôles de dames 4.3

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4734

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III		■					■		
IV									
V		■		■					
VI								■	
VII				■					■
VIII			■		■	■			
IX					■		■		
X									
XI		■						■	

HORIZONTALEMENT

I. Solidement attachée. – II. Nom qu'on peut donner à un joli pied. Où il n'y a rien à prendre. – III. Sa fleur est un cornichon. Adverbe. – IV. Où il n'y a pas de veine. – V. Qui pourrait donc réclamer. – VI. Un homme souvent prêt à aller faire un tour. – VII. Qui ont donc pu nous enrichir. Le premier homme qui passa son droit. – VIII. Lie. Partie de poulie. – IX. Ruminait autrefois. Moins d'une borne chez les Chinois. – X. Comme les oreilles quand il y a un matraquage. – XI. Qui ont donc fait leur temps.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui mettent sur la bonne voie. – 2. Dans la matinée. La poche des eaux. – 3. S'arrête près des trous. Un roi sur la scène. – 4. Ne voit pas le soleil. Eus une attitude audacieuse. – 5. Peut se manifester par un mouvement, un murmure ou un sursaut. Est souvent sur la planche. – 6. Fournit de l'huile. Devrait être toujours accueilli chaleureusement. – 7. Point de départ. Une récompense pour celui qui a bien joué. Règles. – 8. On en faisait des pains. Coule en Afrique. – 9. Soutirées. Qui ne fait donc pas suer.

Solution du problème n° 4733

Horizontalement

I. Mouchard. Opérer. – II. Acteur. Oisiveté. – III. Gê. Rialto. – IV. Nacelle. Nithard. – V. Anime. Trône. Lie. – VI. Nô. Stentor. Am. – VII. Irène. Rieur. Usé. – VIII. Aisées. Ibis. – IX. Rosette. Etêtait. – X. Otsu. Sari. Ego. – XI. Pré. Aa. Gao. Mène. – XII. Et. Migraine. XIII. Carie. Ussel. – XIV. Cartel. Elude. Oô. XV. Elue. Entêtement.

Verticalement

1. Magnanier. Perce. – 2. Océan. Oort. Al. – 3. Ut. Cinéaste. Cru. – 4. Cérémonies. Mate. – 5. Huile. Estuaire. – 6. Aral. Et. Agile. – 7. Lettrées. Ré. – 8. Dot. Reis. Aga. Et. – 9. Ionone. Eraille. – 10. Os. Intuition. Ut. – 11. Pi. Téorbe. Eude. – 12. Ev. Item. Sem. – 13. Régal. Usagers. – 14. Et. Rias. Ion. Eon. – 15 Rendement. Eclôt.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 30 avril :

DES DÉCRETS

● N° 88-469 du 29 avril 1988 portant création du Conseil supérieur de la danse.

● N° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante.

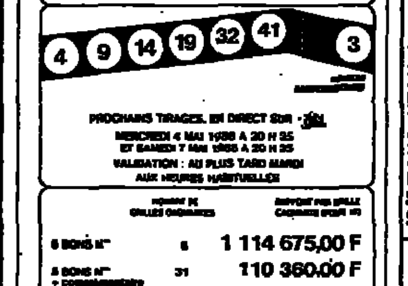
● N° 88-478 du 29 avril 1988 portant création et organisation du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires.

UN ARRÊTÉ

● Du 15 avril 1988 relatif aux programmes de langues régionales des lycées.

UNE CIRCULAIRE

● Du 16 avril 1988 prise en application du décret n° 87-775 du 24 septembre 1987 relatif au régime général des liaisons spécialisées et au régime des réseaux télématiques ouverts à des tiers utilisant des liaisons spécialisées.



LOTO N° 17 — TIRAGE DU SAMEDI 30 AVRIL 1988

4 9 14 19 32 41 — 3

PROCHAINS TIRAGES EN DIRECT SUR TF1
MERCREDI 4 MAI 1988 A 20 H 35
ET SAMEDI 7 MAI 1988 A 20 H 35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

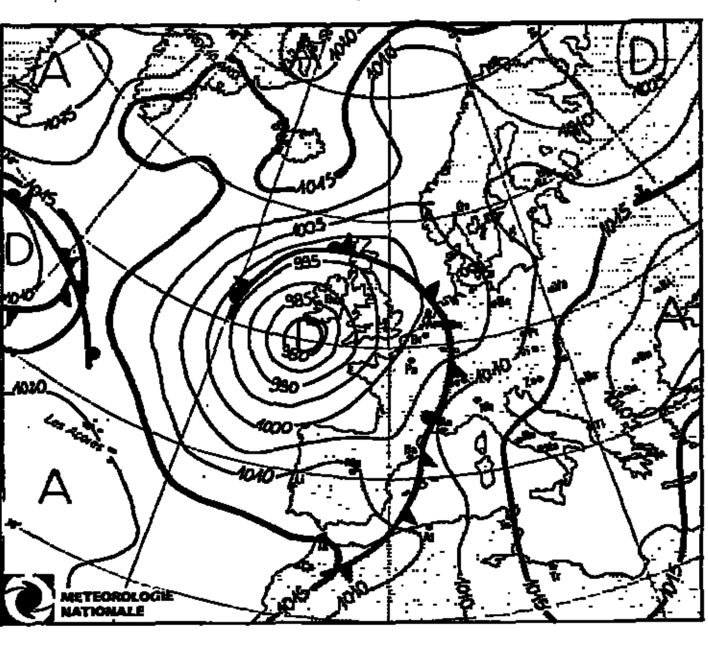
	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE
6 BONS N°	6	1 114 675,00 F
5 BONS N° + COMPLÉMENTAIRE	31	110 360,00 F
5 BONS N°	1 072	6 020,00 F
4 BONS N°	96 421	115,00 F
3 BONS N°	1 504 752	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 152 402

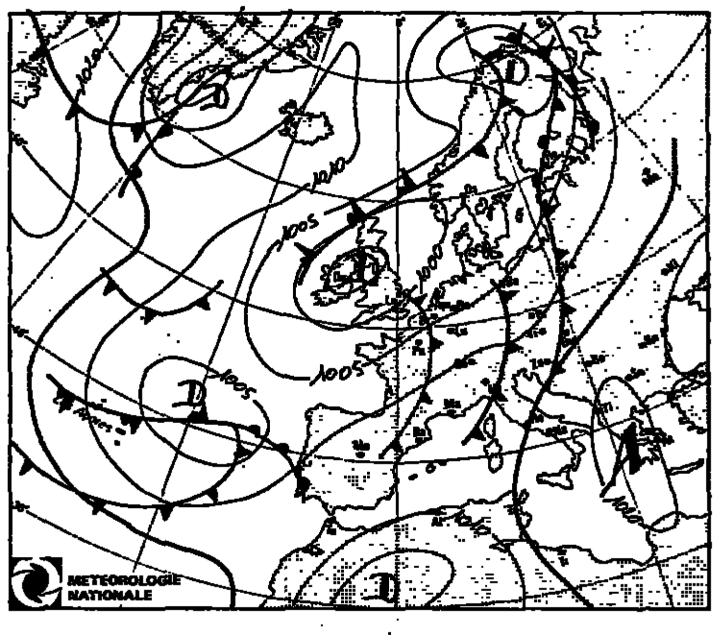
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 9,00 x 2 : 18,00 F

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 MAI 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI A 0 HEURE TU

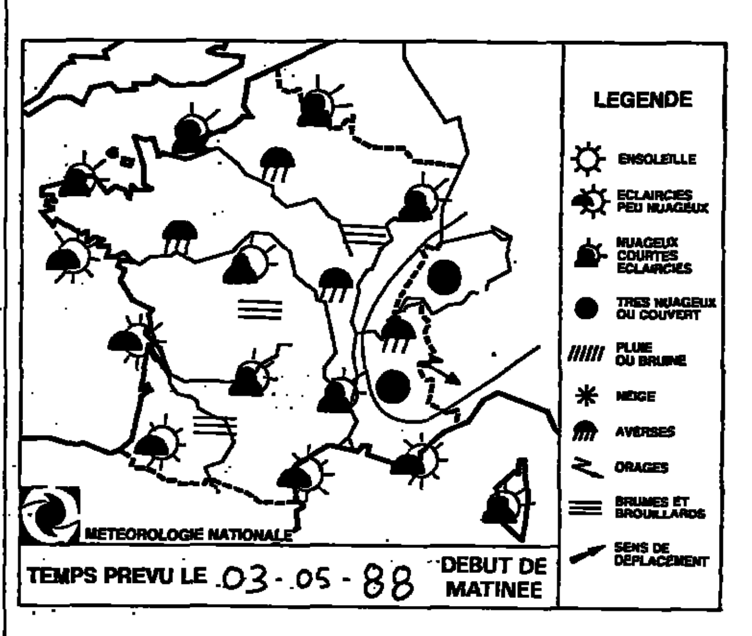


Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 mai à 0 heure UTC et le mardi 3 mai à 24 heures UTC.

Le pays restera sous l'influence d'une zone dépressionnaire centrée sur les îles britanniques. Le temps doux, humide et changeant persistera. Les vagues nuageuses, accompagnées d'averses, alterneront avec des périodes ensoleillées.

Mardi : éclaircies, nuages, averses et rafales de vent. Sur les Alpes et le Jura, les nuages seront abondants et s'accompagneront d'ondées orageuses. Sur le reste du pays, au lever du jour, les éclaircies seront prédominantes et les averses très isolées. Les bancs de brumes qui se seront formés en fin de nuit se dissiperont très rapidement. Au fil des heures, les nuages deviendront plus nombreux et plus menaçants. Les averses, accompagnées de rafales de vent, seront assez fréquentes à partir de la mi-journée, surtout sur la moitié nord. Des orages isolés éclateront dans l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort de la Bretagne au Nord.

Côté températures, il fera 6 °C à 10 °C en début de journée. Dans l'après-midi, on atteindra 14 °C à 18 °C sur la moitié nord, 16 °C à 20 °C sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1er-5-1988 à 6 heures TU et le 2-5-1988 à 6 heures TU — le 2-5-1988

	max	min	temps
FRANCE			
AJACCIO	18	9	D
BIARRITZ	22	10	D
BORDEAUX	19	9	C
BOURGES	15	6	P
BREST	14	9	A
CAEN	15	8	D
CHERBOURG	14	9	N
CLERMONT-FERR.	20	9	C
DIJON	21	9	P
GRENOBLE St-M-H	24	15	C
LILLE	17	9	N
LIMOGES	13	0	A
LYON	21	11	C
MARSEILLE-MAR.	18	11	A
NANCY	22	10	P
NANTES	17	10	N
NICE	17	12	N
PARIS-MONTS.	16	8	N
PAU	20	8	P
PERPIGNAN	23	11	P
RENNES	16	9	H
ST-ÉTIENNE	19	7	P
STRASBOURG	24	11	P
TOURS	15	9	P
TOULOUSE	21	10	D
POINTE-A-PITRE	32	21	D
ÉTRANGER			
ALGER	28	15	D
AMSTERDAM	21	9	N
ATHÈNES	17	11	D
BANGKOK	33	25	P
BARCELONE	19	9	A
BELGRADE	19	9	D
BERLIN	24	10	C
BRUXELLES	20	8	D
LE CAIRE	26	16	D
COPENHAGUE	17	6	A
DAKAR	24	20	D
DELHI	39	29	N
DJERBA	22	15	D
GENÈVE	22	8	C
HONGKONG	29	25	A
ISTANBUL	14	7	D
JÉRUSALEM	17	10	D
LISBONNE	17	12	N
LONDRES	16	9	A
LOS ANGELES	20	12	D
LUXEMBOURG	20	9	P
MADRID	15	7	C
MARRAKECH	28	13	N
MEXICO	29	13	D
MILAN	20	13	C
MONTRÉAL	11	4	N
MOSCOU	18	10	P
NAIROBI	25	25	C
NEW-YORK	15	8	C
OSLO	9	5	C
PALMA-DE-MAL.	23	11	N
PÉKIN	25	12	C
RIO-DE-JANEIRO	26	22	D
ROME	19	10	B
SINGAPOUR	33	26	C
STOCKHOLM	14	2	D
SYDNEY	20	17	N
TOKYO	26	19	N
TUNIS	22	15	D
VARSOVIE	23	8	D
VENISE	20	15	C
VIENNE	21	11	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Histoire

Deux ouvrages américains sur la vie de Roy Cohn et le maccarthysme

Un enfant prodige qui avait mal tourné

WASHINGTON
correspondance

« *Auriez-vous tous perdu jusqu'au moindre bon sens ?* » s'écria l'avocat Welch, apostrophant le sénateur Joe McCarthy, en plein débat sur la subversion communiste. C'était au printemps 1954 ; rivés à leurs téléviseurs, les Américains vivaient en direct la fin de leur cauchemar, mais ils ne le savaient pas encore.

Depuis quatre ans, le pays tout entier livré à l'hystérie anticommuniste vivait au rythme des scandales et des délations. Après s'en être pris avec succès au département d'Etat, puis à l'administration, McCarthy et ses sbires, non contents d'avoir « *épuré* » tous les corps de la société américaine, avaient entrepris cette fois de s'attaquer à l'armée. C'était viser trop haut.

Las des excès qui mettaient en péril l'unité du pays et ses institutions, le président Eisenhower et le Congrès allaient mettre un terme à la « chasse aux sorcières ». Retrouvant leur « *bon sens* », les sénateurs ne tarderaient pas, en septembre, à censurer McCarthy, par soixante-sept voix contre vingt-deux. Déchu et désavoué par ses pairs, le sénateur allait sombrer dans l'alcoolisme et mourir deux ans plus tard, presque dans l'anonymat.

Un homme, presque un jeune homme – il avait vingt-six ans – allait survivre à cette débâcle politique. Cet homme, un des plus fervents zélotes du maccarthysme, au regard dur et aux yeux bleus d'acier, c'était Roy Cohn, l'assistant officiel de McCarthy dans sa lutte contre les « rouges ». Il s'était fait connaître quelques années plus tôt, lorsque visitant l'Europe avec son ami Schine, fils d'hôtelier et surtout obscur auteur d'un pamphlet anticommuniste, tous deux avaient « purgé » les bibliothèques américaines de leurs livres « subversifs ».

L'amitié de Cohn avec Schine, qui tentait de se faire dispenser de ses obligations militaires, allait le conduire à engager une lutte perdue d'avance contre l'armée. C'est cette insistance à vouloir chasser les agents « rouges » prétendument infiltrés dans le ministère de la défense qui précipitera la chute de McCarthy. Roy Cohn, lui, s'en remit très vite. Il reprit tout bonnement sa carrière d'avocat.

Sa réputation d'agressivité, son manque de scrupules, sa méchanceté étaient telles qu'ils lui valurent une seconde notoriété. Equilibriste financier, empruntant des dollars qu'il ne remboursait pas ou tardivement, il vivait au-dessus de ses moyens et cultivait avec art des relations dans tous les milieux. Il devint ainsi une personnalité du tout New-York, fréquentant les clubs à la mode, s'affichant aux côtés des célébrités politiques et artistiques.

Ce personnage détestable n'en a pas moins exercé une sorte de fascination sur ses contemporains, comme en témoignent deux livres récents publiés sur la vie scandaleuse de cet anti-héros de grande classe qui opérait au grand jour, *sans s'abriter derrière un moralisme* hypocrite.

L'ouvrage de M. Sidney Zion (1), un ami personnel, est une biographie récente basée sur les enregistrements des confidences de Cohn mais interrompus par sa mort en août 1986. Ce qui obligea l'auteur à écrire lui-même les derniers chapitres.

L'intérêt du livre réside dans certains détails. On apprend, par exemple, que Cohn, procureur adjoint dans le retentissant procès des Rosenberg, téléphonait quotidiennement au juge Kauffman, chargé de l'affaire (celui-ci lui devait sa promotion). Et, contrairement à l'éthique, il lui faisait les plus vives recommandations sur la conduite du procès et sur les sentences. Il insista en particulier, à une époque où le monde entier, n'ayant pas encore la preuve de leur culpabilité, était en proie à la plus vive émotion, pour qu'Ethel Rosenberg soit condamnée à mort.

« *Elle est pire que son mari, c'est elle qui organisa la trahison* », déclare Cohn, ajoutant ensuite avec satisfaction « *justice est faite* »... Dans le livre, Roy Cohn apparaît comme un homme arrogant, très imbu de sa personne, s'estimant un « *pur intellectuel* », supérieur à « *toutes les médiocrités* » qu'il combattait. A ceux qui lui demandent comment il a pu supporter un « *salaud* » comme Cohn, Zion, un libéral, répond en citant le philosophe Mencken : « *Un monde sans pécheurs serait ennuyeux pour les honnêtes gens.* »

Un « Wunderkind » cynique

Le second livre (2), de von Hoffman, bien que trop touffu et mal construit, est plus complet. Il s'attache à retracer la vie tumultueuse de Roy Cohn, ce fils d'un juge juif du Bronx, dans la banlieue de New-York, qui devait sa nomination à des machinations politiques. Ainsi, dès son plus jeune âge, Roy naviguait dans les eaux sales de la politique démocrate locale. Il apprit rapidement comment jouer de son *influence, utiliser ses relations,* pratiquer le chantage, corrompre ou intimider.

A seize ans, il réussissait à faire annuler les contraventions de ses professeurs, et même à obtenir sa première commission après un contrat douteux. Ce *Wunderkind* (enfant prodige) en remontra très rapidement en matière de combine à son père, sous l'aile admirative de sa mère qui couvait son « *petit prince* » assez doué pour entrer à vingt ans au barreau de New-York.

Il réussit dans son métier, sachant trouver le « bon juge », le bon « gangster repenti », les relations influentes, et berner la justice par des demi-vérités assénées d'une voix tonitruante. « *Je ne veux pas savoir ce que dit la loi, mais connaître le nom du juge* », *avait-il coutume de* proclamer. Roy Cohn avait de nombreux amis : Edgard Hoover, le chef du FBI, qui participa activement à la chasse aux rouges, le cardinal Spellman de New-York, quelques gangsters connus et plusieurs journalistes d'extrême droite. *Il* avait aussi d'autres amis plus obscurs auxquels il offrit ses services gratuitement.

Mais il s'était fait des ennemis, notamment Robert Kennedy qui avait brigué en vain le poste de conseiller du comité McCarthy. Devenu attorney général, Kennedy poursuivit de sa vindicte son ancien rival. Cohn fut ainsi deux fois inculpé à la suite d'affaires suspectes, mais finalement acquitté.

Néanmoins, il devait 7 millions de dollars au fisc et fut finalement radié du barreau quelques semaines avant sa mort. Cette sanction fut le coup de grâce donné à un homme hospitalisé et condamné par les médecins. « *Roy tourna le dos au monde et son visage contre le mur* », écrit l'auteur. Il mourut officiellement d'un cancer, en fait, du sida.

Un homosexuel honteux

Le livre de von Hoffman s'étend sur la vie privée du personnage qui était un homosexuel honteux, s'affichant avec des *femmes connues,* comme la journaliste Barbara Walters. Accompagné de ses petits amis, il prit même la parole pour dénoncer les homosexuels devant une organisation de défense de la famille. En fait, il ne se considérait pas comme homosexuel, car, pour lui, « *un homosexuel ne pouvait être qu'efféminé* ».

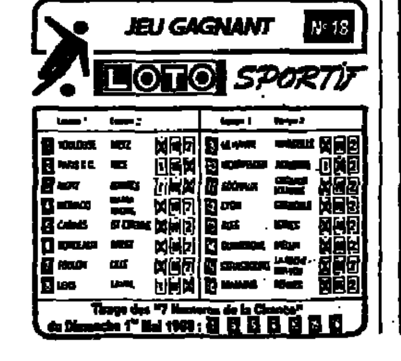
Mais l'auteur raconte dans tous ses détails les aventures sordides de Cohn avec des prostitués mâles recrutés dans des bars spécialisés et qu'il recevait à bord de son yacht. Son homosexualité, disent les psychiatres, il la devait à sa mère, une caricature de la « *mamma juive* », qui vécut avec lui jusqu'à la fin, l'étouffant de sa sollicitude.

Jusqu'à ses derniers jours, il nia tout : son homosexualité, ses nombreux liftings qui lui avaient pourtant laissé des cicatrices, son épuisement dû au SIDA. Il mourut avec courage sans renier son passé, sans repentir. Il resta fidèle à lui-même, ne se cherchant aucune excuse, et n'essayent pas non plus de se réfugier dans un moralisme tardif. Car Roy Cohn était sans doute tout le contraire d'un Tartuffe et, selon la formule d'un commentateur de l'époque, « *il était facile de le haïr, mais difficile de le détester* ».

HENRI PIERRE.

(1) *The Autobiography of Roy Cohn,* de Sidney Zion. Ed. Lyle Stuart, 284 pages, 18,95 dollars.

(2) *De Citizen Cohn,* de Nicholas von Hoffman Doudeblay, 483 pages, 19,95 dollars.



CAMPUS

Petits frères italiens

« CAMPUS », le supplément universitaire du *Monde,* a fait *des petits en Italie... A l'occasion d'un débat organisé* avec l'université de Gênes à la Foire de Milan, il est apparu que deux quotidiens, le *Secolo XIX,* qui paraît en Ligurie, et *Italia Oggi,* journal économique publié dans la capitale lombarde, se sont, ces derniers mois, dotés d'un supplément « Campus ». Les représentants de ces deux publications, Carlo Rognoni, directeur du quotidien gênois, et Pierluigi Magnaschi, responsable d'*Italia Oggi,* ont très sportivement reconnu en avoir emprunté le titre au *Monde* – en adaptant la formule : un supplément hebdomadaire de quatre pages, au lieu d'un mensuel de seize pages.

Les participants à la table ronde – professeurs d'université, directeurs ou représentants de journaux consacrant une place régulière à l'information sur l'enseignement supérieur – ont estimé que la Péninsule en est encore aux balbutiements dans ce domaine. « *De temps en temps un rédacteur en chef décide de faire un « safari Université ! »* a joliment déclaré l'un des journaliste présents pour illustrer le manque de suivi en ce domaine, assez général dans la presse italienne. Aussi les représentants des divers titres à la table ronde de Milan ont-ils indiqué que l'un de leurs objectifs était de « *créer un patrimoine de connaissances approfondies sur l'enseignement supérieur* ».

Pour *Secolo XIX,* le but premier a été, selon M. Rognoni, de « *créer un campus pour une université, celle de Gênes, qui précisément n'en a pas, parce que ses facultés sont dispersées dans toute la ville* ». quant à *Italia Oggi,* il entend, a précisé M. Magnaschi, « *signaler aux lecteurs, et* [surtout] *aux responsables d'entreprise, les mérites de certains étudiants, en analysant dans les domaines de notre intérêt journalistique – gestion, jurisprudence, ingénierie... – les thèses qui nous paraissent les meilleures* ».

J.-P. C.

● Concours de financiers

Le Club des jeunes financiers organise le Concours du meilleur financier 1988, ouvert aux étudiants de troisième année des écoles de commerce, de deuxième et troisième cycle universitaire et de cycles spécialisés à vocation financière. Deux prix récompenseront l'auteur du meilleur mémoire financier (sujet et forme libres) et du mémoire financier à thème : « Les banques face à leurs risques. » Date limite du dépôt des mémoires : 31 octobre.

(Club des jeunes financiers, 44-46, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : 45-20-70-04.

● Tradition et modernité

Le deuxième Colloque international « tradition et modernité », de l'Université du temps présent aura lieu, du 12 au 15 mai, à L'Arbresle, près de Lyon.

(Université du temps-présent, 5, rue Rebuffel, 06110 Le Cannet. Tél. : (16) 92-98-65-82).

● Informatique et innovation

L'Ecole supérieure de commerce de Paris organise, mardi 14 juin un après-midi d'études, ouverte aux dirigeants d'entreprises, sur le thème : « *L'informatique, vecteur dynamique d'innovation dans l'entreprise* ».

(ESCP, 79, avenue de la République, 75543 Paris Cedex 11. Tél. : 43-55-39-08.)

Le Carnet du Monde

Naissances

– **Patricia et Jean BARTHEMY**
partagent avec
Guillaume,
la joie d'annoncer la naissance de

Camille-Laure,

le 10 avril 1988, à Tokyo.

King Homes 54-6-5-36,
Minami-Aoyama Minato-Ku,
Tokyo 107 (Japon).

– **Elodie Starlight,**
a le bonheur d'annoncer la naissance de

Romain Scott,

le 28 avril 1988, à Paris.

Anne-Marie et Gérard Berland,
14, *rue* de la Renardière,
94300 Vincennes.

Décès

– C'est avec un profond chagrin que
Jacques, Christiane et Christophe Bassous
font part du décès de

Mme BASSOUS,
née Antoinette Bouchaud,

leur merveilleuse mère, belle-mère, grand-mère, le jeudi 28 avril 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu à Nice dans l'intimité.

Résidence de France. Le Rambouillet,
avenue des Chênes,
06100 Nice.

– Le professeur et Mme P. Blanquet,
leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mme Louise BLANQUET,
née Fabre,
professeur honoraire
de la faculté de médecine
et de pharmacie
de *Clermont-Ferrand,*
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,

survenu à Bordeaux le 20 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 23 avril 1988, à Bordeaux et Chamalières.

P. Blanquet,
92, rue Fondaudège,
33000 Bordeaux.

– **Jean BRULEY**

est entré dans la paix de Dieu, le 30 avril 1988, à l'âge de soixante-six ans.

Monique Bruley,
son épouse,
Marie-Claire Bruley,
Odile et Finn Skjellaug,
François et Margaret Bruley,
Anne Bruley,
ses enfants,
Mathieu, David, Noémie, *Maëlle* et Aïna,
ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,
vous invitent à vous unir par votre présence ou votre prière à la messe qui sera célébrée le jeudi 5 mai, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Beauregard, La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

13, les Piverts,
78170 La Celle-Saint-Cloud.

– Mme Germaine Campan-Audouard,
Mme Jean Campan,
M. et Mme François Campan
et leurs enfants,
M. Bernard Campan,
M. Gilbert Campan
et ses enfants,
M. et Mme Patrick Guennec
et leurs enfants,
Et tous ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CAMPAN,
docteur en philosophie,
officier des Palmes académiques,
officier de l'ordre national *du Mérite,*
lieutenant-colonel de l'armée de réserve,

survenu le 28 avril 1988.

Les obsèques sont célébrées ce jour en l'église Saint-Avertin (37).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les enfants de Paul Castaigne,
Marie-José,
Jean-Paul,
Alain,
Sylvie,
Thérèse,
Leurs conjoints, François Delrieu, Edwige, Damienne, Stéphane Vigouroux, Hervé Lux,
et leurs enfants,
Le frère de Paul Castaigne,
Etienne,
Sa femme, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul CASTAIGNE,

survenu le 29 avril 1988, dans sa soixante-treizième année.

Ils rappellent à ceux qui l'ont aimée le souvenir de leur mère et belle-sœur.

Simone CASTAIGNE,
née Gaehlinger,

décédée le 25 mars 1966.

Les obsèques auront lieu le jeudi 5 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris-16e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 30 mars 1916, à Paris, le professeur Paul Castaigne était le fils du professeur Joseph Castaigne, membre de l'Académie nationale de médecine. Médecin de la Salpêtrière depuis 1957, il était devenu professeur de clinique des maladies du système nerveux en 1960. Doyen de la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière depuis 1969, le professeur Castaigne avait été conseiller médical à la direction des enseignements supérieurs (1970-1974) et conseiller *d'Etat en service extraordinaire* (1972-1977).]

– Eva et Jean Perrot,
Danielle et Michelle,
sa fille, son gendre et ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Dörle DORIEL,
née Engler,
survenu le 25 avril 1988.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 29 avril 1988, dans la plus stricte intimité, au cimetière du Montparnasse.

2, *rue* Emile-Faguet,
75014 Paris.

– M. Frédéric Miot,
M. Philippe Miot,
Mme Solange Miot,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jacques MIOT,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 28 avril 1988, dans sa soixante-dixième année, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 mai 1988, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

42, boulevard Maillot,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Colette Moiny,
sa femme,
Isabelle, Catherine, Bernard et Domingo,
ses enfants,
Elodie et Gabriel,
ses petits-enfants
Françoise, Claude, Anne et Jérôme,
ses sœur, frère et neveux,
Sa famille
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard MOINY,

survenu, à l'âge de cinquante-neuf ans, à son domicile, le 28 avril 1988.

La levée de corps a eu lieu le lundi 2 mai, 23, rue Bruant, Paris-13e, suivie des obsèques à Martignac (Lot).

[De septembre 1977 à juin 1984, Gérard Moiny fit partie du service de photocomposition de notre quotidien, où sa compétence professionnelle et sa gentillesse furent appréciées de tous.
A sa famille, la direction et le personnel du *Monde* présentent leurs condoléances.]

– Michèle Hodemon,
sa fille,
Gills et Nathalie Pedron,
ses petits-enfants,
font part du décès de

Mme Jane POTTIER,

survenu le 29 avril 1988.

L'inhumation a eu lieu le lundi 2 mai, au cimetière de Fresnay-sur-Sarthe (*Sarthe*).

2, rue Lincoln,
75008 Paris.
56, *rue Franklin,*
49100 Angers.

– Le comte et la comtesse de Vendeuvre,
Mlle de Vendeuvre,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 avril 1988, de la

comtesse de VENDEUVRE,
veuve du
capitaine Jacques de Vendeuvre,
premier compagnon de la Libération
avec son équipage,
mort pour la France le 30 juin 1940.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 4 mai, à 18 heures, en l'église Saint-Ferdinand, 27, rue d'Armaillé, Paris-17e.

[Mme de Vendeuvre avait été présidente du *courrier de Bovet* (œuvre de correspondance aux prisons.]

Remerciements

– *Le docteur Claude Mouzet,*
Marie Ouvrard,
son épouse,
Et leurs enfants Sophie, François, *Henri-Martin,* Antoine, *Jean-Baptiste* et Pierre-Paul-Gilles,
expriment leur gratitude pour les gestes de sympathie reçus après le décès de leur frère, beau-frère et oncle,

Pierre MOUZET,
ancien élève de l'Ecole centrale de Paris.

Le Couvent,
6, rue de la Tour, à Ainay-le-Château,
03360 Saint-Bonnet-Tronçais. Allier.

Anniversaires

– Le 2 mai 1984, quelques jours avant d'avoir vingt ans,

Bruno HUBERT,

nous quittait.

Nicole et Etienne-Alain Hubert,
Agnès et Denis,
demandent à ceux qui l'ont connu et aimé de se souvenir de lui.

– Il y a deux ans,

Sophie

nous quittait,
avec

Tina.

Merci à tous ceux qui en gardent vivant l'affectueux souvenir.

Messes anniversaires

– La messe traditionnelle à la mémoire de l'

empereur NAPOLÉON Ier,

et des soldats morts pour la France,

sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le jeudi 5 mai 1988, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, le jeudi 5 mai, à 14 h 30, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, escalier J.-B.-Dumas, escalier L, M. Mohamed Aballagh : « RAF Al-Hijab d'Ibn Al-Banna. Edition *critique.* Traduction. Etude philosophique et analyse mathématique ».

– Université Paris-II, le jeudi 5 mai, à 17 h 30, salle des commissions, M. Beccha Maatar : « Analyse du commerce extérieur de la Tunisie. Etude économétrique et prévision ».

La mort d'un grand écrivain de science-fiction

Clifford D. Simak, le « romantique »

Clifford D. Simak, l'un des auteurs majeurs de la science-fiction américaine, est mort lundi 25 avril au centre médical de Minneapolis (Minnesota) des suites d'une leucémie. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Son décès a été annoncé par le centre médical trois jours après sa mort.

Clifford D. Simak, né le 3 août 1904 dans le Wisconsin, a commencé discrètement sa carrière d'écrivain en 1931. Parallèlement à son métier de journaliste, qu'il exerça *jusqu'en 1976 au Minneapolis Star.* Après une éclipse de près de sept ans, il revient sur la scène littéraire à la fin des années 30 avec une série de nouvelles publiées dans des magazines populaires comme *Astounding.* Jusque dans les années 50, il travaille essentiellement pour des revues de ce type. C'est là qu'il publie notamment la saga qui constituera *Demain les chiens* (1), *recueil paru en 1952,* souvent perçu comme un roman et qui est sans doute son ouvrage le plus connu. Clifford D. Simak a obtenu trois prix Hugo (l'un des deux principaux prix dans le domaine de la science-fiction) dont l'un dans la catégorie Romans pour *Au carrefour des étoiles* (1).

Auteur de près d'une trentaine de romans et recueils de nouvelles, Simak est l'un des rares « grands anciens » de la science-fiction à avoir poursuivi son œuvre après 1966 au rythme d'environ un livre par an. Même si sa cadence de production s'était réduite durant ces dernières années, il continuait d'exercer son influence sur nombre d'auteurs et d'être abondamment lu dans le monde entier. Il se caractérise essentiellement par une forme de générosité, voire de « romantisme », qui resurgit jusque dans des *textes violents, cruels, comme le Pêcheur* (J'ai lu), *la Croisade de l'idiot* (dans le recueil du même titre paru chez Denoël) ou dans d'autres plus drôles comme *Copie carbone* (dans le même recueil), ou grinçants comme *Honorable adversaire* (dans *Tous les pièges de la terre entière,* chez Denoël).

Pour beaucoup de lecteurs de science-fiction, Clifford D. Simak constitue ou a constitué un passage obligé vers une meilleure connaissance du genre. Par sa délicatesse, *par sa fondamentale gentillesse,* par son refus de s'appuyer sur les sentiments belliqueux et haineux pour développer ses descriptions de chocs culturels, il s'est distingué de bon nombre d'auteurs de son époque, et notamment des auteurs de « Space Opera » traditionnels.

Souvent considéré comme un conservateur (terme qu'il ne récusait pas), Simak n'avait toutefois rien d'un réactionnaire. Son œuvre est au contraire consacrée à l'exaltation de la nouveauté, de la *différence, de l'enrichissement réciproque.* Malgré une sorte de naïveté, malgré son romantisme, Clifford D. Simak demeure l'une des rares voix politiques de la science-fiction des années 50 et 60 et sans doute de la science-fiction tout court.

EMMANUEL JOUANNE.

(1) En français aux éditions *J'ai lu.*

Lomé

Une nécessit



Le Monde
ECONOMIE

LA CEE FACE AU TIERS-MONDE ASSOCIÉ

Lomé IV ou l'aide élargie

Au-delà des opérations sectorielles, la Commission européenne veut contribuer « aux réformes et aux restructurations » en Afrique.

L'AIDE de la CEE aux ajustements structurels des soixante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui lui sont associés va être le principal enjeu de la prochaine Convention de Lomé. Jusqu'à présent l'Europe n'avait pas participé directement à la formulation des politiques macro-économiques de ses partenaires du tiers-monde.

Dans son projet de mandat pour les futurs pourparlers qui commenceront officiellement en octobre 1988, la Commission de Bruxelles souligne que l'aide communautaire *« révèle aujourd'hui ses limites »*. En raison de la baisse des prix des matières premières et de l'accroissement de sa dette extérieure (100 milliards de dollars en 1987 contre 90 milliards en 1985), l'Afrique noire n'a pas les moyens budgétaires, explique l'exécutif européen, d'*« entreprendre les réformes et les restructurations qui s'imposent »*.

Actuellement, ce sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) essentiellement qui apportent leur soutien, mais en l'assortissant, dans de nombreux cas, de conditions draconiennes. A telle enseigne que la Communauté, à travers le Fonds européen de développement (FED), joue souvent le rôle d' *« amortisseur social »*.

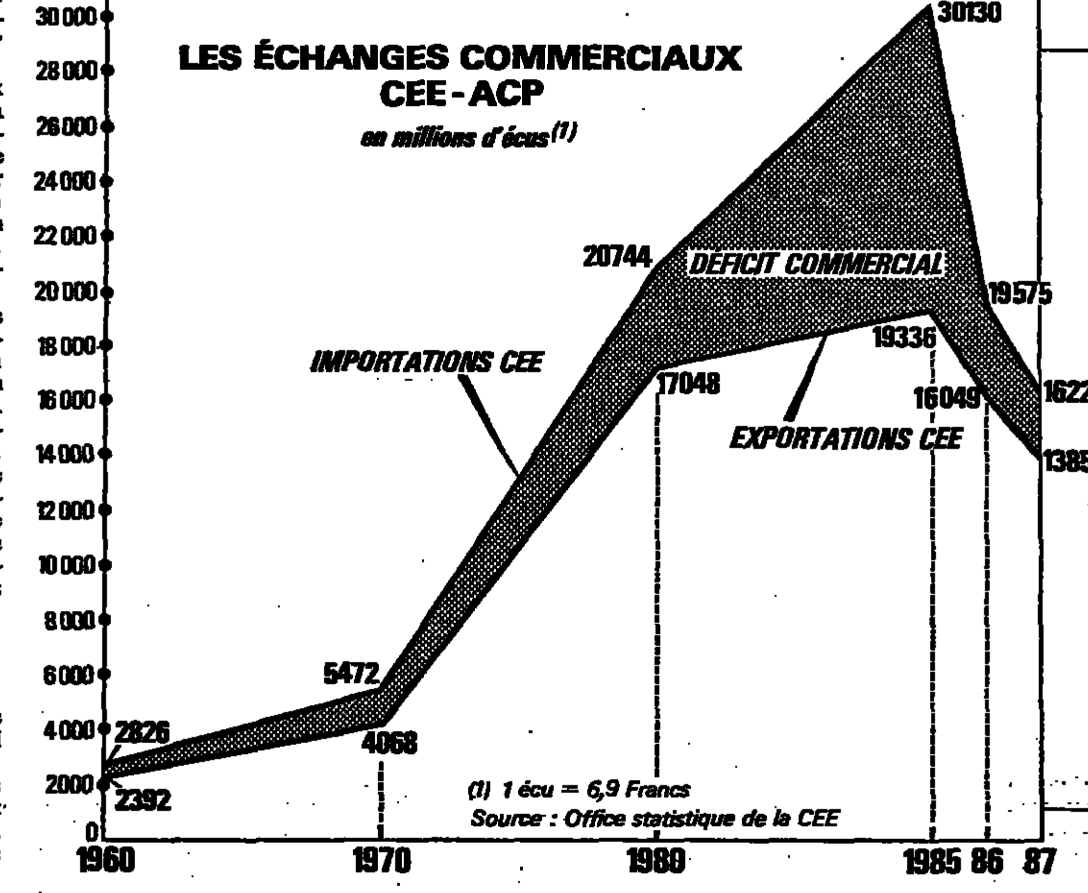
Ainsi, on cite dans les milieux communautaires l'exemple de la Zambie qui vient de se voir refuser un prêt de la Banque mondiale parce que Lusaka n'a pu accepter les exigences de l'organisation internationale. A Bruxelles, on affirme au contraire que la demande zambienne était parfaitement recevable.

Pour l'instant, les interventions de la CEE se limitent à des opérations sectorielles, décidées à l'issue d'une étroite concertation avec les gouvernements des ACP. Dans l'avenir, la Commission souhaite aller au-delà du simple *« dialogue sectoriel »*. L'idée de M. Lorenzo Natali, le commissaire chargé du dossier, est de créer un fonds spécial, à côté du FED, afin que les Douze contribuent largement à la réforme des économies des ACP.

A pas feutrés

Bruxelles ne chiffre pas, à ce stade, l'ampleur de l'effort qui devrait être fourni par l'Europe. En réalité, M. Natali avance à pas feutrés sur cette piste, conscient des difficultés d'un dossier qu'il considère comme traduisant de façon la plus significative la volonté des Etats membres de donner la priorité à leurs associés par rapport aux autres nations du tiers-monde.

La Commission souhaite d'autant moins brusquer les choses qu'elle estime également essentielle l'augmentation des ressources du FED (8,5 milliards d'ECU – ou 59 milliards de francs – pour la période 1985-1989, soit 50 % de plus que sous Lomé II). Ces fonds sont répartis au début de chaque convention entre les ACP dans le cadre de *« programmes indicatifs »* qui portent sur le financement de projets spécifiques.



Le recul des échanges en 1986 est lié à la chute des cours du pétrole, les achats de brut ayant atteint seulement 5 967 millions d'ECU contre 12 176 millions en 1985. De 1986 à 1987 a joué, en outre, la baisse des prix du cacao et du café ; le commerce entre la CEE et les pays associés représente de 5 % à 6 % du total des échanges communautaires avec l'extérieur (17 % du total des échanges seulement avec le tiers-monde).

La coopération macro-économique ne va pas aller non plus sans difficulté avec les partenaires de la CEE qui pourraient craindre d'avoir un FMI ou une Banque mondiale supplémentaire *« sur le dos »*. Les responsables européens sont convaincus de la nécessité de cette collaboration tant ils sont persuadés que *« la crise que traverse la majorité des ACP sera longue »*.

Les perspectives internationales risquent fort de leur être défavorables. Les nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM), lancées en septembre 1986 – à Punta-del-Este (Uruguay), vont réduire immanquablement l'écart entre les avantages consentis aux ACP et les concessions dont bénéficient les autres pays en développement. Malgré les déclarations rassurantes, les milieux communautaires admettent, en privé, que l'Uruguay round sera néfaste pour les exportations des Etats associés.

C'est pour cette raison que la commission prévoit d'ores et déjà un certain nombre d'améliorations au contenu de Lomé III. Parmi les plus significatives figure la réforme du système de stabilisation des recettes à l'exportation (Stabex). Pour l'heure, seuls les pays les plus pauvres sont dispensés de rembourser les transferts opérés par la CEE pour couvrir la baisse du produit de leurs ventes. Maintenant, Bruxelles propose que tous les signataires de la convention bénéficient de cette facilité.

A la vérité, M. Natali tire les conséquences de la situation actuelle. La dégradation de la situation des pays les moins démunis l'a conduit à proposer aux Douze – dont certains (RFA, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni) soulèvent de sérieuses réserves – l'abandon d'une créance de 89 millions d'ECU (623 millions de francs au total) sur le Gabon, le Congo, le Sénégal, Madagascar et le Libéria.

L'accord entre Commission, ACP et gouvernements membres apparaît plus aisé en ce qui concerne l'extension des accords de Lomé à d'autres pays en développement. Ainsi, l'opposition à l'adhésion des Etats d'Amérique centrale est presque unanime.

de Bruxelles
MARCEL SCOTTO.

(Lire la suite page 22.)

L'INNOVATION FINANCIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Une nécessité à gérer

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

LA question de l'innovation financière, sous ses multiples aspects, a été principalement abordée dans le contexte des pays développés. C'est seulement récemment que son champ d'application s'est élargi, avec l'essor et le raffinement des formules de conversion d'une partie de la dette des plus gros débiteurs d'Amérique latine en prises de participation, obligations et autres opérations voisines (il s'agit d'ailleurs pour certaines techniques éprouvées depuis longtemps plus que de véritables nouveautés).

Toutefois, pour les pays *intermédiaires* comme pour les pays moins avancés, cette innovation ne peut se réduire à une gestion plus réaliste de l'endettement accumulé. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie de financement du développement, alors que parmi les contraintes figurent à la fois un défaut de projets d'investissements rentables et une insuffisance d'épargne.

Une politique active de mobilisation de l'épargne ne va pas, du jour au lendemain, effacer le poids de l'endettement passé, mais elle peut prétendre améliorer les conditions de financement pour l'avenir. Encore faudrait-il que l'épargne privée mobilisée ne soit pas principalement absorbée par le financement des déficits. Cette exigence-là, qui se heurte à la rigidité des déséquilibres budgétaires, concerne aujourd'hui beaucoup de pays, et pas seulement les plus démunis.

Ajuster le niveau des taux d'intérêt

Les organismes internationaux (Banque mondiale, FMI...) ont souligné la nécessité de modifier, dans beaucoup de pays en développement, le niveau des taux d'intérêt réels. On ne peut en effet durablement mobiliser l'épargne domestique, l'empêcher de fuir vers des places financières plus sûres et plus avantageuses, *a fortiori* inciter au rapatriement des capitaux qui se sont envolés et attirer l'épargne extérieure, avec des taux réels systématiquement négatifs. On ne peut pas non plus prétendre susciter le développement de marchés financiers si la hiérarchie des taux d'intérêt après impôts favorise par trop l'épargne à court terme.

Cela dit, la politique de taux d'intérêt n'a pas toujours eu les résultats escomptés. Certains effets secondaires, non désirés, ont pu se manifester, ici ou là. L'augmentation parfois plus rapide des taux d'intérêt sur les crédits que sur les dépôts d'épargne signifie que l'investissement risque d'être plus découragé que l'épargne financière n'est encouragée par la montée des taux réels.

En outre, l'incertitude subsiste, pour les pays en développement comme pour les pays développés, sur la sensibilité de l'épargne vis-à-vis des taux d'intérêt. Pour ne considérer que l'épargne des particuliers, l'impression prévaut que son niveau global est sans doute plus influencé par l'évolution à l'égard des revenus réels, alors que sa structure (sa répartition entre monnaie, actifs financiers, actifs réels...) dépend principalement des taux d'intérêt.

La montée des taux réels, si elle est trop marquée, est susceptible, dans les pays en développement comme ailleurs, d'inciter un certain nombre d'entreprises à effectuer des placements financiers (même peu sophistiqués comme des dépôts à terme) plutôt qu'à réaliser des investissements productifs. Là encore, il s'agit de trouver un bon dosage entre les considérations relatives à l'épargne et celles qui concernent l'investissement.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la politique de taux d'intérêt doit, dans l'optique d'une mobilisation plus active de l'épargne, être complétée par une politique de diversification du « menu » d'instruments financiers.

Encourager l'essor des marchés de capitaux

La plupart des pays en développement présentent beaucoup de traits d'une « économie d'endettement » : l'intermédiation prédomine, les marchés de capitaux sont généralement inexistants, ou bien ils se réduisent à des marchés monétaires qui jouent un rôle marginal, comme par exemple dans l'Union monétaire Ouest-Africaine, à des embryons de marchés financiers sur lesquels les émissions du secteur public ont un poids prépondérant, etc. C'est seulement dans la frange supérieure des pays intermédiaires (Brésil, Mexique, etc.) que les Bourses connaissent une certaine activité.

(*) Professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

(Lire la suite page 23.)

LA CEE FACE AU TIERS-MONDE ASSOCIÉ

Lomé IV ou l'aide élargie

(Suite de la page 21.)

Contrairement aux Britanniques, qui avaient fait du sort à réserver à leurs anciennes colonies un volet important des conditions de leur entrée dans le Marché commun, les Espagnols n'ont pas réellement posé le problème de leurs anciens territoires pour ne pas hypothéquer une adhésion, déjà complexe, qu'ils souhaitaient rapide.

Les instances de Bruxelles ne se cachent pas pour dire que rien ne justifie, sur le plan économique, un élargissement à l'isthme latino-américain. Un haut fonctionnaire européen souligne même que *« le pays le plus pauvre d'Amérique centrale est plus riche que l'Etat* [mis à part le Gabon et le Nigéria] *le plus avancé des ACP.»*

Bruxelles ajoute que, compte tenu de son niveau de développement, seul Haïti – qui a demandé son adhésion – apparaît éligible à la Convention. La République dominicaine – qui a effectué la même démarche – a, quant à elle, peu de chances d'obtenir une réponse positive des ACP et de la Communauté qui doivent prendre la décision conjointement. Comme si «l'hispanité» ne pouvait faire recette dans la coopération entre l'Europe et le tiers-monde.

La dernière modification significative envisagée par la Commission, à savoir la durée de Lomé, oppose, en revanche, les Douze à leurs partenaires. Bruxelles souhaite conclure un accord pour une période illimitée en prévoyant une adaptation, tous les cinq ans, du protocole financier et de certains volets techniques de la Convention.

Déjà pour Lomé III, les ACP avaient rejeté cette solution, craignant que, sous couvert de bien marquer la pérennité de la coopération, la CEE ne grignote, avec le temps, certaines préférences concédées dans le passé. En somme, les ACP préfèrent à l'évidence une bonne et vraie négociation tous les cinq ans.

A l'inverse, l'exécutif communautaire a renoncé, cette fois-ci, à demander aux gouvernements membres d'inscrire les crédits destinés à Lomé dans le budget européen. Bien lui en a pris : pourquoi mêler les ACP aux querelles financières de la CEE qui n'a toujours pas de budget pour 1988 ?

de Bruxelles
MARCEL SCOTTO.

LES MOYENS FINANCIERS

En millions d'ECU	Lomé-I (1975-1980)	Lomé-II (1980-1985)	Lomé-III (1985-1990)
Subventions	2 057,7	2 986	4 860
Prêts spéciaux	445,6	518	600
Capitaux à risques	97	284	600
Stabex	380	557	925
Sysmin	–	282	415
Total FED	2 980,3	4 627	7 400
Total BEI (prêts)	390	885	1 100
	3 457,8 (1)	5 512	8 500

(Source : CEE.)

(1) Ce chiffre comprend les dépenses de fonctionnement des délégations de la Commission dans les pays ACP.

Pour les ACP, l'aide communautaire représente moins de 10 % en moyenne de l'aide totale reçue des Etats membres de la CEE.

Les 66 ACP

Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Guinée-équatoriale, Guyane, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon, Samoa occidentales, Sao-Tomé-E-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Trente ans de coopération

LA coopération avec l'Afrique a commencé dès les origines de la CEE. Dans la perspective de l'indépendance des pays africains, le traité de Rome avait prévu une aide aux colonies européennes. Cet engagement s'est traduit par la conclusion des conventions de Yaoundé I et II. L'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté a conduit à l'adhésion des autres nations africaines et de plusieurs territoires des Caraïbes et du Pacifique.

En 1975, le premier accord de Lomé réunissait quarante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). A la suite de l'accession à l'indépendance de nombreux pays (Angola, Mozambique, Rhodésie, etc.), Lomé III en comptait soixante-six. De sorte qu'aujourd'hui toute l'Afrique noire, à l'exception de la Namibie, est associée aux Douze.

La politique de Lomé est la pièce maîtresse de l'aide européenne au développement. En termes financiers, elle représente – outre l'aide alimentaire qui est budgétisée, alors que le Fonds européen de développement (FED) fait l'objet de contributions spécifiques des gouvernements membres – plus de 50 % de l'effort de la CEE au bénéfice du tiers-monde.

Axée au début sur le financement des grands projets d'infrastructures – *« des cathédrales dans le désert »*, – la coopération entre l'Europe et les ACP a évolué vers le développement rural intégré afin d'accroître la production des cultures vivrières, et ainsi de mieux pallier les difficultés alimentaires de l'Afrique. Par rapport à Yaoundé, Lomé a également innové en créant un système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits de base (Stabex).

Un mécanisme de soutien

Avec l'arrivée des Caraïbes, il a été instauré un *« protocole sucre »* qui garantit les ventes ACP sur le territoire communautaire. Lomé II *a, de son côté, introduit un mécanisme* de soutien pour la production minière (Sysmin). Maintenant, les responsables européens songent à étendre la coopération à la définition des politiques économiques des partenaires de la CEE.

Au total, Lomé III, dont l'échéance est fixée au 28 février 1990, dispose de 8,5 milliards d'ECU (59 milliards de francs) de fonds propres sous forme essentiellement de subventions et de prêts spéciaux (remboursement en quarante ans avec un taux d'intérêt de 1 %). Seul 1,1 milliard d'ECU (7,7 milliards de francs) est octroyé par la Banque européenne d'investissement (BEI) au taux du marché, mais avec une bonification d'intérêt de 3 %. Une somme de 1 milliard d'ECU du FED (7 milliards de francs) est réservée à des projets de coopération régionale entre les ACP.

Les autres dispositions essentielles de la convention sont les suivantes :

● **Commerce** : la quasi-totalité des produits ACP peuvent accéder librement au marché de la CEE en exemption de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent. Pour les produits agricoles dits «sensibles» des Douze, les partenaires de l'Europe bénéficient d'un régime préférentiel par rapport aux autres pays tiers.

● **Stabex** : dans les limites d'une enveloppe quinquennale (925 millions d'ECU – 6,5 milliards de francs), ce mécanisme compense les pertes de recettes d'une année à l'autre des ACP pour quarante-huit produits de base (arachide, café, cacao, coton, bois, coprah, bananes, tourteaux d'oléagineux, thé, cuirs, peaux, etc.). Les Etats les moins *pauvres sont tenus de rembourser*, sans toutefois acquitter d'intérêts, les sommes perçues.

● **Sysmin** : doté d'une enveloppe de 415 millions d'ECU (2,9 milliards de francs) sur cinq ans, le système couvre le cuivre, le cobalt, les phosphates, le manganèse, la bauxite, l'alumine, l'étain et le minerai de fer. Les prêts (période de remboursement de quarante ans avec un taux d'intérêt de 1 %) sont accordés si les ventes du minerai concerné représentent 15 % des exportations totales du pays bénéficiaire (10 % pour les pays moins avancés ou PMA) et si la baisse de la production atteint 10 %. Ces dernières années, le Sysmin a joué principalement pour le Zaïre et la Zambie (cuivre), le Rwanda (étain) et la Guyane (bauxite).

● **Protocole sucre** : par cet accord, la Communauté s'engage à acheter annuellement 1,3 *million de tonnes de sucre de canne* à des prix garantis comparables à ceux consentis aux producteurs européens. *Ce qui assure aux ACP* des recettes stables malgré les fluctuations des cours mondiaux.

En dehors du cadre de Lomé, la CEE fournit aussi des denrées alimentaires aux ACP. Ainsi, en 1987, le budget européen a déboursé 130 millions d'ECU (910 millions de francs) pour la fourniture, pour l'essentiel, de 700 000 tonnes de céréales à ces pays.

M. S.

POINT DE VUE

Pour un plan Marshall du pétrole

par PHILIPPE DE LATOUR (*)

L'IDÉE d'un plan Marshall en faveur des pays les plus démunis a récemment été évoquée par Valéry Giscard d'Estaing ainsi que par François Mitterrand dans sa *Lettre à tous les Français*. La conférence des Prix Nobel tenue à Paris du 18 au 21 janvier 1988 avait notamment souhaité *le vote d'une loi universelle pour « enrayer la faim dans le monde »*. Des plans officiels de solidarité internationale sont parfois dans l'air, comme celui du ministre français de l'agriculture, François Guillaume, pour l'organisation des marchés agricoles en coopération avec le tiers-monde.

Ce qui paraît soulever une foule de difficultés sur les plans agricole et alimentaire ne serait-il pas plus envisageable en considérant un créneau, celui de l'énergie, et, de façon plus précise, en s'en tenant au facteur pétrolier ? Le rôle potentiel du pétrole est en effet considérable pour le rattrapage des trente ou quarante pays les moins avancés, dits PMA, regroupant près d'un milliard d'hommes.

Ce fluide permet au plan agricole la traction motorisée (labours), l'amélioration et l'enrichissement des sols grâce aux engrais, l'irrigation motorisée par puisage d'eau. Sur des plans artisanaux et industriels, le pétrole a évidemment aussi son rôle à jouer dans ces pays, notamment grâce au progrès des transports.

Le prix du pétrole persiste aujourd'hui dans sa déprime. Quelles que soient les péripéties du Moyen-Orient, son niveau en dollars constants est à peu près celui d'avant le premier choc pétrolier de 1973. Ce coût, qui n'arrange que les consommateurs pour une durée incertaine, ne fait bien sûr l'affaire ni des principaux producteurs pétroliers du Moyen-Orient, ni des compagnies pétrolières internationales, ni des concurrents du pétrole, qui supportent de lourds investissements sans les contreparties attendues.

Serait-il en conséquence absurde d'imaginer – à Bruxelles par exemple, ou aux sièges de l'OPEP ou de l'OCDE, ou ailleurs et par exemple, pourquoi pas, à Paris, par le futur président, et dans le cadre de la commémoration de 1789 – un montage tripartite : PMA, pays industrialisés, pays exportateurs de pétrole intéressés ?

Un suivi rigoureux

Des contingents pétroliers seraient proposés à des pays défavorisés à des conditions particulièrement intéressantes, les coûts sur la base d'un baril à 18 dollars valeur 1988, et prix officiel actuel, étant supportés et partagés, par exemple, de la manière suivante : PMA, 6 dollars ; pays industrialisés, 6 dollars ; pays exportateurs volontaires, 6 dollars, (une formule répartitive parmi d'autres bien sûr possibles).

Les pays exportateurs vendraient donc, en principe, dans l'hypothèse ici retenue, des contingents de développement spéciaux, supplémentaires, toujours avec bénéfice mais un bénéfice moindre, au prix de 12 dollars le baril, en accroissant et leurs ventes et leur chiffre d'affaires. L'accord international qui en résulterait contribuerait, en permettant d'accroître la demande, à l'affermissement et à une certaine stabilisation du prix pétrolier, sans pour autant correspondre à une fixation, car il s'agirait d'un accord révisable et renégocié chaque année.

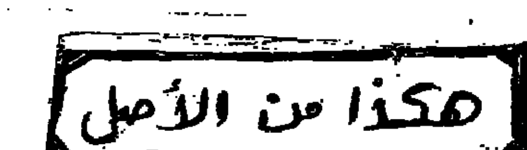
Dans son exécution sur le terrain, les parties signataires conviendraient de son suivi rigoureux par un certain nombre d'experts de l'ONU, de la Banque mondiale, de la FAO, des compagnies pétrolières, etc., en vue de l'affectation effective et appropriée de cette manne au développement civil, et non aux usages militaires ou inconsidérés. Un *fonds barils-développement* serait constitué, assorti de droits de tirages contractuels à la discrétion des PMA, qui pourraient, en outre, bénéficier dans ce contexte d'un *réaménagement de leur dette*.

Dans un premier temps, il pourrait être procédé à un essai d'application de cet accord sur deux ou trois PMA volontaires, promus pilotes en la matière. Sur les enseignements apportés, l'extension pourrait être progressive. Influant sur le rapport enlèvements/réserves, ces ventes supplémentaires auraient pour effet de raffermir le prix du pétrole dans le sens d'une hausse, qui pourrait *a priori* être évaluée entre 2 et 4 dollars, soit par rapport aux transactions actuelles à un niveau de prix voisin des 18 ou 19 dollars.

Pour les pays industrialisés, il s'agirait d'abord d'une contribution au rattrapage des moins avancés. Globalement, l'opération pourrait donc aboutir, *in fine*, à des pays exportateurs de pétrole mieux argentés, à des PMA moins misérables et à de nouveaux débouchés pour les pays industriels (matériels et ingénierie de développement). La croissance mondiale elle-même n'aurait rien à perdre dans cette stimulation volontariste extensible.

Ceci n'est bien sûr qu'une réflexion, seulement susceptible de prolongements dans des instances appropriées. Mais l'utopie – ou le surréalisme – *sont parfois* de bons stimulants, d'autant plus quand on sait ô combien la réalité a bien souvent dépassé la fiction !... Alors, 1789 – 1989, même conquête des droits et des devoirs de l'homme ?

(*) Délégué général du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières.



L'INNOVATION FINANCIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Une nécessité à gérer

(Suite de la page 21.)

Il serait irréaliste et sans doute dommageable de prétendre transformer radicalement la structure de financement des pays en développement. Il faut plutôt chercher une évolution graduelle, combinant un encouragement à l'essor de certains marchés de capitaux et une diversification des instruments d'épargne et de crédits offerts par les intermédiaires financiers.

L'insuffisance du nombre de guichets bancaires en comparaison de la population et de l'activité peut être, dans certains pays en développement – ou certaines régions – un frein à la mobilisation de l'épargne. Mais le constat n'est ni évident ni général. Observer qu'il y a, compte tenu de l'ensemble des guichets permanents et périodiques, environ 35 000 habitants par guichet au Cameroun ou en Côte-d'Ivoire, près de 30 000 au Maroc contre environ 1 500 en France et en RFA, c'est une chose. En tirer des conclusions définitives sur l'ampleur du rattrapage à effectuer, c'en est une autre.

Mobiliser l'épargne

Un obstacle moins souvent cité mais peut-être moins controversé tient à l'étroitesse de la gamme des produits et des services financiers offerts. L'incorporation de nouveaux instruments financiers est susceptible d'appuyer la stratégie de développement sous plusieurs angles. D'abord, elle permet la mobilisation d'une épargne domestique accrue, et peut ralentir la fuite de cette épargne vers des paradis financiers et/ou fiscaux.

Question cruciale pour la plupart des PVD, y compris africains – même si ce sont surtout le Mexique, l'Argentine, le Brésil, les Philippines, etc., qui retiennent l'attention – à aborder sans bien sûr prétendre que l'innovation financière réglera le point essentiel de la crédibilité économique et de la confiance politique.

L'expérience suggère que toute innovation financière provoque deux effets combinés ; un *effet de substitution* : une fraction de l'épargne déjà mobilisée se déplace vers les nouveaux instruments jugés plus attractifs ; un *effet d'apport* : l'innovation financière, combinée à une politique de taux d'intérêt, est susceptible d'accroître l'épargne des ménages, des entreprises... Analysant les conséquences de la création, au Maroc et en Tunisie, d'instruments d'épargne contractuelle (épargne-logement, livret d'épargne-entreprise ou formules voisines, etc.), j'ai pu constater l'imbrication de ces deux effets et la variabilité de leur pondération selon le produit et le pays considérés.

Ensuite l'innovation financière permet de réintégrer dans les circuits officiels du financement une part de l'épargne informelle. Dans beaucoup de pays en développement, celle-ci représente une proportion importante de l'effort total d'épargne privée. Il faut trouver des passerelles entre les circuits officiels et l'épargne informelle, afin de canaliser une fraction de celle-ci vers des investissements productifs.

Ainsi, au Cameroun, une partie des liquidités des tontines est placée auprès des banques commerciales, mais la réintégration de l'épargne informelle pourrait être accrue grâce à des instruments financiers plus attractifs offerts par elles et à l'essor des organismes mutualistes (la mutualité est une forme spécialement adaptée à la connexion de l'épargne informelle et de l'épargne mobilisée). Dans ce domaine, il convient de faire preuve de pragmatisme, car il ne servirait à rien de prendre le risque de diminuer notablement l'épargne informelle (et l'épargne privée totale), sous prétexte de la réintermédier.

Enfin, dans un contexte d'ouverture et de concurrence accrues, l'innovation financière est indispensable pour renforcer la compétitivité externe du système bancaire et financier national. Dans la plupart des pays, les filiales de banques étrangères jouent un rôle important dans la propagation de l'innovation financière, en amenant les technologies de paiement et les procédures de financement de leur pays d'origine. Il faut donner aux banques domestiques la possibilité de tenir, grâce à l'accès à l'innovation financière, leurs parts de marché. Mais il ne s'agit pas d'introduire n'importe quoi n'importe où.

Trouver un équilibre entre le privé et le public

La situation présente laisse entrevoir des évolutions contrastées d'un pays à l'autre. Dans quelques cas interviennent des changements qui surprennent par leur ambition et leur rapidité – il en est ainsi de la Tunisie, avec la politique d'ouverture du marché monétaire concrétisée par l'introduction, à partir de janvier 1988, des certificats de dépôts négociables et des billets de trésorerie, – et qui sont susceptibles de soulever des problèmes d'adaptation et de transition. Dans d'autres cas, c'est au contraire le caractère figé de la palette d'instruments financiers qui surprend.

L'instabilité financière en cours renforce la thèse d'après laquelle il faut éviter des mutations financières débridées. Il convient en particulier de trouver un équilibre entre les initiatives privées et l'action des pouvoirs publics. Dans de nombreux domaines, l'initiative doit venir des banques, des compagnies d'assurance, etc., et des utilisateurs du système financier.

Ainsi, pour retenir les liquidités des entreprises, en particulier celles des firmes multinationales, le système bancaire de nombreux pays intermédiaires ou moins avancés doit leur proposer des formules attrayantes de gestion de trésorerie. Clairement, en la matière, l'offre de services de la part des banques nationales est insuffisante dans la plupart des pays de la zone franc, ceux du Maghreb... Dans les pays en développement, les autorités doivent accompagner le processus d'innovation financière par certaines mesures (assouplissement progressif du contrôle des changes, déréglementation graduelle des taux d'intérêt, mise en place de procédures monétaires moins administratives).

Un équilibre délicat doit être recherché entre l'alignement sur les systèmes financiers plus sophistiqués, encouragé par l'exigence de compétitivité externe du secteur bancaire et financier national, et la prise en considération des spécificités domestiques. Le même instrument financier peut, selon ses caractéristiques techniques et des variables socioculturelles, connaître des sorts différents dans des pays comparables du point de vue du niveau de vie. Ainsi – un exemple parmi d'autres, – l'épargne-logement a drainé une part importante de l'épargne des particuliers en Tunisie, alors que le même produit a connu au Maroc des vicissitudes sans parvenir à s'imposer vraiment.

Au-delà de l'extension de la gamme des services proposés par les intermédiaires financiers, deux axes méritent une attention spéciale :

• Il faut réduire la sous-capitalisation de beaucoup d'entreprises, tâche malaisée vu l'inexistence ou la carence des Bourses. Pour les PME, l'intérêt d'instruments hybrides, intermédiaires entre l'action et l'obligation et classés dans les quasi-fonds propres, doit être pris en considération. De tels instruments ont l'avantage de permettre une recapitalisation des entreprises, sans modifier la structure de la propriété, ce qui peut être crucial pour les PME de nature familiale.

En outre, il y aurait sans doute intérêt à s'inspirer d'une formule comme le second marché, qui permet à des PME performantes d'ouvrir une fraction limitée de leur capital et de lever des fonds propres additionnels. Sur un tel marché, il faudrait admettre un nombre réduit d'entreprises (pour s'entourer des garanties de sécurité et de la crédibilité difficile à gagner, mais facilement érodée), avant que d'envisager le compartiment plus exigeant de la cote officielle.

Se servir de l'arme fiscale

• Graduellement, il faut promouvoir les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV, fonds communs de placement) et diversifier les titres qui leur sont accessibles. Des projets, plus ou moins avancés, existent par exemple dans plusieurs pays africains (Côte-d'Ivoire, Cameroun, Tunisie, etc.). Dans de nombreux cas, la difficulté est d'enclencher le mouvement. Car si les SICAV sont indispensables à l'essor d'un marché de capitaux, elles supposent pour fonctionner correctement que ce marché ait atteint une certaine taille.

Pour les deux directions évoquées, l'arme fiscale peut servir à amorcer le mouvement. Elle doit cependant être utilisée avec mesure, pour de multiples raisons, et l'innovation financière ne saurait se réduire à des incitations fiscales. Ensuite il convient de s'appuyer sur les banques et les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, etc.) pour préserver la liquidité des nouveaux instruments, condition essentielle de leur succès.

L'innovation financière n'est pas la cause de l'instabilité financière constatée depuis quelques années et manifeste depuis le 19 octobre. Cette instabilité tient, on le sait, aux déséquilibres internationaux et aux conditions de leur financement. Elle suscite un peu partout, par contrecoup, un renforcement des contrôles prudentiels sur les institutions financières et sur certains marchés.

Les pays en développement, concernés eux aussi – même si c'est dans une moindre mesure que les économies industrialisées – par la mise en œuvre de nouvelles technologies de paiement et par le processus de globalisation financière, largement irréversible, sont tenus de continuer à moderniser leurs systèmes financiers. Au-delà d'un certain seuil, ils peuvent être confrontés à de délicats arbitrages.

Car si l'innovation financière accroît sans aucun doute l'efficience des procédures de financement et si elle doit clairement viser à stimuler la croissance réelle, elle peut aussi, dans certaines circonstances, être non pas la cause, mais un facteur permissif d'une instabilité accrue. D'où, à nouveau, l'importance du contenu, du rythme et de l'ordre chronologique des innovations financières.

CHRISTIAN DE BOISSIEU.

La chronique de Paul Fabra

Les lieux de la guerre civile

POUR peu qu'on veuille bien se rapporter — mais les choses vont si vite ! — aux idées encore reçues au début de cette année et aux résultats des sondages d'il y a quelques semaines, ce n'est pas seulement en France que les élections présidentielles, ou leur préparation, ont pris un tour si inattendu qu'il invite à de graves remises en question. Aux Etats-Unis, rien non plus n'est comme avant. Quand, aux premiers jours du mois de mars, un des membres les plus influents du Parti républicain évoquait devant quelques amis la probabilité d'un « ticket » Dukakis-Jackson, ajoutant que celui-ci sortirait vainqueur de la future compétition, ses propos passaient encore pour une quasi-provocation, et se heurtaient au scepticisme de ses interlocuteurs américains *(voir notre chronique du 15 mars « Le futur roi d'Amérique »).*

La grande surprise fut incontestablement que la présence d'un Noir à la Maison Blanche, fût-ce à titre de vice-président (appelé en cas d'empêchement du président à lui succéder au pied levé), passe progressivement pour une hypothèse de plus en plus plausible, bousculant ainsi le préjugé qu'on pouvait avoir sur les préjugés ambiants.

Mais autre chose devrait attirer davantage l'attention. Les idées très « progressistes » en matière de politique étrangère des deux candidats les plus en vue du Parti démocrate, celles de Jackson, l'ancien ami de Fidel Castro, mais aussi celles de Dukakis, n'ont pas été, semble-t-il, de sérieux obstacles pour leur ascension. Serait-ce que pour une moitié, petite ou grosse (on ne sait pas encore) de l'opinion publique américaine le rôle de l'Amérique comme suprême défenseur des démocraties de type libéral serait un thème pratiquement vide de sens, en tout cas étranger à leurs préoccupations ?

C'EST un lieu commun que de supposer l'électorat largement indifférent aux questions extérieures. Ce désintérêt, toutefois, a pris de telles proportions qu'on ne peut encore trouver qu'une seule explication pour en rendre compte. L'opposition entre la sensibilité de droite et la sensibilité de gauche serait devenue si totale aux Etats-Unis qu'elle obnubilerait toute autre considération. Voilà qui serait très éloigné de l'idée que beaucoup se font encore d'un pays présenté couramment chez nous comme le lieu par excellence de l'alternance tranquille.

Les Etat-Unis ne seraient-ils pas au contraire devenus insensiblement un des hauts lieux de la guerre civile, heureusement pas toujours sanglante, à laquelle gauche et droite se livrent dès que l'un des deux camps passe sous l'influence prépondérante de son aile extrême ?

La même question doit être posée pour la France, et pour la même raison, à ceci près que, chez nous, c'est l'extrême droite lepéniste qui menace l'équilibre (dans tous les sens du mot) de la nation, alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, la gauche, sans d'ailleurs annoncer un programme précis, change les données du jeu politique. Mais on apprend que le candidat Bush cherche maintenant à s'assurer l'appui des partisans de la « révolution conservatrice » (toute assimilation avec le Front national français serait des plus hasardeuses), passablement désorientés depuis qu'ils ont pris conscience que Reagan n'a pas su ou n'a pas pu réaliser aucun des changements qu'il avait promis d'introduire pour accomplir ladite révolution : ni réduction des dépenses de l'Etat, ni budget équilibré, ni prière à l'école, ni juge Bork (remarquable juriste de tendance traditionaliste) à la Cour suprême.

CEPENDANT, l'économie américaine entame sa sixième année de croissance. Elle crée en un mois plus d'emplois que l'Europe en douze, ce qui lui a permis de faire quasiment disparaître le chômage pour la population adulte de race blanche, et, dans certaines zones, de le faire reculer pour les autres groupes ethniques. Quel aurait été, si de pareilles conditions régnaient aujourd'hui en France, le score de Jacques Chirac ?

Qu'au terme du second mandat de Reagan, marqué par le retour du quasi-emploi, la population américaine, si l'on en croit les pronostics de tout bord, puisse être disposée à confier le pouvoir exécutif à un démocrate dont on ne connaît guère les intentions, mais qui dans d'autres temps aurait inquiété par son radicalisme vrai ou supposé, n'est-ce pas une situation propre à confondre l'entendement politique des Français ?

Sans essayer de se lancer dans une analyse de ce défi américain d'un nouveau genre, on se bornera ici à poser une seule question. Huit ans après l'installation à la Maison Blanche du Grand Communicateur, chantre *infatigable des vertus de l'économie de marché*, celle-ci a-t-elle ou non consolidé ses positions dans l'esprit des millions et des millions d'hommes et de femmes qui sont censés être ses bénéficiaires, et qui, sans doute, le sont effectivement pour beaucoup d'entre eux ?

Au-delà des définitions à l'emporte-pièce dont la signification est en général aussi vague qu'est tranchée leur expression, sur quel critère peut-on classer un peuple — non pas un système — comme ayant une mentalité capitaliste ?

TOUT bien considéré, il semble qu'il n'y en ait qu'un seul. Une nation de capitalistes en herbe ou en réalité est un pays où la pratique de l'épargne est largement répandue. Plutôt le contraire du règne quasi absolu de la consommation promu aux Etats-Unis au rang de moteur principal de l'activité qu'il faut encourager à tout prix au moindre signe de ralentissement de la machine, quitte à enfoncer un peu plus les ménages dans l'endettement.

A cette aune, les représentants les plus purs des principes traditionnels du « capitalisme », toujours prêts à relever sa tête multiforme comme Lénine l'avait bien vu, sont aujourd'hui, dans les grandes villes américaines, les innombrables commerçants asiatiques dont les magasins restent ouverts jour et nuit. Il en est de même en France. Les boutiquiers maghrébins, que leurs clients trouvent si obligeants et surtout si commodes, ne comptent que sur eux-mêmes. Ce sont eux — ô ironie — qui incarnent le mieux l'esprit de la petite bourgeoisie, épargnante, véritable vivier de l'économie marchande.

APRÈS huit ans pendant lesquels l'administration républicaine s'est vantée d'avoir laissé les forces du marché jouer pleinement leur rôle, que constate-t-on aux Etats-Unis et de par le monde ? Le sentiment dominant est peut-être celui qui est symbolisé par la frustration éprouvée lorsqu'en tournant le bouton de la radio pour entendre les nouvelles on a laissé passer les *informations sur Wall Street* et la Bourse de Tokyo. Tout se passe comme si l'on attendait le dernier indice du Dow Jones et le Nikkeï, pour savoir si la Terre continuait à tourner normalement. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, en caricaturant à peine la réalité, si le temps n'est plus où l'on élisait un gouvernement de la droite modérée pour jouir d'un peu plus de calme et de tranquillité ?

BIBLIOGRAPHIE

« La fin du social-colbertisme », de Jean-Baptiste de Foucauld

Compétitivité et solidarité

ON n'apprend pas qu'à compter à l'inspection des finances. Jean-Baptiste de Foucauld sait aussi écrire. Dans le sillage de Jacques Delors à Echange et Projets, il avait déjà attiré l'attention par sa *Révolution du temps choisi* (Albin Michel, 1980). Voici un autre livre plus ambitieux : *la Fin du social-colbertisme.* En ces temps de remue-méninges électorales, la vague porte. Jean-Baptiste de Foucauld a un tempérament original, des idées claires et le sens de la formule. Mieux, il combat l'économisme qui envahit notre horizon et masque de plus en plus les vraies valeurs.

La spécificité du modèle français avant la crise ? Il produisait du « social » indépendamment des résultats économiques : l'Etat avait un rôle massif dans la régulation de l'économie ; le système fonctionnait avec un bas niveau de culture économique et de qualification professionnelle ; le développement des mécanismes de responsabilité et de sanctions était insuffisant. « *Social-colbertisme* », telle est la formule de notre auteur pour caractériser ce modèle : le social était le moteur de l'économie, qui, malgré le Marché commun, se protégeait de l'extérieur par des dévaluations successives.

Ces mécanismes ne peuvent plus fonctionner aujourd'hui. Il nous faut une tout autre culture pour nous en sortir, fondée sur le sens du réel et sur le sens de l'autre. L'Hexagone à la boutonnière, le « *protectionnisme de l'égo* », l'attitude schizophrénique des Français à l'égard de leur Etat, simultanément désiré et repoussé, le goût du pouvoir de la classe dirigeante comme fin en soi et son cloisonnement, tout cela doit être bousculé.

Franchir cinq seuils

Faut-il désespérer ? Non. Contrairement aux messages des prophètes de malheur, le chômage n'est pas fatal et, dès aujourd'hui, sur les vingt-quatre pays de l'OCDE, cinq ont un taux de sous-emploi situé seulement entre 1 % et 4 % de la population active (Japon, Autriche, Norvège, Suède, Suisse), et cela va mieux aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Deux maîtres-mots conduisent le parcours de Jean-Baptiste de Foucauld : compétitivité et solidarité. Pour arriver en forme sur ces axes stratégiques, il faut franchir cinq seuils :

● Jouer le jeu de la désinflation contractuelle. Pour compenser rapidement les insuffisances de notre appareil productif, il faut parvenir à une inflation plus faible qu'en Allemagne, grâce à un nouveau pacte social concernant à la fois le patronat, les syndicats, les non-salariés et la société civile.

● Promouvoir sans délai le temps choisi. C'est là une idée chère de Jean-Baptiste de Foucauld. Il s'agit d'autre chose que la formule du temps partiel : les horaires réduits doivent être souhaités par l'intéressé et réversibles, c'est-à-dire que le travailleur doit pouvoir revenir à des horaires à temps plein s'il le souhaite.

● Développer un secteur d'utilité sociale assurant à chacun un minimum d'activité et de revenu. Il s'agirait de parfaire les TUC et de favoriser de nouvelles solidarités face au chômage, notamment par le biais des associations regroupant les chômeurs, les aidant pour rechercher un emploi ou créant directement des emplois temporaires, voire durables.

● Recomposer l'emploi, car il n'est pas possible de continuer à soutenir une gestion statistique du chômage. Il faut raisonner en termes de droits, et non de chiffres. Le marché ne doit pas avoir le monopole de l'organisation des activités économiques. Jean-Baptiste de Foucauld rejoint les vues d'Alfred Sauvy pour souhaiter un inventaire très décentralisé des besoins de toutes sortes, qui, par la force des choses, inciteraient les responsables de tous niveaux à y répondre en puisant dans le vivier des chômeurs.

● Donner à nouveau sa chance à l'Europe. « *A force de faire et de refaire l'Europe de l'économie, on finira par faire l'économie de l'Europe.* »

Cette méfiance de l'économisme, Jean-Baptiste de Foucauld l'avait, au reste, courageusement affirmée dans une partie de son livre consacrée au « *poids de l'éthique* ». Déployant largement son drapeau chrétien, il rejoint souvent les vues du personnalisme d'Emmanuel Mounier.

La montée de l'individualisme dans nos sociétés soulève pour lui deux questions essentielles : l'urgence d'une conception métaphysique de la personne et la découverte que l'individu a besoin des autres pour être lui-même. On peut à la fois être compétitif et convivial.

Un livre qui redonne du souffle. On en manquait tellement dans ces combats à ras de terre pour la conquête de l'Elysée.

PIERRE DROUIN.

★ *La Fin du social-colbertisme*, de Jean-Baptiste de Foucauld, Belfond, 240 p., 98 F.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Saint-Marin

Senna et Prost, la roue dans la roue

L'écrasante supériorité des deux McLaren-Honda s'est confirmée, dimanche 1er mai, à Imola dans le Grand Prix de Saint-Marin, où le Brésilien Ayrton Senna et Alain Prost, retardé au départ mais finalement deuxième à 2 s 334, ont pris un tour d'avance à leurs plus proches rivaux.

L'espoir du public italien d'assister à un exploit des Ferrari a été déçu. L'Autrichien Gerhard Berger, à nouveau confronté à des problèmes liés à la limitation de la pression de suralimentation de son turbo, a terminé cinquième, devancé par le Brésilien Nelson Piquet (Lotus-Honda) et le Belge Thierry Boutsen (Benetton-Ford), premier des moteurs atmosphériques. L'Italien Michele Alboreto, deuxième pilote de la « scuderia », d'abord handicapé par son embrayage défaillant, a dû abandonner, moteur cassé à six tours de l'arrivée.

L'écurie Ligier a vécu un sombre week-end. René Arnoux et Stefan Johansson n'ont pu se qualifier pour le Grand Prix. La conception de la nouvelle voiture à moteur très avancé serait en cause.

Notre envoyé spécial, qui passe une saison avec Ferrari (*le Monde* du 2 et du 5 avril), avait fait un détour par Fiorano, où sont préparées les voitures de la « scuderia ».

Une saison avec la « scuderia »

Pèlerinage à Fiorano

IMOLA
de notre envoyé spécial

C'est dans sa « maison de campagne », une ancienne ferme rénovée, nichée au cœur du circuit de Fiorano, la piste privée de la « scuderia », qu'Enzo Ferrari a suivi à la télévision, comme de coutume depuis la mort de son fils Dino, en 1956, le Grand Prix de Saint-Marin.

Pour continuer à se donner les moyens de ses hautes ambitions sportives, l'« ingeniere » avait transformé son entreprise en société par actions en 1960. Après des négociations avec Ford, il avait cédé 50 % de ses actions à Fiat en 1969. Depuis 1984, le conseil d'administration est même présidé par Vittorio Ghidella, le président de Fiat, mais Enzo Ferrari a toujours conservé la direction technique et sportive.

Les malheurs et les ans n'ont pas altéré sa passion pour la compétition automobile et son ambition d'y figurer au premier rang. Dès 1972, il avait doté son écurie de la première piste d'essais privée, à Fiorano. Un circuit de 3 kilomètres, parsemé de dix caméras et de quarante-quatre cellules photo-électriques de chronométrage pour tester et enregistrer le comportement des formules 1 dans différentes conditions de course. Aujourd'hui encore, seuls Honda, à Suzuka, et Lotus, à Ethel, disposent de leur propre piste.

Avec un accès direct au circuit a été construit ensuite le premier bâtiment de la « gestione sportiva ». C'est là qu'Enzo Ferrari a son bureau, un pièce bleue à l'austérité monacale, à peine agrémentée de la sculpture d'un cheval cabré. Dans le prolongement du couloir se trouvent ses principaux collaborateurs : Piero Lardi-Ferrari, son fils, directeur exécutif de la « scuderia », en attendant d'assumer un jour la succession ; Mario Piccinini, le directeur sportif et les principaux ingénieurs.

Seule absence de taille : celle du Britannique John Barnard, le directeur technique recruté chez McLaren à la fin de la saison 1986. Ce dernier a obtenu le privilège de demeurer en Grande-Bretagne, où Ferrari a fait construire l'annexe dans laquelle John Barnard vient juste de terminer le châssis de la Formule 1 à moteur atmosphérique pour 1989.

Les derniers défenseurs de l'Europe

Le bâtiment principal abrite aussi l'atelier d'assemblage des monoplaces – cinq ou six pour la saison, – où, comme à Maranello, les ordinateurs et la robotique complètent le travail des deux cents employés hautement qualifiés de la « gestione sportiva ».

La volonté de Ferrari de rester à la pointe des techniques expérimentées en formule 1 se retrouve aussi dans le deuxième bâtiment, inauguré en 1986, pour accueillir le département des études et des essais moteurs avec les systèmes de gestion électroniques et une soufflerie ultra-moderne avec tapis roulant (seule l'écurie Williams dispose aussi de sa propre soufflerie). Ces deux secteurs sont confiés respectivement à Jean-Jacques His et Jean-Claude Migeod, deux ingénieurs recrutés chez Renault-sport, fin 1985.

Le département moteurs a d'ailleurs été l'un des plus sollicités depuis le premier Grand Prix à Rio-de-Janeiro, où les ingénieurs Ferrari n'avaient pu parfaitement maîtriser la nouvelle pression maximum de suralimentation des turbos fixée à 2,5 bars. Michele Alboreto avait dû tourner avec une pression de 2,3 bars et un handicap estimé à une quarantaine de chevaux par rapport aux Honda qui développeraient quelque 630 à 640 chevaux.

A Imola, circuit le plus exigeant en consommation, avec ses vallonnements, ses courbes à grande vitesse s'achevant par des virages très serrés, le moteur Ferrari était doté d'une nouvelle centrale électronique encore plus perfectionnée. Mais sans grand résultat. *« Dans la confrontation avec les Japonais, nous sommes les derniers défenseurs de l'Europe,* dit Michele Alboreto. *Mais c'est le combat de David contre Goliath. Que peuvent faire nos quatre braves ingénieurs motoristes contre les cent cinquante qui travaillent chez Honda ? »*

Contrairement à l'idée répandue, Ferrari est loin de disposer de toute la puissance économique et technique de Fiat. *« Le dépassement des dépenses du service compétition est pris en compte pour la promotion de l'image Ferrari*, explique Marco Piccinini. *Mais ce solde doit être calculé au plus juste, car il est récupéré dans le bilan de la société. »* Fiat, actionnaire à 50 %, assume donc *de facto* la moitié du déficit compétition et, comme d'autres commanditaires, alloue à la « scuderia » un budget publicitaire pour figurer sur les coques des monoplaces.

De plus, le géant automobile de Turin peut apporter sa contribution technique dans certains domaines. Ainsi ses ingénieurs mettent-ils au point avec Ferrari une suspension active qui devrait être expérimentée en formule 1 avant son adaptation à des voitures de série.

La recherche des budgets publicitaires est limitée par la volonté de *« préserver l'image de Ferrari »*. Ainsi, la « scuderia » est la seule en formule 1 dont le nom n'est pas associé à celui du principal commanditaire. Si Marlboro prend en charge les salaires des pilotes, d'autres commanditaires sont directement liés à l'industrie automobile (Fiat, Agip, Magneti-Marelli, Goodyear, Enichem) ou à la compétition (Longines).

Cette volonté de mener une politique de sponsoring modérée et la dimension presque artisanale de l'entreprise Ferrari pourraient devenir de lourds handicaps malgré la volonté des responsables de la « scuderia » de perpétuer la tradition sportive (1) du dernier des grands constructeurs – châssis et moteurs – de formule 1.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Ferrari est la seule écurie qui a participé à tous les championnats du monde de formule 1 depuis leur création en 1950. Elle compte d'ailleurs le nombre record de quatre-vingt-treize victoires pour quatre cent vingt-six grands prix disputés. Neuf titres de champion du monde des conducteurs et huit des constructeurs.

FOOTBALL : Le championnat d'Italie

Naples tombe de haut



Ruud Gullit a dominé Diégo Maradona.

En allant gagner à Naples pour le compte de la vingt-huitième journée du championnat d'Italie sur le score de 3 à 2, le Milan AC a pris la tête du classement et fait un pas important vers le titre.

A deux journées de la fin du Calcio, *les joueurs milanais ont fait le plus difficile : aller battre Maradona et ses équipiers dans leur stade de Sao-Paulo devant 90 000* tifosi *déchaînés. Grâce à deux buts de l'inusable Virdis et un but de Van Basten, le Néerlandais remis depuis peu d'une sérieuse blessure, le Milan AC, conduit par Ruud Gullit, a logiquement dominé son adversaire.*

Malgré deux buts de Maradona et Careca, Naples a probablement perdu tout espoir de conserver le Scudetto *conquis la saison dernière. Pour le propriétaire du club milanais, Silvio Berlusconi, cette victoire n'a pas de prix. Ou plutôt si : il avait promis à chacun de ses joueurs une prime de 950 000 francs en cas d'issue favorable.*

L'entraîneur et les joueurs milanais restent cependant prudents ; ils n'ont qu'un point d'avance et ils reçoivent la Juventus dimanche prochain. Or, si le Milan AC est toujours invaincu à l'extérieur, il a déjà connu quelques ratés à San-Siro.

RUGBY : Championnat de France

Le standing du Racing

Une seule surprise en quarts de finale du championnat de France de rugby, le week-end prochain : la présence de Tarbes – vainqueur de Dax, – qui affrontera Brive. Le match vedette sera la rencontre Toulouse-Toulon, tandis que Narbonne rencontrera Bègles. Autre choc : Agen aura pour adversaire le Racing, qui a éliminé Bayonne.

L'intolérance est d'actualité. Les terrains de rugby n'y échappent pas. En tout cas, si la réaction que provoque en Ovalie profonde le Racing Club de France (RCF) n'est pas de la xénophobie, cela y ressemble étrangement.

Samedi, à Colombes, l'Aviron bayonnais chercha à toute force à expulser du championnat les Parisiens pour délit de faciès : *« Parigots, têtes de veau ! »* Provocations, intimidations : le registre intégral de l'anti-jeu y passa pour obtenir une qualification en quarts de finale, à commencer par un souverain mépris des règles sur la position des trois-quarts en défense. Mais que faisait l'arbitre ?

Les deux clubs partagent pourtant les mêmes valeurs de jeu, l'attaque et le mouvement. Mais le rugby des bérets fait une réaction de rejet des joueurs en nœud papillon. Les sélectionneurs de la Fédération française oublient Laurent Cabannes, le capitaine des ciel et blanc, quand ils composent l'effectif de la tournée estivale en Argentine. Les supporters du Sud-Ouest jubilent quand le RCF est à deux doigts de la relégation dans le groupe B – deuxième division de fait – à l'issue de la première phase du championnat, les poules de cinq où quatre-vingts équipes sont engagées.

Sport de terroir, le rugby ne se reconnaît pas dans les finalistes du championnat 1987, qui ont leur quartier général dans le dix-septième arrondissement. Leurs facéties passent pour des provocations. Et ils n'en sont pas avares. Les plus marquantes ont été le port de nœuds papillons, roses au Parc des Princes ou de bérets basques à Bayonne. Samedi, ils ont fait un pied de nez à Jacques Fouroux.

Le patron de l'équipe de France se singularise depuis quelques saisons en faisant jouer les remises en touche non par le talonneur mais par le demi de mêlée. La justification de ce choix tactique n'a jamais été évidente. D'aucuns le jugent même absurde. Eh bien, l'équipe de Robert Paperemborde a montré qu'en la matière on pouvait toujours faire mieux : c'est donc le troisième ligne Genet qui a opéré samedi les remises en jeu. Et, pour aller encore plus avant dans l'expérimentation, lors des phases statiques, le Racing a aussi placé son arrière, Jean-Baptiste Lafond, en position de centre, les ailiers restant alors en retrait.

De faux dilettantes

Les résultats de cette dernière opération ne furent d'ailleurs pas assez probants pour être poursuivis jusqu'à la fin de la partie. Mais il y a peut-être une idée à creuser. Et, sur ce plan, on peut faire confiance aux Parisiens.

Les membres du « show-biz », ainsi que se surnomment les lignes arrière du RCF, inconditionnelles du rugby-spectacle, sont de faux dilettantes et de vrais perfectionnistes. Après un début de saison hésitant, ils abordent la phase finale du championnat parfaitement préparés.

L'audace d'Impinna qui, à 5 mètres de sa ligne de but, démarre ballon en main entre deux Bayonnais, témoigne du coup d'œil d'un homme en grande forme. Les diagonales de Guillard et les crochets de Lafond sont de la même veine. Et, dans ce débordement de combinaisons, il faut se garder de minimiser le travail des avants. Le talonneur Dubreuille a notamment écrasé dans l'embut un ballon tapé à suivre par un ailier, en passant à travers cinq adversaires, un instant trompés par le rebond.

Au total, le Racing a marqué cinq essais. L'addition aurait pu être plus lourde avec un Franck Mesnel au mieux de sa forme. Blessé il y a trois mois contre Toulouse, l'ouvreur du XV de France faisait samedi sa rentrée. Toujours percutant, il a manqué cependant de rythme et de précision. Toutes choses qui ne pourront aller qu'en s'améliorant.

Bref, l'enjeu n'a pas annihilé le jeu du Racing. En déduire qu'il parviendra à battre Agen, samedi prochain, est une autre affaire. Mais la défaite de l'Aviron bayonnais a prouvé, *a contrario*, qu'il ne servait à rien d'appliquer un schéma tactique incompatible avec la nature même de l'équipe.

Car, en privant de ballons leur ailier international Lagisquet – sauf dans des situations désespérées, comme celle qui amena le contre de Cabannes en début de seconde période, – les Basques ont renoncé, de façon suicidaire, à leur meilleur atout.

ALAIN GIRAUDO.

VOILE : la Semaine pré-olympique de Hyères

Femmes et vent complices

La vingtième semaine pré-olympique de Hyères s'est déroulée du 22 au 29 avril et a réuni sept cents régatiers venus de quarante pays. Les équipages français ont remporté trois victoires : Robert Nagy gagne en planche à voile, François Brenac et Alain Champy en 470 masculin, et Florence Lebrum et Sophie Berge, en 470 féminin. Heureux présage à six mois de la première épreuve de voile olympique réservée aux femmes.

HYÈRES
correspondance

Longtemps les hommes ont considéré la mer comme leur domaine réservé. Accusés d'être des sirènes en puissance, les femmes partageaient avec le « cousin du lièvre » et la couleur verte le douteux privilège de porter malheur sitôt embarquées. Quelques pirates en jupons durent se travestir en cruels fiers-à-bras pour continuer leurs bourlingues sanglantes.

Vint le temps du yachting. En 1928, Virginie Herriot, pionnière très garçonne, menait à la diable un équipage masculin vers une médaille d'or. Aujourd'hui, le monde de la plaisance entré dans l'âge industriel s'inquiète beaucoup de l'avis de la consommatrice de croisières, déterminant pour l'achat d'un bateau. Mais, en guide d'idoles des houles au féminin, il n'a à proposer que quelqes cas d'exception. Par exemple, Florence Arthaud, aventurière des océans.

Surprise : en course au large comme en voile olympique, ces fortes femmes aiment à rivaliser d'égale à égal avec les hommes. Une épreuve à elles réservée ? Ces défricheuses ne l'ont revendiquée que du bout des lèvres.

A Los Angeles, en 1984, deux femmes donnaient la réplique aux hommes. Elles n'ont pas milité pour la création d'une épreuve féminine. L'une, Trine Elvstroëm, la Danoise, n'a rien changé à ses habitudes : elle continue à seconder son père Paul en Tornado, série exigeant un mixte. L'autre, Cathy Forster, l'Anglaise, vogue désormais avec une partenaire.

Le souci de différenciation a pris le pas sur la revendication d'égalité. Le virage a été négocié en 1978 par la Fédération internationale de voile, qui créa alors le premier championnat du monde féminin. Acapulco et la Sardaigne accueillaient alors des régatières décontractées qui ne faisaient pas un métier de ce loisir. On les retrouve aujourd'hui à Hyères, les joues creusées par une pratique forcenée et l'esprit tendu vers une ambition claire : les Jeux de Séoul. Car, en novembre 1984, à Londres, elles ont obtenu gain de cause.

La vista et l'expérience

Equipière d'expérience, Claire Fountaine se souvient des résistances qu'il fallut vaincre pour faire admettre que les femmes n'étaient pas condamnées à attendre sur la jetée le retour du marin. En 1975, à Kingstone (Canada), elle se vit refoulée par le chargé des cérémonies. Le brave homme n'arrivait pas à réaliser que cette dame qui voulait monter sur le podium avait bien remporté l'épreuve des 470 avec son mari, Jean-François, actuel skippeur des catamarans *Charente Maritime*.

Comme Claire Fountaine, les meilleures Françaises ont fait leurs classes chez les garçons. Elles y ont appris à ne pas désespérer. En 470 les vitesses s'équivalent, vite et la vista et l'expérience font la différence. Les contre-performances sont légion.

Claire Fountaine fait désormais cause commune avec Christine Briand, la sœur de Philippe, l'architecte naval. Depuis quatre ans, elles naviguent tant et plus, délaissent leurs métiers d'expert maritime et de responsable d'une section sport-étude, jonglent avec les aides fédérales et les sponsors privés et possèdent même un compte joint qui étonne les caissières de supermarchés.

Mais filles et garçons sont soumis à la même règle : en voile, un pays n'envoie qu'un représentant par série. Pour les Rochelaises, les choses se présentent mal. Leurs rivales, Florence Lebrun et Sophie Berge, leur laissent peu d'espoir. Elles viennent de survoler la Semaine de Hyères. Elles n'ont pourtant pas un gabarit de déménageur. Elles rendent 15 kilos aux nouvelles venues qui copient les standards masculins. Mais le petit bout de chou brun et la joviale Bordelaise possèdent un sens tactique aigu. Elles entretiennent avec le vent et ses foucades une complicité qui fait bien des envieux. Les années passées à répéter les mêmes gestes et à analyser à chaud les mêmes évolutions météorologiques finissent par payer. Très offensives dans leur choix de route, jamais gagne-petit, elles ont éberlué leurs concurrents par leur culot.

Ces filles ont séduit les sidérurgistes de Fos-sur-Mer qui les commanditent. Pour égayer l'univers des hauts fourneaux, rien de tel que des ambassadrices dans le vent.

LUC LE VAILLANT.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE SAINT-MARIN, A IMOLA

1. Senna (McLaren-Honda) 302,400 km en 1 h 32 min 41 s 26 (195,754 km/h) ; 2. Prost (McLaren-Honda), à 2 s 33 ; 3. Piquet (Lotus-Honda), à un tour ; 4. Boutsen (Benetton-Ford) ; 5. Berger (Ferrari) ; 6. Nannini (Benetton-Ford).

Classement du championnat du monde des pilotes. – 1. Alain Prost, 15 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 9 ; 3. Nelson Piquet (Bré.) et Gerhardt Berger (Aut.), 8.

(Le total des points marqués par Alain Prost en championnat du monde a atteint 421,5 points. Il améliore ainsi le précédent record de points qui était détenu par l'Autrichien Niki Lauda avec 420,5 points, pour 171 grands prix contre 123 à Prost.)

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale I

(demi-finale, match d'appui)

*Cholet bat Nantes, 82-72. Finale Limoges-Cholet, les 7 et 14 mai, match d'appui éventuel le 17 mai.

Cyclisme

LE TOUR D'ESPAGNE

La sixième étape a été marquée samedi 30 avril à Valladolid par une chute collective au moment du sprint. L'Italien Francesco Rossignoli, victime d'une fracture du crâne (occipital), est le plus gravement atteint des onze coureurs accidentés.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(trente-troisième journée)

*Toulouse b. Metz	2-0
*Montpellier et Auxerre	2-2
Nice b. *Paris-SG	4-0
*Le Havre b. Marseille	1-0
Nantes b. *Niort	3-1
Laval b. *Lens	2-1
*Monaco b. Matra Racing	3-0
*Cannes b. Saint-Étienne	1-0
*Bordeaux b. Brest	2-0
*Toulon b. Lille	3-0

Classement. – 1. Monaco, 46 pts ; 2. Bordeaux, 41 ; 3. Matra Racing, 38 ; 4. Montpellier et Marseille, 37 ; 6. Auxerre et Saint-Etienne, 36 ; 8. Toulon, 35 ; 9. Nantes et Cannes, 33 ; 11. Laval et Metz, 32 ; 13. Nice, 31 ; 14. Lille, 30 ; 15. Niort et Toulouse, 29 ; 17. Lens, 28 ; 18. Paris-SG, 27 ; 19. Brest, 26 ; 20. Le Havre, 24.

Deuxième division

(trente et unième journée)

GROUPE A

*Montceau b. Châtellerault	2-1
*Alès b. Istres	1-0
*Le Puy b. Ajaccio	2-0
*Lyon b. Grenoble	2-1
*Tours b. Orléans	3-0
*Bastia b. Gueugnon	2-0
*Dijon b. Nîmes	2-0
*Sochaux b. Cuiseaux-L.	3-0
*Martigues b. Sète	1-0

Classement. – 1. Sochaux, 57 ; 2. Lyon, 40 ; 3. Montceau, 39.

GROUPE B

*Beauvais b. Rennes	1-0
Reims b. *Quimper	1-0
Mulhouse b. *Angers	1-0
*Abbeville b. Valenciennes	4-0
*Dunkerque b. Entente MF-77	1-0
*Caen b. Saint-Dizier	3-0
*Nancy b. Lorient	5-1
*Strasbourg b. La Roche	4-2
*Guingamp et Rouen	2-2

Classement. – 1. Strasbourg, 46 pts ; 2. Caen, 43 ; 3. Mulhouse, 39.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE VITESSE DU PORTUGAL, A JEREZ (Espagne)

• **500 centimètres cubes.** – 1. Lawson (E-U), Yamaha, les trente tours en 53 min 47 s 99 (moy. : 136,419 km/h ; 2. Rainey (E-U), Yamaha, à 1 s ; 3. Magee (Aus.), Yamaha, à 7 s ; 4. C. Sarron (Fr.), Yamaha, à 7 s.

• **250 centimètres cubes.** – 1. Garriga (Esp.), Yamaha, Les vingt-cinq tours en 47 min 22 s 77 (moy. : 133,539 km/h) ; 2. Shimizu (Jap.), Honda, à 5 s ; 3. Cornu (Sui.), Honda, à 8 s ; 4. D. Sarron (Fr.), Honda, à 9 s.

Rugby

COUPE DE FRANCE

Division I

(huitièmes de finale, retour)

GROUPE A

*Toulon b. Tyrosse	49-16
*Toulouse b. Graulhet	25-12
*Brive b. Montferrand	24-13
Tarbes b. *Dax	21- 6
*Racing-CF b. Bayonne	28- 6
*Agen b. Grenoble	14-10
*Bègles-Bord. b. Mont-de-Marsan	10- 0
*Narbonne b. Perpignan	24-21

(Clubs qualifiés en gras.)

• Les quarts de finale auront lieu le week-end prochain : **à Montpellier**, samedi, 15 heures : Toulon-Toulouse ; **à Agen**, samedi, 20 h 30 : Brive-Tarbes ; **à Toulouse**, dimanche, 15 h 30 : Racing-CF-Agen ; **à Tarbes**, dimanche, 15 heures : Narbonne - Bègles-Bord.

Tennis

TOURNOI DE HAMBOURG

(terre battue)

• **Demi-finale.** – Leconte (Fr.) b. Becker (RFA), 3-6, 7-6 (7-3), 7-6 (7-2) ; Carlsson (Suè.) b. Arese (Esp.), 6-4, 6-2.

• **Finale.** – Carlsson (Suè.) b. Leconte (Fr.), 6-1, 6-2, 6-4.

Economie

SOMMAIRE

■ **Echec pour l'OPEP à Vienne. L'Arabie saoudite refuse de baisser sa production, comme le demandaient sept pays producteurs indépendants** (*lire ci-contre*).

■ **La Compagnie P and O a choisi l'affrontement total avec le syndicat des marins de Douvres en grève depuis trois mois** (*lire page 29*).

■ **Les défilés du 1er mai organisés par les syndicats ont été plus suivis que les années précédentes** (*lire page 9*).

■ **Patronat et syndicats se retrouvent mardi 3 mai pour rechercher un accord sur des thèmes de négociations dans les branches** (*lire page 27*).

● **Record de vitesse sur rail en RFA.** – La RFA a battu, le dimanche 1er mai, le record du monde de vitesse sur rail, jusqu'à présent détenu par le TGV français avec 380 kilomètres/heure. En effet, l'ICE (Intercity experimental) a roulé à une vitesse de 406 kilomètres/heure sur la nouvelle ligne Fulda-Wurzburg, en Bavière. Le ministre des transports ferroviaires, M. Jergen Warnke, le ministre de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, ainsi que le directeur général de la Bundesbahn, étaient à bord du train. L'ICE sera mis en circulation en 1991, sous le nom de Intercity Express. Il roulera à une vitesse moyenne de 250 kilomètres/heure. La Bundesbahn compte exploiter quarante rames de ce « super-train », ce qui représente un investissement compris entre 1,5 et 2 milliards de deutschemarks. – *(AFP.)*

ÉNERGIE

La décision de l'OPEP reportée à la conférence du 8 juin

L'Arabie saoudite fait échouer l'accord de coopération avec les exportateurs indépendants

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Le vent de l'histoire a tourné. Après quatre jours de déchirements, l'OPEP, sous la pression de l'Arabie saoudite, a finalement décliné l'offre de coopération proposée le 26 avril par sept producteurs indépendants, les « NOPEP » – Angola, Chine, Colombie, Egypte, Malaisie, Mexique et Oman. La première tentative d'élargissement du cartel depuis près de vingt ans a donc échoué. Incapables de s'entendre sur la réponse à donner aux « NOPEP », l'organisation, dans la nuit du 1er au 2 mai, a préféré remettre toute décision à sa prochaine conférence, prévue le 8 juin prochain à Vienne.

« *Il nous faut plus de temps pour clarifier la situation et consulter nos gouvernements sur la façon dont cette coopération doit se développer dans l'avenir* », a expliqué le minsitre nigérian du pétrole, président de l'OPEP, soulignant que les contacts se poursuivraient d'ici à juin. La plupart des autres délégations se gardaient de toute déclaration publique pour ne pas effrayer les marchés internationaux, mais cachaient mal leur désappointement.

Seuls les pays arabes du Golfe, derrière l'Arabie saoudite, tentaient de camoufler cet échec en « *point de départ* » positif et expliquaient que la proposition des producteurs indépendants, inacceptable en l'état, pouvait être améliorée pour permettre, en juin, de jeter les bases d'une « *vraie* » coopération à long terme.

Les sept « NOPEP » avaient proposé de réduire pendant deux mois leurs exportations de 5 %, soit 183 000 barils/jour, afin d'assainir le marché, mais à la condition que l'OPEP accepte de réduire ses ventes dans la même proportion, soit de 700 000 barils/jour.

Bien que le royaume saoudien ait clairement fait savoir d'entrée de jeu qu'il n'entendait pas se laisser ainsi « *forcer la main* » et refusait de réduire plus avant sa production, une majorité de pays membres, convaincus de l'utilité de cette coopération, allaient tenter quatre jours durant de fléchir sa volonté et de le pousser à faire un geste. En vain.

Alors que l'Algérie avait réussi à faire approuver par une majorité de huit pays une solution de compromis revenant à réduire la production du cartel de 300 000 barils/jour, soit un peu moins de la moitié de l'effort demandé, l'Arabie saoudite, soutenue par les trois autres Etats du Golfe (Koweït, Qatar, Emirats arabes unis), faisait aussitôt une contre-proposition, jugée tellement inacceptable par les autres délégations qu'elle s'apparentait à de l'obstruction pure et simple.

Le royaume proposait en effet de répondre « baril pour baril » à l'offre des « NOPEP » et de réduire la production de 183 000 barils/jour. Il ajoutait de surcroît que cet effort devait être réparti de façon égale entre douze pays membres – l'Irak restant depuis près d'un an exclu des accords en raison de la guerre. Une proposition totalement « *injuste* », assuraient les petits pays qui, comme le Gabon ou l'Equateur, se voyaient ainsi imposer des coupes de 15 000 barils/jour environ, quantité équivalant à 10 % ou 7,5 % de leur production totale alors qu'elle ne représentait pour l'Arabie saoudite que 0,4 % à peine de son rythme d'extraction. En dépit d'intenses pressions, exercées au plus haut niveau par la plupart des Etats concernés, le royaume maintenait ses positions jusqu'au bout, provoquant ainsi le blocage et finalement l'échec.

« Maître chez elle »

A la surprise générale, Ryad a ainsi fait la démonstration de son poids prépondérant dans l'organisation et, ce qui est plus inhabituel compte tenu de sa prudence légendaire, pris le risque « historique » de porter la responsabilité de cette occasion manquée ». Pourquoi ?

Le ministre saoudien a expliqué qu'il considérait l'offre des « NOPEP » comme insuffisante et peu fiable, vu l'attitude passée de ces pays. Lassée des accords « *bidon* » conclus à l'intérieur même de l'OPEP et des « *tricheries* » incessantes de ses partenaires, l'Arabie saoudite a clairement laissé entendre qu'elle entendait d'abord rester « *maître chez elle* », c'est-à-dire obtenir une parfaite discipline au sein de l'organisation avant de se laisser contraindre à tout nouvel effort.

« *L'échec de l'OPEP aurait été de se laisser imposer une décision de l'extérieur* », assurait en privé un membre du clan saoudien. Les Koweïtiens, plus pratiques, expliquaient que la proposition des « NOPEP » était de toute façon inapplicable compte tenu du calendrier. « *Pour mai les nominations* [c'est-à-dire les commandes dans le milieu pétrolier] *sont déjà faites et en juin le marché sera bloqué dans l'attente de la conférence de l'Organisation* », assurait un membre important de la délégation.

Mais l'Arabie saoudite avait d'autres raisons pour refuser la proposition des « NOPEP ». L'accepter, en effet, eût provoqué une remontée des cours du brut dont l'Iran aurait profité. Le bruit des canons du Golfe et l'éclat de la récente rupture des relations diplomatiques entre les deux pays se sont fait entendre à Vienne. Par ailleurs, l'Arabie saoudite, qui a déjà du mal à faire respecter la discipline dans un cartel composé de treize membres, a sans doute jugé qu'un élargissement *de facto* à vingt (13 + 7) permettrait d'autant moins d'y régner.

« *La coopération* [avec les « NOPEP »] *se poursuit*, a affirmé le président de l'Organisation ; *il vaut mieux prendre son temps pour établir des bases à long terme plutôt que se précipiter dans un accord valable seulement un ou deux mois.* » Peut-être... Mais une occasion historique pour les pays du Sud de se souder face au « marché » a été perdue. Il n'est pas sûr que les indépendants n'aient été échaudés pour longtemps. En attendant, les cours du brut risquent une nouvelle glissade.

VÉRONIQUE MAURUS.

Les principaux pays exportateurs de pétrole dans le monde

CANADA, Norvège, Grande-Bretagne, URSS, Irak, Iran, Koweït, CHINE, Algérie, Libye, Egypte, Qatar, Emirats arabes unis, Oman, Mexique, Venezuela, Nigéria, Yémen (du Nord), Malaisie, Brunei, Colombie, Equateur, Gabon, Cameroun, Arabie saoudite, Indonésie, Angola, AUSTRALIE

Les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole).
Les « NOPEP », pays exportateurs non membres de l'OPEP.

Parmi les quinze principaux pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP, sept ont accepté de se réunir à Vienne avec les treize pays de l'organisation.

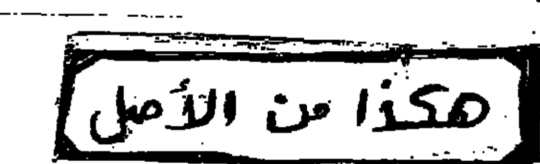
Ce sont ces sept qui ont proposé à l'OPEP une réduction concertée de 5 % des exportations. Il s'agit de l'Egypte, du Mexique, de la Chine, de l'Angola, de la Colombie, de la Malaisie et d'Oman.

CONSTRUCTION NAVALE

Le ministère de la défense s'intéresse aux chantiers de La Seyne

M. André Girand, ministre de la défense, a annoncé, le 30 avril, à Aubagne (Bouches-du-Rhône), que son ministère allait déposer auprès de l'administrateur judiciaire un projet de reprise des chantiers navals de La Seyne, où travaillent huit cents personnes, près de l'arsenal de Toulon (Var).

Appartenant au groupe Normed, en dépôt de bilan, les chantiers de La Seyne (qui avaient fait l'objet il y a quelques mois d'une proposition de reprise partielle par un industriel marseillais, M. Maurice Génoyer) pourraient être utilisés comme sous-traitant par l'arsenal dans le cadre du développement de la flotte prévu par la loi de programmation militaire. *Cette opération (qui s'accompagnerait de trois cent cinquante embauches en octobre)* permettrait aux pouvoirs publics de garder (mais à quel prix ?) la main sur des terrains en bordure de mer, situés dans une zone stratégique et convoités par des promoteurs ou des industriels.



Économie

AFFAIRES

La rentabilité des parcs d'attraction n'est pas encore au rendez-vous

La saison 1988 sera-t-elle meilleure que la précédente pour les parcs récréatifs français, qui ouvrent à nouveau leurs portes au mois de mai ? Après l'euphorie des premiers projets, l'expérience a obligé les promoteurs et les investisseurs à revoir leur copie. Si la gestion de Mirapolis (situé à Cergy-Pontoise) a été confiée au Club Méditerranée après de nouveaux investissements, la situation de Zigofolies (dans la banlieue de Nice) est plus complexe. Les dépassements financiers des promoteurs (100 millions de francs ont été réclamés en plus des 250 millions prévus), la gestion trop optimiste (neuf cents salariés engagés, contre six cents nécessaires), le mauvais temps, qui a découragé les visiteurs (trois cent cinquante mille personnes sur les sept cent mille attendues), ont entraîné des difficultés financières. Le paiement des travaux, qui n'avait pu être réglé en 1987, fait l'objet d'une procédure de conciliation. Le déficit de la première année doit être comblé grâce à une augmentation de capital. Dores et déjà, le principal investisseur, Real Holding, s'est retiré de la Société du parc d'attraction de Nice (SPAN), mais Paribas, le Crédit national et la Caisse des dépôts devraient souscrire à cette augmentation. Le parc doit ouvrir le 21 mai. Une expérience dont les promoteurs du parc d'Astérix, dans l'Oise, ont tiré parti.

Plailly. Un village de maisonnettes aux toits de chaume, le lit d'une rivière, l'esquisse d'une « voie romaine »... Le parc d'Astérix commence à sortir de la terre de l'Oise. Un an avant l'ouverture prévue de cet équipement au printemps 1989, les responsables du second parc de loisir de la région parisienne ont tiré les leçons des difficultés rencontrées par les premiers parcs qui ont ouvert leurs portes en 1987.

Paternité oblige, le parc Astérix est né de la rencontre d'Uderzo, créateur du héros national de bande dessinée, et de la Banque Barclays. *« Le rôle d'une banque d'affaires est de financer la création d'entreprises,* affirme aujourd'hui M. Eric Licoys, directeur général de la Compagnie financière Barclays. *L'idée d'un parc récréatif m'a paru bonne.* » Elle a également séduit les professionnels tels que le leader français de l'hôtellerie, le groupe Accor et Dumez.

En 1985, la Société du parc Astérix au capital de 250 millions de francs était créée, regroupant vingt et un actionnaires autour d'Accor, de Dumez, de la Banque Barclays, de la Caisse nationale du crédit agricole et de la Compagnie générale des eaux. Le plan du parc a été soigneusement mis au point, la « via antiqua », le village gaulois, le monde romain sont les clins d'œil qu'attendent les adeptes de la BD ; mais le parc affirme aussi sa vocation pédagogique (mille ans d'histoire sont retracés dans la « rue de Paris », ainsi que le rôle de détente d'un tel équipement : on y trouvera l'inévitable « grand huit » et la descente des rapides chers au cœur des adolescents.

De nouveaux investissements

Mais l'expérience malheureuse de Mirapolis a porté ses fruits. Le premier grand parc de l'Ile-de-France a souffert du mauvais temps. Les architectes de Plailly ont multiplié les espaces couverts et les arcades. L'expérience en outre a démontré que la seule clientèle des familles qui se déplacent durant les week-ends et les vacances ne permet pas d'assurer la rentabilité d'un parc sept mois par an. Les responsables d'Astérix visent de nouvelles clientèles : les scolaires, les comités d'entreprise, les touristes, qui y trouveront des programmes adaptés. Dernière leçon de 1987, les attractions doivent être très denses et permanentes. Les actionnaires de Plailly ont décidé d'investir 150 millions de francs de plus dans de nouvelles attractions. Ce sont ainsi 800 millions qui seront dépensés.

L'expérience des premiers parcs a en effet amené les investisseurs à être plus prudents après l'euphorie des années passées. *« A la suite du printemps 1987, nos choix d'investissements, de marketing, nos enquêtes prévisionnelles étaient discutés plus sévèrement par le Crédit national principal banquier du parc »,* remarque M. Licoys. Astérix a dû se montrer moins enthousiaste sur les effets de sa potion magique. Le nombre de visiteurs attendus n'est plus de 2,5 millions la première année mais de 2 millions (2,5 millions sur trois ans), le temps de retour sur investissements a été allongé pour atteindre huit à dix ans ; les nouveaux investissements ont nécessité une augmentation de capital de 50 millions de francs.

Mirapolis a également tiré les leçons de sa première saison. Le parc a fait ses comptes : 600 000 visiteurs soit trois fois moins que prévu, 20 millions de pertes. Ce sont 100 millions d'investissements nouveaux qui ont été programmés. Les attractions ont été multipliées, la restauration adaptée aux goûts français.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

BILLET

L'antidote contre les OPA

Le « contrat de confiance » Darty ? Ce n'est plus seulement l'apanage des clients. Les employés du numéro un français de la distribution de produits électroménagers vont bientôt en goûter avec le projet de RES (rachat d'entreprise par les salariés) présenté le 29 avril par la direction du groupe (*le Monde* du 2 mai).

La formule n'est pas neuve. Connue outre-Atlantique et outre-Manche sous l'appellation LMBO (Leveraged Management Buy Out), le RES est en passe de devenir en France une sorte de remède anti-OPA (offre publique d'achat) administrable aux sociétés familiales bien portantes mais que menace une crise de succession. Les grands groupes industriels peuvent aussi, par ce biais, céder les filiales qui n'entrent plus dans leur ligne directrice.

La loi Delors du 9 juillet 1984 sur le développement de l'initiative économique permet aux salariés — de fait, essentiellement aux cadres — de s'endetter pour racheter l'affaire du patron. Aucun agrément préalable des finances n'est désormais nécessaire. Les acheteurs peuvent déduire de leur revenu imposable les intérêts des emprunts contractés, jusqu'à 150 000 F l'an. Pourquoi se priver d'une telle acquisition si la pérennité de l'entreprise est en jeu ?

Depuis ce coup de pouce législatif, le rythme des RES s'est accéléré, touchant par exemple successivement SMT-Goupil (micro-informatique), les Chantiers Jeanneau (construction de bateaux) ou encore Rodde-Bedin (ex-filiale textile de Rhône-Poulenc). A la disparition de M. Jean Mantelet, PDG de Moulinex, les salariés se verront proposer le rachat de l'entreprise. Portant sur près de 7 milliards de francs, le RES sur Darty est à ce jour le plus cher de la série.

Si elle paraît fournir une issue tentante aux problèmes de succession des entreprises françaises, dont les patrons ont plus de cinquante ans dans près de deux cas sur trois, la technique du RES mérite des précautions d'usage et soulève quelques contre-indications. En France, les sociétés reprises en RES n'ont encore jamais connu de revers, et leurs salariés propriétaires sont associés à la marche des affaires bien au-delà d'une simple participation. Mais gare : l'endettement contracté, souvent très lourd, ne permet pas le moindre faux pas.

La firme concernée doit être en mesure de réaliser rapidement des profits substantiels pour conserver une marge de manœuvre. Elle ne doit pas se positionner sur un marché en plein essor exigeant des investissements qu'elle n'a pas, dans une première étape, les moyens d'effectuer. Sociétés en déroute ou en forte expansion s'abstenir. Le RES est réservé aux firmes qui ont trouvé leur rythme de croisière, dont la trajectoire est assurée, et où seul pose problème l'âge du capitaine. Et le moral de l'équipage...

ÉRIC FOTTORINO.

ÉTRANGER

Sombres pronostics pour l'économie allemande en 1989

Bonn. — La croissance de l'économie ouest-allemande, déjà faible, va fortement ralentir au second semestre de 1988 et en 1989, estiment les cinq principaux instituts de conjoncture du pays, dans un rapport commun publié le dimanche 1er mai à Bonn.

La stagnation de l'économie aura pour première conséquence une augmentation du chômage, qui touche déjà 8,5 % de la population active (plus de 2,3 millions de personnes). En outre, l'inflation va reprendre, passant d'un taux attendu de 1 % cette année à 2,5 % en 1989.

En 1988, la croissance de l'économie ouest-allemande s'établira à environ 2 % en termes réels (3 % au 1er semestre et 1,5 % au 2e semestre), puis baissera à 1,25 % en 1989, écrivent les cinq instituts. En 1987, le taux de croissance de la RFA était de 1,7 %. Si de tels pronostics se vérifient, la RFA aura l'an prochain le taux de croissance le plus bas des cinq pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, France, RFA).

La raison de ce recul est attribuée par les instituts à la fois à une forte baisse de la demande intérieure, à un *« manque général de dynamisme »* des entreprises ouest-allemandes, et à une entrée en vigueur tardive de la réforme fiscale. La demande intérieure n'augmentera en 1989 que de 1,25 %, soit la moitié du taux de 1988. Le nombre des chômeurs devrait s'élever à 9,2 % de la population active contre 9,1 % en 1988 et 9 % en 1987.

Pour ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations devraient augmenter de 3 % en volume cette année et les importations de 5 %. Les cinq instituts prévoient un cours du dollar entre 1,60 et 1,70 DM (contre 1,67 DM actuellement), et comptent sur un prix du baril de pétrole entre 16 et 17 dollars.

A ce propos, les instituts soulignent leur opposition aux interventions des banques centrales, qui ne font que fausser le marché des changes. Le marché se serait stabilisé tout aussi rapidement sans intervention, écrivent-ils.

Responsabilité des marchés financiers

Evoquant la faiblesse des investissements des entreprises ouest-allemandes (entre + 1,5 % et + 2 % en volume en 1988, contre + 4 % les années précédentes), à l'origine de leur manque de dynamisme, les instituts économiques en rejettent la responsabilité notamment sur les marchés financiers internationaux, qui offrent des possibiltés de gains plus lucratifs.

Evoquant la loi sur la réforme fiscale, qui prévoit des réductions d'impôts de 40 milliards de deutschemarks, les instituts économiques estiment qu'il est urgent de la faire entrer en vigueur afin de relancer la consommation intérieure. — (*AFP.*)

Le président Reagan confirme qu'il va opposer son veto à la loi sur le commerce

Le président Ronald Reagan a annoncé, le samedi 30 avril, qu'il opposera son veto, *« et vite »*, à la loi sur le commerce (Trade Bill), approuvée la semaine dernière par le Congrès, et qui menace, selon lui, la prospérité américaine.

Bien que la plupart des dispositions *« inacceptables »* de cette loi aient été retirées, le Trade Bill contient encore des clauses qui pourraient menacer la croissance de l'économie américaine, a estimé M. Reagan. Le président américain a ajouté qu'il espérait pouvoir travailler ensuite *« avec vigueur »* avec le Congrès pour mettre au point une nouvelle loi.

L'actuel projet avait été approuvé par 63 sénateurs contre 36, jeudi dernier, et avait auparavant obtenu 312 oui contre 107 non par les représentants. Pour pouvoir passer outre à un veto présidentiel, un projet de loi doit être approuvé par les deux tiers de chacune des deux chambres. La Maison Blanche avait annoncé dès les résultats du vote du Congrès que le président opposerait son veto au projet. — (*AFP.*)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SICOMI

Le Conseil d'Administration, réuni le 9 mars 1988 sous la présidence de Monsieur Fahad AL RAJAAN, a examiné l'activité et les résultats de la Société au cours de l'exercice 1987.

Le total des engagements à la fin de l'exercice 1987 s'élève à FRF 598 millions dont FRF 236 millions pour les opérations de crédit-bail, reflètant une augmentation de 40% par rapport à l'exercice 1986.

Le résultat net de l'exercice 1987 ressort à FRF 11.621.074 en progression de 16% sur l'exercice précédent.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale la distribution d'un dividende global de FRF 10 000 000.

DESSEIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONFORAMA

Le pays où la vie est moins chère.

TRÈS FORTE PROGRESSION DES RÉSULTATS 1987

Chiffre d'affaires : + 16,4 %
Bénéfice net courant : + 32,7 %

Le conseil de Surveillance de Conforama réuni le 7 avril 1988 sous la Présidence de Jean MOLL a examiné les comptes de l'exercice 1987 arrêtés par le Directoire présidé par Jean-Claude TATE.

CHIFFRES CONSOLIDÉS EN MILLIONS DE F	1986	1987	VARIATION %
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	4764	5543	+ 16,4
BÉNÉFICE NET COURANT	150	199	+ 32,7
BÉNÉFICE NET	155	218	+ 40,6
DONT PART DU GROUPE	149	212	+ 42,3

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale mixte du 24/06/88 un dividende par action de 20 F, soit un revenu total de 30 F (13,50 F en 86).

Il demandera également l'autorisation de pouvoir procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions et/ou d'obligations à bons de souscriptions d'actions, à concurrence de un milliard de francs.

PERSPECTIVES 88 :

- prévisions : chiffre d'affaires : + 10 % résultat net courant : + 20 %
- activité commerciale 1er trim. 88/87 : + 15 % (+ 12 % à surface égale).

Dans le cadre de son développement international, Conforama vient de signer un accord avec le *groupe portugais SONAE pour constituer une filiale commune dont l'objectif* est de créer 3 magasins au Portugal. Le 1er magasin devrait ouvrir ses portes fin 1988.

ASYSTEL

Le conseil d'administration d'Asystel du 28 avril 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 420,2 MF, en progression de 41 % sur l'exercice précédent. Le résultat net consolidé (part du groupe) s'établit à 19,7 MF, en progression de 6,5 % sur 1986. Ce décalage de 5 MF par rapport aux prévisions s'explique en partie par les conséquences de la consolidation des activités micro-informatiques rachetées au groupe IBL, en Grande-Bretagne et en Belgique, ayant conduit à intégrer des pertes à hauteur de 5 MF. Ces pertes ont été compensées à due concurrence au niveau des capitaux propres de nos filiales étrangères par le groupe IBL.

Par ailleurs, eu égard à l'évolution du marché, la société a décidé d'accentuer ses efforts sur le développement de l'activité micro-informatique. Celle-ci a représenté en 1987 66 % du chiffre d'affaires.

Le renforcement de cette activité et les efforts d'internationalisation déployés en 1987 ont pesé sur les marges du groupe et contribuent à expliquer ledécalage constaté, tout en plaçant Asystel en position de jouer un rôle prépondérant en Europe et d'exploiter au mieux ses compétences reconnues dans ce créneau d'avenir.

Eu égard aux engagements pris à l'égard de ses actionnaires, le conseil a décidé de distribuer un dividende de 2,30 F par action soit 3,45 F compte tenu de l'avoir fiscal.



Sicav Actions

	Valeur liquidative (en francs)	Performances (coupons inclus) par rapport au 28.12.1984	31.12.1987
CRÉDINTER (internationale diversifiée)	463,36	41,10 %	9,70 %
JAPACIC (valeurs du Pacifique)	171,83	70,66 %	11,71 %
AURÉCIC (valeurs liées à l'or)	1.367,57	40,69 %	2,07 %
S.N.L (diversifiée)	1.077,55	28,36 %	4,76 %
TECHNOCIC (valeurs de croissance)	1.039,75	15,90 %	10,14 %
FRANCIC (CEA-Monory, P.E.R.)	314,21	45,06 %	1,09 %
FRANCIC-REGIONS (CEA-Monory, P.E.R.)	879,33	non comparable	1,48 %
FRANCIC-PIERRE (CEA-Monory, P.E.R.)	88,70	non comparable	–3,89 %

Sicav Obligations

RENTACIC (revenus trimestriels, P.E.R.)	159,23	43,36 %	3,35 %
OBLICIC-RÉGIONS (obligations 1re catégorie)	1.069,18	non comparable	4,62 %
JEUNÉPARGNE (diversifiée)	232,94	non comparable	2,89 %
EUROCIC (obligations étrangères)	8.807,23	31,08 %	2,36 %
ÉCUCIC (obligations en Ecu et monnaies européennes)	1.129,48	23,92 %	2,43 %

Sicav Court terme

		Durée de détention minimale conseillée	
SÉCURICIC (particuliers réméré, très court terme)	11.404,55	1 semaine	1,77 %
ÉPARCIC (entreprises, associations réméré, très court terme)	2.905,37	1 semaine	1,89 %
TRÉSORICIC (investisseurs institutionnels, réméré, très court terme)	104.359,14	1 semaine	1,84 %
MONÉCIC (régulière)	5.793,66	3 mois à 6 mois	2,91 %
ASSOCIC (sensible)	1.124,91	6 mois à 1 an	3,62 %

D'autres Sicav court terme sont disponibles dans certaines banques du Groupe CIC.

Veuillez m'envoyer une documentation sur les Sicav

M ______

Adresse ______

IMETAL

Le conseil d'administration d'Imetal, réuni le 28 avril 1988 sous la présidence de M. Bernard de Villeméjane, a approuvé les comptes sociaux et examiné les comptes consolidés de l'exercice 1987. Les principales données consolidées du groupe peuvent se résumer ainsi :

(en millions de francs)	1987	1986 retraité
Chiffre d'affaires total	9 712	9 284
dont chiffre d'affaires des sociétés industrielles	3 930	3 231
Résultats (part du groupe) :		
Résultat courant	129	(172)
Résultat net	136	(586)
Situation nette (part du groupe)	2 307	2 288

Ces résultats consolidés ont encore été négativement affectés par ceux du groupe Penarroya qui ont pesé pour 85 millions de francs sur le résultat courant et pour 141 millions de francs sur le résultat net d'Imetal en 1987.

La consolidation des comptes de Penarroya par Imetal, faite par intégration globale à hauteur de 59 % jusqu'en 1986, a été réalisée par mise en équivalence à hauteur de 34 % en 1987, et les comptes de l'exercice 1986 ont été retraités en conséquence.

A la suite en effet de l'offre publique de rachat décidée par l'Age d'Imetal en janvier 1988, la participation d'Imetal dans Penarroya ramenée autour de 16 %, et sort ainsi du périmètre de consolidation en 1988.

Pour la société Imetal, le résultat de l'exercice s'établit à 402 millions de francs compte tenu de produits exceptionnels nets de 293 millions de francs, d'une reprise nette de provisions financières de 68 millions de francs et d'un impôt sur les plus-values à long terme de 11 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 16 juin prochain la distribution aux 10 720 100 *actions formant le nouveau capital social* d'un *dividende* net de 4 F par action, soit 6 F, avoir fiscal inclus, contre 2,50 F net par action au titre de l'exercice 1986. Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement en actions de ce dividende.

L'exercice 1987 a marqué une étape importante dans le redéploiement, activement poursuivi en 1988, du groupe Imetal dont on peut attendre, pour l'exercice en cours, une très forte progression du résultat consolidé.



SQUIBB

CHIFFRE D'AFFAIRES ET BENEFICES RECORD POUR LE PREMIER TRIMESTRE 1988
LES BENEFICES DE 1988 DEVRAIENT ETRE SUPERIEURS AUX PREVISIONS

Par rapport au 1er trimestre 1987, le bénéfice par action a augmenté de 35 %, le bénéfice net de 31 % et le chiffre d'affaires de 27 %.

Ces résultats laissent prévoir que l'augmentation du bénéfice par action en 1988 devrait être supérieure à 25 %.

RESULTATS CONSOLIDES 1er TRIMESTRE en millions de $ (excepté les chiffres par action)

	1988 $	1987 $	Evolution
Chiffre d'affaires	596,9	470,4	+ 27 %
Bénéfice courant	129,4	97,5	+ 33 %
Résultat avant impôt	131,8	99,2	+ 33 %
Résultat net	90,9	69,4	+ 31 %
Résultat par action	*89 cents*	*66 cents*	*+ 35 %*



COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration de la Compagnie Lebon s'est réuni le 22 avril 1988 sous la présidence de Roger Paluel-Marmont et a approuvé les comptes *consolidés de la compagnie.*

Le total du bilan s'élève au 31 décembre 1987 à 997 MF contre 890 MF au 31 décembre 1986.

Le résultat consolidé est en nette progression (+ 25 %), puisqu'il s'élève à 103 721 000 F contre 82 767 000 F pour l'exercice précédent.

Ces comptes sont tenus à la disposition du public au siège social de la société, 26, rue Murillo à Paris (8e).

Conformément à l'avis paru au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 18 avril 1988, l'assemblée générale ordinaire se réunira le 1er juin à 14 h 30 à Paris (9e), 26, rue de Londres.



CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL EN HAUSSE DE 35 %

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1988 s'élève à 1,04 milliard de francs contre 0,77 milliard de francs pour la période correspondante de 1987, soit une augmentation de 35 %. Dans ce total, le chiffre d'affaires des filiales représente 2,4 % contre 0,4 % en 1987.

A fin avril 1988, le nombre d'abonnés individuels actifs s'élève à 2,33 millions, soit une progression nette de 160 000 abonnés par rapport à *fin décembre 1987.*

Cet avis ne paraît qu'à titre d'information seulement



SOCIETE CHERIFIENNE DES PETROLES

Kingdom of Morocco

US $ 50,000,000 SHORT TERM LOAN

ARRANGED BY

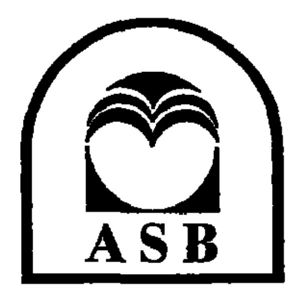
AL SAUDI BANQUE (A.S.B.)

and provided by

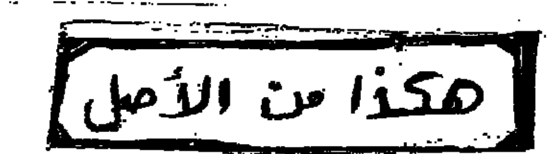
AL SAUDI BANQUE (A.S.B.)
BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR (B M C E) «PARIS-BRANCH»
BANCO DE FOMENTO NACIONAL/BRUSSELS BRANCH
BANQUE NATIONALE DE PARIS
SOCIETE DE BANQUE SUISSE
BANCO DI ROMA
ALUBAF INTERNATIONAL BANK-TUNIS
CREDIT LYONNAIS
FEDERAL BANK OF THE MIDDLE EAST LTD «CYPRUS OFFSHORE BANKING UNIT, NICOSIA»
BANQUE FRANCO-PORTUGAISE
BANCO DE BILBAO
BANCO EXTERIOR DE ESPAÑA, S.A.
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE & L'INDUSTRIE
BRED
WAFABANK - SUCCURSALE DE BRUXELLES
CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES
BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT (BAII)
BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS
BANCO DI NAPOLI - SUCCURSALE DE PARIS
BANQUE WORMS

Agent Bank

AL SAUDI BANQUE (A.S.B.)



MARCH 1988



Économie

SOCIAL

Les partenaires à la recherche d'un compromis sur un « accord de méthode »

A la veille de la rencontre, le mardi 3 mai, entre les organisations patronales et syndicales avec à l'ordre du jour une négociation interprofessionnelle sur un *« accord de méthode »*, M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF et président de sa commission sociale, ne cachait pas sa perplexité.

Au départ, il s'agit d'identifier quelques thèmes pouvant donner lieu, à partir d'orientations générales, à des négociations de branches puis d'entreprises (*le Monde* du 20 avril). Cet acte symbolique permettrait à la fois de donner un deuxième souffle à une politique contractuelle plus décentralisée et d'affirmer l'autonomie des partenaires sociaux face au pouvoir politique, à cinq jours du deuxième tour de l'élection présidentielle... Mais deux problèmes se posent.

Le premier est politique. M. Guillen aurait préféré qu'une telle réunion vienne plus tôt, et il discerne tous les inconvénients d'une négociation qui se situe si près d'une échéance politique. Du côté patronal, l'enthousiasme est très mitigé. Alors que du côté syndical le front est loin d'être uni.

Le deuxième problème tient au climat social, qui tend à se dégrader comme on peut le voir à travers une série de revendications salariales illustrée par les conflits de la SNECMA, de la Cogema et de Michelin. *« Nous sommes redevenus grévo-positifs alors que beaucoup se croyaient définitivement immunisés »*, souligne M. Guillen, qui craint que les actuelles tensions salariales ne finissent par faire tâche d'huile. Surtout si les directions cèdent... Le patronat de la métallurgie (UIMM), dont M. Guillen est le vice-président délégué, observe qu'*« une certaine impatience salariale »* commence à se manifester. En 1987, les salaires horaires ouvriers ont augmenté de 3,5 % (soit un gain de 1,1 % de pouvoir d'achat), mais en février on comptait 59000 journées perdues du fait des grèves contre 43000 en février 1987...

« Il faut que nous réapprenions à conduire une politique salariale en période de prospérité. Cela nous avait échappé », explique M. Guillen. Mais un tel climat amène les syndicats à faire monter les enchères et à renouer avec un langage plus revendicatif, au risque d'accuser le patronat d'amuser la galerie avec son accord de méthode... *« La CGT*, note lucidement M. Guillen, *va nous dire qu'on l'amuse avec des hors-d'œuvre tout en refusant d'attaquer le plat principal. »* Pourtant, le CNPF n'acceptera pas la proposition de la CGC de mettre la politique salariale parmi les thèmes à l'ordre du jour de la négociation sur l'accord de méthode. *« Hors de vue »*, dit M. Guillen.

Le vice-président du CNPF va devoir faire preuve de beaucoup d'habileté. Il devra d'abord montrer qu'il ne s'agit pas d'aboutir à *« une flexibilité bis avec plus de sourires mais d'une façon plus pernicieuse »*. Pas question donc, à travers le thème de la mobilité géographique et professionnelle, d'agiter le grelot de la prime d'ancienneté *(voir encadré)*. *« Je suis décidé à aboutir »*, souligne M. Guillen. Un tel message signifie en clair qu'il recherchera des compromis, quitte à mettre en veilleuse des sujets trop délicats ou à en rabattre un peu sur ses ambitions initiales.

Il est donc vraisemblable que les partenaires sociaux — du moins le CNPF, la CFDT, la CGC, sans doute FO et peut-être la CFTC — s'efforceront d'aboutir le 3 mai à un compromis sur l'ordre du jour. Un protocole (ou un procès-verbal) pourrait être conclu. Un préambule affirmerait la nécessité de développer la politique contractuelle dans la perspective du grand marché européen du 31 décembre 1992, en faisant de la branche professionnelle le lieu « pivot » de la négociation. Les principes de la « méthode » de négociation (orientations générales définies au niveau interprofessionnel, discussions de branche présentant une palette de solutions pour les thèmes choisis, négociations d'entreprise) seraient arrêtés. Puis enfin trois ou quatre thèmes de négociations, présentés comme autant de *« chapitres homogènes »*, seraient fixés afin d'aboutir *« assez rapidement »* (avec un premier accord avant l'été ?) à des engagements assurant un *« point d'équilibre »* entre les aspirations du patronat et les revendications des syndicats.

C'est sur le choix de ces accords *« thématiques »* que la discussion pourrait être la plus serrée. Le CNPF entend d'abord mettre l'accent sur les mutations technologiques, ce qui lui permettrait d'aborder les problèmes de formation comme les formules de concertation lors de l'introduction de nouvelles technologies, mais aussi... la mobilité géographique et professionnelle comme conséquence de telles mutations. Pourraient également être inscrits à l'ordre du jour un chapitre sur l'organisation du travail — qui aurait trait tant à l'aménagement du temps de travail qu'aux conditions de travail, — un autre sur la prévoyance et la protection sociale complémentaire. Un grain à moudre qui redonnera peut-être des couleurs à l'« arc-en-ciel contractuel »...

MICHEL NOBLECOURT.

Transformation contractuelle dans le commerce et la réparation automobiles

Ancienneté, tabou grignoté

Un petit coup de tonnerre devait se produire lundi 2 mai avec la signature d'un accord sur une transformation en douceur de la prime d'ancienneté dans le secteur du commerce et de la réparation de l'automobile (un secteur qui recouvre plus de 300 000 salariés et plus de 40 000 entreprises, de petite taille pour la plupart). Cet accord sur un sujet tabou devait être signé par la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobiles (CSNCRA), au nom de sept fédérations patronales, et par FO, la CFDT et sans doute la CGC. La CGT y est, elle, vivement opposée et devait manifester pour cette raison le 2 mai à Paris.

Jusqu'à présent, le taux de la prime d'ancienneté, pour trois ans de présence dans l'entreprise, était de 3 %, avec une augmentation de 1 % par année jusqu'à 17 % pour vingt ans ou plus. *« Un tiers des salariés changent d'employeur chaque année*, explique M. Michel Huc, secrétaire général de la fédération de la métallurgie FO, *et 50 % ne bénéficient pas de la prime d'ancienneté, ce qui aboutit à une ancienneté moyenne de cinq ans. Il était donc préférable de valoriser la carrière dans la profession plutôt que l'ancienneté dans l'entreprise. »* La prime d'ancienneté avait déjà été supprimée en 1986 par la CGC, à la suite d'un accord signé pour les agents de maîtrise.

A compter du 1er juillet 1988, les salariés qui seront embauchés ou qui n'auront pas trois ans d'ancienneté dans l'entreprise n'auront plus droit à la prime d'ancienneté. Mais ils pourront bénéficier à la même date d'une prime de formation-qualification s'ajoutant au salaire de base en fonction des stages de qualification suivis.

Pour les salariés ayant au 1er juillet 1988 plus de trois ans d'ancienneté, la prime figurant « à part » sur le bulletin de salaire continuera à être versée, mais son évolution sera plus lente : + 0,8 % au 1er juillet 1988, + 0,6 % au 1er juillet 1989, + 0,4 % au 1er juillet 1990 et + 0,2 % au 1er juillet 1991. Au 1er juillet 1992, elle sera « gelée ». A compter de cette date, *« le montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié au 30 juin 1992, s'il en bénéficiait à cette date, est transféré dans la prime de formation-qualification, qui s'en trouve donc augmentée d'autant »* et qui sera intégrée au salaire réel de base.

L'accord comporte des contreparties jugées appréciables par les syndicats. En premier lieu, les salaires minima garantis — qui touchent 30 % des salariés — sont revalorisés de 10 % au 1er juillet (soit 4 800 F au coefficient 140 et 5 500 F au coefficient 240). Une commission paritaire révisera ces minima chaque année, les employeurs s'étant engagés à ce que l'écart entre deux coefficients soit *« au moins égal à 100 F »*.

En second lieu, le *« capital de fin de carrière »* pour le salarié qui quitte l'entreprise à soixante ans ou au-delà avec une ancienneté minimale de dix ans dans la profession (et non dans l'entreprise) est sensiblement amélioré. Il équivaut à un pourcentage du plafond annuel de la Sécurité sociale variable selon l'ancienneté : 10 % pour dix ans, 40 % pour vingt ans, 94 % pour trente-sept ans et demi et plus... *« Jusqu'à présent*, explique M. Gérard Dantin, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CFDT, *avec vingt-cinq ans d'ancienneté dans la dernière entreprise et trente-sept ans et demi dans la profession, le capital était de 89 555 F. Avec l'accord, un salarié qui a trente-sept ans et demi dans la profession a le droit à un capital versé par l'employeur de 112 236 F, même s'il n'a fait que deux ans dans la dernière entreprise. »*

Majoritaire dans la profession, FO se plaît à souligner que les employeurs ne réaliseront aucune économie. Selon un calcul de la caisse de retraite, le nouveau système coûterait 149 millions de francs contre 147 millions actuellement. Un contrôle syndical est prévu — mais la branche est très peu syndicalisée, — ainsi qu'un *« comité technique de suivi »*. Les garages vont-ils jouer l'avant-garde ?

M. N.

TRANSPORTS

La grève des marins de Douvres s'étend à d'autres ports britanniques

Le trafic trans-Manche entre la Grande-Bretagne et le continent est très perturbé depuis le début février, les grèves des marins britanniques et français se succédant.

A Calais, deuxième port de voyageurs d'Europe après Douvres, le trafic des ferries a baissé de 27 % pour les quatre premiers mois de 1988 par rapport à la même période de 1987, alors que celui des aéroglisseurs (qui ne sont pas affectés par les grèves) a été multiplié par deux. Depuis le début de l'année, selon la chambre de commerce et d'industrie, le port de Calais enregistre un manque à gagner de six cent mille passagers, de cent cinquante mille voitures et de trente mille poids lourds.

La grève des marins de Douvres — où la tension est très vive — s'étend à d'autres ports britanniques.

DOUVRES
de notre envoyé spécial

L'appui de la fenêtre et la porte d'entrée sont maculés d'inscriptions, peintes en rouge, en grosses lettres : « scabs » (briseurs de grève). La maison elle-même, une modeste bâtisse d'un étage, adossée à la falaise, est déserte. Sa propriétaire, hôtesse sur un ferry de la compagnie P and O, a repris le travail il y a deux jours, au mépris des consignes du syndicat des marins en grève contre la compagnie P and O depuis le 1er février.

Dimanche après-midi, devant l'embarcadère, une quinzaine de grévistes montent une maigre garde. L'atmosphère est paisible. L'un d'eux a même engagé une conversation avec un policier. Soudain, peu avant 14 heures, une sirène retentit. Pour la première fois depuis trois mois, un navire de P and O, le *Pride-of-Bruges* vient de quitter le port de Douvres...

La compagnie n'a sans doute pas choisi au hasard la date du 1er mai pour remettre en service avec un équipage non gréviste un de ses onze ferries assurant le trafic trans-Manche. un maximum de publicité a été donné à l'événement. Trente-deux journalistes avaient été invités à effectuer la traversée Douvres-Zeebrugge. Ils ont eu droit, avant l'appareillage, à quelques propos musclés du président Sir Jeffrey Sterling.

Il s'agit assurément d'un succès pour l'armateur, mais il est encore très limité. Le *Pride-of-Bruges*, qui peut emporter mille trois cents passagers, trois cent cinquante voitures et soixante camions, n'avait, dimanche, à son bord que quatre-vingt-cinq passagers dont les trente-deux observateurs, une trentaine de voitures et vingt camions. La compagnie a seulement réussi à prouver qu'elle pouvait effectuer une rotation avec du personnel non gréviste et que le syndicat des marins était incapable de l'en empêcher.

C'est désormais l'escalade. Le syndicat, dont les avoirs bancaires vont probablement être saisis mardi 3 mai par décision judiciaire, a appelé à une grève générale dans tous les ports britanniques. Les ferries assurant la liaison entre l'Ecosse et l'Irlande du Nord, de même qu'entre le pays de Galles et l'Irlande, étaient presque tous immobilisés dimanche. A Aberdeen, en Ecosse, les équipages d'une vingtaine de navires, qui assurent l'approvisionnement des plates-formes pétrolières en mer du Nord, ont également cessé le travail par solidarité avec les marins de Douvres.

Bras de fer

P and O a choisi l'affrontement total avec le syndicat des marins. Les équipages traditionnellement syndiqués à 100 % sur les navires britanniques assurant le trafic trans-Manche, et le syndicat dispose en fait du monopole de l'embauche. P and O a non seulement licencié les huit cents salariés qui refusaient de reprendre le travail, mais a annoncé qu'elle ne considérait plus le syndicat des marins comme son interlocuteur. Les « briseurs de grève » embauchés ces derniers jours ne sont pas engagés dans le cadre de la convention collective désormais dénoncée, mais selon des contrats individuels.

Les autres compagnies observent avec intérêt l'évolution du conflit. Elles seraient évidemment tentées de s'engouffrer dans cette brèche si P and O remportait sa partie de bras de fer.

Douvres vit au rythme de cette grève déjà vieille de trois mois. *« Il n'y a rien d'autre ici que les bateaux, mais le syndicat va perdre. Il aurait dû accepter un vote à bulletins secrets. Je crois que la majorité aurait voté pour l'acceptation des nouveaux horaires de travail »*, explique un commerçant. *« Tout cela va finir dans la violence. Personne ne peut plus céder »*, affirme, de son côté, l'un des huit cents licenciés de P and O.

L'origine du conflit n'est pas salariale. Les nouvelles conditions proposées par P and O impliquent même des hausses de salaire appréciables. Mais la compagnie exige que les marins travaillent désormais par rotations de vingt-quatre heures, ce qui aboutit à leur supprimer chaque année vingt-huit jours de récupération. Les nouveaux horaires ne permettront plus, en outre, les « seconds métiers », tels que chauffeur de taxi ou ouvrier du bâtiment, exercés par nombre d'entre eux.

Au siège du syndicat, on attend désormais tout d'une grève générale de solidarité des autres ports. Le fonds de secours n'a permis jusqu'ici que le versement de 100 livres (environ 1 070 F) à chaque famille de gréviste. Des distributions de vivres ont lieu régulièrement et gratuitement, mais la situation est devenue très difficile pour beaucoup.

Aucun incident grave n'a eu lieu jusqu'à présent entre grévistes et policiers, ni entre grévistes et non-grévistes, mais le climat pourrait changer rapidement. *« Nous voulons rester dans le cadre de la légalité, mais les hommes et les femmes qui font les piquets de grève risquent d'être exaspérés au point de devenir incontrôlables »*, explique M. McCluskie, le président du syndicat. Il n'y a plus désormais aucune négociation entre M. McCluskie et le patron de P and O, Sir Jeffrey Sterling. Chacun est visiblement décidé à jouer son va-tout.

DOMINIQUE DHOMBRES.

REPÈRES

Chômeurs indemnisés

Baisse en mars

En France, le nombre de chômeurs indemnisés a baissé de 1,4 % en mars, en données corrigées des variations saisonnières ; en données brutes, il est passé de 2 294 650 fin février à 2 254 000 fin mars (— 1,8 %) selon l'UNEDIC. Depuis mars 1987 (2 314 350), il a baissé de 2,6 %. 1 337 000 personnes sont indemnisées par le régime d'assurance (— 2,9 % en un mois), 190 800 reçoivent une allocation d'insertion (+ 2,1 % en un mois), une allocation de solidarité spécifique (— 0,4 % en un mois), l'une et l'autre financés par l'Etat ; 425 000 sont des préretraités (— 1,3 % en un mois, — 16,7 % en un an).

Commerce extérieur

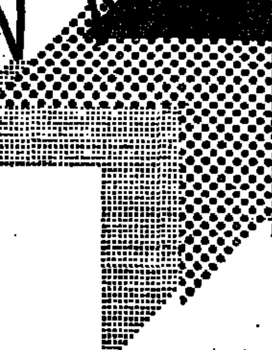
Légère contraction de l'excédent japonais

L'excédent japonais des opérations courantes, non corrigé des variations saisonnières, s'est légèrement contracté pour représenter 8,12 milliards de dollars en mars, contre 8,49 milliards un an plus tôt, annonce le ministère des finances. Ce solde positif reste nettement supérieur à celui de février, 6,85 milliards de dollars. L'excédent du commerce extérieur suit une tendance similaire et atteint, en données non corrigées des variations saisonnières, 9,24 milliards de dollars en mars contre 9,39 milliards un an plus tôt, mais 7,44 milliards en février 1988. Pour l'ensemble de l'exercice budgétaire 1987-1988 terminé au 1er avril, l'excédent des comptes courants revient ainsi à 84,54 milliards de dollars contre 94,14 milliards en 1986-1987.

Lait

La France dépasse son quota

Selon le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES), la France dépasserait de 430 000 tonnes son quota de production de lait fixé à 25,2 millions de tonnes pour la campagne 1987-1988, qui s'est achevée le 29 mars. Ce dépassement équivaut à des pénalités de 920 millions de francs payables par les producteurs. C'est la deuxième fois depuis l'instauration des quotas, en 1984, que la France ne respecte pas ses références. Pour la campagne 1985-1986, le dépassement s'était traduit par une facture de 370 millions de francs acquittée par cent mille producteurs. Cette année, les pénalités ne devraient pas être prélevées avant juillet.



SOCIÉTÉS

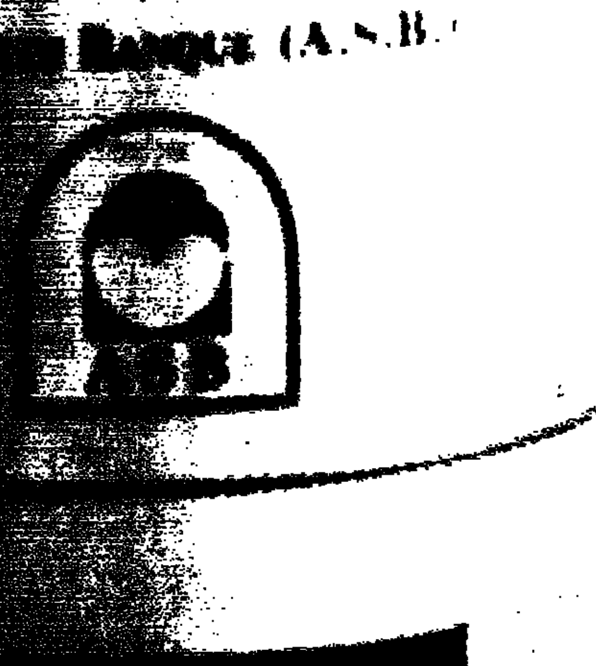


CANAL+

CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL EN HAUSSE DE







Marchés financiers

M. De Benedetti prend le contrôle du Credito romagnolo

M. Carlo De Benedetti a remporté de haute lutte, le samedi 30 avril, la bataille pour la prise de contrôle de la seconde banque privée italienne, le Credito romagnolo, plus connu sous le nom de Rolo, face à un groupe d'opposants réuni sous la houlette de Fiat.

L'enjeu était de taille : à la veille de la création du grand marché unique européen, il était important de s'assurer le contrôle du second établissement financier privé en Italie, dont le système est dominé par les grandes banques d'Etat. Cela faisait plusieurs mois que l'*« ingeniere »* se battait pour obtenir le contrôle du Rolo, une banque d'Emilie-Romagne qui est de petite taille (dix-huitième établissement financier italien), mais affiche une très bonne rentabilité.

La bataille s'est déroulée à l'occasion du renouvellement d'une partie du conseil d'administration de la banque, dont les statuts interdisent à un actionnaire de détenir plus de 2%. M. De Benedetti a réussi à faire accepter par une longue et tumultueuse assemblée générale les cinq administrateurs qu'il proposait, ce qui lui permet maintenant de contrôler huit des treize sièges du conseil. Mais il a dû pour cela se battre contre une *« cordée des anciens actionnaires »* soutenus par son principal adversaire dans la péninsule, Fiat, ainsi que par le «roi de la pâte», M. Pietro Barilla, le groupe textile Max Mara, la firme Martini et Rossi, l'Aga Khan et le constructeur d'automobiles Enzo Ferrari.

Au-delà se son intérêt financier, la victoire sur le Rolo revêt un fort impact psychologique : c'est la première fois que M. De Benedetti remporte une bataille depuis son échec dans l'affaire de la Générale de Belgique. Au vu des difficultés qu'il rencontrait dans ce dossier, mais aussi des problèmes auxquels il se heurte pour s'emparer de la présidence du premier éditeur de la péninsule, Mondadori, de la tension entre Olivetti et ATT (*le Monde* du 27 avril), ou des tracas judiciaires sur Buitoni, les observateurs se demandaient si l'homme d'affaires italien avait perdu la « baraka ». Le succès du Rolo les rassurera peut-être, d'autant qu'une solution se dessine pour tenter de donner satisfaction aux actionnaires minoritaires de Buitoni SA, en leur permettant de bénéficier d'une procédure de maintien des cours.

L'Institut Mérieux bloqué au Québec

Les commissions des valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario ont ordonné, jeudi 28 avril, l'interruption de l'offre publique d'achat de 20 % du capital de la société pharmaceutique canadienne CDC Life Sciences par l'Institut Mérieux, *« jusqu'à ce que l'institut offre aux autres actionnaires un traitement égal à celui offert à la Caisse de dépôt et placement du Québec »*.

Le groupe français, filiale de Rhône-Poulenc, *avait décidé en* effet, au mois d'avril, de renforcer sa participation dans CDC Life Sciences qui était jusqu'alors de 12,6 %. Pour cela, il lançait une OPA sur la firme tout en négociant un accord de reprise des 19,95 % du capital détenu par la Caisse de dépôt et placement du Québec (*le Monde* du 15 avril). Les modalités de ce protocole, jugées trop avantageuses, sont à l'origine de la suspension de l'opération. Le président de CDC Life Sciences, M. Brian King, s'est félicité de la décision des autorités boursières. La direction de la firme canadienne est d'ailleurs hostile à une prise de contrôle de leur firme par l'Institut Mérieux.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1987	22 avril	29 avril
Valeurs franç. à rev. variable	107,7	108,9
Valeurs industrielles	110,3	111,6
Valeurs étrangères	107	107,7
Pétroles-Energie	112,8	115,6
Chimie	108,4	108,5
Métallurgie, mécanique	118	117 8
Electricité, électronique	122,2	121,6
Bâtiment et matériaux	101,8	103
Ind. de consommat. non alim.	105,9	108,6
Agro-alimentaire	108,6	111,5
Distribution	97,7	101
Transports, loisirs, services	117,1	117
Assurances	113,3	123,1
Crédit banque	98,9	100,1
Sicomi	96,7	94,9
Immobilier et foncier	87,4	88,3
Investissement et portefeuille	112,5	114
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	103,4	102,8
Emprunts d'Etat	104,6	103,6
Emprunts garantis et assimilés	102,5	102,3
Sociétés	103,8	103,7
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	2 638,8	2 668
Valeurs étrangères	3 654,1	3 587,4
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	380,3	385
Valeurs étrangères	492,1	485,3
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	118,4	118,7
Emprunt d'Etat	118,2	116,9
Emprunts garantis et assimilés	119,2	120,8
Sociétés	120,9	120,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	308	312,5
Produits de base	205,3	207,7
Construction	320,5	329,2
Biens d'équipement	246,2	244,8
Biens de consom. durables	417,1	417,8
Biens de consom. non durables	411,3	423
Biens de consom. alimentaires	376,4	387,4
Services	283	285,7
Sociétés financières	394,9	402,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	296,1	298,5
Valeurs industrielles	297,9	302,4
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	238	242

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	21 avril
Total actif	680 912
dont	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	94 532
ECU	66 430
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 858
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	74 920
Concours au Trésor public	49 640
Titres d'Etat (bons et obligations)	13 189
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	350
Effets privés	105 829
Effets en cours de recouvrement	24 695
Total passif	680 912
dont	
Billets en circulation	219 114
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	40 557
Compte courant du Trésor public	11 301
Reprises de liquidités	29 432
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 180
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	72 056
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	259 363

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 7,25 %
- Taux des pensions à sept jours . 7,75 %
- Taux d'escompte .... 9,50 %
- Taux des avances sur titres .... 10,50 %

SUISSE

Création d'un marché informatisé d'options

La SOFFEX (Swiss Options and Financial Futures Exchange), une Bourse entièrement standardisée et informatisée d'options, sera lancée le 19 mai sur les Bourses suisses.

Les membres de la SOFFEX sont des banques, des instituts financiers et des courtiers. Une simulation d'exploitation est actuellement en cours pour qu'ils puissent se familiariser avec le système. La nouvelle Bourse permettra de négocier les droits d'option et les options de vente sur les actions au porteur, les bons de participation et les bons de jouissance d'entreprises suisses. La liste définitive de ces titres n'a pas encore été arrêtée. Le système retenu pour les options SOFFEX correspond au schéma américain en vertu duquel les options d'achat (*call*) ou de vente (*put*) peuvent être réalisées à n'importe quel moment avant l'échéance fixée. Une prise d'option est accompagnée du versement d'une prime que l'auteur de l'option abandonne s'il renonce à la transaction. La SOFFEX appartient aux cinq premières banques suisses et à l'Association tripartite Bourses représentant les places boursières de Zurich, Bâle et Genève. Une soixantaine de banques et de courtiers s'y sont affiliés.

TOKYO, 2 mai ↑

Nouveau record

La Bourse a terminé en hausse pour la troisième séance consécutive, grâce à des achats de titres de haute technologie et de valeurs à forte capitalisation en retard sur le reste de la cote. L'indice Nikkeï a gagné 106,16 points (+ 0,36 %) *atteignant un nouveau* sommet à 27 669,72. Il s'était déjà adjugé 75,42 points pendant la demi-séance de samedi 30 avril. 900 millions d'actions ont été échangées contre 450 millions samedi. *« La situation de l'offre et de la demande est favorable dans un environnement économique positif »*, faisait remarquer un banquier au terme de la journée. Toutefois, il faudra attendre vendredi 6 mai pour savoir si le mouvement de hausse va se poursuivre. En effet, mardi, mercredi et jeudi, les marchés japonais seront clos en raison de fêtes nationales. Cette Golden Week fait suite à un autre jour chômé (vendredi 29 avril) pour la célébration de l'anniversaire de l'empereur.

VALEURS	Cours du 30 avril	Cours du 2 mai
Akaï	621	640
Bridgestone	1 480	1 470
Canon	1 310	1 340
Fuji Bank	3 350	3 360
Honda Motors	1 830	1 850
Matsushita Electric	2 780	2 800
Mitsubishi Heavy	720	740
Sony Corp.	5 550	5 650
Toyota Motors	2 420	2 410

FAITS ET RÉSULTATS

● **Belgique : prolongation de l'OPA des AG sur Assubel.** – La troisième OPA lancée par le groupe belge des Assurances générales (AG) sur l'ensemble des titres d'Assubel Vie a été prolongée jusqu'au 27 mai. La proposition à 7 380 francs belges (1 180 francs français) était effective initialement du 20 avril au 2 mai (*le Monde* du 21 avril). Le groupe AG tente ainsi pour la troisième fois de prendre le contrôle d'Assubel Vie. Cette offensive a débuté à la fin de l'année dernière après l'annonce du rapprochement de cette compagnie d'assurances avec les AGF.

● **Progression de 9,3 % des résultats des AGF.** – Le groupe des Assurances générales de France (AGF) a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) pour 1987 en progression de 9,3 % sur l'année précédente, à 1,75 milliard de francs contre 1,601 milliard de francs en 1986. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 29,186 milliards de francs, en hausse de 15 % sur l'année précédente, dont 2,5 % sont dus à l'acquisition du groupe de compagnie d'assurances Sentry en Grande-Bretagne. Les fonds propres du groupe, y compris le résultat de l'exercice, sont passés de 7,553 milliards en 1986 à 9,142 milliards de francs en 1987.

● **Légère hausse du bénéfice de Schneider.** – Le groupe Schneider *a dégagé en 1987 un résultat net* consolidé, part du groupe, en hausse de 3,18 % sur 1986, 324 millions de francs contre 314 millions de francs. Pour Schneider SA, holding industrielle du groupe Schneider (Spie-Batignolles, Jeumont-Schneider et Merlin-Gerin), le résultat net de 1987 s'est établi à 108,7 millions de francs contre 605,6 millions en 1986, année qui avait enregistré 537,4 millions de plus-values.

● **Augmentation de 6,5 % du bénéfice d'Asystel.** – Le groupe Asystel, société de services et d'ingénierie informatique, a enregistré en 1987 un résultat net en progression de 6,5 % à 19,7 millions de francs contre 18,5 millions en 1986. Le chiffre d'affaires consolidé en 1987 s'est élevé à 420,2 millions contre 298 millions en 1986, en hausse de 41 %. Ces chiffres s'expliquent par l'impact de la consolidation des activités micro-informatiques rachetées au groupe IBL en Grande-Bretagne et en Belgique.

● **SABIC : explosion des bénéfices.** – 1987 a été une année faste pour la SABIC (Saudi Basic Industries Corporation), groupe saoudien chargé d'exploiter toutes les activités du royaume dans les matières de base, pétrole excepté. Ses bénéfices ont littéralement explosé pour atteindre 1,08 milliard de rials (1,64 milliard de francs), soit largement quatre fois plus que l'année précédente (243,89 millions de rials). La conjoncture dans la pétrochimie a été excellente, il est vrai. Mais l'entrée en fonctionnement de nouvelles usines (butène, amoniaque) et l'augmentation de la capacité de plusieurs unités existantes, ont fortement accru les tonnages vendus. Le doublement du chiffre d'affaires en témoigne, qui est passé de 3,69 à 8 milliards de rials (de 6 à 12,15 milliards de francs). Pour la première fois de son histoire, la SABIC va donc verser des dividendes copieux à ses actionnaires, soit essentiellement le Royaume wahabite et quelques groupes occidentaux et extrême-orientaux minoritaires impliqués dans des joint ventures, comme Enichem (Italie), Mobil (Etats-Unis), Mitsubishi (Japon), Shell Oil (Etats-Unis).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	282 10	290	BI2	141	141
Amault & Associés	400	400	Int. Metal Service	190	193
Asystel	295	....	La Commande Electro.	193	191
B.A.C.	440	425	Le gd livre du mois	227	240
B. Demachy & Assoc.	390	390	Loca Investissement	279	281
B.I.C.M.	620	620	Locamic	146 50	146
B.I.P.	438	....	Marin Immobilier	297	297
Boiron	276	277	Metallurg. Minière	100	101
Bolloré Technologies	699	700	Métrologie Internat.	315	320
Buitoni	740	....	Microservice	138 50	131
Câbles de Lyon	1196	1180	M.M.B.M.	447	448
Calberson	635	630	Molex	211 20	215
Canal Plus	485	487	Navale-Delmas	485	485
Cardif	1130	1140	Olivetti-Logabax	167	170
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	248	250	Om. Gest.Fin.	310	310
C.A.T.C.	127 40	127 50	Presbourg (C. In. & Fin.)	96 50	....
C.D.M.E.	788	790	Razel	820	790
C. Equip. Elect.	288 50	....	St-Gobain Emballage	1165	1156
C.E.G.I.D.	540	540	St-Honoré Matignon	154	154
C.E.G.E.P.	164	160	S.C.G.P.M.	140	140 o
C.E.P.-Communication	1125	1200	Segin	296	305
C.G.I. Informatique	590	586	Sema-Metra	640	639
Ciments d'Origny	460	461	S.E.P.	1185	1185
C.N.I.M.	300	296 50	S.E.P.R.	1100	....
Concept	295	289	Sligos	1380	1385
Conforama	550	550	S.M.T.Goupil	208	201
Creeks	350	347	Sodinforg	715	715
Dafsa	133 80	132 70	Supra	270	286
Dauphin	3430	3430	TF 1	188	190
Devanlay	996	995	Unilog	114	114 50
Deville	638	620	Union Financ. de Fr.	449 50	448 50
Duménil-Leblé	840	845	Valeurs de France	323	323
Editions Belfond	122 30	117 80			
Elysées Investiss.	20 80	....			
Finacor	420	436 80 d			
Guintoli	580	550			
Guy Degrenne	880	880			
I.C.C.	230	226			
IDIA	170	170			
I.G.F.	120	120			

Marché des options négociables le 29 avril 1988

Nombre de contrats : 5 578

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Accor	400	40	60	18	40
CGE	280	3,35	8	–	–
Elf-Aquitaine	280	16	22	–	–
Lafarge-Coppée	1 100	93	–	35	–
Michelin	180	18	25	8	16,50
Midi	1 700	230	300	155	–
Paribas	360	16,50	32	31,50	–
Peugeot	920	162	185	16	36
Saint-Gobain	440	6,15	14	–	42
Thomson-CSF	152	25	30	3	7

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 avril 1988

Nombre de contrats : 63 799

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88	ÉCHÉANCES Déc. 88
Dernier	101,15	100,40	99,85
Précédent	101,60	100,85	100,25

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	1,55	2	0,37	1,63

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,71 F ↑

Le dollar a progressé lundi 2 mai à Tokyo où après avoir ouvert à 125,10 yens, il terminait la journée à 125,27 yens contre 124,82 yens jeudi 28 avril (le marché étant fermé vendredi dernier). A Londres, l'activité était inexistante en raison du Bank Holiday. A Paris la devise américaine demeurait ferme à 5,71 F, contre 5,6710 au fixing de vendredi et 5,70 quelques heures plus tard à New-York.

FRANCFORT	29 avril	2 mai
Dollar (en DM)	1,6780	1,68
TOKYO	**29 avril**	**2 mai**
Dollar (en yens)	clos	125,27

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (2 mai) .... 7 11/16-7 3/4 %
New-York (28 avril) .... 7 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	28 avril	29 avril
Valeurs françaises	110,7	
Valeurs étrangères	110,5	
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	313,7	312,5

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	28 avril	29 avril
Industrielles	2 041,28	2 032,32

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	28 avril	29 avril
Industrielles	1 444,7	1 443,9
Mines d'or	211,1	206,4
Fonds d'Etat	89,70	90,58

TOKYO

	29 avril	2 mai
Nikkeï Dow Jones	27 509,54	27 669,72
Indice général	2 195,39	2 213,08

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,7100	5,7130	+ 30	+ 45	+ 60	+ 85	+ 150	+ 230
$ can.	4,6442	4,6504	– 51	– 28	– 94	– 59	– 265	– 182
Yen (100)	4,5578	4,5638	+ 159	+ 179	+ 312	+ 348	+ 903	+ 988
DM	3,3968	3,4006	+ 127	+ 145	+ 247	+ 271	+ 738	+ 806
Florin	3,0300	3,0324	+ 97	+ 108	+ 190	+ 207	+ 576	+ 626
FB (100)	16,2447	16,2764	+ 213	+ 419	+ 449	+ 708	+1 453	+1 922
FS	4,0903	4,0953	+ 201	+ 221	+ 389	+ 417	+1 140	+1 226
L (1 000)	4,5614	4,5678	– 80	– 44	– 195	– 150	– 603	– 511
£	10,6937	10,7850	– 47	+ 4	– 82	– 7	– 314	– 114

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 15/16	7 1/16	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 1/4	7 7/16	7 9/16
DM	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 9/16	3 11/16
Florin	3 3/4	4 1/4	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4
F.B. (100)	5 3/4	6 1/4	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16	6 1/8	6 1/4
F.S.	1 3/4	2	2 1/16	2 3/16	2 1/8	2 1/4	2 3/8	2 1/2
L (1 000)	7 3/4	8 1/4	9 1/8	9 5/8	9 7/8	10 1/4	10 5/8	11
£	6 3/4	7	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 5/16	8 1/2	8 3/4
F. franç.	7 11/16	7 13/16	8 1/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 29 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	C.N.E. 3%	3840	3840	3841	+ 0 03
1050	B.N.P. T.P.	1055	1049	1049	– 0 57
1080	C.C.F. T.P.	1060	1050	1050	– 0 94
1063	Créd. Lyon. T.P.	1060	1060	1060	....
1246	Renault T.P.	1240	1240	1240	....
1480	Rhone-Poul. T.P.	1490	1485	1485	– 0 34
1238	St-Gobain T.P.	1238	1238	1238	....
1200	Thomson T.P.	1200	1203	1203	+ 0 25
370	Accor	412	410	405	– 1 70
475	Air Liquide	487	486	480 10	– 1 42
1830	Alcatel ★	1862	1862	1815	– 2 52
1140	Als. Superm.	1205	1195	1195	– 0 83
225	A.L.S.P.I.	240	232 60	233	– 2 92
255	Alsthom ★	270 10	271	272 50	+ 0 89
2020	Arjom. Prioux ★	2020	2000	2072	+ 2 57
525	Ausedat-Rey	544	529	525	– 3 49
735	Aux. Entrepr. ★	847	842	842	– 0 59
780	Av. Dassault ★	800	785	785	– 1 88
300	BAFIP	306	300	300	– 1 96
270	Bail-Equipem. ★	272	271	270	– 0 74
835	Bail Investiss.	820	820	815	– 0 61
250	B.N.P. C.I.	249 90	249	249	– 0 36
390	Cie Bancaire ★	393	394	392	– 0 25
295	Bazar H.-V.	312 50	316	316	+ 1 12
380	Béghin-Say ★	397	400	385 20	– 2 97
705	Berger (Mé)	741	746	746	+ 0 67
590	Bic ★	605	605	606	+ 0 17
1010	B.I.S.	1076	1070	1090	+ 1 30
1990	Bongrain S.A.	2041	2021	2021	– 0 98
750	Bouygues ★	843	848	844	+ 0 12
71	B.P. France ★	81	80 50	78	– 3 70
4040	B.S.N. ★	4220	4220	4198	– 0 52
1800	Cap Gem. S. ★	1870	1870	1934	+ 3 42
1290	Carnaud	1328	1300	1300	– 2 11
2170	Carrefour ★	2310	2220	2252 c	+ 0 08
115	Casino	128 50	128	127	– 1 17
102	Casino A.D.P.	102	104 40	100 20	– 1 76
955	C.C.M.C.	978	979	979	+ 0 10
665	Cetelem	658	657	648	– 1 52
460	Cerus	479	478	475	– 0 84
1130	C.F.A.O. ★	1210	1220	1220	+ 0 83
240	C.G.E.	241 20	243	240	– 0 50
810	C.G.I.P. ★	904	906	897	– 0 77
805	Chargeurs S.A ★	902	892	879	– 2 55
855	Ciments franç. ★	947	954	923	– 2 53
380	Club Méditer. ★	397	400	385	– 3 02
161	Codetel ★	157 40	160	159 90	+ 1 59
290	Colimeg	289	295	296	+ 2 42
1770	Coles	1776	1785	1780	+ 0 28
161	Compt. Entrepr.	200	195 10	190	– 5
605	Compt. Mod. ★	620	615	599	– 3 39
890	Créd. Foncier ★	840	848	846	+ 0 71
385	Crédit F. Imm. ★	385	385	375	– 2 60
109	C.C.F.	113 90	111 80	110 50	– 2 99
505	Créd. Lyon. (CI)	505	498 90	498 90	– 1 01

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
765	Crédit Nat. ★	780	779	785	+ 0 64
....	C.S.E.E.-A.D.P. ★	538	538	520	– 3 35
235	Crouzet ★	255	254 10	268	+ 5 10
2000	Damart S.A.	1986	1948	1949	– 1 86
325	Darty ★	372	380	388	+ 4 30
245	Darty (DP)	260	260	269	+ 3 46
1430	De Dietrich	1576	1580	1556	– 1 27
184	Dév. R.N.-P.d.C. (Li)	196 10	195	195	– 0 56
410	D.M.C.	456	449	430	– 5 70
295	Drouot Assur.	318	330	329 90	– 3 26
1490	Docks France ★	1615	1600	1581	– 2 11
480	Dumez ★	526	527	529	+ 0 57
1080	Eaux (Gén.)	1138	1125	1125	– 1 14
985	Ecco ★	1090	1105	1138	+ 4 40
600	Electrofinanc. ★	626	626	625	– 0 16
385	E. S. Dassault	401	400 60	399	– 0 50
285	Elf-Aquitaine	287	289 50	285	– 0 70
245	– (certific.)	240	239 80	239 80	– 0 08
555	Epeda-B-Faure	588	595	582	– 1
2030	Essilor	2079	2036	2052	– 1 30
1440	Essilor Int. (DP)	1420	1499	1450	+ 2 11
295	Esso S.A.F. ★	304	295	294 40	– 3 16
1180	Eurafrance	1224	1200	1200	– 1 96
900	Eurocom ★	901	919	915	+ 1 55
2420	Euromarché	2410	2450	2401	– 0 37
430	Europe n° 1 ★	438	435	440	+ 0 46
34	Eurotunnel ★	34 50	34 40	34 20	– 0 87
820	Exor ★	830	850	857	+ 3 25
730	Facom	805	782	800	– 0 62
950	Fichet-bauche	936	950	950	+ 1 50
200	Financial ★	199	201	202	+ 1 51
80	Fives-Lille ★	105 10	104 40	100 10	– 4 76
1020	Fromageries Bel	1060	1050	1060	....
745	Gal. Lafayette ★	780	794	786	+ 0 77
280	Gascogne	316	298	303	– 4 11
1130	Gaz et Eaux	1239	1225	1215	– 1 94
385	Géophysique ★	432	427 50	427	– 1 16
485	Gerland	496	500	500	+ 0 81
430	GTM-Entrepose	464	455	443	– 4 53
505	Guyenne-Gas. ★	518	510	509	– 1 74
1990	Hachette ★	1990	1990	1940	– 2 51
520	Havas ★	549	540	544	– 0 91
405	Hénin (La)	400	405	415	+ 3 75
980	Hutchinson ★	1010	1010	1000	– 0 99
159	Imétal	170 80	173	172 20	+ 0 78
....	Imm. Plaine-M.	320	324 90	314	– 1 88
1040	Ingénico	1045	1048	1048	+ 0 29
3320	Inst. Mérieux	3315	3140	3319	+ 0 12
515	Interbail ★	518	518	519	+ 0 19
1030	Intertechnique	1345	1350	1340	– 0 37
700	J. Lefebvre	774	774	760	– 1 81
1020	Lab. Bellon	1100	1100	1087	– 1 18
1120	Lafarge-Coppée	1155	1160	1129	– 2 25
1090	Lebon ★	1150	1169	1143	– 0 61

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2510	Legrand ★	2550	2550	2520	– 1 18
1930	Legrand (DP) ★	1890	1929	1891	+ 0 05
580	Leroy-Somer ★	658	635	648	– 1 52
1820	Lesieur	1830	1816	1812	– 0 98
650	Locabail Immob.	655	655	650	– 0 76
380	Locafrance ★	409	398 10	415	+ 1 47
865	Locindus	865	855	863	+ 0 94
220	Luchaire	298	290	284	– 4 70
1780	L.V.M.H. ★	1850	1880	1850	....
1120	Lyonn. Eaux ★	1130	1130	1155	+ 2 21
45	Mais. Phénix	51	51	52	+ 1 96
315	Majorette (Ly)	325	325	325	....
255	Mar. Wendel ★	260	258 50	255	– 1 92
138	Matra	162	163 90	163	+ 0 62
1850	Merlin-Gerin ★	1815	1840	1787	– 1 54
185	Michelin	190	189 50	183 10	– 3 63
1800	Midi (Cie)	1773	1750	1750	– 1 30
175	Midland Bk SA ★	173	173	168 50	– 2 60
465	Min. Salaig. (Ma)	500	495	500	....
39 50	M.M. Penarroya	45 60	44 10	44 95	– 1 21
64	Moulinex	73 05	72	73	– 0 07
840	Navig. Mixtes ★	945	960	910	– 3 70
79	Nord-Est ★	90	89 50	86	– 4 44
345	Nordon (Ny)	352	352	352	....
325	Nouvelles Gal.	345	340	338	– 2 03
670	Occid. (Gén.) ★	674	673	681	+ 1 04
935	Omn.F.Paris	1010	1000	1000	– 0 99
285	Olida-Caby	350 10	326	326	– 6 98
315	Opfi-Paribas	352	352	341	– 3 13
2960	Oréal (L')	3100	3085	3052	– 1 55
330	Paribas	350	350	348	– 0 57
340	Paris-Réesc. ★	339 80	338 50	326	– 4 09
880	Pechelbronn ★	923	920	918	– 0 54
290	Penhoet	292	298 50	291	– 0 34
720	Pernod-Ricard ★	825	828	840	+ 1 82
1030	Peugeot S.A.	1051	1041	1030	– 2
480	Pollet	498	478	476	– 4 42
630	P.M. Labinal	615	602	602	– 2 11
2430	Presses Cité ★	2435	2510	2420	– 0 62
1090	Précabail Sic.	1125	1135	1121	– 0 36
595	Primagaz	595	599	590	– 0 84
400	Printemps ★	435	427	430	– 1 15
1230	Promodès	1405	1400	1370	– 2 49
785	Radiotechn.	777	750	750	– 3 47
71	Raff. Dist. Total	75	73 50	75 80	+ 1 07
2050	Redoute (La) ★	2318	2230	2250	– 2 93
315	Robur financière	312	313	313	+ 0 32
800	Roussel-Uclaf	808	811	811	+ 0 37
....	Rous.-Ucl.-C.N.I.	538	535	535	– 0 56
3140	R. Impériale (Ly)	3200	3150	3152	– 1 50
165	Sade	169	168 10	168 10	– 0 53
1300	Sagem ★	1475	1475	1475	....
400	Saint-Gobain	408	407	411	+ 0 74
975	St-Louis ★	975	976	975	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1170	Salomon	1265	1280	1280	+ 1 19
570	Salvepar	605	615	615	+ 1 65
575	Sanofi ★	635	640	650	+ 2 36
655	S.A.T. ★	745	702	716	– 3 89
161	Saulnes-Chât. (B)	166 30	166	166	– 0 18
1020	Saupiquet (Na)	1229	1142	1142	– 7 08
240	Schneider ★	288	280	285	– 1 04
49	S.C.O.A.	53 80	53	51 95	– 3 44
575	S.C.R.E.G.	565	567	568	+ 0 53
645	Seb ★	728	704	744	+ 2 20
410	Sefimeg ★	415	411	410 40	– 1 82
1700	S.F.I.M.	1770	1770	1735	– 1 98
27	S.G.E.	30 75	30	29 15	– 5 20
685	Silic	700	700	700	....
510	Simco-U.P.H. ★	503	493	506	+ 0 60
305	Simnor (Li)	305	305	305	....
725	Skis Rossignol	732	721	713	– 2 60
665	Siminco	667	658	659	– 1 20
270	Société Générale	280	280 10	280	....
168	Sodecco	184	181	181	– 1 63
155	Sodero (Na)	152	150	150	– 1 32
2030	Sodexho ★	2300	2300	2350	+ 2 17
89	Sogenal (Ny)	92	92 50	92 50	+ 0 54
265	Sogerap	272 50	271	275	+ 0 92
1900	Somm-Allib. ★	2010	2025	2010	....
595	Source Perrier	670	669	675	+ 0 75
580	Sovac ★	626	620	619	– 0 96
335	Spie-Batignol.	356	355	356	– 0 28
415	Strafor ★	445	439	419	– 5 84
230	Suez	228	228	227	– 0 44
370	Synthélabo ★	375	370 10	372	– 0 80
900	Talcs Luzenac	1000	880	880	– 12
5000	Tél. Elect.	5505	....	....	....
170	Thomson-C.S.F.	174 50	170 10	168	– 3 72
340	Total (CFP) ★	346	341	340	– 1 73
74	– (certific.)	74 80	74 80	74 70	– 0 13
885	T.R.T. ★	1050	1065	1060	+ 0 95
....	U.F.B.-Locab. ★	....	....	....	....
806	U.I.C. ★	800	799	788	– 1 50
510	U.I.F. ★	501	511	505	+ 0 80
860	U.I.S.	835	836	831	– 0 48
169	U.C.B. ★	175	169 10	170	– 2 86
660	Unibail	669	665	659	– 1 49
415	Valéo	424 50	420	419	– 1 30
82	Vallourec	84 80	82	82	– 3 30
305	Via Banque	327	320	322	– 1 53
675	Elf-Gabon	700	699	700	....
121	Amax Inc.	120 10	117 80	116 80	– 2 75
137	Amer. Express	137 20	134	134	– 2 33
151	Amer. Teleph.	151	153	153	+ 1 32
93	Anglo Amer. C.	95 15	95 15	95 15	....
495	Amgold	483	476	476	– 1 45
835	BASF (Akt)	829	828	825	– 0 48
910	Bayer	915	909	907	– 0 87

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
	Buffelsfont.	101 10	100	100 10	– 0 99
	Chase Manh.	145	148	148	+ 2 07
	De Beers	64 50	62	62 50	– 3 10
100	Deutsche Bank	1392	1383	1383	– 0 65
140	Dresdner Bank	811	815	815	+ 0 49
59	Driefontein Cst	62 10	61 50	61 10	– 1 61
1400	Du Pont-Nem.	488	485 10	485 10	– 0 59
825	Eastman Kodak	232	228 80	232	....
61	East Rand	32 40	31 70	31 60	– 2 47
465	Electrolux	240 50	238	238	– 1 04
225	Ericsson	231 50	230 70	230 70	– 0 35
30	Exxon Corp.	251 50	253	253	+ 0 60
230	Ford Motors	268 50	273	273	+ 1 68
215	Freegold	60 05	59 40	59 75	– 0 50
235	Gencor	95	95 90	95 90	+ 0 95
250	Gén. Electr.	231 50	230	222	– 4 10
57	Gén. Belgique	780	748	761	– 2 44
90	Gen. Motors	433	430	430	– 0 69
220	Goldfields	98 60	100 20	100 20	+ 1 62
820	GdMetropolitain	52	51 70	52	....
405	Harmony	45 05	43 50	42 80	– 4 99
95	Hitachi	67 50	67 50	67 50	....
50	Hoechst Akt.	868	868	859	– 1 04
44	Imp. Chemical	106	104 20	104 20	– 1 70
64	IBM	645	639	640	– 0 78
880	ITT	283	282 30	282	– 0 38
103	Ito-Yokado	215	217 80	212	– 1 40
640	Matsushita	126	127	127	+ 0 79
255	Merck	899	893	893	– 0 67
210	Minnesota M.	338	336	336	– 0 59
122	Mobil Corp.	271	265	265	– 2 21
865	Morgan J.P.	181 20	180 90	180 90	– 0 17
330	Nestlé	34700	34300	34290	– 1 18
255	Norsk Hydro	195 50	183 50	183 50 c	– 6 14
181	Olsi	142 80	141 10	141 20	– 1 12
34600	Petrofina	1750	1760	1773	+ 1 31
178	Philip Morris	500	501	497	– 0 60
140	Philips	84 70	85 70	86	+ 1 53
1780	Placer Dome	76	74 85	74 85	– 1 51
485	Quilmès	338	335	338	....
84	Randfontein	438	430	430	– 1 83
73	Royal Dutch	699	700	699	....
320	Rio Tinto Zinc	38 40	38 80	38 80	+ 1 04
445	St Helena Co	54 50	52 70	52	– 4 59
685	Schlumberger	218 20	213	213	– 2 38
38	Shell transp.	114 20	114 70	114 50	+ 0 26
50	Siemens A.G.	1175	1163	1161	– 1 19
205	Sony	251	249 50	248 50	– 1
115	T.D.K.	211 80	211 60	210	– 0 85
1170	Toshiba Corp.	39 45	39	38 90	– 1 39
250	Unilever	336	333	330	– 1 79
205	Unit. Techn.	226	221 70	221 70	– 1 90
36	Vaal Reefs	500	494 90	495 10	– 2 98
330	Volvo	332 10	326	326	– 1 84
215	West Deep	214	209	212	– 0 93
485	Xerox Corp.	306	304	304	– 0 65
325	Zambia Corp.	1 44	1 39	1 40	– 2 78
205					
300					
1 38					

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	126 60	8 247
9,80 % 78/93	102	7 845
10,80 % 79/94	104 15	7 052
13,25 % 80/90	106 60	12 019
13,80 % 81/89	103 75	3 987
16,20 % 82/90	112 23	4 780
16 % juin 82	114 35	14 251
14,60 % fév. 83	114 45	2 752
13,40 % déc. 83	116 70	4 796
12,20 % oct. 84	111 35	6 833
11 % fév. 85	110 45	2 074
10,26 % mars 86	103 80	1 377
ORT 12,75 % 83	1984	..
OAT 10 % 2000	103 30	9 262
OAT 9,80 % 1997	108 21	3 760
OAT 9,80 % 1996	102 55	2 437
Ch. France 3 %	153	..
CNB Bques janv. 82	102 53	3 307
CNB Paribas	102 60	3 307
CNB Suez	102 65	3 307
CNI janv. 82	102 63	3 307
PTT 11,20% 85	107 76	4 324
CFF 10,30% 86	103	2 568
CNE 11,50% 85	108 25	9 389
CNT 9% 86	101 03	0 510
CRH 10,90% déc. 85	105 60	3 270
C.N.C.A. T.P.	1172	117
Drouot Ass. Obl. conv.	2046	212
Métrologie I. 6% 6/7	77 80	7 780

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1450	1480
A.G.F. (St Cent.)	588	570
Applic. Hydraul.	648	660
Arbel	369	367
Astorg	180	180
Avenir Publicité	550	550
Bain C. Monaco	200	200
Banque Hypoth. Eur.	297	300
Béghin-Say (C.I.)	348	348
B.G.I.	865	....
Blanzy-Ouest	557	558
B.N.P. Intercontin.	219	215
Bénédictine	5800	....
Bon-Marché	750	730
B.T.P.	129	129
Calif	600	....
Cambodge	650	680
C.A.M.E.	124	123 90
Campenon Bern.	165	165
Carbone-Lorraine	535	549
Case-Poclain	22	20 o
C.E.G.Frig.	475	494 d
Cenpa. Blanzy	1425	1425
Centrest (Ny)	214	215

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Combal	119	122
Chambourcy (M.)	978	....
Champex (Ny)	142	142 50
C.I.C. (Financ. de)	195	194 50
C.I. Maritime	690	700
Cissan (B)	671	715 d
Clause	652	645
Cofradel (Ly)	1050	1008
Cogifi	335	332
Comiphos	310	309
Cie Industrielle	2495	2488
Comp. Lyon-Alem.	280	280
Concorde (La)	780	780
C.M.P.	13 15	13 15
Créd. Gén. Ind.	528	528
Cr. Universel (Cie)	585	558
Créditel	138	139 50
Dablay S.A.	491	490
Degremont	140	142 50
Delalande S.A.	1150	1130
Delmas-Vieljeux (Fin.)	1566	1550
Didot-Bottin	780	785
Eaux Bass. Vichy	1000	1000
Eaux Vittel	1830	....
E.C.I.A.	875	915
Economats Centre	270	270
Electro-Banque	288	291
Eli-Antargaz	510	....
E.L.M. Leblanc	585	585
Ennfi-Bretagne	257 50	270
Entrepôts Paris	480	468
Epargne (B)	2780	2770
Europ. Accumul.	62	64 10
Europe Soudure Indust.	80	....
Eternit	1785	1715
Finalens	172	180
FIPP	369 60	....
Frac	645	660
Foncière (Cie)	428	415
Fonc. Lyonnaise	488	....
Foncina	400	416
Forinter	1065	1065
Fougerolle	270	274
France I.A.R.D.	271	270
France (La)	4400	4499
From. Paul Renard	620	644
GAN	821	801
Gaumont	338	339
Gévelot	540	588
Gr. Fin. Constr.	390	390
Gds Moul. Paris	363	365
Groupe Victoire	531	545
G. Transp. Ind.	408	400
Immindo S.A.	408	405
Immivest	275	278
Immobail	383	383
Immobanque	671	680
Immob. Marseille	6350	....
Immofice	445	445
Invest. (Sté Cent.)	788	790
Jaeger	112 10	113
Lafitte-Bail	436	435
Lambert Frères	253 40	254 60
Lille-Bonnières	501	521
Loca-Expansion	279	270
Locafinancière	340 50	336
Locatel	780	790
Louvre (Sté)	1169	1169

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Lucia	884	920
Lyonnaise Immob. (Cie)	321	320 50
Machines Bull	101 20	100 50
Magasins Uniprix	138 30	....
Magnant S.A.	110	....
Maritimes Part.	255	275
Métal Déployé	415	405
Mors	54 10	56 20
Navig. (Nat. de)	54	54
OPB Paribas	236	231
Optorg	310	300
Oréal (L') C.I.	1985	1950
Origny-Desvroise	1050	1020
Palais Nouveauté	430	418
Parfinance	162	162
Paribas-CIP	323	....
Paris France	165 20	169
Paris-Orléans	226	216
Partechim	217 40	226 10
Patern. Risq. Div.	1152	1200
Pathé-Cinéma	330	329
Pechiney (cert. inv.)	225	220
Piles Wonder	725	671
Piper-Heidsieck	1030	1030
P.L.M.	98	107 10 d
Porcher	365	370
Promodès	1160	1163
Providence S.A.	1045	1087
Publicis	2365	2340
Rhône-Poul. (c. inv.)	319	323
Ricqlès-Zan	197	....
Rochefortaise S.A.	502	538 d
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	521	506
Rouliers	190	191
Rougier et Fils	74	72
Sacer	515	510
SAFAA	269 80	270 30
Safic-Alcan	780	780
SAFT	1363	1390
Saga	190	177 60
St-Gobain C.I.	465	451
Salins du Midi	484	487
Santa-Fé	123	123
Satam	75 10	75
Savoisienne (M)	215 70	214
SCAC	480	478
Semelle Maubeuge	305	300
S.E.P. (M)	168 40	160
Sfil	152	164 40
Sicotel	298 50	297
Sinvim	270	264 50
Siph (Plant. Hévéas)	325 50	320 10
Sté Générale-CIP	205	199
Sofal financière	1700	....
Soficel	880	880
Sofio	510	520
Soficomi	700	705
S.O.F.I.P. (M)	110 60	102 50
Sofragi	782	778
Souchon Autog.	368	368
Sovabail	820	820
S.P.I.	530	525
Suez (Fin. de)-CIP	189	196 60
Stami	780	781
Taittinger	2180	2100
Testut-Aequitas	215	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Tour Eiffel	384	386
Ufiner S.M.D.	508	505
U.A.P.	282	288
U.T.A.	1003	1001 o
Veuve Clicquot	3250	3120
Vicat	1359	1350
Vialprix	1095	1051
Virax	59	59
Waterman S.A.	652	651
Brass. du Maroc	126	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	760	....
Akzo	325	313 c
Alcan Alum	157	153 10
Algemeine Bank	115 60	115 10
American Brands	240	243
Am. Petrofina	380	385
Arbed	240	236
Asturienne Mines	126	127
Banco de Santander	302	310
Bco Pop Espanol	440	450
Banque Ottomane	2100	2100
B. Régl. Internat.	41510	42000
Br. Lambert	481	510
Canadian-Pacific	107 70	106 70
Chrysler corporation	131	128 80
CIR	24 10	....
Commerzbank	760	748
Dart. and Kraft	298	292
De Beers (port.)	53	....
Dow Chemical	480	477 c
Gén. Belgique	780	781
Gevaert	1102	1102
Glaxo	100 20	100 10
Goodyear	360	360
Grace and Co	163	154
GTE corporation	200	195
Honeywell Inc.	392	392
I.C. Industries	200	205
Johannesburg	780	....
Kubota	31	....
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	40	39 10
Mineral-Ressourc.	76	74
Nixdorf	1690	1700
Noranda	105	103
Olivetti	28 10	25 70
Pakhoed Holding	235	235
Pfizer Inc.	328	325
Procter Gamble	454 80	462
Ricoh Cy Ltd	60 10	60 05
Rolinco	265	260 50
Robeco	295 60	273
Rodamco	468	469
Saipem	9 60	9 50
Shell fr. (port.)	107	....
S.K.F. Aktiebolag	245	220
Steel Cy of Can.	107	104
Squibb	335	343
Tenneco	240 10	....
Thorn EMI	63 50	67
Toray indust. inc	37 90	36 80
Vieille Montagne	910	914
Wagons-Lits	795	800
West Rand	8 60	8 10

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	300	....
Calciphos	140	136
Cochery	139	....
Cogenhor	136	141
C. Occid. Forestière	180	....
Copanex	381	360
Dubois Inv. (Casto.)	625	625
Gachot	62	62
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	10 70	10 60
Nicolas	890	830 o
Révillon	350	....
Rorento N.V.	174 80	174 90
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	308	....
Sté Lecteurs du Monde	680	680
Ulinex	390	....
Union Brasseries	116 90	....

SICAV (sélection) 29/4

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	727 20	709 46
Actilion	200 71	195 34
Actions France	388 57	374 53
Actions sélectionnées	499 59	481 53
Audificandi	547 26	527 48
A.G.F. Actions (ex-CIP)	973 70	949 95
A.G.F. 5000	486 93	476 05
A.G.F. ECU	1041 96	1031 65
A.G.F. Interfonds	408 72	398 75
A.G.F. Invest	100 06	97 62
A.G.F. OBLIG.	1025 84	1020 74
A.G.F. Sécurité	10271 53	10271 53
Agfimo	541 37	528 17
Altefi	208 98	199 51
A.L.T.O.	175 43	169 09
Amsel-Gan	4684 47	4472 05
América-Valor	663 11	637 18 c
Amplitude	474 69	460 86
Arbitrages court terme	5373 71	5362 97 ◆
Argonautes	348 64	338 63
Associc	1133 59	1133 59
Atout Futur	262 75	264 11
Aurecic	1372 71	1332 73
Axa Europe	118 87	113 29
Axa Investissements	106 35	101 53
Bred Associations	2551 99	2544 36
Bred International	79 61	76 05
Capital Plus	1779 29	1779 29
Cardan-Pierre	26 18	25 05
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compteurtrésor	106 29	103 19
Convertimmo	337 17	324 20
Cortal court terme	1267 03	1267 03
Cortal Intérêt min.	1058 96	1036 74
Credinter	472 64	468 87
Drouot-France	576 48	550 34
Drouot-Investiss.	907 20	866 06
Drouot-Sécurité	239 45	228 59
Drouot-Sélection	141 78	135 35
Ecucic	1162 47	1135 44
Ecureuil Privatisations	328 82	317 11
Energie	232 63	222 08
Eparcic	2919 89	2919 89
Eparcourt Sicav	4084 93	4074 74
Epargne Associations	24074 80	24038 74
Epargne-Capital	7873 76	7785 80
Epargne-Industr.	68 21	65 12
Epargne J	52713 22	52713 22
Epargne Long-Terme	163 38	159 01
Epargne Monde	1048 33	1015 41
Epargne Première	12423 36	12423 36 ◆
Epargne-Oblig.	186 24	181 26
Epargne-Quatre	1083 81	1083 81 ◆
Epargne-Unie	1107 08	1057 07
Epargne-Valeur	385 16	374 87
Epsimblig	1265 58	1263 05
Epsilon	1088 10	1057 52
Eulimmat Croissance	1114 55	1064 01
Eulimmat Rendement	1110 80	1080 43
Eurocic	8973 87	8841 25
Eurodyn	980 84	948 59
Euro-Gan	4449 61	4247 84
Euro-MaïF	25 42	25 04
Fixord Placement	58763 27	58807 45
Fixord Valorisation	13357 61	13095 70
Fonsicav (div. par 10)	10891 57	10891 57
Foncival	236 13	227 73
France-Gan	5534 81	5283 83
France-Garantie	287 53	287
France-Investiss.	381 32	364 04
France-Obligations	433 19	428 89
Francic	346 44	336 38
Francic Pierre	92 37	88 88
Francic Régions	833 04	805 66 c
Fructi-Associations	27 98	27 86
Fructi-Epargne	26 26	25 62
Fruclopi	313 88	309 24 c

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructicourt	110527 11	110527 11
Fructidor	246 51	241 88
Fructifrance	658 47	642 41
Fructimmo	237 33	231 64
Fructivar	4187 50	4157 11
Fructi ECU	558 65	548 62
Fructi-Première	11695 68	11522 84
Futuroblig	1089 46	1083 31
Gestilion	60687 95	60546 58
Gestion Sécuricourt	11108 20	10898 22
Gestion Associations	141 95	138 84
Gestion Mobilière	606 75	579 24 c
Haussmann Associat.	1178 57	1178 57
Haussmann court terme	1180 85	1180 85
Haussmann Epargne	1372 38	1372 38
Haussmann Europe	1949 21	1878 76
Haussmann France	808 12	778 91
Haussmann Mélèze	1320 68	1260 38
Haussmann Obligation	1395 84	1345 39
Horizon	1005 29	976 01
Interoblig.	12250 61	11779 43
Intersélect France	380 50	379 13
Invest. net	14603 05	14573 90
Invest.Obligataire	18018 01	17980 05
Japacic	182 04	176 74
Jeune épargne	239 07	235 54
Laffitte-Amérique	237 55	226 78
Laffitte Europe	237 47	226 70
Laffitte-Expansion	259 71	248 80
Laffitte-France	278 64	265 91
Laffitte-Immobilier	222 77	212 67
Laffitte-Japon	374 19	357 22
Laffitte-Oblig.	145 95	139 33
Laffitte–Rend.	216 09	205 34
Laffitte-Tokyo	370 28	353 47
Lion-Associations	11262 67	11262 67
Lion court terme	114936 53	114936 53
Lion-Institutionnels	22673 56	22617 02
Livaplus	727 78	720 58
Livret Bourse Investis.	390 85	379 47
Livret portefeuille	597 78	580 35
Méditerranée	149 57	142 79
Minimax	28037 30	28037 30
Mondiale Investissem.	400 28	382 11
Monecic	5829 35	5829 35
Monedan	53858 54	53858 54
Moné.J.	54289 44	54289 44 ◆
Morgan court terme	14934 84	14934 84
Mutuelle Unie Sél.	141 94	135 41
Natio-Assoc.	8541 17	8528 11
Natio-Epargne	13428 19	13295 24
Natio-Court terme	209478	209478
Natio-Inter.	1170 49	1139 16
Natio-Obligations	540 36	525 90
Natio-Patrimoine	1288 69	1254 20
Natio-Placements	63838 86	63838 86
Natio-Revenus	1064 13	1043 69
Natio-Sécurité	11291 18	11291 18
Natio-Valeurs	602 53	586 40
Nippon-Gan	5277 62	5038 30
Nord-Sud Développ.	1168 97	1166 64
Normat IF	12978 43	12625 91
Obli Association	120 34	119 15
Oblicic Régions	1085 35	1078 16
Obligations Convert.	386 41	378 43 ◆
Oblig. toutes catég.	163 25	158 11
Oblifion	1084 80	1074 08
Optimavalor	173 46	169 22
Oraction	1141 72	1104 19
Orvalor	5539 93	5539 93
Paribas Croissance	570 61	547 36
Paribas Epargne	16467 25	16436 38
Paribas France	82 71	10 30
Paribas Obligations	989 36	974 74
Paribas Opportunités	104 32	101 29
Paribas Patrimoine	486 54	478 34
Paribas Revenus	94	93 07

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Pacome-Valor	1072 64	1071 57
Patrimoine-Retraite	1681 24	1649 27
Parvalor	547 41	531 47
Phénix Placements	243 01	241 80
Pierre Investiss.	658 25	628 40
Placement A	840 12	840 12
Placement ccl-terme	75336 22	75336 22
Placement J	57698 96	57698 96
Placement Premier	56680 57	56680 57
Plénitude	106 72	103 86
Première Obligations	10420 31	10399 51
Prévoyance Ecureuil	106 07	103 23
Priv'Association	21940 51	21940 51
Quartz	110 10	107 39
Quatre-quarts Retraite	1 04	1 01
Rentacic	183 79	181 37 c
Revenus Trimestriels	5595 71	5540 31
Revenu Vert	1146 57	1145 42
Rivoli Action Invest.	321 01	306 45
Rivoli Plus	1118 47	1087 76
St-Honoré Assoc.	13846 84	13777 95
St-Honoré Bio-aliment.	715 74	683 28
St-Honoré Pacifique	517 58	494 11
St-Honoré P.M.E.	418 78	399 79
St-Honoré Réal	11861 39	11814 13
St-Honoré Rendement	11192 43	11136 76
St-Honoré Services	460 32	442 62
St-Honoré Technol.	695 63	664 09
St-Honoré Valor	11785 95	11785 95
Sécuricic	11469 49	11458 02
Sécuri'Taux	10447 53	10447 53 ◆
Sélection Croissance	471 54	457 81
Scandon (Cardan SP)	728 62	718 06
Sicav-Associations	1369 80	1367 72 c
S.F.I. fr. et étr.	578 06	562 21
Sicav 5000	307 14	298 82
S.I. Est	1187	1133 17
S.I.G.	780 10	744 38
Silvafrance	488 72	475 84
Silvam	381 91	371 69
Silvarente	215 68	213 54
Silvinter	407 31	396 41
S.N.I.	1092 44	1080 62
Sogepargne	354 50	341 69
Sogevar	905 76	893 33
Sogister	1248 66	1182 07
Soleil Investissement	470 72	449 37 c
Stratégie Actions	1007 08	968 36
Stratégie Rendement	1112 44	1077 42
Technocic	1102 10	1070 ◆
Techno-Gan	5799 14	5530 44
Télion	5292 61	5240 41
U.A.P. Investiss.	372 76	359 29
Uni-Associations	111 70	111 70
Unifrance	410 67	395 83
Unifoncier	1064 82	1026 33
Uni-Garantie	1305 36	1279 73
Uni-Régions	2406 15	2319 18
Univarte	2177 62	2106 02
Univer	181 87	181 87
Univers-Actions	1009 47	976 28
Univers-Obligations	1568 09	1506 86
Valorem	475 41	463 81
Valorg	1554 89	1553 34
Valrual	83032 52	83590 73 ◆
Vauban	22729 60	22706 77

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/4	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 677	5 671	5 480	5 880
ECU	7 045	7 051	....	....
Allemagne (100 DM)	339 560	339 910	329 500	348
Belgique (100 F)	16 233	16 243	15 650	16 600
Pays Bas (100 fl.)	302 880	303 100	293	313
Danemark (100 krd)	88 150	88 300	85	92
Norvège (100 k)	92 250	92 270	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 653	10 680	10 300	11 500
Grèce (100 drachmes)	4 230	4 235	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 567	4 567	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	409 900	408 870	396 500	418 500
Suède (100 krs)	98 770	98 870	93	99
Autriche (100 sch)	48 310	48 365	46 850	49 850
Espagne (100 pes.)	5 135	5 137	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 150	4 151	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 623	4 622	4 450	4 850
Japon (100 yens)	4 548	4 550	4 410	4 620

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/4
Or fin (kilo en barre)	82300	81700
Or fin (en lingot)	82050	81700
Pièce française (20 fr)	502	505
Pièce française (10 fr)	377	.....
Pièce suisse (20 fr)	527	528
Pièce latine (20 fr)	474	473
Souverain	597	594
Pièce de 20 dollars	2865	2865
Pièce de 10 dollars	1455	1455
Pièce de 5 dollars	825	.....
Pièce de 50 pesos	3110	3115
Pièce de 10 florins	485	485
Or Londres	452 15	448 85
Or Zurich	452 50	450
Or Hongkong	451 60	449 85
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

NICARAGUA : interruption des pourparlers

Le président Ortega menace la Contra d'une nouvelle offensive militaire

MANAGUA
de notre correspondant en Amérique centrale

Ce n'est pas encore la rupture, mais le ton a monté brusquement entre le gouvernement sandiniste et la Contra à la suite de l'échec de la réunion qui s'est tenue du 28 au 30 avril à Managua entre les représentants des deux belligérants. Exaspéré par l'attitude des rebelles qui ont rejeté les propositions gouvernementales, le président de la République, M. Daniel Ortega, a menacé, dimanche 1er mai, de lancer contre les adversaires de la révolution sandiniste une offensive militaire d'une ampleur sans précédent.

S'adressant à plusieurs milliers de personnes dans le cadre des cérémonies de la fête du travail, M. Ortega a déclaré que si, le 30 mai – date de la fin de la trêve de soixante jours, en vigueur depuis le 1er avril – il n'y avait pas d'accord sur le cessez-le-feu définitif, le *« peuple en armes »* serait mobilisé tout entier pour infliger une défaite militaire à la guérilla antisandiniste. Au cours des derniers jours, on a pu constater de nouveaux recrutements massifs pour le service militaire, ce qui a provoqué des incidents, de plus en plus de jeunes refusant de répondre à l'appel sous les drapeaux.

Les réservistes sont également convoqués en plus grand nombre que d'habitude, et le ton est redevenu nettement plus belliciste dans les organes de presse officielle.

Les autorités sandinistes ont été particulièrement agacées par la décision des cinq dirigeants de la Résistance nationale – le nom officiel de la Contra – de ne plus revenir à Managua tant que *« le climat politique ne sera pas plus propice »*. Le chef de la délégation rebelle, M. Adolfo Calero, faisait ainsi allusion aux divers incidents survenus ces derniers jours. Notamment le différend entre Tomas Borge, ministre de l'intérieur, et José Castillo, directeur de Radio Corporacion (opposition). Mécontent des commentaires favorables à la Contra sur cette chaîne de radio, M. Borge a convoqué vendredi le journaliste à son domicile pour lui signifier sa désapprobation à coups de poing...

Gagner du temps

Des incidents plus sérieux s'étaient également produits entre la police et des ouvriers du bâtiment qui ont entamé une grève de la faim pour obtenir des augmentations de salaires. Le syndicat du bâtiment est en grève depuis plus de deux mois, ce qui a provoqué une montée de la tension entre le gouvernement et les quatre centrales syndicales proches de l'opposition. Au point que plusieurs milliers de travailleurs nicaraguayens ont défilé dimanche dans les rues de la capitale.

Les Contras auraient souhaité *rencontrer les dirigeants syndicaux* et les partis d'opposition, mais les autorités avaient établi un cordon sanitaire efficace pour empêcher tout contact, estimant qu'ils étaient venus à Managua pour *« négocier un cessez-le-feu définitif et non pour mener une campagne politique »*. Les trois jours de négociations intenses n'ont cependant même pas permis de parvenir à s'entendre sur les modalités de la trêve actuelle. La Résistance nationale a rejeté les offres du gouvernement qui proposait de recourir au service de la Croix Rouge internationale pour fournir une *« aide humanitaire »* aux guérilleros (6 000 à 10 000 hommes, selon les sources). Cette aide accordée à la Contra par le Congrès des Etats-Unis consiste essentiellement en produits alimentaires, médicaments et vêtements. Les rebelles estiment que seule une société privée bénéficiant de leur confiance peut mener à bien cette opération. Ils ont également refusé de prolonger la trêve jusqu'au 30 juin (au lieu du 31 mai), comme le proposaient les sandinistes.

En fait, on a pu constater une fois de plus que personne ne semble vraiment souhaiter le succès de ces négociations. L'une et l'autre partie cherchant à gagner du temps pour renforcer leur position sur le terrain et sur la scène internationale, en particulier aux Etats-Unis, où la campagne électorale a relégué pour l'instant le Nicaragua au second plan.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Accord salarial à la COGEMA

Le travail devait reprendre normalement dans toutes les mines de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) le lundi 2 mai. Après de longues discussions et notamment la nomination d'un médiateur par le tribunal de Versailles, un accord a été signé entre la direction et les syndicats CGT et CFDT, qui représentent la très large majorité des mineurs.

Cet accord reprend les propositions faites par la direction, d'augmentation des salaires de 2 % en niveau (1,1 % au 1er avril, mais à compter du 1er février pour les bas salaires et 0,9 % au 1er novembre) et 3,7 % en masse. D'autre part, les mesures particulières sont prévues pour les salaires les plus bas, notamment un minimum de 80 000 F brut par an, hors avantages en nature ; les indemnités de chauffage et de logement et les primes de rendement pour le personnel ouvrier vont être augmentées ; enfin, la structure de rémunération des ouvriers sera simplifiée (les nombreuses primes représentant près de 40 % du total).

Après plusieurs mouvements de grève, 300 mineurs venus d'abord de Lodève (Hérault) puis de Crouzille (Haute-Vienne) et de Mortagne (Vendée) avaient bloqué le siège de la société à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), à l'appel de la CGT. Ils avaient libéré les accès jeudi 28 avril, à la demande du tribunal de Versailles et ils ont évacué les lieux après la signature de l'accord.

Sur le vif

A histrion, histrion et demi

Où on va, là ? Ils sont complètement déboussolés, les collègues dans les médias. Qu'est-ce que c'est que ce cirque autour de Le Pen ? Oh ! pardon, de M'sieur Le Pen, enfin, je veux dire : de M'sieur le président du FN. Il y a dix jours encore, chaque fois qu'il passait à la radio, à la télé, fallait désinfecter le studio à la javel, on lui parlait en se bouchant le nez, on le balayait dans les coins, lui et ses quatre tondus et trois excités, *bouffeurs de bicots et de youpins*.

Depuis qu'on sait combien ils sont, on s'aplatit, on s'écrase, on se tortille, on se contorsionne en courbettes, en génuflexions, et on se perd en conjectures stupéfaites sur un score qui, pourtant, ne devrait étonner personne. Du coup, il ne se sent plus péter, pépère. On n'entend, on ne voit plus que lui, le gros berger de Domrémy porté, dopé par ses voix : les voix de ses partisans vociférant hier aux Tuileries sous une pluie battante pour sortir cette pauvre France droguée, sidatisée, cette France prostituée, de sa fange.

Faites gaffe, les confrères, n'allez pas vous interroger devant lui sur la fin du gaullisme : où c'est qu'il est passé, le grand Charles ? Déjà qu'il parle de lui-même à la troisième personne et qu'il porte sa résistance en écharpe, il va vous le retrouver vite fait : le général, c'est lui, le général Jean-Marie d'Arc.

Remarquez, on n'a pas fini de rigoler. Avec l'OPA de Pasqua sur la boutique à mon Jacquot, pousse-toi de là que je m'y mette, ça va saigner, à droite. D'autant qu'on peut faire confiance à mon Mimi pour tourner voluptueusement le couteau dans la plaie, avant d'y verser généreusement le sel d'un retour à la proportionnelle. Un histrion, Le Pen ? Le plus cabot des trois n'est peut-être pas celui qu'on croit.

CLAUDE SARRAUTE.

● **Un gendarme du GSPR tué au volant d'une voiture de M. Mitterrand.** – Un gendarme membre du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) a été tué, dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 avril, dans un accident de la route. Au volant de l'une des deux Renault 25 blindées utilisées par M. François Mitterrand, il revenait de Lille, en direction de Paris, après le meeting tenu, vendredi soir, par le candidat socialiste. Cependant, le retour de M. Mitterrand avait toujours été prévu par avion, la voiture ne devant être utilisée qu'en cas d'empêchement majeur, brouillard notamment. L'accident s'est produit vers 2 heures du matin, sur l'autoroute, à hauteur de Roye (Somme). La Renault 25, qui roulait à vive allure, a percuté un camion. Décédé, le conducteur, Robert Desplanche, âgé de trente-six ans, gendarme depuis douze ans, avait effectué plusieurs séjours à Beyrouth avec l'escadron parachutiste de la gendarmerie, avant d'être nommé à l'Elysée. Son passager, également gendarme et membre du GSPR, Maurice Laurent, âgé de trente-deux ans, a été légèrement blessé.

TUNISIE

Adoption de la loi sur le multipartisme

TUNIS
de notre correspondant

La Chambre des députés a adopté, le jeudi 28 avril, une loi institutionnalisant le multipartisme. Le texte officiel de la nouvelle législation, la première du genre en Tunisie, n'a pas été rendu public. Selon les extraits qui en ont été publiés par la presse, elle soumet la création d'un parti politique à un certain nombre de conditions dont on retiendra surtout que chacun devra respecter l'*« identité arabo-islamique »* de la Tunisie, mais qu'aucune formation proprement islamique ne sera autorisée.

L'article 3 dispose, en effet, qu'*« aucun parti n'a le droit de se référer, dans ses principes, ses objectifs, son action ou son programme, ni à la religion, ni à la langue, ni à une race, ni à une région »*.

En revanche, en vertu de l'article 2, tout parti devra s'engager à *« agir dans le cadre de la légalité constitutionnelle et de la loi et est tenu de respecter et de défendre notamment l'identité arabo-islamique, les droits de l'homme, le régime républicain et tous les acquis de la nation, notamment le code du statut personnel »*. Ce code, promulgué en 1956 et abolissant la répudiation de la femme au profit du divorce, est contesté par les islamistes.

Sur le financement des partis, la législation exige que *« tout don ou offrande »* soit signalé au ministère de l'intérieur afin, a expliqué lors des débats M. Slaheddine Baly, ministre de la justice, d'empêcher *« toute ingérence étrangère »*. Celle-ci peut être de toute sorte, mais les regards se tournent essentiellement vers les islamistes, accusés par le précédent régime d'inféodation à l'Iran.

Les trois principaux partis de l'opposition, le Mouvement des démocrates socialistes, le Parti communiste et le Parti de l'unité populaire, ne se sont pas encore prononcés en attendant de prendre connaissance du texte officiel. Néanmoins, cinq jours avant le vote, le MDS avait publié un communiqué reprochant au projet de loi de soumettre les partis reconnus à des *« entraves, restrictions et contraintes »* et d'*« être en contradiction avec celui de pacte national dans la mesure notamment où, s'il est adopté et appliqué tel quel, il écarterait certains courants déterminés qui ont une présence réelle et les priverait de leur droit légitime d'exister »*.

(Intérim.)

M. Ben Salah gracié

Le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali a décidé, samedi 30 avril, de gracier l'ancien ministre de l'économie nationale, M. Ahmed Ben Salah, condamné en 1970 à dix ans de travaux forcés pour haute trahison, et qui s'était évadé de la prison le 5 février 1973. Le chef de l'Etat a décidé d'annuler le reliquat de la peine à laquelle l'ex-ministre avait été condamné, a annoncé le ministre d'Etat à la justice, M. Slaheddine Baly, à l'issue d'un entretien avec M. Ben Ali. – *(AFP)*.

[Agé de soixante-deux ans, M. Ahmed Ben Salah, qui vit en Suisse depuis quinze ans, a été l'artisan de la politique de développement de la Tunisie en tant que ministre de l'économie et du Plan de 1960 à 1969. A la suite de l'échec de sa politique de « coopérativisation » à outrance, Bourguiba l'avait fait juger et condamner. Fondateur dans les années 70 du Mouvement de l'unité populaire (MUP), parti non reconnu mais toléré aujourd'hui encore, M. Ben Salah s'est vu restituer, il y a quelques jours, son passeport tunisien.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 mai

Effritement dans le calme

Dans un marché calme, même terne, les valeurs françaises se sont effritées doucement. Après un repli de 0,17 % initialement, l'indicateur instantané cédait 0,31 % à la fin de la matinée. A la hausse figuraient *La Redoute* (+ 4,9 %), *Nord Est* (+ 3,5 %), Presses de la Cité (+ 3,5 %), Fromageries Bel (+ 3,3 %), TRT (+ 2,6 %), Comptoir des entrepreneurs (+ 2,6 %) et Michelin (+ 2,4 %). En baisse on notait Ecco (– 3,3 %), Europe 1 (– 2,9 %), Dumez (– 2,8%), Cétélem (– 2,8 %), Chargeurs (– 2,7 %) et SAT (– 2,2 %).

Le numéro du « Monde » daté 2 mai 1988 a été tiré à 505 144 exemplaires

A B C D F G H

EN BREF

● **CORÉE DU SUD : prochain remaniement gouvernemental.** – Les principaux dirigeants du Parti de la justice et de la démocratie, au pouvoir, ont démissionné, lundi 2 mai, à la suite du revers électoral subi par la majorité gouvernementale lors des élections législatives du 26 avril. Le président Roh Tae Woo devrait, par ailleurs, remanier son gouvernement d'ici la fin de la semaine. Enfin, de violents affrontements entre policiers et ouvriers réclamant la liberté syndicale ont eu lieu dimanche 1er mai à Séoul. – *(Reuter, AFP.)*

● **INDE : une clinique pour enfants s'effondre (50 blessés graves).** – Au moins 50 enfants ont été grièvement blessés, le lundi 2 mai, lorsqu'une clinique s'est partiellement effondrée dans l'Etat de Jammu et Cachemire (nord de l'Inde), a rapporté l'agence de presse indienne PTI. Selon PTI, l'armée et les pompiers ont été dépêchés sur le lieu du drame pour tenter de sauver les enfants encore ensevelis sous les décombres. Au moment de l'accident, quelque 200 enfants étaient hospitalisés. – *(AFP.)*

● **ESPAGNE : *attentat à Barcelone* : au moins onze blessés.** – Au moins onze personnes, notamment des policiers et des pompiers, ont été blessées, lundi 2 mai à Barcelone, lors d'un attentat à l'explosif revendiqué par l'organisation catalane Terra Lliure (Terre libre), annonce-t-on de source policière. Une explosion a eu lieu lundi peu après 2 heures du matin dans les locaux d'une succursale de banque. Un appel à un journal, fait au nom de Terra Lliure, indiquait qu'un deuxième engin avait été déposé. Ce dernier a fait explosion quelques minutes plus tard lorsque la police et les pompiers se trouvaient sur place. – *(AFP.)*

● **Trois membres présumés de l'ETA écroués à Paris.** – Après José Félix Perez-Alonza, inculpé vendredi, notamment de tentative d'homicide sur la personne d'un fonctionnaire de police (*le Monde* du 2 mai), trois autres membres présumés de l'ETA ont été transférés de Bayonne à Paris samedi matin 30 avril. Il s'agit de Maïté Bergara, vingt-neuf ans, Chantal Bernadette, vingt-trois ans et Nadine Soronto, vingt-quatre ans, interpellées quelques jours avant dans le cours de l'enquête qui a fait suite à l'arrestation de Perez-Alonzo. Elles ont été inculpées par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de la lutte antiterroriste, d'association de malfaiteurs et écrouées. D'autre part, un Basque espagnol, Aitor Othiza-Olazabal, vingt-six ans, soupçonné lui aussi d'avoir été en relation avec Perez-Alonzo, a été arrêté vendredi et placé en garde à vue à Hendaye.

● **Attentats en Corse contre cinq villas en construction.** – Cinq pavillons en cours de construction ont été fortement endommagés dans la nuit du 30 avril au 1er mai à Ghisonaccia (Haute-Corse). Ces bâtiments étaient destinés à des cadres d'Electricité de France. Les policiers ont découvert sur les lieux des inscriptions signées FLNC et proclamant : *« Non à la politique EDF ! »*



